

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DE LA GUERRE MONDIALE

(Série française)

LE PROBLÈME DU RÉGIONALISME

PAR

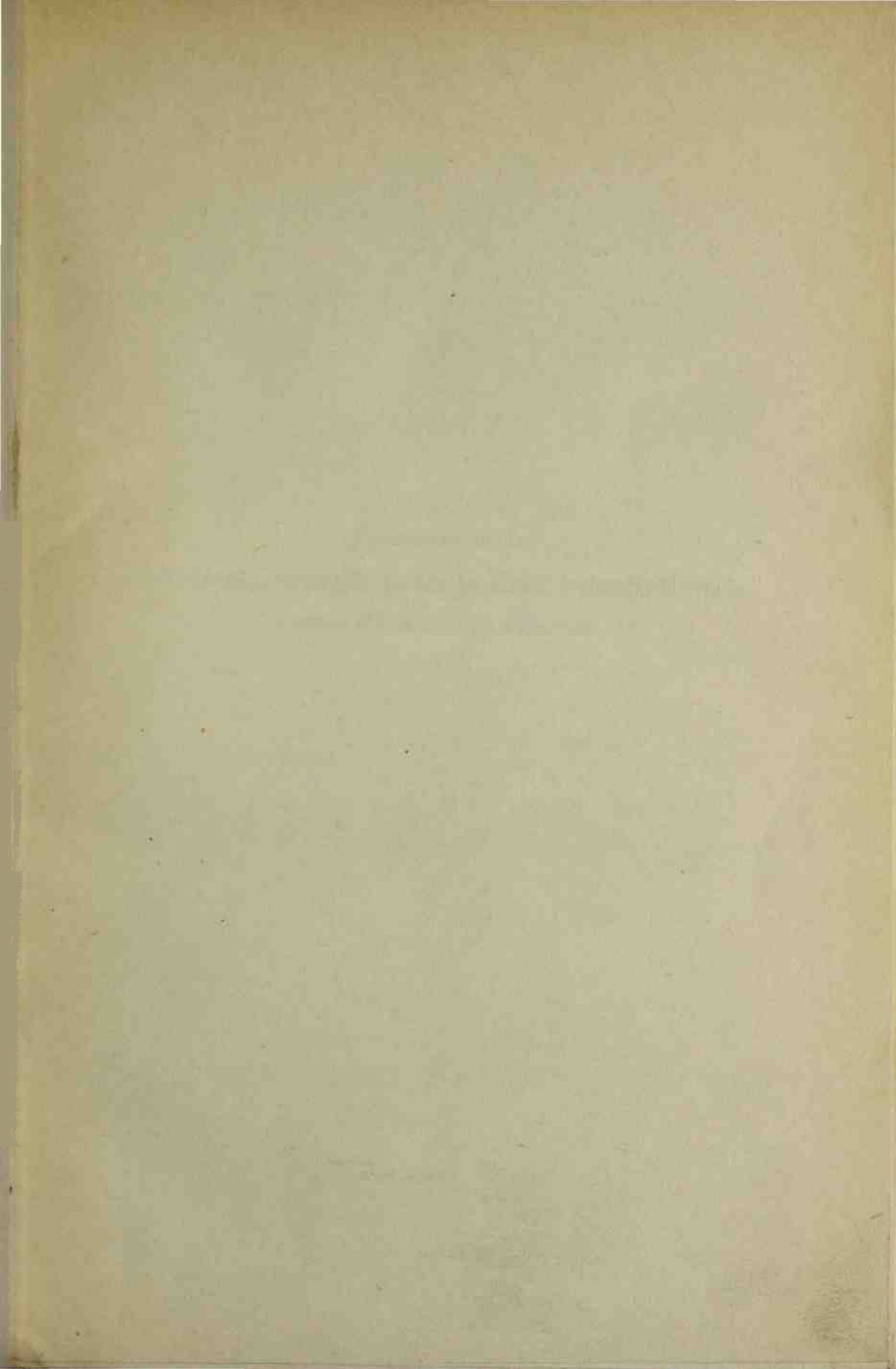
Henri HAUSER

Correspondant de l'Institut,
Professeur à la Sorbonne et au Conservatoire national des Arts et Métiers

PUBLICATIONS DE LA DOTATION CARNEGIE
POUR LA PAIX INTERNATIONALE

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, PARIS
YALE UNIVERSITY PRESS, NEW-HAVEN, U. S. A.

ex libris
P. Jannaccone



Publications de la
Dotation Carnegie pour la Paix Internationale
Section d'Économie et d'Histoire

HISTOIRE ÉCONOMIQUE & SOCIALE DE LA GUERRE MONDIALE

Série Française

DIRECTEUR

JAMES T. SHOTWELL

Professeur d'Histoire à l'Université Columbia (U. S. A.)

AVEC LA COLLABORATION DU

COMITÉ FRANÇAIS

CHARLES GIDE, Professeur au Collège de France (*Président*).

ARTHUR FONTAINE, Président du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail.

HENRI HAUSER, Professeur à la Sorbonne et au Conservatoire national des Arts et Métiers.

CHARLES RIST, Professeur à la Faculté de Droit.

*(Voir à la fin de ce volume la composition des Comités étrangers
et la liste des monographies se rapportant à chaque pays).*

T0 01026445
DEP. J. 406

L'ORGANISATION GOUVERNEMENTALE
FRANÇAISE
PENDANT LA GUERRE

LE PROBLÈME DU RÉGIONALISME

PAR

Henri HAUSER

Correspondant de l'Institut,
Professeur à la Sorbonne et au Conservatoire national des Arts et Métiers

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1924

N.ro INVENTARIO GRE 15879

THE NATIONAL GOVERNMENT
OF CANADA
MINISTER OF THE INTERIOR

THE PROBLEM OF REGIONALISM

BY
J. H. HARRIS

THE NATIONAL GOVERNMENT
OF CANADA
MINISTER OF THE INTERIOR

PREFACE

A l'automne de 1914, quand l'étude scientifique des répercussions de la guerre sur la vie moderne passa tout à coup du domaine de la théorie dans celui de l'histoire, la Division d'Economie et d'Histoire de la Dotation Carnegie se proposa d'adapter son programme de recherches aux problèmes nouveaux que la guerre allait susciter ou, si l'on préfère, aux problèmes anciens qu'elle allait transformer.

Le programme existant, tel qu'il avait été rédigé dans la conférence des économistes tenue à Berne en 1911 et qui traitait des questions alors actuelles, avait déjà donné lieu à des travaux de haute valeur, mais pour bien des raisons, il ne pouvait plus être maintenu tel quel. Un nouveau plan fut donc tracé, à la demande du Directeur de la Division. Il avait pour but de mesurer, par une vaste enquête historique, le coût économique de la guerre et les perturbations qu'elle causerait dans la marche de la civilisation. Il y avait lieu de penser qu'en confiant une telle entreprise à des hommes compétents et d'esprit pondéré, et en la menant selon la méthode vraiment scientifique, elle pourrait finalement fournir au public les éléments nécessaires pour se former une opinion éclairée — et servir par là les intentions d'une Fondation consacrée à la cause de la Paix internationale.

Le besoin d'une telle analyse, conçue et exécutée dans le véritable esprit de la recherche historique, s'est fait de plus en plus sentir au fur et à mesure que la guerre s'est développée, déclanchant toute la multiplicité des forces nationales — non seulement celles qui visaient à la destruction, mais aussi celles qui aboutissaient à la création de nouvelles énergies productives. L'apparition de ces formes nouvelles d'activité économique qui, en temps de paix, se seraient traduites par un accroissement de richesse sociale et qui ont donné parfois l'illusion d'une prospérité accrue — et, d'autre part, le spectacle de l'incroyable endurance dont firent preuve toutes les nations belligérantes pour supporter des pertes sans cesse accrues — ont rendu nécessaire de soumettre à un examen plus approfondi tout le domaine de l'économie de guerre.

Une double obligation s'imposa donc à la Division d'Economie et

d'Histoire. Elle dut prendre pour règle de concentrer son travail sur les problèmes ainsi posés et de les étudier dans leur ensemble ; en d'autres termes, de leur appliquer les critères et les disciplines de la méthode historique. En raison même de ce que la guerre, prise dans son ensemble, constituait un seul fait, quoique se répercutant par des voies indirectes jusqu'aux régions les plus reculées du globe, l'étude de la guerre devait se développer sur un plan unique, embrassant tous ses aspects à la fois et pourtant ne négligeant aucune des données accessibles.

Aussi longtemps que la guerre a duré, on ne pouvait songer à l'exécution d'un tel programme. On pouvait tenter des études occasionnelles et partielles (quelques-unes ont été publiées sous la direction de la Division Economique), mais il était impossible d'entreprendre une histoire générale — et cela pour des raisons évidentes. D'abord toute étude autorisée sur les ressources des belligérants aurait influencé directement la conduite des armées. Aussi les gouvernements avaient-ils grand soin de soustraire à toute enquête les données de la vie économique, même celles auxquelles, en temps normal, le public a accès. En dehors même de cette difficulté, les collaborateurs qui eussent été qualifiés pour ces études étaient pour la plupart mobilisés et par conséquent hors d'état de se livrer à de pareilles recherches. Le plan d'une histoire de la guerre fut donc ajourné jusqu'au moment où les circonstances rendraient possibles dans chaque nation non seulement la communication des documents, mais la collaboration des spécialistes, économistes, historiens, hommes d'affaires ; et où leur coopération à ce travail collectif ne pourrait plus donner lieu à des malentendus, ni quant à ses buts, ni quant à son contenu.

Dès la guerre finie, la Dotation reprit son plan primitif. Il se trouva qu'il s'adaptait assez bien, sauf quelques légères modifications, à la situation nouvelle. Le travail commença dans l'été et l'automne de 1919. Une première conférence des économistes composant le Conseil consultatif (*Advisory Board of Economists*), fut convoquée à Paris par la Division d'Economie et d'Histoire. Elle se borna à tracer un programme de courtes études préliminaires ayant trait aux principaux aspects de la guerre. Comme le caractère purement préliminaire de ces études fut encore accentué par le fait qu'elles portaient plus spécialement sur les problèmes urgents de l'Europe à ce moment, on décida de ne pas en faire des fragments de l'histoire générale mais d'y voir simplement des essais d'intérêt immédiat pour la période de l'après-guerre. Visiblement la conférence ne pouvait établir *a priori* aucun programme d'ensemble ; il fallait créer un instrument plus spécialisé que celui qui existait si l'on voulait entreprendre l'histoire économique et sociale de la guerre. Pour cela il fallait une enquête menée d'abord par une orga-

nisation nationale et ne faisant appel que subsidiairement à une coopération internationale. Aussi longtemps que les faits relatifs à l'histoire de chaque nation ne seraient pas parfaitement connus, il serait vain de procéder à des analyses comparatives et l'histoire de chaque pays constituerait elle-même un inextricable labyrinthe. On décida donc de dissoudre l'ancien Comité européen de recherches et de le remplacer par un Comité de direction (*Editorial Board*) dans chacun des principaux pays (ou par un seul directeur dans les petits pays). La tâche de ces Comités devait se concentrer, au moins pour l'instant, sur l'histoire économique et sociale de leur pays respectif.

La première démarche du Directeur général fut de choisir les membres de ces Comités de Direction dans chaque pays. Si le plan de la Dotation avait besoin d'une justification, il suffirait de montrer les listes des noms de tous ceux qui, hommes de science ou hommes d'état, ont accepté la responsabilité de ces publications. Cette responsabilité est assez lourde, car elle implique l'adaptation du plan général aux conditions spéciales de chaque pays et à ses habitudes de travail. Le degré de réussite de l'entreprise dépendra du zèle avec lequel les collaborateurs de chaque nation accepteront d'y coopérer.

Une fois constitués les Comités de direction, un premier pas s'imposait pour la mise en train de notre histoire. Pas d'histoire sans documents. Avant tout il fallait rendre accessibles pour les recherches, dans la mesure compatible avec les intérêts de l'Etat, tous les documents de quelque importance relatifs à la guerre, locaux ou nationaux. Mais la constitution des archives est une lourde tâche qui appartient de droit aux Gouvernements et autres détenteurs de ces documents historiques, non aux historiens ou économistes qui se proposent de les utiliser. C'est une obligation incombant aux propriétaires qui les détiennent pour le compte du public. Les collaborateurs qui se sont chargés de cette partie de l'Histoire de la Guerre ne pouvaient que se borner à un rôle d'enquêteurs, et en acceptant la situation telle qu'elle était, résumer leurs découvertes sous forme de guides ou de manuels bibliographiques ; et peut-être aussi, en procédant à une comparaison des méthodes employées, contribuer à faire adopter celles trouvées les plus pratiques. Tel a été dans chaque pays le point de départ de nos travaux, quoiqu'on n'ait pas dans chaque cas rédigé sur ce point de monographie spéciale.

Pendant quelque temps il sembla qu'on ne pouvait dépasser cette première étape du travail limitée à la mise à jour des documents. Et si notre plan avait comporté le dépouillement des seuls documents officiels, on n'aurait guère pu aller au delà, car une fois certains documents catalogués comme « secrets », il y a peu de gouvernements assez coura-

geux pour oser briser les scellés. Par suite, des mines de matériaux indispensables à l'historien lui restent inaccessibles, quoique leur publication ne puisse présenter bien souvent aucun inconvénient. Tant que l'état d'esprit né de la guerre pesait ainsi sur nos recherches et risquait de les entraver pendant bien des années encore, il fallait découvrir quelque autre solution.

Heureusement cette solution a pu se trouver grâce aux souvenirs et aux impressions personnelles, appuyés d'ailleurs sur des documents dignes de foi, de ceux qui au cours de la guerre ont participé à la direction des affaires ou qui, simples observateurs, mais favorablement placés, ont pu recueillir de première ou de seconde main une connaissance précise de certaines phases de la guerre et de leurs conséquences sociales. C'est ainsi qu'a pu être établi le plan d'une série de monographies historiques ou descriptives où les faits seront exposés, non à titre officiel, mais néanmoins de source autorisée, monographies qui se classent à mi-chemin entre le type des mémoires personnels et celui des rapports officiels. Ces monographies constituent le principal de notre œuvre. Elles ne sont pas limitées aux faits de guerre ni même à ses suites immédiates, car l'histoire de la guerre se prolongera longtemps après que celle-ci aura pris fin. Elles doivent embrasser aussi la période de « déflation » au moins assez pour permettre de se faire, sur les perturbations économiques dues à la guerre, un jugement plus sûr que ne le permettrait le seul examen des faits immédiatement contemporains.

Avec cette nouvelle phase du travail, la tâche des directeurs a pris un nouveau caractère. Le plan des monographies a dû être compris en raison des collaborateurs disponibles plutôt qu'en raison des matériaux existant comme c'est le cas dans la plupart des histoires, car les sources étaient aux mains des collaborateurs eux-mêmes. Ceci, à son tour, impliquait une nouvelle attitude à prendre en face du double idéal d'exactitude et d'objectivité auquel doit toujours tendre l'historien. Pour permettre à chaque collaborateur de donner toute sa mesure, il fallait éviter de l'enfermer dans le cadre d'un programme trop rigide : il fallait prévoir que les mêmes faits seraient présentés sur des plans différents et vus sous des angles variés, et que des événements y seraient compris qui ne rentrent pas strictement dans les limites de l'histoire. Il ne fallait même pas vouloir obtenir partout une stricte objectivité. On ne pouvait empêcher une certaine partialité, née des nécessités de la controverse et de la défense. Mais cette partialité même est dans bien des cas une partie intégrante de l'histoire, les appréciations des faits par les contemporains étant aussi instructives que les faits mêmes sur lesquels elles portent. D'ailleurs le plan, dans son ensemble, est établi de façon que les monographies d'un même pays se contrôlent mutuellement ; là où

ce ne serait pas le cas, nul doute que d'autres ouvrages parallèles, publiés dans les autres pays, ne puissent servir de correctif.

Outre ces monographies destinées à utiliser les sources, d'autres études sont en préparation ayant un caractère technique et limité, et portant sur des points précis d'histoire ou de statistique. Ces monographies ont, elles aussi, le caractère de travaux de première main, car elles enregistrent des faits recueillis assez près de leur source pour permettre des vérifications qui deviendraient impossibles plus tard. Mais d'autre part elles constituent aussi des applications de la méthode constructive par laquelle l'historien passe de l'analyse à la synthèse. Mais il s'agit d'une tâche difficile et longue et qui commence à peine.

On pourrait dire, pour caractériser les premières phases d'une histoire comme celle-ci, que l'on n'en est encore, suivant l'expression américaine, qu'à la « cueillette du coton ». Les fils emmêlés des événements restent à tisser pour fabriquer l'étoffe de l'histoire. Dans un travail constructif et créateur comme celui-ci on peut être obligé de changer de plan et d'organisation.

Dans une entreprise qui implique une coopération aussi complexe et aussi variée, il est impossible d'établir, autrement que d'une façon très générale, la part de responsabilité des directeurs et des auteurs dans la rédaction des monographies. En ce qui concerne le plan de l'Histoire de la Guerre dans son ensemble et son exécution, c'est le Directeur général qui assume la responsabilité; mais quant aux arrangements de détail et à la répartition des travaux entre les collaborateurs, c'est surtout l'affaire des Comités de direction et d'édition dans chaque pays, qui ont aussi à lire les manuscrits préparés sous leur direction. Néanmoins l'acceptation d'une monographie n'implique nullement l'approbation des opinions et conclusions qui s'y trouvent formulées. La Direction borne son rôle à s'assurer de la valeur scientifique des travaux, et à vérifier s'ils rentrent bien dans le cadre du plan adopté, mais les auteurs auront naturellement toute liberté de traiter les sujets à leur gré. De même aussi la Dotation, par le fait qu'elle autorise la publication de monographies, ne doit pas être considérée comme donnant son approbation aux conclusions qui s'y trouveront formulées.

C'est devant l'histoire seulement que la Dotation sera responsable : d'où résulte pour elle l'obligation de réunir et de présenter tous les faits et tous les points de vue aussi complètement et aussi exactement que possible, sans chercher à en éliminer aucun pour autant qu'ils sont essentiels à l'intelligence générale de la guerre.

La monographie de M. Henri Hauser se relie à l'ensemble des études

sur l'organisation politique et administrative de la France pendant la guerre. Elle forme un groupe avec les travaux de MM. Henri Chardon, A. Boutillier du Retail, Pierre Renouvin. En effet, les problèmes administratifs étudiés dans ces diverses études se sont posés en une large mesure dans le cadre régional, et ce même cadre a servi également à la solution des questions économiques.

James T. SHOTWELL.

INTRODUCTION

I. — LE PROBLÈME DU RÉGIONALISME AVANT LA GUERRE.

C'est une banalité de dire que l'histoire de France, depuis le Moyen âge, est caractérisée par une tendance constante et croissante à la centralisation politique et administrative. Les pouvoirs locaux ont été en France, de plus en plus, réduits au rôle de délégués du pouvoir central.

La centralisation administrative s'est elle-même traduite, en une certaine mesure, par une centralisation de la vie économique. Déjà le système routier constitué sous l'ancien régime contribuait à faire de Paris le principal marché du pays (1). Notre réseau ferré s'est d'abord superposé assez exactement à ce réseau de routes. C'est seulement depuis 1871 que des efforts sérieux ont été faits pour diminuer le rôle exclusif de gare centrale des chemins de fer français, de plaque tournante obligatoire attribué à Paris, soit en créant des lignes Nord-Sud qui ne passent point par Paris, soit en établissant des transversales Est-Ouest.

Paris, jusqu'après le milieu du ^{xix}^e siècle, était plutôt une grande place de commerce qu'un grand centre producteur. La multiplication des usines, en particulier dans la banlieue, a fait de l'agglomération parisienne un très puissant organisme industriel, sans que diminuât en rien — au contraire — sa prépondérance commerciale et surtout bancaire.

Les banques locales, sauf quelques heureuses exceptions, ont été à peu près absorbées par les grands établissements de crédit à succursales multiples, ou ruinées par la concurrence de ces tout-puissants

(1) P. VIDAL DE LA BLACHE, *Tableau de la Géographie de la France* (T. 1^{er} de l'*Histoire de France* d'Ernest Lavisse), 1903, p. 380-381 : « C'est, en somme, un type de centralisation ». Les routes se dirigent vers Paris et s'y nouent ; elles décrivent tout autour une sorte de toile d'araignée ».

rivaux. Paris est ainsi devenu le principal réservoir et à peu près l'unique marché des capitaux en France (1).

Tout cela est très connu. Mais ce que l'on sait moins, c'est que de bonne heure des protestations s'étaient fait entendre contre cette excessive prédominance de l'administration centralisée et des organismes économiques parisiens.

Dans le domaine politique et administratif, les républicains, vers la fin du second Empire, avaient inscrit sur leur programme la décentralisation (2). Ils disaient déjà : « Ce qui est communal à la commune ; ce qui est régional à la région ; ce qui est national à l'Etat. »

Mais la guerre de 1870 vint imposer à la France un terrible effort de concentration. Le gouvernement de la Défense nationale — qu'il s'agît de ses ministères parisiens ou des délégations envoyées par lui à Tours ou à Bordeaux — était obligé de tendre à l'extrême tous les ressorts. Les forces locales étaient alors si peu capables de réactions spontanées que le sort du pays apparaissait comme indissolublement lié à celui de la capitale. La capitulation de Paris entraîna, *ipso facto*, l'armistice et la paix.

La lutte contre l'insurrection de 1871, la crainte de voir se développer des mouvements dangereux à Lyon et dans le Midi, la nécessité de reconstituer rapidement les ressources de la France vaincue amenèrent le retour aux idées centralisatrices. On dénonçait alors toute tendance régionaliste comme attentatoire à l'unité nationale ou comme une tentative de restauration des anciennes provinces, c'est-à-dire comme une réaction contre l'œuvre de la Révolution française. Le régime administratif français d'après 1875, c'est toujours le régime de l'an VIII : à la tête du département, le préfet ; agent révocable du pouvoir central, et spécialement du Ministre de l'Intérieur, il exerce une autorité prépondérante sur tous les fonctionnaires locaux, même sur les agents techniques dépendant d'autres ministères, et dont le rôle est précisément d'assurer la vie économique de la nation. Agriculture, eaux et forêts, mines, ponts et chaussées, commerce, tous les projets passent par les bureaux de la préfecture et, de là, s'en vont dans les bureaux parisiens, pour revenir ensuite, revêtus du visa ministériel, au chef-lieu du département (3).

(1) Jean BUFFET (*Du régionalisme au nationalisme financier*, 1917, p. 104) signale « le découragement d'un grand nombre de vieilles firmes privées, impuissantes à lutter contre une concurrence trop facile et, par répercussion, le *vide financier*, dans bien des centres, autour d'industries naissantes qui fondaient sur l'appui de la banque locale leurs légitimes espoirs ». Voy. déjà dans Eugen Kaufmann, *Das französische Bankwesen* (Tübingen, 1911, p. 287) le chapitre intitulé : « Die Verdrängung der französischen Lokalbanken und-Bankiers ».

(2) Programme de Nancy de 1869.

(3) Voy. Et. Clémentel, Rapport sur le budget de 1904, dans *Un débat nouveau sur la République et la décentralisation*, Toulouse, 1904.

Mais, en dépit de la rigidité des formules administratives, la France évoluait. Les Parisiens pouvaient continuer à croire que la France se divisait en deux parties : leur ville avec sa banlieue ; puis une vaste région, indistincte, inerte et brumeuse, s'étendant jusqu'aux frontières, campagnes, grands villages morts parés du titre de villes, bref « la province », qui avait remplacé « les provinces ». Les étrangers pouvaient continuer à croire que la France se bornait à Paris, à la Côte d'Azur, à Biarritz et aux plages bretonnes ou normandes. La vie, qui se moque des formules, créait des réalités nouvelles.

Sur le terrain politique, où l'insurrection de 1871 s'était terminée par une défaite de Paris, l'histoire de la Troisième République permit, à plusieurs reprises, de constater une décroissance de l'influence parisienne, un réveil des forces de résistance provinciales.

POPULATION COMPARÉE DE QUELQUES GRANDES VILLES⁽¹⁾ FRANÇAISES

	1801	1851	1881	1901	1911
Marseille	111.000	195.000	304.000	491.000	550.000
Lyon	109.000	177.000	243.000	460.000	523.000
Lille	54.000	75.000	130.000	210.000	217.000
St-Etienne.....	16.000	56.000	92.000	147.000	148.000
Le Havre	16.000	29.000	92.000	130.000	136.000
Roubaix	8.000	35.000	83.000	124.000	122.000
Nancy	29.000	45.000	61.000	103.000	120.000

Mais c'est surtout sur le terrain économique que, dans les vingt ou vingt-cinq ans qui ont précédé la guerre, des faits nouveaux commençaient à apparaître. Quelques-unes de nos grandes villes : Lyon, Marseille, Bordeaux, Nancy, Nantes, etc., n'avaient pas seulement pris un remarquable essor, vu leur population grandir dans des proportions jusque-là insoupçonnées ; mais surtout, elles avaient cessé d'être de simples « préfectures », pareilles à toutes les autres, pour devenir des capitales régionales. Elles s'étaient mises à exercer sur leur entourage, à des distances accrues par l'amélioration des moyens de transport, une force d'attraction de plus en plus considérable, de plus en plus capable de contrarier la force qui émane du foyer parisien.

Elles sont devenues, suivant l'expression si suggestive de Vidal de la Blache (2), des *nœuds*, non seulement des nœuds de communications, mais des nœuds de rapports économiques. Quelques-unes n'avaient jamais, au fond, cessé de jouer ce rôle. Lyon, par exemple, grâce à l'or-

(1) Ces chiffres, qui indiquent la population communale, ne tiennent pas compte de la banlieue industrielle qui s'est développée autour de ces villes.

(2) *Les régions françaises* (Revue de Paris, 15 décembre 1910) et *La relativité des divisions régionales* (dans *Les divisions régionales de la France*, Paris 1913).

ganisation de sa « Fabrique », avait toujours exercé, en dehors de ses murs, une action directrice sur une banlieue sans cesse élargie et qui, à force de s'élargir, devenait une région ; à Lyon, l'instrument bancaire, adapté aux besoins de la Fabrique, souvent 'manié par les mêmes hommes, était devenu la forme financière de la Fabrique elle-même. Comme telle, la Banque lyonnaise était assez indépendante à l'égard du marché parisien. Bien plus, c'est une maison lyonnaise, ayant son siège social à Lyon, qui s'était implantée à Paris pour s'y transformer en un puissant établissement de crédit.

Des phénomènes analogues se passaient dans le Nord, dans la trinité urbaine Lille-Roubaix-Tourcoing. Cet exemple, comme l'exemple lyonnais, montre qu'il fallait moins parler de *points* que de *zones* de concentration ou de condensation économique. Les grands ports, grâce à leurs relations avec l'arrière-pays, affectaient de plus en plus ce caractère, surtout quand à leur fonction commerciale ils joignaient, comme c'était le cas du couple fluvio-maritime Nantes-Saint-Nazaire et de plus en plus celui de Marseille, la fonction industrielle.

Toutes nos grandes villes, vers la fin du XIX^e siècle, n'en étaient pas encore à ce stade. Bien des capitales régionales n'existaient qu'en devenir. Mais aux forces d'ordre matériel qui travaillaient à la création de centres régionaux s'ajoutait une autre force, celle du rayonnement intellectuel.

En effet, la loi de 1896 sur les Universités (1) a puissamment aidé au mouvement régionaliste ; elle a non seulement décentralisé, mais vraiment régionalisé le travail intellectuel. Dès lors, ce n'est plus exclusivement vers les hautes écoles parisiennes que se dirigent les fils de la bourgeoisie provinciale, futurs professeurs, médecins, avocats, juges, administrateurs, même futurs ingénieurs. Car, régionales par le recrutement de leurs étudiants, les Universités tendirent de bonne heure à le devenir par leur activité même. Au lieu de s'enfermer dans la science pure ou la pure érudition, elles s'employèrent de bonne heure à créer des instituts de sciences appliquées, et ceux-ci se donnèrent pour tâche la mise en valeur des ressources naturelles de la région, le progrès technique des industries régionales. Nous ne pouvons, ici, multiplier les exemples. Il nous suffira de citer ceux-ci : Nancy, en créant son Ecole de brasserie et son Institut de chimie, Grenoble, par son Institut électrotechnique et son Ecole de papeterie, indiquaient le lien qui unit la vie intellectuelle et la vie économique d'une région. En retour, les indus-

(1) Cette réforme féconde fut surtout, on le sait, l'œuvre d'un penseur éminent, qui se trouva être en même temps un administrateur d'un grand caractère et d'une rare ténacité. Louis Liard entrevit pleinement les conséquences de cette réforme. Il eut vraiment, comme on eût dit au grand siècle, « les intentions de . choses qu'il fit ».

triels surent, en plusieurs cas, montrer le prix qu'ils attachaient à la collaboration des savants ; ils subventionnèrent les chaires ou les laboratoires créés par les Universités. Les Universités s'habituaient ainsi à ne plus compter exclusivement sur les crédits qui leur étaient alloués par le pouvoir central ; elles essayèrent de se créer, dans la région, des ressources propres. Elles n'y étaient encore parvenues avant la guerre, elles n'y sont parvenues encore que dans une mesure insuffisante ; mais il y avait là, tout de même, un significatif progrès.

De même, malgré la politique d'absorption et d'étouffement systématiquement poursuivie par les grands établissements de crédit, quelques banques provinciales n'avaient pas craint de prêter hardiment leur appui aux industries régionales naissantes, en des temps où les banques parisiennes refusaient de s'intéresser à ces affaires. C'est un fait remarquable qu'à l'origine de ce mouvement de régionalisme financier nous trouvions les deux villes que nous avons eu à citer à propos du régionalisme universitaire, Nancy et Grenoble. Ce sont les banques lorraines qui ont financé l'exploitation des mines de Briey et la sidérurgie lorraine. La région, écrivait récemment le président d'une de ces banques (1), a « trouvé chez elles, avec toute l'abondance désirable, et sous les formes appropriées aux phases successives de son expansion, les capitaux qui y étaient indispensables. » D'autre part, si Grenoble est devenue la « capitale de la houille blanche », ce sont les banques dauphinoises qui ont seules permis la merveilleuse mise en valeur des forces hydrauliques de la région des Alpes (2). Les banques parisiennes n'ont commencé à s'y intéresser que le jour où le succès est apparu comme certain.

C'était donc, à la veille de la guerre, se faire une conception très inexacte de la France que de se la représenter comme une sorte de nébuleuse économique entraînée dans l'orbite parisienne. Autour du soleil central s'étaient organisées des planètes, dont chacune avait son orbite propre ; çà et là apparaissaient de nouvelles taches de condensation, nouveaux systèmes planétaires en formation. Et tandis que le régionalisme commençait à s'affirmer comme un fait, il devenait une théorie.

Les savants — en l'espèce les géographes — ont joué un grand rôle dans la constitution de cette doctrine.

Paul Vidal de la Blache et ses élèves, dans leurs études sur la géo-

(1) Jean BUFFET, ouvrage cité, p. VII.

(2) Voy. l'*Annuaire des valeurs régionales du Dauphiné et des Savoies*, année 1919. Une seule banque locale, de 1892 à 1919, a placé près de 61 millions d'actions ou obligations de 35 Sociétés ou entreprises utilisant la force hydraulique. Voy. aussi *Le Dauphiné au travail* (Grenoble, 1917), p. 21 et suiv. : *Du rôle industriel des banques...*, conférence de M. A. Charpenay.

graphie de la France, ont pleinement mis en lumière la notion de *région naturelle* (1). Par des exemples concrets, ils ont montré comment le sol, le climat, les productions, le travail de l'homme, l'orientation des routes se combinaient pour donner à chacun des compartiments de notre pays une physionomie particulière et nettement caractérisée. Avec beaucoup de finesse, ils ont souligné la différence qui existe entre une *région naturelle* et une *région économique* (2). La région naturelle, synthèse de faits géographiques permanents ou du moins durables, est un phénomène statique. La région économique, ensemble de rapports et d'intérêts nécessairement variables, est un phénomène dynamique. Il arrive qu'une région économique s'inscrive dans le cadre d'une région naturelle. Il arrive aussi que les limites, nécessairement flottantes, de la région économique soient en discordance avec celles de la région naturelle. Sur la base solide de la région naturelle, les hommes ont noué des séries de relations complexes et changeantes. De plus en plus, en raison du phénomène de la croissance des villes dont nous parlions tout à l'heure, ces rapports s'ordonnent comme des lignes de force autour d'un certain nombre de centres. La région économique apparaît donc de plus en plus comme la zone où s'exerce l'action prépondérante d'un grand centre urbain ; elle a pour limite le lieu géométrique des points où cette action est tenue en échec par celle des centres voisins.

C'est en s'inspirant de ces données fournies par l'observation que Vidal de la Blache, dès 1910, s'était essayé à découper la France en un certain nombre de régions. Passant de l'ordre des conceptions scientifiques à celui de la vie pratique et administrative, il avait établi que, devant l'accélération des communications, le département, circonscription rationnelle en 1790 et en l'an VIII, était devenu trop petit. Il ne faut pas oublier quelle avait été la pensée des constituants de 1789 : faire que, des points les plus éloignés du département, on pût « arriver au centre de l'administration en une journée de voyage ». C'est dire qu'avec des moyens de transport qui permettent de parcourir en un jour des distances six ou sept fois plus longues, les centres intermédiaires doivent nécessairement s'étioler ; ils deviennent des organes inutiles, superfétatoires, dont le rôle est simplement de retarder la solution des affaires. Sur les diverses lignes qui rayonnent autour de Toulouse, par

(1) Citons, au moins, parmi les travaux antérieurs à 1914, ceux de MM. Demangeon sur *La Picardie* (1905), Chantriot sur *La Champagne* (1905), R. Blanchard sur *La Flandre* (1906), Vallaux sur *La Basse-Bretagne* (1907), Villat sur *Le Velay* (1908), Vacher sur *Le Berry* (1909), Levainville sur *Le Morvan* (1909), Passerat sur *Les plaines du Poitou* (1909), Sion sur *Les paysans de la Normandie orientale* (1909).

(2) Lucien Gallois, *Régions naturelles et noms de pays*, 1908, p. 224 : « Une région naturelle est tout autre chose que ce qu'il faut bien appeler, faute de terme plus approprié, une région économique ». Aujourd'hui, l'expression un peu brutale de « région naturelle » semble devoir faire place à celle, plus nuancée, de « région géographique ».

exemple, et qu'on peut de Toulouse parcourir en un jour, les préfectures intercalées ne servent plus à rien, donc doivent disparaître. La vie intellectuelle, industrielle, commerciale se concentre à Toulouse : c'est à Toulouse que doit s'installer le centre administratif unique de la région.

Vidal de la Blache avait donc essayé de dresser une liste de capitales provinciales, c'est-à-dire de « nœuds » de rapports économiques : Lille, Rouen, Paris, Nancy, Dijon, Lyon, Grenoble, Marseille, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, La Rochelle, Limoges, Clermont, Nantes, Bourges, Paris, Rennes. Autour de ces villes, il constituait des régions. Pour ne pas troubler inutilement les anciennes habitudes, il formait des régions en groupant des départements. Dans un petit nombre de cas seulement, pour tenir compte des conditions naturelles et de l'évolution économique, il faisait passer un arrondissement d'une région à la région voisine.

La carte ainsi dressée par Vidal de la Blache a, pour le sujet qui nous occupe, une importance capitale, puisqu'elle a servi de canevas à tous les auteurs de projets ultérieurs. La campagne menée à travers la France, en 1911-12, par M. Jean Hennessy (1), procède directement des idées de Vidal de la Blache. C'est la même pensée qui inspirera la réforme réalisée, en 1917-1918, par le Ministère du Commerce.

Le travail de Vidal de la Blache et de ses disciples représente ce que nous pouvons appeler le régionalisme critique : une tentative raisonnée pour adapter à la vie économique moderne, aux besoins actuels de la France, des divisions administratives considérées comme périmées. Mais ce mouvement n'était pas le seul. Il a toujours existé en France un régionalisme traditionaliste, qui rêve de restaurer le passé, ou ce qu'il croit être le passé de la vieille France ; appliquant à l'expression d'« anciennes provinces » un sens précis qu'elle n'a jamais eu — sinon très exceptionnellement — dans la réalité, ce régionalisme veut recréer les anciennes provinces, dans leurs anciennes limites. Il n'a pas seulement pour objet de faciliter et d'accélérer le fonctionnement des rouages administratifs, de mieux faire connaître et de satisfaire plus directement et plus complètement les besoins locaux. A ces visées économiques et administratives se mêlent des visées politiques. Tantôt, à l'abri des « anciennes provinces » ainsi restaurées, on rêve de restaurer aussi les anciennes institutions propres à ces provinces, c'est-à-dire, en somme, l'ancien régime détruit par la Révolution. Il arrive même que des formes innocentes et charmantes du régionalisme : la conservation et la remise en honneur des dialectes locaux (par exemple, le *félibrige* provençal), le folklore, le retour au costume provincial, le culte de l'art provincial,

(1) *Régions de France*, 1911.

etc., soient considérées par ces régionalistes extrêmes comme des moyens auxiliaires de réaliser le provincialisme politique.

Tantôt, au contraire, ce sont des esprits animés d'idées très hardies qui veulent se servir de la région, entendue comme une unité politique, pour substituer à notre constitution unitaire, fille de l'histoire, une constitution fédérative. Ce ne seraient plus seulement les questions économiques et purement administratives qui seraient débattues et réglées dans les assemblées locales ; ce seraient toutes les questions qui n'auraient pas été nommément, en raison de leur caractère d'intérêt général, réservées au pouvoir central.

Tels étaient, à la veille de la guerre, les principaux aspects du problème régionaliste (1).

II. — COMMENT LA GUERRE A POSÉ LE PROBLÈME RÉGIONALISTE

D'après les précédents historiques — notamment ceux de 1793 et de 1870 — il semblait que la guerre dût arrêter net le mouvement régionaliste. Plus encore que les guerres précédentes, celle de 1914-1918 imposait à la nation un terrible effort de concentration, puisqu'à l'ancienne notion d'une nation qui fait la guerre se substituait la notion nouvelle de la *nation en guerre*. La guerre instituait la dictature économique de l'Etat, la mobilisation de toutes les activités au service de l'Etat. Elle semblait ne rien laisser aux initiatives locales.

En fait, les choses ne se passèrent pas du tout comme auraient pu le prévoir des observateurs superficiels, mal instruits des changements qui s'étaient produits, depuis la fin du xix^e siècle, dans une France toujours en apparence aussi centralisée.

En août-septembre 1914 (sans parler des régions envahies) de nombreuses régions françaises se trouvèrent plus ou moins coupées de leurs relations régulières avec la capitale. Pendant quelques jours, on put même croire que cette capitale serait occupée par l'ennemi. Et si une autre grande ville, Bordeaux, devenait momentanément la capitale politique et, dans une certaine mesure, la capitale administrative de la France, cette ville ne pouvait, en dépit de son importance, remplacer Paris comme capitale économique.

Comparons cette situation avec celle qui s'était réalisée cinquante ans plus tôt. On n'avait pas osé, alors, déplacer le siège des pouvoirs publics, mais seulement envoyer en province des « délégations » de ces

(1) Nous nous permettrons de renvoyer à notre brochure : *Les Régions économiques*, avec préface de M. Clémentel (dans le *Fait de la semaine*, N° 27, 9 novembre 1918).

pouvoirs. En 1914, ce sont au contraire des « délégués », sous le nom de secrétaires-généraux des ministères, qui furent laissés à Paris. En 1870-71, les préfets, les maires, les assemblées locales ne savaient guère qu'attendre les instructions du pouvoir central. Une sorte d'apathie, que secouait seule l'éloquence enflammée de Gambetta, s'était emparée de la population provinciale ; elle se résignait à la défaite, considérée comme la conséquence fatale de la chute, quasi-certaine, de la capitale. Au fond du cœur, les « ruraux » souhaitaient que la catastrophe, puisqu'elle était inévitable, ne se fît pas trop attendre, ne s'aggravât point de sacrifices inutiles.

Matériellement les provinces de 1871 avaient de la peine à vivre sans Paris, parce que certains objets essentiels à la vie leur faisaient défaut. Elles craignaient de manquer de sucre, de chocolat, de pâtes alimentaires, de vêtements, de chaussures, etc., parce que les usines productrices étaient toutes ou centralisées autour de Paris ou du moins soumises, pour la distribution de leurs produits, à la direction exclusive du centre parisien.

Toute différente fut l'histoire de la dernière guerre, même et surtout dans le terrible automne de 1914.

Que la France ait vécu en ces jours tragiques, qu'elle ait vécu et envisagé la continuation de la lutte même dans l'hypothèse où Paris aurait été occupé par l'ennemi, ce fait, trop peu remarqué par les historiens, suffit à mesurer le changement qui s'est produit dans la vie locale depuis 1870. La première victoire de la Marne n'a pas été seulement la victoire des soldats, mais aussi la victoire d'une population civile qui voulait continuer à vivre. L'ennemi, se fiant aux précédents historiques, n'avait pas fait entrer cette résistance dans ses calculs.

Les régions — ce qu'une généralisation devenue inexacte et dangereuse persistait à nommer « la province » — les régions furent forcées de vivre avec leurs propres ressources. Le résultat fut un merveilleux travail d'organisation spontanée. Sans empiéter sur les volumes qui seront consacrés à diverses parties de ce sujet, il est bien permis de dire qu'à cette œuvre collaborèrent les municipalités, les assemblées locales, les chambres de commerce, les syndicats, les associations préexistantes ou celles qui se créèrent tout exprès. C'est la combinaison de ces efforts qui a, positivement, sauvé la France.

Seuls, ceux qui ont vécu ces premières années de la guerre loin de Paris ou de Bordeaux — « en province » — peuvent dire ce qu'ont été ces efforts. Dans ce pays que l'on dépeignait comme inerte, perpétuellement dans l'attente d'une impulsion venue du centre et incapable d'agir par lui-même, il y eut une admirable floraison d'œuvres locales, un admirable déploiement des initiatives locales. Ravitaillement, distributions

aux nécessiteux, solution des problèmes angoissants que posait l'arrivée incessante des lamentables cohues des réfugiés ; alimentation, hospitalisation, parfois même soin des blessés dont l'affluence déjouait les prévisions bureaucratiques de l'administration militaire ; lutte contre le chômage par la création d'ateliers qui, tout en occupant les sans-travail, apportaient à l'intendance une aide non négligeable ; organisation des envois aux troupes combattantes, etc., tout cela se fit en province, grâce à des initiatives locales, par l'entente entre les corps et les groupements locaux. A certains égards, on peut regretter que le rétablissement normal des autorités centralisées à Paris ait trop tôt comprimé l'essor de ces institutions spontanées, et substitué à cette vie intense la rigidité des pratiques administratives.

Mais cette vie avait été une éducation. Les hommes qui ont vécu et rendu la vie nationale possible en ces temps d'épreuve sont certainement moins disposés qu'autrefois à recevoir, pour les moindres choses, les ordres des administrations centrales, moins disposés surtout à prendre leur parti des lenteurs administratives. La guerre ne pouvait, dans la confusion de toutes choses, créer un régionalisme rationnel. Elle a été une leçon de régionalisme pratique.

Au point de vue industriel, elle a entraîné deux conséquences :

En premier lieu, la disparition temporaire, comme facteurs de notre vie économique, des régions considérées comme les terres classiques de l'industrie — Nord et Nord-Est — a brusquement accru l'importance d'autres zones industrielles : les Alpes, la vallée du Rhône, Marseille, la région de Bordeaux. On peut même dire que de nouvelles régions industrielles sont nées de toutes pièces, par exemple celle des Pyrénées. Ici comme dans le cas des Alpes, le rôle croissant joué par la houille blanche, en donnant aux pays de montagne une importance jusque-là réservée aux pays producteurs ou récepteurs de houille, a été un puissant facteur de régionalisme.

En second lieu, la concentration autour de Paris d'un formidable outillage industriel, la concentration aussi de tous les organismes de transport et de distribution, étaient apparues d'abord comme les conditions les plus favorables d'une action militaire coordonnée et rapide. Mais, dans l'été de 1918, la capitale se trouva une seconde fois menacée d'occupation, ou même de destruction. Il fallut alors tenir compte du danger de cette accumulation énorme de moyens de production sur un seul point, vital et exposé. Il fallut, en toute hâte, « décongestionner » Paris et la banlieue parisienne, transporter des usines dans des régions où elles trouveraient de meilleures conditions d'existence. Plusieurs devaient rester là même où on les transportait, renforçant ainsi les activités régionales.

Psychologiquement, deux autres causes agissaient dans le sens régionaliste.

A aucun moment de la guerre les Français n'ont admis qu'elle pût se terminer sans que l'Alsace et la Lorraine fussent réintégrées dans l'unité française. Mais les esprits réfléchis, les commissions chargées de préparer cette réintégration se rendaient bien compte que les provinces enfin recouvrées ne nous reviendraient pas exactement telles que nous les avions perdues. C'était leur particularisme même qui les avait sauvées de la germanisation. Elles avaient su, dans une large mesure, défendre contre l'Empire leur autonomie économique, conserver leurs sociétés industrielles et leurs institutions philanthropiques originales. D'autre part, cinquante années de cohabitation forcée avec l'Allemagne ne s'étaient pas écoulées sans laisser dans la vie sociale du « Pays d'Empire » des traces profondes. Il avait bien fallu, coûte que coûte, adapter la vie financière, commerciale, industrielle, ouvrière, à des lois nouvelles, et cette adaptation n'avait pas donné que des résultats regrettables. Même quand on avait pris pour base les lois françaises d'avant 1871, l'évolution juridique ne s'était pas faite en deçà comme au delà de la frontière. D'autre part, l'Alsace et la Lorraine, englobées dans le Zollverein, avaient dû chercher, sur le marché allemand et sur les marchés extérieurs dont l'Allemagne disposait, des débouchés pour leur abondante production, tandis que la France avait dû organiser, chez elle, des fabrications dont la perte de ces provinces la privait. Entre ces fabrications de la France intérieure et celles des provinces réunies, la concurrence allait jouer. Il fallait donc prévoir, pour les années qui suivraient la paix, un régime douanier spécial garantissant aux produits alsaciens et lorrains le marché allemand et les empêchant de refluer sur le marché français.

Pour toutes ces raisons, il semblait impossible de concevoir la désannexion de ces provinces comme une simple réintégration, comme une reconstitution pure et simple, immédiate, des départements enlevés ou mutilés. Dans tous les travaux préparatoires des commissions, on envisageait, pour une première période, le maintien provisoire de l'unité régionale factice créée par les Allemands sous le nom d'« Alsace-Lorraine ». Pour un avenir plus ou moins prochain, on admettait que la très petite partie de l'ancienne Alsace et la très importante partie de la Lorraine restées continûment françaises depuis 1870 se fondraient respectivement avec les parties recouvrées. On souhaitait de conserver à ces provinces une part au moins de leurs institutions particulières. Or, cela était juridiquement difficile si on les réannexait à une France unitaire. Cela devenait au contraire aisé si la région alsacienne et la région lorraine venaient prendre place, à côté d'autres unités semblables, dans une France régionalisée. Le régionalisme alsacien et lorrain apportait

donc un puissant argument aux partisans du régionalisme français.

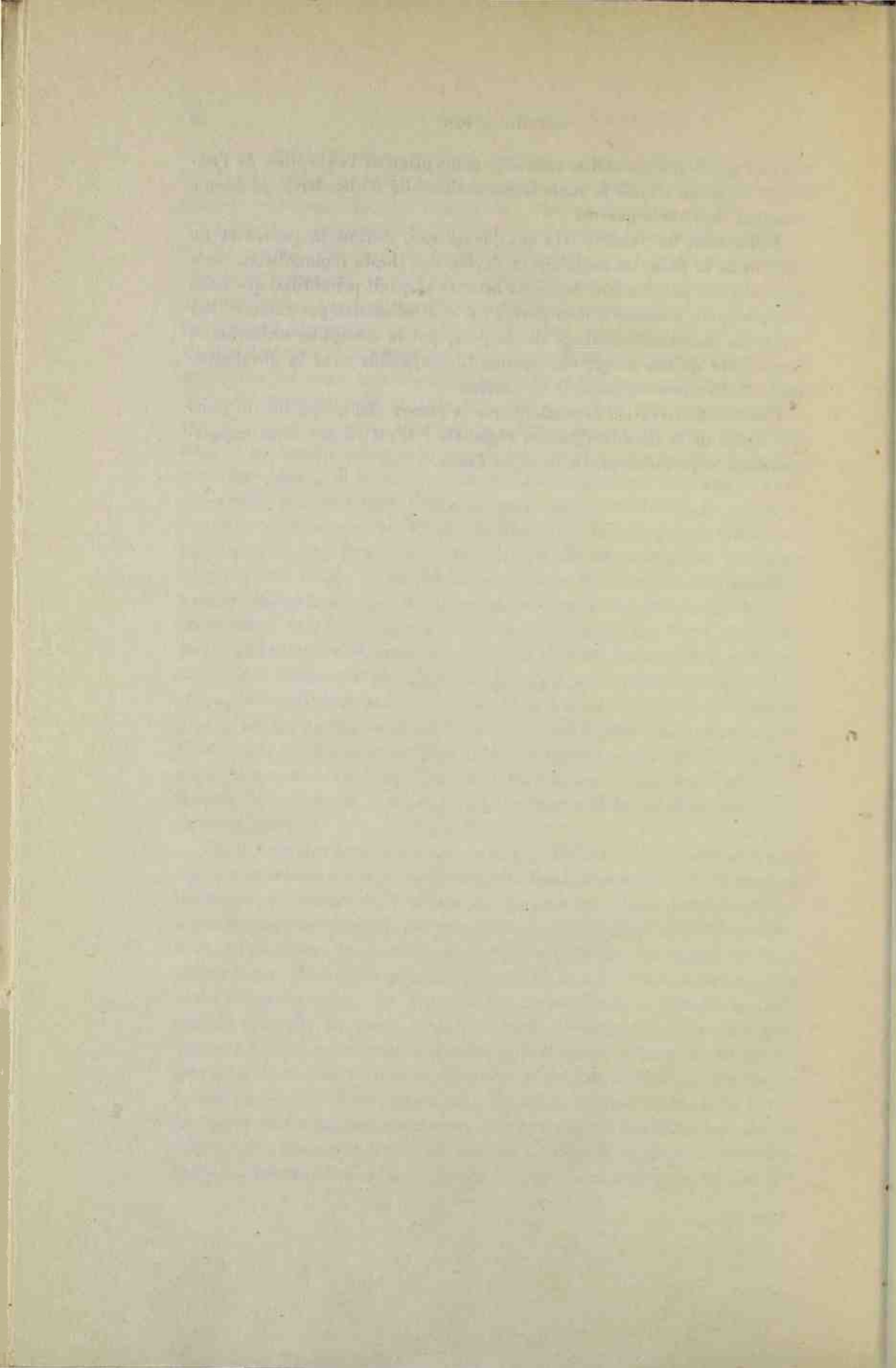
Il y en avait un autre, et de nature plus attristante. Les régions envahies — précisément les régions les plus productives de France — n'avaient pas seulement été envahies par l'ennemi, elles avaient été systématiquement dévastées. Ce que nous avons vu lors d'une première reconquête partielle, ce que nous avons appris ensuite ne nous laissait aucune illusion sur l'immensité de l'œuvre qui nous attendait. Il sembla dès l'abord impossible que cette œuvre fût entreprise d'après les méthodes désuètes et tardigrades de la centralisation bureaucratique. Ces méthodes peuvent, à la rigueur, suffire à la besogne quotidienne dans un pays normalement organisé. Quand tout doit être reconstitué, et très vite, c'est sur place, par des organismes locaux, en vertu des nécessités et en tenant compte des conditions locales, que les décisions doivent être prises. Si la doctrine de la décentralisation régionale n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer pour la reconstitution de ce qu'on appelait officiellement les « Régions libérées ». Les premières tentatives faites pour traiter le problème des régions libérées comme un problème administratif ordinaire ne furent pas heureuses. Les lenteurs administratives soulevèrent chez les intéressés une assez vive irritation. Des manifestations bruyantes se produisirent en faveur d'une sorte d'autonomie économique et administrative de ces régions. Cette agitation dépassait trop évidemment le but pour aboutir à un résultat pratique. Mais ce qu'elle avait démontré, ce que les faits surtout démontraient chaque jour, c'est qu'il était impossible, et qu'il serait pour longtemps impossible d'agir à Lille et à Arras d'après les mêmes règles administratives qu'à Nantes ou à Toulouse. Beaucoup en concluaient que les expériences faites à Lille, à Arras, et aussi à Strasbourg et à Metz, profiteraient, dans l'avenir, même à Toulouse et à Nantes.

En dehors des problèmes spéciaux à l'Alsace et à la Lorraine et aux régions envahies, les esprits soucieux de l'avenir économique du pays se rendaient compte de la lourdeur du fardeau qui allait peser sur nous. L'outillage économique de la France était à refaire. Déjà, avant la guerre, il était loin d'être toujours et partout à la hauteur des nécessités de la vie moderne. Même si la guerre n'eût pas eu lieu, il aurait eu besoin d'un vaste rajeunissement. La guerre l'avait partiellement détruit, partiellement usé, elle en avait surtout retardé le rajeunissement. De gros travaux s'annonçaient pour l'après-guerre : élargissement des ports, créations de routes ferrées et fluviales nouvelles, utilisation des forces hydrauliques, etc. Pour ces tâches colossales, les ressources et les forces de l'Etat centralisé apparaissaient dès lors comme insuffisantes. On ne pourrait les entreprendre qu'en faisant largement appel aux contributions locales, et aussi aux capacités locales. Régionaliser le budget des

travaux publics, régionaliser même la conception et l'exécution de l'outillage national, c'était la seule façon rationnelle d'aborder le problème effrayant de l'après-guerre.

Telles sont les raisons très complexes qui, durant la guerre et au moment de la paix, travaillaient en faveur des thèses régionalistes. Mais ces tendances paraissaient devoir se heurter à ce fait primordial que nous avons rappelé, à savoir que la guerre est centralisatrice par essence. Par l'unité de commandement qu'elle impose, par la discipline uniforme et hiérarchisée qu'elle exige, elle semble incompatible avec le développement d'initiatives autonomes et variées.

Comment arriva-t-il cependant que la guerre elle-même fut un puissant agent de la décentralisation régionale ? C'est ce que nous exposons dans la première partie de cette étude.



PREMIÈRE PARTIE

Les Comités consultatifs d'Action économique des Régions militaires

CHAPITRE PREMIER

Historique des Comités consultatifs

1. *La Création des Comités.*

Le 31 octobre 1915, parut à l'*Officiel* un décret, en date du 25, signé par le président du Conseil Viviani et le Ministre de la Guerre Millerand, qui instituait « pour la durée de la guerre, dans chaque région de corps d'armée de la zone de l'intérieur, un Comité consultatif d'action économique ».

L'article 2 fixait, d'une façon générale, les attributions du Comité régional. Il avait « pour mission de rechercher les mesures propres à maintenir et à développer l'activité agricole, industrielle et commerciale de la région, notamment par l'emploi rationnel de la main-d'œuvre civile et militaire, et par l'utilisation des ressources locales ». Quoique son rôle fût exclusivement consultatif, le décret reconnaissait au Comité le droit, et par conséquent lui imposait le devoir de « provoquer l'exécution des mesures » qui lui paraissaient propres, comme il est dit plus haut, « à maintenir et à développer l'activité agricole, industrielle et commerciale de la région ».

Comment un corps purement consultatif, dépourvu de pouvoirs propres, pouvait-il être incité à « provoquer l'exécution » de mesures jugées par lui utiles ? A cet effet le Comité devait soumettre des propositions au Ministère de la Guerre, en la personne du Sous-Secrétaire

d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance. C'est sous « l'autorité directe » de ce sous-secrétariat d'Etat que fonctionnait le Comité (art. 5).

La nouvelle organisation se présentait donc avec un caractère très original. Ce n'était pas, à proprement parler, une institution militaire, ni par sa composition — nous le verrons tout à l'heure — ni par son objet. C'était pourtant, dans une forte mesure, une institution de guerre, un organisme de défense nationale. On semblait admettre que le maintien et le développement de l'activité agricole, industrielle et économique des régions étaient une partie essentielle de la Défense nationale. La preuve en est que ces Comités étaient rattachés non à un ministère ou à des ministères civils (Intérieur, Agriculture, Commerce et Industrie, Travail), mais bien au ministère militaire par excellence. Et dans ce ministère on leur donnait pour chef le Sous-Secrétaire d'Etat chargé du Ravitaillement et de l'Intendance, comme si la fonction des Comités était de collaborer au ravitaillement et de favoriser le travail de l'Intendance.

Pour bien comprendre les raisons qui ont inspiré le gouvernement d'alors, il convient de lire de très près deux textes : le rapport présenté au Président de la République, le 24 octobre, par les deux ministres cosignataires du projet de décret ; l'*Instruction* très détaillée portant *organisation et fonctionnement des Comités consultatifs d'Action économique*, signée le 3 décembre par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intendance J. Thierry (1). Malgré l'écart des dates, ces deux documents doivent être étudiés ensemble, car ils s'éclairent et se complètent réciproquement.

Chaque ligne, pour ainsi dire, de ces documents a son prix. Chacune prouve à l'évidence que le Gouvernement avait la notion très nette des perturbations que le état de guerre, surtout la prolongation de l'état de guerre, apportaient dans la vie économique. Le Gouvernement insistait sur cette vérité de fait — qui s'est bon gré mal gré imposée à tous, et qui a dominé l'histoire économique de tous les peuples, belligérants et même neutres, pendant les années de guerre — à savoir que l'Etat était devenu le grand, le principal, presque l'unique consommateur.

« La guerre — ceci est la première phrase du *Rapport* — a fait de l'Etat le principal acheteur des denrées ou produits nationaux ». L'*Instruction* reprend et précise : « L'Administration de la Guerre est devenue le principal consommateur ». Elle ajoute, ce qui est spécial à notre pays en cette fin de 1915, que « l'occupation par l'ennemi de la région la plus industrielle de la France » a pour effet de compliquer encore pour nous ce problème commun à tous : « fournir à la nation armée les moyens d'action qui lui sont nécessaires, constituer et entretenir les approvision-

(1) *Officiel* du 5 décembre.

nements de toute nature indispensables à la satisfaction de ses besoins ».

Il s'agit donc, en premier lieu, de réaliser des fins purement militaires, mais à condition d'entendre le mot « militaire » dans un sens nouveau qu'il n'avait jamais eu à un pareil degré, sauf peut-être pendant la guerre révolutionnaire de l'an II (1). L'*Instruction* du 3 décembre, du moins en son chapitre premier, est un des plus remarquables documents où l'on ait, en pleine bataille, mis en lumière ces caractères nouveaux pris par la guerre, à savoir l'absorption, au nom de la défense nationale, de toutes les forces vives de la nation et l'aspect industriel revêtu par la guerre moderne.

Dans l'enthousiasme des premiers jours, on avait pu croire que la guerre était une opération d'ordre exclusivement militaire, stratégique et tactique, et qu'elle serait de courte durée. Il avait donc semblé naturel de tout subordonner à la bataille et de faire de tout citoyen valide un combattant. Après toute une année de lutte, il apparaissait au contraire que, même pour obtenir la décision sur les champs de bataille, il était indispensable de fournir aux combattants des quantités sans cesse accrues de matériel et, par matériel, il fallait entendre non seulement les produits de l'industrie de guerre proprement dite, mais tous les produits utiles aux combattants. L'Administration de la Guerre a donc dû intensifier et contrôler la production d'industries comme la métallurgie, les tissus, les cuirs, les conserves alimentaires ; elle a imprimé une impulsion toute nouvelle aux industries plus jeunes.

Si le *Rapport* et l'*Instruction* ne se plaçaient qu'à ce seul point de vue, ces documents appartiendraient bien à l'histoire économique, mais simplement à titre d'utilisation de l'économie nationale pour des fins purement militaires. Les rédacteurs voyaient plus haut et plus loin. D'abord, sans sortir de la réalité immédiate, ils se rendaient compte que l'intervention de l'Etat comme acheteur à peu près unique avait pour effet de bouleverser tout le mécanisme économique ; en second lieu, si l'on considérait l'avenir, cette intervention, par ses exigences mêmes, risquait de pousser à une exploitation dévastatrice des forces nationales. « Cette situation, disait le *Rapport*, lui crée [à l'Etat] le droit et lui donne le pouvoir de régler et d'intensifier la production, en poursuivant un double but : défendre le patrimoine agricole, industriel et commercial du pays, et éviter l'augmentation croissante du coût de la vie ».

La préoccupation des rédacteurs était donc une préoccupation économique en un double sens. Immédiatement, l'Etat doit faire servir

(1) Cette ligne était écrite lorsque parut l'excellent travail de M. C. RICHARD, *Le Comité de Salut public et les fabrications de guerre*, 1921.

la dictature économique dont les circonstances l'ont investi à la défense des consommateurs, qui n'ont plus à compter sur le jeu normal de la libre concurrence. « Par l'importance et l'urgence de ses commandes, l'Administration militaire fausse les lois habituelles de l'offre et de la demande ; à elle de veiller, dans la mesure du possible, à ce que l'équilibre économique ne soit pas détruit au détriment de la population civile, à ce que cette rupture d'équilibre ne se traduise pas par une cherté excessive des matières et des produits manufacturés ».

¶ Mais ceci, encore, est transitoire. Outre que, pour assurer la résistance de la nation dans une lutte désormais envisagée comme très longue, il fallait pourvoir à l'existence de la partie de cette nation non directement occupée aux armées, comment distinguer absolument les besognes de guerre et les besognes normales de l'activité nationale ? Des productions non militaires par nature, mais nécessaires à l'alimentation, à l'habillement, à l'équipement, à l'armement des troupes ne devenaient-elles point, à tout instant, militaires par destination ? Et surtout, ne fallait-il point songer au lendemain de la guerre ? « Seules, disait l'*Instruction*, les industries ne travaillant pas pour la guerre sont totalement ou partiellement paralysées ». Elles ne peuvent recevoir de matières, de machines, de main-d'œuvre que lorsque les besoins de la guerre ont d'abord été satisfaits. Si l'on n'y prend garde, si on laisse la paralysie les envahir, revivront-elles jamais ? Et ne risquera-t-on point de se trouver, au lendemain de la paix, en face d'une France victorieuse et ruinée ? Il s'agit donc de faire vivre les industries « non directement utiles à la Défense nationale ». C'est la formule officielle.

La question n'était pas seulement une question de matériel, mais de personnel. « La mobilisation (*Rapport*) a fait... entrer dans l'armée toutes les forces vives de la Nation. Il importe, tout en fournissant constamment aux éléments combattants tous les appoints nécessaires, d'appliquer ces forces non seulement à la défense du pays, mais à toutes les tâches qui intéressent sa résistance ».

Mais, en toutes ces matières si diverses, « le rôle de l'Administration de la Guerre est nécessairement prépondérant ». Seule elle peut distraire de leur tâche proprement et directement militaire les forces « momentanément disponibles » — à savoir les hommes des [dépôts — soit « à titre temporaire s'il s'agit d'hommes du service armé destinés à retourner au front, à plus longue échéance s'il s'agit d'hommes du service auxiliaire... Seule l'Administration militaire est en mesure de régler cette question dont l'importance croîtra avec la durée des hostilités ». Quant à l'utilisation des ouvriers non mobilisés, des réfugiés, de la main-d'œuvre féminine, coloniale et étrangère, des prisonniers de guerre, ces questions

aussi ne peuvent être réglées que par l'Administration de la Guerre, avec la coopération des différents ministères. De même, pour des raisons évidentes, cette Administration doit garder la haute main sur les transports et sur le commerce d'exportation. Il est donc juste de dire avec J. Thierry : « Aucun des problèmes d'ordre économique... n'est indifférent au Département de la Guerre. » Il doit les examiner tous, tantôt seul, tantôt, nous l'avons dit, en collaboration avec les autres départements intéressés.

Mais comment s'exercerait cette collaboration ? Au centre, ou sur place ? En ces termes se posait le problème régional.

La méthode qui s'était d'abord imposée, parce qu'elle était classique — la méthode de l'an VIII — et parce qu'elle semblait rationnelle, c'était la collaboration au centre, de Ministère à Ministère. Une usine « non directement employée à la Défense nationale » a-t-elle besoin de fer, d'ouvriers spécialistes, de wagons ? une ville, de sucre ou de pommes de terre ? un syndicat agricole, de phosphates ? Le préfet, sur rapport du fonctionnaire départemental compétent — ingénieur des mines, inspecteur du Travail, ingénieur des Ponts et Chaussées, directeur des Services agricoles, etc. — saisit le ministre intéressé, Travaux publics ou Agriculture. Celui-ci transmet la demande à son collègue de la Guerre. Les organismes économiques de la Guerre consultent le tableau de leurs disponibilités et, si ces disponibilités sont suffisantes, donnent aux intendants l'ordre de satisfaire, chacun dans sa circonscription, les demandes des usines, des syndicats, des municipalités.

Tout cela est simple, en théorie. En réalité, la centralisation aboutissait à des résultats qui eussent été d'un haut comique si les temps avaient prêté à rire. Certaines de ces fantaisies bureaucratiques étaient vite devenues célèbres.

« Ce n'est pas impunément, écrivions-nous en 1918, qu'on aurait pu continuer à fournir les arsenaux de Bourges avec des bois que l'on coupait dans le Morvan pour les envoyer se faire travailler à Toulon. Et il n'était pas d'une bonne méthode, quand on avait des raffineries à Nantes, de charger les magasins de Marseille de ravitailler en sucre La Rochelle. » C'est ainsi que « les inconvénients de la division départementale et de la centralisation, tolérables en temps de paix, sont apparus comme inacceptables à des heures où s'imposait l'action rapide et coordonnée, où il fallait éviter de surcharger les transports par des expéditions à grande distance ». La Rochelle manquant de sucre, l'administration militaire des Transports constatait que, sur la liste des sucres disponibles, le n° 1 était occupé par un stock existant à Marseille, celui de Nantes n'ayant qu'un numéro postérieur. Ordre d'expédier de Marseille à La Rochelle, sans tenir compte des kilomètres. Le stock

nantais servira, un autre jour, suivant un numéro d'ordre, à ravitailler Nîmes (1) !

Loin d'aboutir à l'utilisation rationnelle des moyens de transport, la centralisation menait à l'encombrement des voies, à l'engorgement des gares, à l'insuffisante rotation des wagons.

C'est pourquoi, en termes pudiquement administratifs, le *Rapport* disait : « L'examen des moyens les plus propres à maintenir et à stimuler la production nationale comme à lui fournir, en matières premières, en outillage et en main-d'œuvre, les moyens d'action qui lui manquent ne peut être centralisé ». Il l'avait été cependant, cet examen, mais les résultats déplorables de cette centralisation apparaissaient à tous les yeux. « Seuls des organismes locaux au courant des besoins comme des capacités de production des circonscriptions régionales auxquelles ils seraient rattachés, peuvent utilement rechercher et, le cas échéant, proposer aux pouvoirs publics les mesures adéquates... L'action de ces organismes nouveaux, poursuivait-on, ne pourrait avoir que les plus heureux résultats. D'une part, ils seraient en mesure de renseigner l'Administration de la Guerre sur les capacités exactes de production des régions correspondantes ; à ce titre ils faciliteraient grandement le ravitaillement des armées » ; — point de vue militaire — « d'autre part en recherchant tous les moyens d'activer cette production et d'éviter les hausses de prix, ils contribueront efficacement à la défense économique du pays » — point de vue économique.

« Rechercher, renseigner » et, le cas échéant, « proposer ».

Régionalisme timide, on le voit. Tout ce que l'on envisage, en somme c'est ceci. L'usine qui aura besoin d'acide sulfurique pour faire des superphosphates s'adressera, comme par le passé, à l'ingénieur des Mines. Mais celui-ci n'aura plus besoin de transmettre la demande au Ministère des Travaux publics, qui la transmettait à la Direction des Poudres, etc. C'est sur place, dans un même Comité, que l'ingénieur des Mines verra celui des poudres, saura de lui quelles sont les quantités d'acide sulfurique dont disposent les usines de guerre, lui exposera les besoins de l'usine et les services qu'elle peut rendre à l'agriculture... Sa demande sera appuyée par le chef des services agricoles. Tâche modeste, encore une fois, mais qui comportait déjà « un triple rôle d'information, de coordination et de mise en œuvre de toutes les forces économiques

Si l'on nous accusait d'exagération, nous citerions le fait suivant, dont le sous-Comité du Var, en mai 1916, saisit le Comité de la XV^e Région : Un stock de sulfate de cuivre, déposé à la station-magasin de Toulon, non utilisé par le service de santé, va être dirigé sur Montpellier, alors que le Var (département où se trouve Toulon) en demande avec insistance pour ses vignes. La végétation étant plus avancée dans le Var que dans l'Hérault, le Var a fait chercher du sulfate jusqu'à Bordeaux. Le Comité demande que la région soit servie d'abord. S'il n'y avait pas eu de Comités, nul doute que Montpellier ne l'eût emporté.

de la nation ». Et ce ne seront plus seulement les chefs de service d'un département, mais ceux de plusieurs départements voisins qui conféreront ainsi entre eux, et aussi avec les véritables intéressés, les représentants des producteurs et des consommateurs de cette circonscription étendue, plus large que le département.

Quels seraient, en partant de ces prémisses, les objets dont s'occuperaient les Comités, en réalisant « cette entente continue » de l'Administration de la Guerre « avec les Départements de l'Agriculture, du Commerce et du Travail » ?

Le temps devait — nous le verrons — singulièrement préciser et élargir les attributions dévolues aux Comités. Mais dès lors, on peut dire que leur rôle se résumait à ceci : la guerre monopolisant, par définition, toutes les formes de l'activité productrice, la fonction des Comités était, par la mise en œuvre et la coordination des ressources régionales, de faire vivre les industries « non directement utiles à la Défense nationale ».

Avant d'aller plus loin, nous devons nous poser une question : le décret du 25 octobre est-il une création spontanée de la volonté gouvernementale, ou a-t-il été inspiré au Gouvernement par des influences extérieures, notamment parlementaires ?

A lire le texte même du décret et des rapports, instructions et circulaires qui l'accompagnent, il n'y aurait pas de doute : le Gouvernement aurait tout fait. En sa pleine science et puissance, comme disait l'ancienne monarchie, il aurait jugé que les choses iraient mieux ainsi.

Cela serait bien extraordinaire. Ce n'est guère l'habitude du pouvoir central de pousser de lui-même à la décentralisation. D'autre part, les arguments invoqués par les Ministres et surtout par le Sous-Secrétaire d'Etat ressemblent singulièrement à ceux qui étaient couramment employés par les régionalistes d'avant-guerre. Mais pourquoi nous perdre en conjectures ? Nous possédons des textes décisifs. C'est d'abord le rapport du 25 juillet 1916 de la Commission de l'Administration générale, départementale et communale de la Chambre des Députés. Cette Commission, dit le rapport, a voulu, après plusieurs mois d'expérience, « contrôler le fonctionnement des Comités d'Action économique que, *cédant à son invitation*, le Gouvernement institua, par décret du 31 octobre (1) 1915, dans les régions militaires ».

Voilà qui est péremptoire. Le Gouvernement a « cédé » à « l'invitation » d'une Commission parlementaire. Cela veut dire, en bon français, que la Commission, inquiète de la perturbation que la guerre avait jetée dans la vie économique du pays et qui risquait de compromettre l'avenir, a imposé au Ministère de la Guerre un changement de méthode.

(1) La date de publication à l'*Officiel* a été confondue avec celle du décret.

Et quand on constate que ce rapport est signé Jean Hennessy, dont nous avons signalé la campagne régionaliste d'avant-guerre, il n'est pas difficile de voir sous l'empire de quelles idées la Commission d'Administration générale a demandé au Président du Conseil et au Ministre de la Guerre le décret constitutif des Comités régionaux.

En réalité, voici ce qui s'était passé :

Dès le 22 juillet 1915, le député Jean Hennessy avait présenté une *Proposition de résolution concernant la création de Conseils consultatifs économiques par région militaire* (1). L'exposé des motifs disait : « A mesure que la guerre se prolonge, l'usure économique de la France s'accroît, alors que sa résistance économique est une des conditions de la victoire décisive ». Il est temps, après une année bientôt écoulée, de « compléter la mobilisation militaire par la mobilisation économique » et de coordonner les efforts. « Accroître la production intérieure ; importer le moins possible », maintenir le crédit de la France au dehors, tenir compte des besoins des populations, régler l'utilisation de la main-d'œuvre féminine, des étrangers, des réfugiés ; réduire les consommations de luxe, utiliser les bonnes volontés, cette tâche multiple et complexe, qui vise à la fois la Défense nationale et la vie du pays, ne saurait être assumée, dans l'esprit de l'auteur, que par le Président du Conseil.

Mais, placé au-dessus du Ministre de la Guerre et des divers services, voyant plus haut et plus large, le chef du Gouvernement ne doit pas perdre de vue que, « dans un pays géographiquement composé comme le nôtre, les régions diffèrent entre elles... Il faut donc, pour créer une base solide, organiser dans chaque région des Conseils techniques ». La guerre fournit aux régionalistes une occasion unique pour réaliser leurs idées : « Parce que notre pays, trop centralisé, n'a pas créé en temps de paix la Région administrative, gage de la vitalité économique, et instauré la représentation des intérêts économiques, nous devons, sous le feu du canon, combler cette lacune ». Nous le ferons « en utilisant le cadre de la Région militaire, que l'état de guerre nous impose, et en faisant appel à l'organisation syndicale existante ».

Et le député régionaliste dressait le plan de ces Conseils. Ils comprendraient : les préfets (ou leurs représentants) des départements qui composent la Région ; des représentants élus par les Chambres de Commerce, des représentants désignés par les bureaux des syndicats agricoles, commerciaux, industriels de la région, des représentants des Conseils généraux, des compagnies de transport, du général commandant la Région et l'Intendance régionale. Ils pourront « s'adjoindre toute personne dont la compétence paraîtrait utile ». Présidés par l'un des pré-

(1) Chambre des Députés. Annexes, N° 1127 (p. 805).

fets, correspondant avec le Président du Conseil, ils seront saisis par celui-ci, ou par leurs propres membres, de toutes questions « intéressant le développement économique du pays » et « consultés par leur président pour éclairer les représentants du Gouvernement et les autorités militaires sur les besoins de la Région, ses ressources, et leur meilleure utilisation ».

Renvoyée à la Commission de l'Administration générale, cette proposition revint devant la Chambre dès le 29 juillet, avec un rapport dont la rédaction avait été confiée à l'auteur même de la proposition (1). La Commission, tout en annonçant pour l'avenir un projet complet d'organisation régionale, prenait à son compte cette tentative de réalisation immédiate. Elle conservait intégralement le plan du 22 juillet. Elle voyait déjà, siégeant « dans un même Conseil... les délégués des producteurs, transformateurs, vendeurs, transporteurs et consommateurs, groupés avec ceux des autorités militaires », en tout 40 ou 50 membres. Et c'est dans cet esprit qu'elle faisait adopter par la Chambre la résolution suivante :

« La Chambre invite le Gouvernement à préparer d'urgence, dans chaque Région militaire, la création de Conseils économiques régionaux. »

Voilà donc qui est établi : le décret d'octobre, le Gouvernement ne l'a promulgué que pour obéir à une pression parlementaire. Une seconde observation s'impose : ce décret lui-même est une atténuation, une mutilation de la conception primitive. Les « Conseils », avec leur imposant effectif, avec leurs membres *élus* ou *désignés* par des corps ou des associations, avec la place faite aux syndicats, apparaissaient comme des puissances redoutables ; en dépit du rôle purement consultatif qui leur était attribué, ils ressemblaient à de petits parlements économiques régionaux. Les « Comités » sont des organismes plus modestes, dont les membres sont *nommés*. Ils dépendent du Ministre de la Guerre et non du Président du Conseil. Au passage, les bureaux ministériels ont émasculé le régionalisme de M. Hennessy.

2. Bases géographiques de l'organisation des Comités.

Aux termes de l'article premier du décret, un Comité était institué « dans chaque Région de Corps d'Armée de la zone de l'intérieur ».

La base géographique de l'action coordinatrice du Comité, c'était donc la région militaire.

Que valait, au point de vue économique, cette division régionale ?

La France d'avant-guerre (2) était découpée en vingt régions mili-

(1) Chambre des Députés, Annexes, N° 1155 (p. 829).

(2) Cette division est encore en vigueur dans ses lignes générales.

taires, numérotées de I à XVIII et de XX à XXI, l'Algérie formant la XIX^e.

Chacune des vingt régions métropolitaines était désignée par un numéro — le numéro du corps d'armée correspondant — et par le nom de la ville quartier-général de ce corps d'armée. En voici la liste : I, Lille ; II, Amiens ; III, Rouen ; IV, Le Mans ; V, Orléans ; VI, Châlons ; VII, Besançon ; VIII, Bourges ; IX, Tours ; X, Rennes ; XI, Nantes ; XII, Limoges ; XIII, Clermont ; XIV, Grenoble ; XV, Marseille ; XVI, Montpellier ; XVII, Toulouse ; XVIII, Bordeaux ; XX, Nancy ; XXI, Epinal.

Dans quelle mesure ces divisions avaient-elles une signification géographique et économique ? La réponse à cette question est très variable suivant les régions, en particulier suivant qu'il s'agit de régions voisines ou éloignées de la frontière du Nord-Est.

Par exemple, la XV^e région correspondait *grosso modo* à la Provence, avec une emprise, à droite du Rhône, sur une partie du Languedoc, plus l'île de Corse ; la XVI^e comprenait assez exactement le Languedoc méditerranéen ; la XVII^e, avec les Pyrénées centrales et la Garonne, avait aussi une certaine unité ; la XIV^e dessinait tant bien que mal une région des Alpes, en tenant compte d'une anomalie dont nous parlerons tout à l'heure ; la XII^e et la XIII^e se partageaient à peu près le Massif Central. Ces régions pouvaient donc, à la rigueur, servir de base à une répartition des activités économiques.

Mais les autres ?

N'oublions pas les idées directrices qui avaient présidé à leur délimitation. Ces idées n'étaient pas économiques, mais militaires. Les auteurs de cette délimitation semblent avoir eu deux préoccupations : une préoccupation de recrutement, une préoccupation de mobilisation.

Pour assurer le recrutement de l'armée et pour fournir à chaque corps d'armée des effectifs à peu près équivalents, il fallait donner aux régions une étendue à peu près inversement proportionnelle à la densité de leur population. Si la I^{re} région ne réunit que le Nord et le Pas-de-Calais tandis que la XV^e s'étend de la frontière italienne jusqu'au delta du Rhône et remonte la rive droite de ce fleuve jusqu'en face de Vienne, c'est parce que la Flandre, le Hainaut, le Cambrésis, l'Artois comptent parmi les régions les plus denses de France, tandis que la Provence a une population rare. Ainsi s'explique que la XVIII^e, au groupe assez homogène en somme constitué par la Basse-Guyenne, les Landes et les Pyrénées Occidentales, ait dû joindre, vers le Nord, une grande bande littorale qui comprenait Rochefort et La Rochelle. Pour des raisons analogues mais inverses, la populeuse Bretagne avait été bizarrement découpée en deux, la X^e région (Rennes) réunissant l'Est et une partite

du Nord de la presqu'île armoricaine avec le Cotentin, la XI^e (Nantes) comprenant tout le Sud et l'Ouest de cette même presqu'île, plus la Vendée.

A la considération du peuplement s'ajoutait et parfois s'opposait celle des voies de communication, c'est-à-dire des moyens d'amener, dans le moindre temps possible, la plus grande quantité possible de troupes et de matériel sur la frontière menacée, spécialement sur le secteur qui paraissait devoir être le premier attaqué, le secteur Longwy-Belfort. On avait donc multiplié les régions qui avaient ce secteur pour base. Entre la VII^e et la VI^e s'était insérée la XX^e. Puis, aux dépens de la VII^e et de la XX^e on avait constitué la XXI^e. Ces régions, étirées, aplaties, — par exemple la XX^e qui réunissait Troyes à Nancy — n'avaient plus aucune signification géographique, sauf celle que leur donnaient les lignes maîtresses de la circulation par voie ferrée. Même les régions situées un peu plus en arrière étaient dessinées en longueur. Si la VIII^e s'allongeait depuis la Saône jusqu'au Cher, c'était à la fois parce qu'il fallait renforcer avec des éléments berrichons et nivernais les effectifs déficitaires de la Bourgogne, et aussi parce qu'il fallait orienter vers l'Alsace et les Vosges les forces accumulées dans le Centre.

Enfin, les raisons militaires étaient responsables de deux anomalies. Par suite de l'importance de Lyon et de Paris comme centres de recrutement et comme points vitaux de la mobilisation, la géographie militaire ne connaissait ni région parisienne ni région lyonnaise. Lyon était inégalement divisé en deux régions : la XIV^e, dont il était considéré comme le vrai centre quoique le chef-lieu nominal fût Grenoble ; la VII^e, qui englobait une partie des faubourgs de la rive droite de la Saône. Quant à Paris, il était découpé en quatre secteurs, prolongements dans l'intérieur de la capitale des II^e, III^e, IV^e et V^e régions, plus une circonscription de recrutement rattachée au VI^e corps.

Nous avons cru devoir donner cette analyse pour faire comprendre les difficultés avec lesquelles les Comités régionaux allaient se trouver aux prises dès qu'ils voudraient coordonner les activités régionales. La région militaire, sauf les exceptions signalées (presque toutes dans le Midi), était aussi mal préparée que possible au rôle qu'on voulait lui faire jouer.

Les auteurs de la réforme ne songeaient pas à le dissimuler. Lorsqu'en mai 1916, la Commission d'Administration générale de la Chambre des Députés (1) eut fait mener par six de ses membres (2) une enquête

(1) Chambre des Députés, N° 2400 (Annexe au procès-verbal de la séance du 25 juillet 1916) : Rapport fait au nom de la Commission de l'Administration générale, départementale et communale, sur la demande de discussion immédiate et sur le fond de la proposition de résolution de M. Jean Hennessy tendant à améliorer la composition et le fonctionnement des Comités consultatifs d'Action économique.

(2) MM. Bouctot, Delaroue, de l'Estourbeillon, Jean Hennessy, Loustalot, Rozier.

dans neuf régions militaires (1), le rapporteur Jean Hennessy, dans son rapport déposé le 25 juillet, déclarait que les Comités rendraient plus de services, notamment « si, au lieu d'étendre leur action et de recruter leurs membres dans la zone de la région militaire, ils groupaient les intérêts plus réels, mieux soudés entre eux des régions économiques formées depuis plusieurs années déjà autour de grands centres urbains ».

Du problème géographique ainsi posé, l'Administration de la Guerre ne méconnaissait point la gravité. « Assurément, disait le Sous-Secrétaire d'Etat René Besnard, dans son rapport de juin 1917 (2), la Région de Corps d'Armée ne répond à rien au point de vue économique ». On ne saurait être plus catégorique. « Mais, poursuivait le rapport, elle fournissait un cadre tout tracé et, de plus, elle correspondait à une décentralisation des pouvoirs du Ministre de la Guerre qui se prêtait bien à la solution sur place d'un grand nombre de questions d'espèce ».

En somme, c'était reconnaître que le principal mérite des régions militaires avait été d'exister. Du moment qu'on sentait la nécessité de sortir du cadre étroit du département, il fallait bien utiliser, vaille que vaille, les seuls organismes administratifs qui réunissent plusieurs départements. Il serait oiseux de dire que les circonscriptions judiciaires ou universitaires ne pouvaient jouer ce rôle. Celles du Ministère du Travail ou de l'Agriculture n'avaient que peu de prestige, et d'ailleurs, comme nous l'avons vu et comme le répète fort bien le rapport, c'était à « l'autorité militaire, détentrice de moyens et de pouvoirs très étendus », que revenait l'obligation « de contribuer, pour sa part et dans toute la mesure du possible, à remédier aux perturbations apportées à la vie économique du pays par l'état de guerre ». Il faut toujours revenir au point de départ, à la doctrine même d'où les Comités sont nés, doctrine rappelée dans ce rapport :

« Du fait de la mobilisation, la majeure partie des ressources du pays : main-d'œuvre, transports, approvisionnements, matière première, etc., était mise à la disposition de l'armée et devait être, avant tout, réservée pour les besoins de la Défense nationale. Mais il importait aussi que celles de ces ressources qui se trouvaient momentanément ou définitivement disponibles fussent consacrées au maintien de l'activité commerciale, industrielle et agricole... L'Administration de la Guerre se trouvait ainsi investie, par la force des choses, d'attributions nouvelles. Elle avait à se préoccuper de s'en acquitter au mieux de l'intérêt général et, pour y arriver, de créer une organisation appropriée. »

(1) Rennes, Nantes, Limoges, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille, Grenoble, Lyon et Dijon.

(2) Rapport sur les Comités consultatifs d'Action économique. Période du 25 octobre 1915 au 25 juin 1917. Imprimerie du Ministère de la Guerre (59-117). Fasc. in-8° de 92 p.

On n'avait donc pas le choix. Si l'on voulait tenter, en pleine guerre, une expérience régionale, elle ne pouvait s'instituer que dans les cadres régionaux du Ministère de la Guerre. Ils n'avaient pas été faits pour cela, mais ils étaient ; ils pouvaient permettre à l'organisme nouveau de fonctionner presque du jour au lendemain.

On ne saurait donc ni s'étonner, ni regretter que le décret du 25 octobre 1915 ait adopté comme base géographique la région militaire. Ce que l'on peut regretter, c'est que la réforme ait tout de suite perdu de son ampleur et de sa portée réelle par suite de la création des sous-Comités. Mais pouvait-on éviter cette création ?

Avec tous leurs défauts, les régions militaires présentaient, nous l'avons dit, l'inappréciable avantage de dépasser le cadre départemental. Transporter du chef-lieu de département, qui est souvent une ville morte, au chef-lieu de la région, qui est toujours une ville importante et parfois une très grande ville, le centre de l'activité économique, le point où les fonctionnaires et les compétences pourraient se réunir et mettre en commun leurs informations et leurs plans d'action, c'était l'essentiel de la réforme, c'était le pas décisif dans la voie du régionalisme économique.

Le Sous-Secrétaire d'Etat René Besnard avait donc raison de dire, comme nous le rappelions tout à l'heure, dans son rapport de juin 1917 :

« Assurément, la Région de Corps d'Armée ne répond à rien au point de vue économique. Mais elle fournissait un cadre tout tracé, et, de plus, elle correspondait à une décentralisation des pouvoirs du Ministre de la Guerre qui se prêtait bien à la solution sur place d'un grand nombre de questions d'espèce. »

Le décret du 25 octobre 1915 ne paraît pas connaître autre chose que le Comité consultatif siégeant au chef-lieu de la Région. On ne peut dire cependant qu'il ignore le département, puisque l'article 6 dit :

« Une instruction du Ministre de la Guerre règlera les détails d'application du présent décret et déterminera les conditions dans lesquelles pourront être éventuellement créés des sous-Comités départementaux. »

Formule très vague, on le voit, qui n'obligeait le Gouvernement ni à créer des sous-Comités départementaux, ni surtout à en créer dans tous les départements. Mais, entre le 25 octobre, date du décret, et le 3 décembre, date de la signature par le Sous-Secrétaire d'Etat J. Thierry de l'*Instruction* ci-dessus prévue, le département s'était défendu. Il avait semblé impossible de se passer d'un organisme dont on peut critiquer l'utilité et le rendement, mais qui a pour lui d'exister depuis plus d'un siècle. Il ne faut pas oublier qu'en France tous les fonctionnaires techniques, ces fonctionnaires même qu'il s'agissait de réunir, sont répartis dans le cadre départemental. Où trouver un ingénieur des ponts, des

mines, un inspecteur du travail, un directeur des services agricoles, sinon dans le département ? C'est au chef-lieu du département que les divers services ont leurs archives, leurs bureaux, leur personnel. Leur budget, d'après les lois en vigueur, est départemental. Même pour dépasser le département, il fallait commencer par tenir compte de son existence. La région, dans un pays qui a notre histoire, ne peut se constituer, d'abord, que sur une base interdépartementale.

Aux raisons d'ordre administratif général se joignaient des raisons d'ordre personnel. Depuis l'an VIII, nous l'avons dit, l'organe essentiel du pouvoir central dans les provinces est le préfet. Aussi le décret avait-il confié la présidence du Comité régional au préfet du département où siégerait ce Comité. Mais alors que devenaient les autres préfets ? Allaient-ils être considérés comme des préfets de seconde classe, simples suffragants d'un métropolitain, d'un archiprêtre ? Aurait-on pu, si l'on avait établi entre préfets une inégalité que la loi ni les règlements n'avaient prévue, compter que les préfets ainsi découronnés prêteraient un concours actif à une réforme qui les aurait tenus à l'écart ? De même, l'inspection du travail, l'agriculture, l'administration financière étaient, parce que cela semblait plus commode, représentés au Comité régional par les chefs de service du département où siégeait le Comité. Mais alors, que feraient leurs collègues des autres départements ? Et les Conseils généraux, auxquels il faudrait bien s'adresser si l'on avait besoin de crédits pour réaliser des œuvres positives d'action régionale, comment les y intéresser si l'on se donnait l'air de ne pas les connaître ?

On peut, assurément, regretter qu'il en ait été ainsi. Nous verrons que la coexistence des Comités et des sous-Comités n'a pas toujours été sans inconvénients ni leur collaboration sans heurts. Mais c'est vraiment céder à une sorte de pédantisme régionaliste que de prétendre que le régime a été par là faussé dès le début (1). Le sous-secrétariat de l'Intendance ne pouvait, croyons-nous, agir autrement. C'est dans l'application que le sous-Comité devint parfois un rouage retardateur de la machine régionale.

L'*Instruction* du 3 décembre, dans le règlement qui constituait son chapitre II, énumérant à l'article 3 les diverses autorités qui pouvaient soumettre des questions au Comité régional, signale, au § 4, « les sous-Comités départementaux », dont l'existence est ainsi affirmée. Le chapitre III est intitulé *Des sous-Comités départementaux*. L'article 8 dit nommément :

« Il est constitué, au chef-lieu de chaque département, un sous-

(1) Rapport de la Commission de juillet 1916 : « La création des sous-Comités départementaux a faussé la conception première d'une organisation essentiellement régionale ».

Comité départemental ayant dans ses attributions les questions qui intéressent plus spécialement ce département. »

Les articles suivants déterminaient la composition du Comité départemental et ses rapports avec le Comité régional.

Théoriquement donc, la France était divisée en autant de Comités régionaux qu'il y avait de régions militaires, avec siège au centre de la Région, et subdivisée en autant de sous-Comités qu'il y avait de départements, avec siège au chef-lieu du département, les départements d'une même région s'adressant, pour les affaires d'intérêt régional, au Comité de la région dont ils dépendaient.

En fait, le décret n'avait cru pouvoir instituer le nouveau régime que « dans chaque région de corps d'armée de la zone de l'intérieur ». La zone des armées, placée sous l'autorité du général commandant en chef, ne pouvait être soumise à une réglementation nouvelle que si celle-ci avait l'agrément du Grand Quartier Général. Cette expression de « zone des armées » était d'ailleurs flottante, puisque les limites pouvaient en être modifiées par décret suivant le développement des opérations militaires.

A l'époque où fut promulgué le décret, les I^{re}, II^e, VI^e, XX^e et XXI^e régions étaient donc exclues de sa sphère d'application. D'autre part, il avait paru qu'en raison de la forme (signalée ci-dessus) de la VIII^e région, son chef-lieu, Bourges, était très mal situé pour servir de centre au Comité régional. Un arrêté du général Galliéni (3 décembre 1915) fixa ce centre à Dijon. Enfin, les 2 et 3 janvier 1916, une nouvelle rédaction de l'*Instruction* prévoyait un Comité du camp retranché de Paris dont la composition serait fixée par le Ministre de la Guerre, et donnait également au Ministre, pour le cas, assez rare, où « un département se trouve partagé entre deux régions de corps d'armée », le droit de rattacher ce département, par simple arrêté, à l'une de ces régions. Le Ministre n'ayant pas en l'espèce usé de ce droit, la liste des Comités et sous-Comités portait cette annotation :

« Il n'a pas été constitué de Comité pour le gouvernement militaire de Paris ni pour le département de la Seine. Le sous-Comité de Seine-et-Oise n'a donc pu être rattaché à aucun Comité régional. »

On avait évidemment voulu que, dans ce district particulièrement délicat à administrer, rien ne pût entraver ou retarder l'action du pouvoir central. La liste, au début de 1916, comprenait donc seulement 15 Comités régionaux et 72 sous-Comités départementaux. En vertu des dispositions précitées, le Rhône avait été rattaché intégralement à la XIV^e région, dont le Comité siégeait à Lyon. Par contre, cette région perdait le département des Basses-Alpes, qui passait à la XV^e (1).

(1) Arrêtés Galliéni du 3 décembre 1915 (*Officiel* du 5).

L'institution nouvelle ne devait pas, d'ailleurs, rester longtemps limitée à la zone de l'intérieur. Le général commandant en chef, en présence des résultats obtenus, n'hésita pas, malgré toutes les difficultés de fonctionnement que l'on pouvait prévoir, à créer également des Comités dans la zone soumise à son autorité. Par décision du 26 février 1916, il organisait quatre Comités régionaux, ceux des I^{re} et II^e Régions à Boulogne, de la VI^e à Châlons, de la XX^e à Troyes, de la XXI^e à Chaumont ; les circonstances ne permettaient pas d'installer ces Comités (sauf celui de la VI^e) dans les chefs-lieux même des régions, qui se trouvaient trop voisins de la ligne de feu. Le Grand Quartier se réservait de créer, le cas échéant, des sous-Comités départementaux.

Quelques modifications furent apportées à cette répartition. Le Comité de la Région du Nord, par décision du 13 novembre 1918, fut remplacé par deux Comités régionaux, siégeant à Amiens pour la II^e Région et à Lille pour la I^{re}. D'autre part, la Meuse, d'abord rattachée au Comité de la VI^e Région, passa à la XX^e. Ces Comités de la zone des armées fonctionnaient, nous le verrons, à peu près selon les mêmes règles que ceux de l'Intérieur.

3. *Evolution des Comités.*

Les Comités et sous-Comités, du moins dans la zone de l'Intérieur, apparaissent comme définitivement constitués à la fin de 1915 et au début de 1916. Rappelons ici les textes essentiels :

Décret constitutif du 25 octobre 1915.

Instruction ministérielle (signée J. Thierry) du 3 décembre 1915, portant organisation et fonctionnement des Comités. Modifiée le 28 décembre 1915 et le 30 janvier 1916.

Arrêtés du général Galliéri du 3 décembre 1915.

Circulaire du Ministre du Travail, 4 décembre 1915.

Circulaire du Sous-Secrétaire d'Etat au Ravitaillement et à l'Intendance, du 25 décembre 1915, adressée aux présidents des Comités et sous-Comités. Il s'agissait de préciser nettement la double mission des Comités, mission de guerre et d'après-guerre :

« 1^o Adapter la vie économique du pays aux circonstances créées par l'état de guerre... ;

2^o Faire en sorte qu'au lendemain de la cessation des hostilités le pays puisse revenir le plus rapidement possible à sa vie normale, et préparer son expansion économique. »

Ainsi s'accusait l'une des préoccupations profondes des auteurs de la réforme. Organe de Défense nationale, le Comité devait envisager dès

lors son rôle du temps de paix, celui d'organe d'économie nationale. En même temps cette circulaire prenait des précautions contre une action trop hardie des Comités, action qui aurait pu devenir gênante pour l'Etat. Certaines imprudences de langage de régionalistes trop pressés, certaines inquiétudes aussi manifestées par des parlementaires qui voient dans tout élargissement des libertés locales un empiètement sur leur autorité souveraine, quelques protestations peut-être de bureaux ministériels ou préfectoraux attachés à la centralisation napoléonienne expliquent sans doute le ton un peu rogue dont on rappelait aux Comités la modestie de leur rôle : « Les Comités régionaux ne peuvent correspondre entre eux... » Ils « doivent rester uniquement sur le terrain économique ». Ils n'ont « pas à faire une œuvre de critique... », formule peu conciliable avec celle qui les engage à renseigner l'autorité et à lui adresser des propositions. Ils doivent « se garder de généralisations ». Autant dire qu'on les morigène dès leur naissance.

Circulaire du Sous-Secrétaire d'Etat du 21 février 1916. Elle annonce l'établissement d'un résumé mensuel des travaux des Comités, les organise en sections, précise leurs attributions en matière de transports et de main-d'œuvre.

Décision du général commandant en chef, 25 février 1916, étendant à la zone des armées l'organisation des Comités. Décision complémentaire du 23 avril 1916.

Rapport de la Commission d'administration de la Chambre des Députés, 25 juillet 1916. C'est un véritable historique des Comités depuis leur création, historique écrit par des régionalistes convaincus, qui trouvent la réforme trop timide, mais qui, pleins d'espérance devant les résultats déjà obtenus, saluent dans les Comités une promesse d'avenir. « Dans cette assemblée embryonnaire apparaît l'assemblée régionale de demain. Contrairement à la doctrine ministérielle, les auteurs du rapport veulent développer l'autonomie des régions, et préparer pour le lendemain de la guerre une évolution de la France vers le régime fédéraliste. Notamment ils voudraient voir dans les Comités, à côté des représentants nommés, des représentants élus de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, réunis avec des délégués des Conseils généraux et des fonctionnaires : « Après un siècle de centralisation napoléonienne déprimante, ce serait la restauration de la vie provinciale, la mise en valeur de notre immense domaine, de toutes nos richesses, le développement de toutes les régions pour le plus grand bien de l'Etat tout entier. » Ces vastes ambitions ne pouvaient être réalisées, surtout en temps de guerre. Mais les déclarations et les critiques de la Commission n'en eurent pas moins une action très réelle : non seulement elles arrêterent toute velléité de suppression ou d'étouffement des Comités, mais elles obligè-

rent le Gouvernement à élargir leur composition et à leur donner des facilités nouvelles pour l'accomplissement de leur tâche.

Le 6 juin, la Commission avait conclu à l'adoption d'un projet de résolution Jean Hennessy : « La Chambre invite le Gouvernement à modifier la composition des Comités consultatifs d'Action économique en leur adjoignant des représentants de la classe ouvrière ou des syndicats ouvriers ; à compléter, par des mesures appropriées, les dispositions qu'il a décrétées afin de faciliter la mission de leurs membres ; à prescrire aux préfets des départements compris dans la Région d'assister aux réunions de ces Comités ou de s'y faire représenter ; enfin à les doter de crédits suffisants pour rendre leur activité plus féconde. »

Instruction (du sous-secrétaire d'Etat) *pour les Comités et sous-Comités*, 23 février 1917. C'est la consécration de l'existence des Comités, dont l'organisation devient plus large et en même temps plus solide. Une plus grande autonomie leur est accordée. On les invite à préparer des enquêtes sur les industries de leur région, enquêtes qui seront publiées.

Instruction (du même) *sur les délégués du Ministre de la Guerre auprès des Comités*, 23 février 1917. Ces délégués deviennent la cheville ouvrière des Comités.

Rapport (du même) *sur les Comités consultatifs d'Action économique Période du 25 octobre 1915 au 25 juin 1917*. Cette pièce capitale, qui ne mesure pas moins, avec ses annexes, de 92 pages, est un exposé de l'action des Comités pendant près de deux ans de guerre. Elle constate que cette institution nouvelle a été « diversement accueillie. Immédiatement comprise et acceptée avec empressement dans la plupart des régions, elle a rencontré ailleurs du scepticisme ou de la méfiance ; elle s'est parfois aussi heurtée à quelque indifférence. On s'explique donc que la fortune des Comités n'ait pas été partout la même... » Mais ce qui ressort de ce rapport c'est que, dans l'ensemble, le rôle des Comités a considérablement grandi. Malgré leur caractère purement consultatif, ils ont exercé, en fait, une action efficace. On s'est si bien habitué à eux que l'on envisage de moins en moins l'hypothèse de leur disparition même après la cessation des hostilités.

Surtout au cours de l'année 1918, l'opinion se fait jour qu'il conviendrait de conserver, après la guerre, les Comités régionaux ou du moins certains de leurs organes essentiels, et à condition qu'on leur donne des limites en harmonie avec les données de la géographie économique. Ce mouvement d'opinion, qui montre la nation s'habituant au régionalisme économique, se développe parallèlement à la création, par le Ministère du Commerce, des régions économiques dont nous parlerons dans notre deuxième partie.

Après l'armistice, on se trouve donc en face de cette situation : les

Comités, menacés de mort prochaine par la démobilisation, aspirent à survivre et cette survivance est à peu près universellement souhaitée ; d'autre part, si ces Comités étaient maintenus, il y aurait coexistence de deux corps investis des mêmes fonctions. C'est dans ces conditions que le *décret du 28 février 1919* fait passer les Comités consultatifs de l'autorité du Ministre de la Guerre sous celle du Ministre du Commerce.

Ce bref historique, croyons-nous, rendra plus claires les études qui suivent sur l'organisation et le fonctionnement des Comités.

CHAPITRE II

Organisation et fonctionnement des Comités consultatifs d'Action économique

1. *Composition des Comités et sous-Comités.*

D'après le décret constitutif du 25 octobre 1915 (art. 3), les Comités régionaux comprennent :

- « 1° le préfet du département où siège le Comité, président ;
- 2° l'intendant militaire, directeur du service de l'intendance de la région ;
- 3° un officier de l'état-major de la région, désigné par le général commandant la région ;
- 4° un inspecteur départemental du travail ;
- 5° le directeur des services agricoles du département où siège le Comité ;
- 6° un président de Commission de ravitaillement ;
- 7° le trésorier-payeur général du département où siège le Comité ;
- 8° deux représentants du commerce, de l'industrie et de l'agriculture par département compris dans la région, et choisis parmi les membres des Chambres de commerce, des Chambres consultatives des Arts et Manufactures, des sociétés et associations d'agriculture et des syndicats professionnels ou agricoles ;
- 9° un officier ou fonctionnaire désigné par le Ministre de la Guerre. »

Cela fait, on le voit, une assemblée assez considérable. Dans une région formée de cinq départements (la IX^e par exemple), le nombre des membres, en vertu du § 8, se trouvait porté à $8 + 30 = 38$. Les fonctionnaires, au nombre de 7 seulement, ne forment dans le Comité qu'une très petite minorité. Si le président d'une Commission de ravitaillement — qui n'est pas obligatoirement celle du département où siège le Comité — si les représentants du commerce, de l'industrie et de l'agriculture « sont nommés par le Ministre, sur la proposition du sous-Secrétaire d'Etat »,

du moins le choix du Ministre est-il limité : il ne peut les prendre que parmi les membres de corps constitués ou d'associations reconnues. La composition des Comités est donc relativement libérale. Une addition du 30 janvier 1916 à l'Instruction du 3 décembre ira même plus loin : elle confèrera au président ce droit : il « peut, exceptionnellement, appeler à siéger au Comité régional les fonctionnaires *ou toutes autres personnalités* de la région dont la présence lui paraîtrait nécessaire à raison de leur compétence pour l'examen de questions déterminées. »

Cette addition était indispensable pour donner vraiment au Comité un caractère régional. En effet, il y a quelque chose de bureaucratiquement arbitraire à supposer que, par définition, c'est le fonctionnaire établi dans le département « où siège le Comité » qui est le plus qualifié pour connaître de toutes les affaires régionales. Outre que sa valeur propre ou son activité peuvent être dépassées par celles de tel de ses collègues d'un département voisin, la région peut être constituée de telle façon que, pour certaines questions, le département central ne soit pas le plus intéressant. Dans la XV^e Région par exemple, le directeur de l'Agriculture du Var pouvait avoir un avis au moins aussi autorisé que celui des Bouches-du-Rhône, et peut-être différent de celui de son collègue. Dans la III^e, s'il s'agissait du travail dans les ateliers métallurgiques, il fallait pouvoir consulter l'inspecteur du Travail du Calvados à côté de celui de la Seine-Inférieure. Enfin, il était nécessaire, le cas échéant, de pouvoir appeler des fonctionnaires qui ne figuraient pas sur la liste *ne varietur* des Comités, parce que les matières dont ils s'occupent ne sont pas représentées partout : ingénieurs des Mines, de la Navigation, Inspecteurs des Eaux et Forêts, etc. Grâce à la souple formule du 30 janvier, le préfet-président peut faire appel à leur compétence et même, en dehors des fonctionnaires de tous ordres, à celle de toute personne qualifiée. La XIV^e Région obtint, par exemple, de s'adjoindre un représentant du Service des Forges ; de même la XIII^e et la XV^e. Ailleurs, ce sont les ingénieurs des Ports ou de la Navigation.

En fait, la composition des Comités a bien été telle que le Gouvernement la souhaitait. Lorsque se tient à Tours, le 14 janvier, sous la présidence du chef de cabinet du sous-secrétaire d'Etat, la première séance du Comité de la IX^e Région, nous y voyons, à côté du préfet d'Indre-et-Loire, le directeur de l'Intendance, un commandant d'Etat-major de la Région, l'inspecteur divisionnaire du Travail de Limoges, le directeur des Services agricoles d'Indre-et-Loire, le président de la Commission de réception du ravitaillement à Saint-Symphorien, le trésorier-payeur d'Indre-et-Loire, l'attaché à l'Intendance, le président de la Chambre de Commerce d'Angers, le secrétaire de celle de Saumur, deux propriétaires de Maine-et-Loire, le vice-président du Syndicat des Négociants

en grains d'Indre-et-Loire, le président du Comice agricole de Chinon, un fabricant de drap, un fondeur-mécanicien, etc. Les Comités ont donc bien, en général, fait appel aux forces vives de la Région. Les maires des grandes villes en font très souvent partie.

La composition des Comités régionaux de la zone des Armées est, en principe, la même que celle des Comités de l'Intérieur. Seulement, comme leur action est plus directement coordonnée aux opérations militaires, ils comprennent, en outre, un officier de chacune des armes représentées sur le territoire régional et, éventuellement, un officier de l'Etat-Major général.

Quant aux Comités départementaux, leur composition, qui n'avait pas été fixée par le décret, est modelée par l'*Instruction* sur celle des Comités régionaux. Ils comprennent obligatoirement : le préfet du département, président ; le président du Conseil général ; le directeur des Services agricoles du département ; les six représentants de l'industrie, du commerce et de l'agriculture qui représentent le département au Comité régional ; le délégué du Ministre à ce même Comité, qui fait de droit partie de tous les sous-Comités de la région ; en outre, à partir du 28 décembre 1915, un officier général (c'est-à-dire, en fait, le général commandant la subdivision) ou son délégué désigné par le commandant de la Région. Enfin chaque préfet, vis-à-vis de son sous-Comité départemental, a le même droit que le préfet du chef-lieu de la Région vis-à-vis du Comité régional, le droit « d'appeler à siéger au sous-Comité les fonctionnaires ou toutes autres personnalités du département dont la présence lui paraît nécessaire à raison de leur compétence pour l'examen de questions déterminées ». On y trouve fréquemment des maires, toujours des conseillers généraux.

En vertu de ces dispositions, on a fréquemment convoqué aux séances des Comités ou sous-Comités des ingénieurs des Mines ou des Ponts, des membres des Commissions militaires et techniques des Chemins de fer, des conservateurs des Eaux et Forêts, etc. Dès le lendemain de la nouvelle création, le Ministre du Travail avait pris l'excellente initiative de prescrire aux Commissions dépendant de son administration de se fonder avec les Comités de la Guerre (1).

En principe, le département où siège le Comité régional n'en possède pas moins, pour ses affaires propres, son sous-Comité. On remarquera que la liaison entre le Comité et les sous-Comités est assurée par la pré-

(1) Circulaire du Ministre du Travail du 4 décembre 1915 : les Comités mixtes institués par sa circulaire du 5 février 1915 cesseront d'exister, et leurs membres feront de droit partie des sous-Comités départementaux. C'est ainsi que les membres des syndicats ouvriers se trouvèrent introduits de droit dans les sous-Comités, tandis qu'ils ne faisaient partie du Comité que sur appel du président.

sence dans tous les sous-Comités d'un fonctionnaire du Comité, et aussi par ce fait que les représentants des intérêts économiques au sous-Comité siègent également au Comité régional. Nous verrons qu'on cherchera plus tard à rendre cette liaison plus étroite en autorisant, puis en invitant les préfets, présidents des sous-Comités, à se rendre aux séances du Comité régional. Sur tous ces points, la doctrine et la pratique ont varié avec le temps.

A partir du 23 février 1917, les présidents des Comités et sous-Comités purent désigner des « membres correspondants » qui, sans être appelés à siéger au chef-lieu de la région ou du département, étaient en mesure de signaler des questions intéressantes ou de collaborer aux enquêtes.

2. Rapports des Comités et des sous-Comités entre eux. Particularisme contre régionalisme.

Il n'est pas douteux que le décret et l'instruction de 1915 avaient voulu faire du Comité un organe réellement régional, dont les sous-Comités n'auraient été que les Commissions préparatoires.

Les textes sont formels. « Les sous-Comités départementaux, dit l'article II du Règlement du 3 décembre, correspondent avec le Comité d'action de leur région », ce qui exclut toute correspondance directe avec les Ministres. La circulaire du 25 décembre le dit crûment : « En principe il ne doit pas y avoir de correspondance directe entre les sous-Comités et l'Administration de la Guerre. » Et elle explique pourquoi : « Cette correspondance directe aurait pour effet d'amener une centralisation excessive et de retarder des solutions qu'il est de la plus haute importance d'obtenir aussi rapidement que possible. » Cette même circulaire précisait les positions respectives des deux organismes en disant : « Quant aux relations réciproques des Comités et sous-Comités, on peut les définir en disant que ceux-ci ont à jouer vis-à-vis des premiers le même rôle que les Comités vis-à-vis du Ministre. »

Pourquoi renonça-t-on ultérieurement (formellement par l'Instruction du 23 février 1917) à cette conception, la seule qui fût logique et saine ?

En premier lieu, par suite de l'existence même et de la force de l'institution départementale, il arriva, en certains cas, que les sous-Comités furent constitués avant les Comités régionaux. Par exemple, dans la XVIII^e Région, le sous-Comité de la Charente-Inférieure fonctionne dès le 4 février 1916, à une date où « le Comité régional n'a pas encore fonctionné » ; celui de la Gironde fonctionne dès le 7 et se saisit immédiate-

ment de questions industrielles d'importance régionale ; ceux des Landes et des Basses-Pyrénées siègent dès les 8 et 14 février ; celui des Hautes-Pyrénées précède encore le Comité régional, qui se réunira seulement le 18 mars. Dans la XI^e, même antériorité des sous-Comités de la Loire-Inférieure (7 janvier), de la Vendée et du Finistère (14), du Morbihan (20), par rapport au Comité (22 janvier). Les sous-Comités d'Indre-et-Loire (11 janvier), de Maine-et-Loire (12 janvier) précèdent aussi la première réunion régionale, celle du 14 janvier.

Cette inversion chronologique a son importance. Elle fausse les rapports de subordination posés par le décret. Il faudrait, d'ailleurs, nous l'avons déjà dit, très mal connaître nos institutions administratives, telles que les ont façonnées les lois de l'an VIII, et surtout l'esprit et les traditions de l'institution préfectorale pour croire que les préfets auraient accepté, même en temps de guerre, une réforme qui les aurait subalternisés. Il leur suffisait de faire appel aux jalousies de clocher, au particularisme, pour combattre le régionalisme. C'est ainsi que, d'après une lettre du préfet de la Vendée du 27 mars 1916, le sous-Comité de son département demande — cette « demande » était-elle spontanée ? — la suppression de toute distinction entre Comités et sous-Comités, c'est-à-dire, en définitive, l'abandon de la conception régionale. Le prétexte, c'est que « la réglementation actuelle, *qui subordonne les départements les uns aux autres et place des préfets sous l'autorité de certains de leurs collègues*, risque de faire obstacle au bon fonctionnement de l'organisation administrative ». Nous touchons là, pour parler comme le préfet, « l'obstacle » sur lequel viennent se briser, en France, tous les efforts pour constituer des administrations vraiment régionales.

Le sous-secrétaire d'Etat, en répondant au sous-Comité vendéen, plaide les circonstances atténuantes (14 avril 1916) : il rappelle les motifs qui ont imposé la coordination des renseignements et des vœux « aux points où peuvent être prises les décisions », c'est-à-dire aux chefs-lieux de région, en place de la centralisation au Ministère. Il rappelle au préfet « que les intérêts de chaque département sont représentés au Comité par les membres mêmes du sous-Comité, et que *vous-même* avez la faculté d'assister à ses séances quand bon vous semble. » De ce droit, la Commission d'administration de la Chambre, le 6 juin 1916, voulut faire une obligation : « *prescrire* aux préfets des départements compris dans la Région d'assister aux réunions de ces Comités ou de s'y faire représenter ».

Le Gouvernement n'osa pas. Un an plus tard, le rapport Besnard déclarait même que « les sous-Comités ne sont pas subordonnés aux Comités et possèdent une complète autonomie », qu'ils fonctionnent dans les mêmes conditions. Il se bornait à signaler le « grand intérêt »

d'une communauté de vues entre Comités et sous-Comités, et à « inviter » les présidents de ceux-ci à assister régulièrement aux séances de ceux-là.

Les instructions du 23 février 1917 disaient des sous-Comités : « Leurs relations avec les Comités régionaux consistent soit à fournir à ceux-ci les renseignements qu'ils leur demandent, soit à instruire au premier degré les affaires se rapportant à l'ensemble de la région et qui leur sont soumises par les Comités, soit à transmettre, après étude, aux Comités les questions dont la solution nécessite l'intervention des autorités militaires du chef-lieu de la région. » Mais ils peuvent « se saisir des questions intéressant plus spécialement leur département ». Et surtout, concession suprême : « Les sous-Comités pourront, à l'avenir, correspondre directement avec le Ministre, dans les mêmes conditions que les Comités. » Si l'on se souvient des arguments qui s'étaient opposés, en 1915, à l'octroi de cette « correspondance directe », on peut mesurer l'étendue de la capitulation ministérielle, capitulation devant la force d'inertie des préfets. Dès lors, on pouvait bien dire que la nouvelle institution était « faussée ».

Heureusement, à côté des textes uniformes, il y a la réalité, qui est diverse. Si de nombreux Comités régionaux ne furent que des chambres d'entérinement des mesures prises par les sous-Comités, quelques-uns jouèrent vraiment un rôle de direction et d'action. Cela dépendit des hommes.

3. *Fonctionnement des Comités et sous-Comités. — Les Délégués.*

Bien que les Comités dépendent directement de la Guerre, l'organe moteur du Comité ou du sous-Comité, c'est le préfet. Représentant éminent des diverses administrations dont il s'agit de coordonner l'action, il préside le Comité, il le convoque — ou ne le convoque pas. En juin 1917, le délégué du Ministre dans la XI^e Région propose de réunir le Comité pour étudier le ravitaillement en sel et les relations avec l'Algérie. Le préfet, lui, objecte l'inconvénient qu'il y aurait à réunir « pendant la période difficile de ravitaillement que nous traversons un aussi grand nombre de personnalités provenant de plusieurs départements, qui ne vont pas manquer, se trouvant assemblées, de faire entendre leurs doléances... » Le préfet n'aime pas entendre des doléances. Responsable de l'ordre public, juge des questions d'opportunité politique, le préfet trouve préférable d'attendre « la soudure ».

A côté du préfet, le délégué. Cet organe essentiel est le produit d'une évolution. Au début, il est modestement « l'officier ou le fonction-

naire désigné par le Ministre de la Guerre, chargé d'assurer la liaison entre le Comité et l'Administration centrale de la Guerre (1). » Il fait partie de tous les sous-Comités de sa région. Il en est, par la force des choses, le secrétaire. Il est, entre eux, un lien vivant. Sans posséder aucun pouvoir de décision, il a l'avantage de correspondre directement avec le Ministre (lisez avec le sous-secrétaire d'Etat). Auxiliaire des préfets, il négocie sur place avec les autorités civiles ou militaires.

Mais cet « officier » — appartenant au service auxiliaire — est d'abord un mince personnage. Le vrai délégué du Ministre, c'est, au début, l'intendant (2). L'officier, avec un ou deux galons, n'est que le délégué de l'intendant. Il va grandir, pour deux raisons. La première, c'est que l'intendant, « absorbé par ses fonctions propres », n'a pu satisfaire, « autant qu'il le faudrait, aux multiples obligations que comportent les fonctions de délégué du Ministre (3) ». La seconde c'est que lui, le petit « riz-pain-sel », est devenu le factotum indispensable du Comité et des sous-Comités.

Encore une fois, une institution, *c'est* des hommes. Or, les hommes furent, en général, bien choisis. Jetons les yeux sur la liste des délégués à la date du 28 avril 1917. Ce sont tous des officiers recrutés « dans le civil » : deux professeurs d'une Faculté de droit, un d'une Faculté des lettres, un professeur de lycée, un administrateur des colonies, un président de section au Conseil de Préfecture de la Seine, un attaché commercial en Extrême-Orient, un administrateur de sociétés industrielles, un secrétaire général de banque, un secrétaire d'une revue financière, un notaire, un avoué, cinq avocats ; généralement des travailleurs, parfois des hommes de valeur, quelques hommes d'élite. C'est eux qui ont fait vivre les Comités. Aucune illusion, sur ce point, n'est possible.

La circulaire Besnard le reconnaît. Décidant que les intendants, « tout en restant membres du Comité régional, sont relevés des fonctions » de délégués du Ministre, elle stipule que ces fonctions « seront confiées dorénavant à un officier ou fonctionnaire spécialement désigné et dont elles constitueront les attributions exclusives ». Cet officier ou fonctionnaire, c'est le ci-devant « attaché à l'intendance, délégué-adjoint du Ministre ». Le voilà monté en grade. pourvu « d'une lettre de service qui lui servira de titre pour l'exercice de ses fonctions », disposant « de la délégation du Ministre pour effectuer en son nom, et dans toute l'étendue de la région, toutes les démarches, interventions, recherches, en-

(1) Règlement du 3 décembre 1915, art. 9. Voy. les art. 3 et 4 du décret du 25 octobre.

(2) Circulaire du 23 février 1917 : « La circulaire du 26 décembre 1915 avait confié aux directeurs de l'Intendance les fonctions de délégués du Ministre... La circulaire du 28 janvier 1916 leur avait adjoint un officier pour les seconder dans cette mission spéciale ». Il y a là quelques confusions et le rédacteur de cette circulaire ne semble pas avoir eu les textes sous les yeux.

(3) Expressions de la circulaire.

quêtes et études se rapportant aux affaires dont sont saisis les Comités et sous-Comités ou ayant pour but le prompt aboutissement de ces affaires ». S'il n'a, il est vrai, aucun pouvoir de décision, il dirige un service, qui prend le titre de « Section économique de la ...^e Région ». Préfets et intendants, autorités civiles et militaires sont requis de lui faciliter sa tâche. Il a, dans chaque département, pour correspondant, un militaire accrédité auprès du sous-Comité et qui, en cas d'absence, le renseigne sur ce qui s'y passe. Ce « militaire » n'a d'ailleurs qu'un rôle très effacé : c'est une oreille et une main, sans initiative propre.

Déjà, lorsqu'en décembre 1916, à la suite d'un changement de Ministère, le bruit avait couru de la disparition des Comités, il s'était trouvé des préfets (celui d'Ille-et-Vilaine, 24 décembre) pour dire : si vous supprimez les Comités, gardez au moins le délégué, dont les suggestions ont été utiles et le rôle important. La cause était gagnée, et le rapport ministériel de juin 1917 pouvait dire : « Le rendement des Comités dépend, pour une large part, de l'activité des délégués. »

La prose officielle était modérée. Quand on dépouille les riches archives des Comités, on s'aperçoit que le rôle des délégués a été bien plus qu'important, il a été décisif. Non seulement ils ont donné aux Comités et sous-Comités une méthode de travail, établi entre eux la liaison et réduit au minimum les inconvénients du particularisme, non seulement ils ont renseigné l'administration centrale sur la vie économique des provinces, mais ils ont eu presque toutes les initiatives, fait le plus gros du travail, dirigé toutes les enquêtes. Si les régions ont obtenu quelque chose des administrations centrales, c'est à la ténacité de certains d'entre eux qu'on le doit. Nous les voyons dans leur région, voyageant aussi souvent que le permettaient d'insuffisantes indemnités de déplacement, multipliant les correspondances, rédigeant des rapports mensuels et, souvent, essayant de préparer l'avenir. Tant valait le délégué, peut-on dire, tant a valu son Comité. Ajoutons que tandis que les Comités ne peuvent correspondre entre eux, le délégué peut et doit s'entendre avec ses collègues pour les questions intéressant deux ou plusieurs régions.

Ce qui a favorisé cette évolution c'est que, pour éviter des réunions trop fréquentes, les Comités et sous-Comités prirent l'habitude de déléguer leurs pouvoirs à des Commissions permanentes. Leurs archives distinguent les réunions plénières et les réunions de la Commission : pour certains Comités, les réunions plénières sont très rares, tandis que la Commission permanente se réunit, en principe, tous les quinze jours. Or, le délégué, avec l'officier d'Etat-Major désigné par le commandant de la Région, fait partie de droit de la Commission régionale ; avec l'officier général désigné par le commandant, il siège ou envoie son représentant siéger à la Commission départementale.

La Commission permanente du Comité régional comprend généralement les fonctionnaires faisant partie du Comité, plus un représentant (et un suppléant) de chaque département. C'est elle surtout qui examine les demandes de sursis. En outre, plusieurs Comités se sont divisés en sections : d'abord les trois sections essentielles : agriculture, industrie, commerce. Dans les régions qui ont des ports, une section maritime. L'ancienne Commission mixte du travail est devenue section du travail. Parfois existe une section d'affaires diverses (1). Le travail de ces sections, comme celui de la Commission permanente, n'est rendu possible que par la collaboration des services du délégué. Il est, avons-nous dit, la cheville ouvrière du système.

Certains délégués, non contents de répartir la tâche des Comités entre diverses sections, ont su établir entre le Comité régional et les sous-Comités une harmonieuse division du travail, faire de ceux-ci les commissions préparatoires de celui-là. Les sous-Comités de la XVIII^e Région ayant été organisés — on s'en souvient peut-être — avant le Comité régional, le délégué leur faisait admettre, dès le 4 février 1915 (2), le programme suivant :

« En raison de la constitution prochaine du Comité d'Action économique de Bordeaux, chargé de centraliser les travaux des sous-Comités départementaux de la XVIII^e Région, il est à désirer que ces derniers étudient les questions soumises à leur examen le plus tôt possible, d'après une méthode de travail uniforme. »

Cette méthode consistera à distinguer : « 1^o les questions d'intérêt régional ou départemental d'une part ; 2^o les questions d'ordre commercial, agricole ou industriel d'autre part. » Suivant le cas, les recherches seraient confiées soit aux sous-Comités, soit à un groupement interdépartemental de représentants du commerce, de l'agriculture et de l'industrie. Ainsi « le Comité régional n'aurait plus qu'à procéder à l'élaboration des conclusions et résolutions définitives ».

En fait, les rapports de certains Comités sont le résumé des desiderata particuliers à chaque département (exemple, la IX^e Région) et donnent, par suite, une idée de la variété des questions traitées. Malheureusement, cette conception hiérarchique de l'organisation se heurta souvent au particularisme des sous-Comités. Dans la XI^e Région, le rôle de ceux-ci grandissait au point d'absorber complètement l'activité régionale. A l'unanimité, le Comité décidait de ne pas constituer de sections, parce que, les questions étant d'abord étudiées par les sous-Comités, « ces sections feraient double emploi avec les sous-Comités ». En con-

(1) Résumé périodique N° 1, établi le 21 février 1916 par le Service économique du Ministère de la Guerre.

(2) Sous-Comité de la Charente-Inférieure.

séquence, déclarait-on, « il n'y aura que des réunions générales » de Comité. C'était confondre deux choses très différentes, la répartition géographique et la division logique du travail. A l'user, on s'aperçut vite que les rapports et les vœux des sous-Comités « se ressemblaient beaucoup ». On aurait pu le prévoir.

4. *Le Service économique de la Guerre.*

Il y a deux parts à faire dans le travail des Comités et dans l'action exercée en leur nom par les délégués. Certaines questions, ne sortant pas du cadre départemental ou régional, pouvaient être résolues sur place par une entente directe avec les autorités locales. D'autres, soit parce qu'elles intéressaient plusieurs régions, soit parce qu'elles soulevaient des problèmes généraux, ne pouvaient être tranchées qu'à Paris. Si les délégués avaient dû, pour chacune de ces affaires, entrer en contact avec les diverses administrations centrales, multiplier les voyages au centre, les lettres et télégrammes, les appels téléphoniques (1), jamais rien n'aurait abouti. D'autre part, tout en laissant aux régions le maximum d'autonomie compatible avec notre souci d'unité nationale et avec les nécessités de la guerre, il était indispensable d'assurer entre l'activité des diverses régions une certaine harmonie. En spécifiant que les Comités ne correspondraient pas entre eux, le Gouvernement assumait la charge d'établir cette harmonie ; le fait que les délégués pouvaient correspondre entre eux était une garantie insuffisante. Il fallait poser des questions aux Comités, les mettre au courant des besoins des diverses administrations, réveiller les Comités sommeillants, refréner l'activité désordonnée des autres, faire profiter chacun des expériences de ses émules, donner à tous des directives. Ajoutons que le Gouvernement devait pouvoir trouver, réunie en un centre unique et à portée de sa main, toute la documentation émanant des Comités et sous-Comités.

Le décret avait posé en principe l'existence d'un organe centralisateur, en disant (art. 5) :

« Le Comité fonctionne sous l'autorité directe du Ministre (sous-secrétariat d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance) ». En fait, cette action de coordination est confiée à un service spécial. Dès le 25 décembre 1915, les présidents des Comités sont invités à adresser leur correspondance « sous le timbre : Sous-Secrétariat d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance (2), *Section économique* ».

(1) Les délégués pouvaient d'ailleurs — prérogative essentielle en temps de guerre — user du téléphone interurbain pour les affaires de leur service.

(2) Plus tard : « de l'Administration générale ».

Ainsi fait son apparition dans l'histoire un organe nouveau, plus souvent appelé, dans les textes : « *Service économique* ». C'est un contrôleur général (1), « chef du Service économique », qui signe « pour le sous-secrétaire d'Etat et par son ordre » les lettres adressées aux délégués ou aux présidents. Entre son « service » et les « sections économiques » des Comités, c'est une correspondance incessante. Dès le début de 1916, le Service utilise les rapports qu'il reçoit des délégués pour établir des « résumés périodiques » dont on ne saurait exagérer l'importance : la collection de ces résumés est une véritable chronique économique de la France en guerre. C'est lui qui donne aux Comités l'impulsion. Mais c'est lui aussi qui reçoit leurs demandes et qui intervient auprès des autorités centrales pour leur obtenir satisfaction (2). Il fait à Paris, dirons-nous, les « commissions » des Comités. Il en règle le service intérieur, nomme et déplace les délégués ou les subordonnés de ceux-ci. Il mande auprès de lui les délégués, soit isolément, soit même, de temps en temps, en réunion plénière. Entre ces agents de liaison, il établit lui-même la liaison. Lorsqu'on décide, enfin, de profiter de l'existence des Comités pour faire des enquêtes sur la vie économique régionale, c'est le Service économique qui dirige la préparation et, le cas échéant, la publication de ces enquêtes. Lorsque les Comités cesseront de fonctionner, c'est lui qui sera chargé d'en assurer le passage au Ministère du Commerce et de lui transmettre les archives.

Le rôle de cet organe directeur est donc un élément essentiel de l'histoire des Comités. Ce que le délégué est dans la région et le département, le Service économique l'est vis-à-vis de l'ensemble des Comités, directement dans la zone de l'Intérieur, immédiatement — et sous le contrôle du G. Q. G. — dans la zone des armées.

(1) M. Chapuis. Le service fut particulièrement dirigé, sous l'autorité du lieutenant-colone Edmond Théry, par le capitaine Frank-Puaux.

(2) Voy. le résumé N° 2.

CHAPITRE III

L'Action des Comités

1. *La Compétence des Comités.*

Les Comités jouent un rôle purement consultatif.

D'autre part, ils n'ont pas à s'occuper des industries directement utiles à la Défense nationale, lesquelles sont placées sous la direction ou le contrôle du Ministère de l'Armement.

Ce serait mal connaître les habitudes centralisatrices et quelque peu autoritaires de l'Administration française que de croire qu'on les a laissés sortir des limites ainsi tracées. Si le Gouvernement a créé les Comités, certains de ses fonctionnaires ne voient que d'un œil à demi favorable cette institution qui peut devenir gênante. Déjà la circulaire du 25 décembre leur ordonnait de « rester uniquement sur le terrain économique », disait qu'ils n'avaient « pas à faire une œuvre de critique », qu'ils devaient « se garder des généralisations ». En procédant à l'installation du Comité de la IX^e Région, le chef de cabinet du sous-secrétaire d'Etat lui rappelle qu'il doit « ne pas se borner à faire une œuvre critique... Il convient surtout d'agir », d'indiquer « des remèdes d'ordre pratique et de réalisation immédiate », ce qui est un peu contradictoire. Qu'un Comité n'aille pas excéder son droit ! L'un d'eux ayant voulu critiquer la loi sur les bénéfices de guerre (1), le préfet lui oppose la question préalable.

Mais, ces réserves faites, la compétence des Comités est très étendue, et elle ira s'élargissant.

Les premiers textes la définissent d'une façon assez vague. Le décret, on s'en souvient, dit : « Rechercher les mesures propres à maintenir et à développer l'activité agricole, industrielle et commerciale de la région, notamment par l'emploi rationnel de la main-d'œuvre civile et militaire, et par l'utilisation des ressources locales ». L'Instruction du 3 décembre précise et énumère les principales attributions des Comités :

(1) XVIII^e Région, 18 mars 1916.

questions de transport, d'importation, d'exportation ; vie des diverses industries, remise en activité des usines en chômage, augmentation du rendement des autres ; mesures à prendre pour assurer la production des denrées agricoles ; répartition des sursis d'appel en vue « d'obtenir une production plus intense » ; utilisation des ressources locales et des matières premières de la région ; lutte contre la hausse des prix... En somme, c'est toute la vie économique. Mais, comme il était permis à Figaro de parler de tout, sauf de ceci et encore de cela, le sous-secrétaire d'Etat « tiendra la main à ce que les Comités régionaux ne se saisissent que des questions économiques qui se trouvent ressortir momentanément au département de la Guerre, en même temps qu'aux trois départements ministériels de l'Agriculture, du Commerce et du Travail. » Ainsi s'exprime la littérature administrative.

Dès le début, l'action des Comités doit viser à la fois : 1^o les nécessités de l'heure actuelle et le maintien de la vie économique ; 2^o la préparation de l'après-guerre. A mesure que l'on avance, cette seconde préoccupation l'emporte sur la première. Les Instructions du 23 février 1917 présentent, à cet égard, un caractère sensiblement différent de celles de décembre 1915.

Mais au lieu d'éplucher des textes, donnons-nous le spectacle vivant de la vie. Entrons dans un de ces Comités. Assistons, par exemple, à la quatrième séance de la XVIII^e Région, tenue le 28 mars 1916. Qu'y fait-on ?

Rapport général, présenté par l'agent commercial des Chemins de fer d'Orléans, sur les enquêtes industrielles en cours, déjà faites dans trois départements, moins avancées dans les trois autres. Demandes de sursis d'appel, qui seront renvoyées à l'examen du bureau. Rapport sur la meilleure exploitation et la recherche des gisements miniers ; le Comité demande une amélioration des transports charbonniers et une législation libérale sur les prospections. Reprise de la navigation fluviale, constitution d'une société d'exploitation. Vœux relatifs à l'ajournement de l'appel sous les drapeaux des travailleurs agricoles, au travail des prisonniers, à la main-d'œuvre étrangère ou coloniale. Vœux relatifs à l'abaissement des prix et à l'amélioration du transport du sulfate de cuivre pour l'agriculture, au transport de la paille, à la livraison des produits chimiques et à l'augmentation du personnel nécessaire aux industries de la teinture, du blanchiment et des chapeaux de paille. Transport des blés et farines, des engrais et des produits anticryptogamiques, semences de pommes de terre, fers à bœufs, rien n'est oublié, pas même la « fabrique de balais de Grisolles » qui manque de wagons !

Pénétrons maintenant au sein d'une Commission permanente, celle de la XV^e Région, séance du 3 décembre 1917. La grosse question

est celle de l'énergie électrique, dont la fourniture à certaines usines est suspendue par suite de la pénurie de charbon et de la baisse des eaux de la Durance. Le Comité réclame des camions militaires, de l'essence, des chalands. Il examine la situation des transports, signale l'engorgement des gares de Marseille, qui continue « même après la cessation des transports de troupes à destination de l'Italie, par suite de l'envoi des trains de munitions et de ravitaillement ». N'oublions jamais, en effet, ce qu'on peut bien appeler le *miracle français* : le maintien de la vie économique dans un pays qui est transformé en une place d'armes doublée d'une usine de guerre. De ce miracle, nos Comités peuvent revendiquer leur part. Celui-ci déplore la réduction des arrivages de charbon : 8.930 tonnes pour le groupement de Marseille en ce mois de décembre, au lieu d'une normale de 30.000. Le blé dur n'arrive pas aux fabriques de pâtes du Var. Un aimable et fructueux commerce local aixois, celui des amandes et noisettes, est arrêté depuis octobre.

Mais on ne se contente pas de récriminations de détail et de remèdes momentanés. C'est un plan d'ensemble, un plan d'avenir qui est présenté pour dévier par les lignes secondaires du littoral une partie du trafic qui encombre la grande artère P.-L.-M. De même pour l'organisation des transports automobiles. C'est au contraire des nécessités urgentes de l'heure que sort l'idée de multiplier les transports maritimes entre les divers ports de la région, vu l'insuffisance des transports par terre. Un affrètement Marseille-Salonique, si utile que soit le maintien de notre activité commerciale en Orient, doit être rapporté pour permettre le ravitaillement du Var et des Alpes-Maritimes. Comme au temps où les routes n'existaient pas encore sur l'étroit littoral de la Provence, c'est par mer que Marseille communique avec Toulon, Saint-Tropez, Saint-Raphaël et Nice.

Vraiment, le 3 décembre 1917, la Commission permanente de la XV^e Région n'avait pas perdu sa journée (1).

(1) Le rapport du Service économique « sur l'œuvre des Comités et sous-Comités d'Action économique pendant le mois d'octobre 1918 » comprend les divisions et subdivisions suivantes :

1^o) *Agriculture et industries extractives* : a) Agriculture proprement dite ; b) Main-d'œuvre ; c) Bétail, chevaux ; d) Instruments aratoires et machines agricoles ; e) Semences, engrais, fourrages ; f) Viticulture et questions diverses ; g) Chasse, pêche, exploitation forestière et industries extractives.

2^o) *Industries proprement dites* : a) Alimentation ; b) Bâtiment, ameublement, etc. ; c) Vêtements, parures et industries textiles ; d) Industries diverses.

3^o) *Commerce et ravitaillement* : a) Alimentation ; b) Boissons ; c) Chauffage et éclairage ; d) Vêtements ; e) Commerces divers ; f) Régions libérées, réfugiés.

4^o) *Transports* : a) Chemins de fer ; b) Automobiles ; c) Tramways ; d) Constructions et transports maritimes ; e) Navigation fluviale et canaux.

5^o) *Entreprises publiques et questions diverses* : a) Après-guerre.

6^o) *Relations avec les Américains*.

Ce rapport a 35 pages dactylographiées.

2. *La main-d'œuvre.*

L'une des principales fonctions des Comités, c'est la recherche de la main-d'œuvre.

Et d'abord, les sursis d'appel. C'est par là que les Comités, dès leur constitution, commencent leur travail. C'est pour accélérer ce travail qu'ils créent leurs Commissions permanentes. Même les Comités ou sous-Comités les plus inactifs s'acquittent de leur tâche à cet égard, tâche considérée comme essentielle par les autorités militaires régionales. En effet, l'Administration de la Guerre, lorsqu'elle accorde des sursis d'appel à des mobilisés réclamés par des industries autres que les industries de guerre, tient à s'entourer de toutes les garanties d'impartialité. Elle veut donc avoir, sur ces demandes, l'avis motivé des Comités.

Il ne semble pas que, sur ce point, les Comités aient été inférieurs à leur tâche. Nous n'avons rien relevé qui permette de les soupçonner d'avoir, dans l'examen des innombrables demandes dont ils étaient saisis, obéi à d'autres préoccupations qu'à celle de l'intérêt général. Lorsque, dès la séance inaugurale de la XIV^e Région, le président de la Chambre de Commerce de Lyon signale que, les filiales des maisons allemandes de produits chimiques ayant été mises sous séquestre, l'une des deux seules usines françaises existantes a dû fermer « à la suite d'un refus d'un sur-sis demandé pour un technicien, spécialiste indispensable », il s'agit bien d'une mesure utile au maintien de la vie économique. On décide donc que les sous-Comités désigneront chacun six de leurs membres (deux agriculteurs, deux commerçants, deux industriels) pour examiner les demandes de sursis ; sur leurs rapports, le bureau du Comité, à son tour, rédigera un avis motivé.

C'est dans ces conditions qu'en octobre 1918 le Comité de la XV^e Région a obtenu soixante-six sursis : en faveur de moulinages (sept sursis), de filatures (quatre), de tissages (cinq), de papeteries (quatre), d'imprimeries (cinq), de cartonnages (deux), d'huileries (sept), d'une savonnerie (un), de verreries (quatre), d'industries d'éclairage (cinq), d'habillement (trois), alimentaires (neuf), chimiques (six) ou diverses (six). Rien ne serait aussi instructif que ces listes de sursis à qui voudrait se renseigner sur les modes typiques de l'activité régionale. N'y a-t-il pas une bouffée d'air de Provence et comme un souvenir de Mistral en ces demandes de sursis de la XV^e Région pour la « cueillette des olives », et aussi dans ces sursis, accordés de novembre 1917 à février 1918 aux directeurs d'huileries, mécaniciens de moulins à huile et leveurs d'huile appartenant aux classes 1920 et plus anciennes ? C'est toute la vie des marais de l'Ouest, la séculaire histoire du « sel de Brouage » qui reparaît

dans les sursis aux sauniers réclamés par la XI^e Région. Elle réclame aussi des sursis aux pêcheurs : car, dit-elle, l'utilité des conserves de poissons pour l'alimentation de la zone des armées et de l'Intérieur exige une pêche active. Or, la moitié seulement des bateaux pourrait être, en avril 1918, armée avec la main-d'œuvre disponible : « Vœu que des sursis soient accordés à un certain nombre de pêcheurs de sardines, par analogie avec ce qui s'est fait pour les pêcheurs de goëmons ». En effet, il y avait des « permissions en vue de la pêche du goémon de soude pour la fabrication de l'iode ». Dans la XVIII^e, ce sont des résiniers que l'on réclame pour le gemmage des pins. Actuellement (1916), il faut importer de la térébenthine et de la colophane d'Amérique et la production espagnole augmente. Or « un millier d'hommes suffirait pour rendre la vie économique presque normale à la moitié du département » des Landes.

Les nécessités militaires auraient-elles permis de rendre, fût-ce pour quelques semaines, un millier d'hommes aux pinèdes de Gascogne ? Notons qu'en maintes circonstances le Ministère de la Guerre fait la sourde oreille. Soutenu énergiquement par le Service économique, le Comité de la VII^e Région représente qu'autrefois le Syndicat des lunetiers de Morez achetait la plus grande partie de son verre en Allemagne ; il avait créé, peu de temps avant la guerre, une usine pour la fabrication du verre, « afin de n'être plus tributaire pour ce produit de l'industrie germanique ». Cette usine n'a pu s'ouvrir par suite de la mobilisation. « Il aurait suffi, pour la mettre en train, d'obtenir la mise en sursis, *pour un mois* (1), d'un ouvrier mécanicien..., classe 1899. » A quatre reprises le Comité a demandé ce sursis, « en raison de l'intérêt exceptionnel que présentait pour l'avenir de notre industrie nationale cette tentative d'affranchissement ». Quatre refus, malgré la brièveté du sursis, et sous ce prétexte : « l'industrie en question n'intéressant pas la Défense nationale ». Matière des lunettes d'approche et des périscopes, le verre n'intéressait pas la Défense nationale ! Les rédacteurs de cette étonnante décision feront bien de ne pas railler le mot plus fameux que vrai : « La République n'a pas besoin de chimistes » (2).

Morez, en désespoir de cause, s'adresse à une maison de Paris qui s'est engagée à fournir le verre si elle obtient la mise en sursis de cinq ouvriers. Avis favorable, le 2 mai 1916 et, le 27 juin, trois sursis accordés ; un quatrième est demandé le 4 septembre. Et le Service économique de conclure avec une mélancolique philosophie : « Je ne puis m'em-

(1) Souligné dans le rapport.

(2) Le livre déjà cité de M. Camille RICHARD est, en plus de 800 pages, un constant démenti à ce mot légendaire. Les hommes de l'an II ont eu la conception étonnamment nette de la guerre du matériel et de la mobilisation industrielle.

pêcher de remarquer que la mise en sursis *pour un mois* du soldat B. aurait eu les mêmes résultats ». Les mêmes ? Non. Elle aurait permis de gagner un temps précieux.

Le 25 mars 1916 (XI^e Région), c'est la gare de Pont-Rousseau qui est fermée au transit, d'où graves difficultés pour les fabricants d'engrais par « suite de l'envoi aux armées du chef de gare ». Aux armées ? Ce chef de gare est-il donc un « poilu » que la tranchée attend ? Peu probable, car le Comité décide, non sans ironie, de demander à la Guerre « si la présence de M. G., chef de gare de Pont-Rousseau, ne serait pas préférable à Pont-Rousseau plutôt que dans un *dépôt de chevaux malades* du Pas-de-Calais », où on le déclare « indispensable ».

L'ironie est l'arme des faibles. Il est regrettable, dans l'intérêt de la Défense nationale et du relèvement économique du pays, que les Comités n'aient pas disposé, en matière de sursis, d'armes plus efficaces. Il est regrettable aussi qu'ils n'aient été constitués qu'à la fin de 1915. Créés au moment de la mobilisation, ou même *prévus dès le temps de paix*, ils auraient peut-être atténué les effets déplorables de la désorganisation industrielle.

Mais les sursis ne sont pas toute la main-d'œuvre. En dehors des mises en sursis, les Comités s'efforcent d'obtenir l'utilisation rationnelle des hommes des dépôts. Par exemple, pour le gemmage des pins, 200 de ces hommes, pour la campagne 1916, assureront une production supplémentaire de 600.000 francs correspondant à près de 2 millions de francs de produits exportés. C'est avec des hommes des dépôts ou des permissionnaires, ou des convalescents, que l'on essaie de constituer des équipes agricoles. Par application d'une circulaire du 7 mars 1916, chaque département reçoit un contingent de prisonniers de guerre, qui sont répartis par les soins de la Commission de main-d'œuvre agricole du sous-Comité.

De même pour la main-d'œuvre coloniale (1). Dès février 1916, le sous-Comité de la Vienne a demandé 300 Annamites, « et il n'est pas douteux que cet exemple ne soit suivi par les autres départements lorsqu'on aura pu en constater sur place les heureux résultats ». Le Comité de la XV^e Région élabore le projet de création, à Marseille, d'un quartier kabyle avec mosquée, « quartier où la population kabyle vivrait dans des conditions d'hygiène et de moralité qui lui font défaut ». On voit que les préoccupations d'ordre social ne sont pas étrangères aux Comités.

(1) Ne confondons pas cette utilisation privée avec l'emploi des travailleurs coloniaux par les établissements dépendant directement de la Guerre ou de l'Armement. Ceux-ci échappent au contrôle des Comités.

3. *Les Transports.*

A côté de la main-d'œuvre, le premier besoin de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, c'étaient les transports.

Je n'ai pas à dire ici pourquoi et comment tous les moyens de transports étaient d'abord mis au service de la guerre, ni comment l'invasion allemande avait réduit nos disponibilités en machines, en wagons, en remorqueurs, en péniches. Le rôle des Comités était de découvrir, d'utiliser en leur faisant donner le maximum de rendement, de répartir au mieux des intérêts disponibles les instruments de transports qui devenaient, plus ou moins temporairement, disponibles.

Nous les voyons s'occupant de dégorger les gares encombrées, comme celle de Hendaye et de Marseille. Ils demandent l'ouverture plus longue des gares, notamment les dimanches et fêtes ; l'application stricte des règlements sur le déchargement, tandis que les commerçants préféraient laisser leurs marchandises sur rail et payer les droits de location ; l'accélération du camionnage. Ils protestent contre l'abus des bons de priorité et contre le trafic auquel, sous le couvert de ce régime, se livraient certains employés.

Pour utiliser à plein la capacité des wagons, ils préconisent la mise en commun du matériel des divers réseaux et la création des gares de triage. Ils vont jusqu'à s'occuper du meilleur emploi des bâches et du gardiennage des quais. Ils demandent une entente entre les chemins de fer à voie normale et à voie étroite, entente jamais réalisée en temps de paix, encore plus nécessaire en temps de guerre.

Cette intervention des Comités rentre d'ailleurs dans leurs attributions réglementaires. Comme leur avis est nécessaire en matière de sur-sis, il l'est en matière de bons de transport dès qu'il s'agit d'industries non directement utiles à la Défense. Les demandes de priorité ou d'accélération sont donc adressées par les intéressés au délégué régional, avec « toutes les indications utiles sur la nature du transport, son poids, sa destination, son expéditeur et son destinataire, son urgence, l'importance et les conséquences du retard qu'il a déjà subi ». Au lieu de traîner dans des bureaux, ces demandes sont examinées « immédiatement » par la section économique régionale qui les transmet, avec avis, aux compagnies, par l'intermédiaire de la sous-commission de réseau. Les archives du Service économique sont pleines de ces demandes et de ces enquêtes. On a l'impression que si les Comités n'avaient pas fonctionné, pas une tonne de houille ou de matières premières ne serait parvenue, sinon par hasard, aux usines non-militarisées.

Mais ils ne se bornent pas à cette besogne obligatoire. Ils essaient de remédier à la crise des transports. Ils dénoncent les mauvaises habi-

tudes de l'administration militaire qui, après avoir mis en marche ou autorisé la mise en marche d'un convoi plein, le faisait revenir à vide au point de départ. Le Comité de la XVI^e Région obtient ainsi, en 1916, que les wagons houillers venant de Saint-Etienne soient renvoyés chargés de vins du Midi. Petite réforme, de grosses conséquences.

La lutte pour la conquête des wagons, c'est une part essentielle de la vie des Comités. Amener du charbon aux usines à gaz, aux usines électriques, aux papeteries, aux tissages, des matières premières à toutes les industries, des engrais aux cultivateurs, telle est l'œuvre capitale des délégués, dont l'intervention a parfois sauvé des situations désespérées. C'est une entente entre les délégués des IX^e et XI^e Régions et le Commissaire du réseau d'Orléans qui permet d'accélérer les transports de charbon de Nantes à Tours.

Cette lutte pour le wagon se continuera même après l'armistice. Le 19 décembre 1918, le délégué de la III^e Région sollicite l'intervention du Service économique auprès du service central des Chemins de fer pour faire mettre à la disposition du Comptoir général des textiles manufacturés de Rouen le matériel nécessaire au transport de 30 tonnes de filés de coton destinées à des usines de Mulhouse. Il s'agissait, on le voit, de permettre la reprise de l'industrie alsacienne, privée de matières pendant la guerre, et qui avait dû remplacer le coton par des filés de papier.

Suivons un instant cette affaire qui va nous permettre de voir aux prises les habitudes routinières, paperassières et stérilisantes des administrations bureaucratiques — heureuses que la cessation des hostilités les rende à la quiétude de naguère — et les méthodes plus rapides et plus réalistes des Comités. Le 28 décembre, le Service des Chemins de fer répond gravement : impossible d'envisager le transport par fer ; mais il y a la voie Le Havre-Anvers, « d'où des trains de péniches vont faire un service régulier sur le Rhin ». Le 5 juin 1919, le délégué transmet cette observation du Comptoir : ce mode de transport demanderait trois mois, « à condition que tout marche bien ». Or « les tissages d'Alsace ne peuvent attendre des matières premières qui leur sont nécessaires afin d'éviter une crise de chômage ». On réclame donc des wagons allant jusqu'à Belfort, où les Mulhousiens enverront des camions. Ils se fournissaient à Rouen avant la guerre, sous la domination allemande. Vont-ils, parce que cela plaît aux bureaux, être plus mal traités maintenant qu'entre Rouen et Mulhouse il n'y a plus de frontière ?

Heureusement, dès le 13 janvier, le Service économique avait appelé à son secours le Service d'Alsace-Lorraine... de Paris. Le 14, celui-ci annonce la reprise des transports par fer avec l'Alsace, et demande au Service économique les noms, adresses, gares, nature de la marchandise, tonnage, etc..., tous renseignements qu'il possède déjà ! Et voilà com-

ment, si les tissages de Mulhouse ont eu, bien tardivement, du coton, c'est à la ténacité du Comité de la III^e Région qu'ils le doivent (1).

A défaut des chemins de fer petits ou grands, les Comités essaient d'utiliser les tramways, et surtout les transports automobiles. Mais alors il leur faut obtenir de l'essence. Dans l'Aube, l'impossibilité d'user des transports par fer (2) « a amené certains fabricants de bonneterie du département, qui trouvent les matières premières nécessaires à leurs fabrications à Troyes, où ils font finir leurs productions, à mettre ou remettre en service des voitures automobiles ». Mais depuis deux mois l'essence manque presque totalement ; seul un wagon de quelques milliers de litres est récemment arrivé à Troyes. Le Service économique insiste pour que des quantités suffisantes soient allouées aux intéressés.

D'autres expliqueront en vertu de quelle doctrine nous laissons, sauf dans la région du Nord, dormir nos voies navigables. L'un des moindres mérites des Comités n'est pas d'avoir essayé de les réveiller, d'avoir montré que, devant l'engorgement des voies ferrées, il fallait recourir à la voie d'eau, sans lui demander si elle était plus ou moins conforme à un certain idéal économique.

Solliciter des sursis pour les mariniers, se procurer chevaux et mulets, découvrir et rassembler les péniches qui moisissaient garées dans un coin de rivière, c'était un premier point. Il fallait davantage pour rendre la vie au canal du Berry, à celui d'Ille-et-Rance, à la Charente, à la Dordogne, à la Baïse, au canal du Midi. Ce dernier passait sur le territoire de trois régions. Aussi, malgré la théorie qui s'opposait à la communication directe des régions entre elles, dès février 1916 les délégations des XVI^e, XVII^e et XVIII^e Régions se réunissent-elles pour réorganiser en commun les transports par eau du Sud-Ouest. C'est la XVII^e qui se montre la plus active. Elle remet sur pied la flottille de la société *La Baïse*. Avec le concours des Chambres de Commerce, du Conseil général de Lot-et-Garonne, de la Compagnie des Remorqueurs de la Garonne se crée, en mai 1916, la société anonyme *Baïse-Garonne-Canal du Midi*. De son côté, la XVI^e organise, sur les canaux du Midi et de Cette-Beaucaire, en septembre, une *Société méridionale d'affrètements*. L'idée de la collaboration interrégionale devait être reprise, au début de 1917, par la réunion à Toulouse (12 mars) des délégués des trois régions.

Dès le 21 février 1916, une circulaire du sous-Secrétaire d'Etat avait reconnu qu'« il appartient aux Comités de provoquer l'action des établissements publics » et de transmettre à l'Office national de la Navigation toutes propositions utiles.

(1) Un décret du 2 février 1919 remet, à partir du 10 de ce mois, les transports aux administrations de Chemins de fer. Dès lors, le Service économique n'a plus compétence pour s'en occuper.

(2) Rapport d'octobre 1918 de la XX^e Région.

Un excellent exemple de cette action nous est donné par un rapport de 1916 du délégué de la VIII^e Région. Au début, le mouvement fluvial est presque nul dans ce territoire où passent cependant la Saône, le canal de Bourgogne, celui du Centre. L'engorgement chronique des gares de Dijon, Nevers, Moulins est cependant redoutable, même au point de vue militaire (1). Il faut donc recourir aux voies navigables : 1^o pour remédier localement à la crise des transports ; 2^o pour libérer plusieurs centaines de wagons qui iront dans les régions dépourvues de canaux.

Le délégué a découvert des ressources en matériel, mais inutilisées. « Les industriels étaient déshabitués » de ce mode de transport. La batellerie a été désorganisée [par la mobilisation, les non-mobilisés ont été attirés par les hauts salaires des usines, les péniches vides et immobiles se détériorent.

Le délégué se concerte avec les ingénieurs en chef des quatre départements ; il a la chance d'avoir en face de lui des hommes d'action. En liaison avec l'autorité militaire, on élabore (12 février 1916) un plan d'action collective. Mais il ne suffit pas de persuader le Ministre de la Guerre, il faut convaincre les industriels, contre leurs intérêts immédiats, car les circonstances font momentanément la voie d'eau plus chère que le rail, et la saison est mauvaise.

Après six semaines d'efforts, c'est le succès. Le programme s'étend jusqu'à Montluçon et Roanne. Par eau arrive dès lors le charbon de Blanzky pour le gaz et l'électricité de Dijon, pour les fours à poteries de Pouilly, pour les usines de Montbard (80 à 100 tonnes par jour), pour les porcelainiers du Berry, tandis que les bois de mines de la forêt de Cîteaux vont à Blanzky, et les pyrites du Berry au Creusot.

Cette œuvre remarquable est complétée, dans certaines régions maritimes, par la reprise du cabotage. La XV^e Région, nous l'avons déjà dit, essaie de rétablir les rapports par mer entre les divers points de son littoral, et aussi avec la Corse. Elle voudrait, d'accord avec la région voisine, en faire autant entre Marseille, Cette, La Nouvelle et Port-Vendres. Les Comités s'occupent aussi des grands ports : c'est la section économique de la XVIII^e Région qui, à la demande de M. Donald Rose, directeur du trafic européen de diverses compagnies américaines, établit un rapport sur Bordeaux, sur son avenir économique, sur le développement possible du trafic entre ce port et les Etats-Unis. Le même Comité contribue à dégager les ports de Bordeaux et de Bayonne encombrés par l'exportation des poteaux de mines pour l'Angleterre.

(1) Surtout à partir du moment où les bases américaines de l'Ouest utilisent ces gares pour communiquer avec la Lorraine et la Champagne.

De même qu'ils tentent d'améliorer le rendement des wagons, les Comités demandent une utilisation moins irrationnelle des navires de mer. Les navires qui vont ravitailler l'Afrique occidentale française reviennent sur lest ! Sans parler des oléagineux à recueillir sur place, ne peut-on les envoyer charger, demande la XV^e Région, des phosphates dans l'Afrique du Nord, des pyrites en Portugal ?

4. *L'Agriculture et le Ravitaillement alimentaire.*

Parmi les objets sur lesquels avaient porté les études des Comités, le rapport de juillet 1916 citait : « Exploitations agricoles, forestières..., engrais, semences, machines agricoles, mise en culture des terres, ravitaillement en denrées..., fonctionnement d'industries locales telles que minoteries, beurreries, laiteries, etc. ».

La plupart de ces questions agricoles sont, en dernière analyse, des questions de transport, quand elles ne sont pas des questions de main-d'œuvre. Nitrates chiliens, sulfate de cuivre, phosphates, il faut des bateaux et des wagons pour les amener, des mobilisés, des sursitaires ou des prisonniers de guerre pour les répandre. Il faut aussi obtenir que la Guerre, après avoir prélevé sa part sur ces produits qui lui sont indispensables, veuille bien céder le reste. Le sous-Comité du Puy-de-Dôme étudie aussi, en l'absence des sels potassiques de Stassfurt, l'emploi des roches volcaniques pulvérisées. Le Comité de la XV^e Région propose de pousser les industriels, par de larges crédits, à créer des usines de cyanamide ou d'ammoniaque synthétique. Celui de la IV^e Région préconise l'utilisation du marc de pommes à cidre pour la nourriture des chevaux. Dans l'ordre forestier, l'Office des Bois de la XIV^e Région arrive à régulariser l'exploitation des forêts dauphinoises et savoisiennes et il sert d'exemple à d'autres régions, à la XIII^e entre autres.

Les Comités ont été parmi les partisans les plus actifs de la motoculture. Le Comité de la IX^e Région demande au Gouvernement d'encourager cette méthode « par l'achat d'instruments agricoles à grand travail » et de « prendre d'urgence toutes mesures nécessaires pour autoriser certaines usines, travaillant actuellement pour la guerre, à réparer le matériel agricole... auquel on n'a pas touché depuis deux ans et qui, dans l'état où il se trouve, risque de ne pouvoir terminer la campagne de 1916 ». Plusieurs demandent la diffusion de l'enseignement agricole.

Les Comités se trouvent parfois aux prises avec de curieuses difficultés administratives. En voici une particulièrement navrante. Le 18 mai 1916, l'hospice départemental d'aliénés de Naugeat (Haute-Vienne) « manque de pommes de terre, nécessaires à la nourriture des nombreux aliénés pensionnaires », au taux de 700 kg. par jour. Sollicité par le

président du Comité de la XII^e Région, l'intendant répond qu'il a pour « instructions de réaliser tous les disponibles en pommes de terre pour arriver à réunir les contingents imposés à la Haute-Vienne par l'Inspection générale du Ravitaillement pour les besoins de l'Armée ». Or Naugeat n'en a plus que pour deux jours ! Le malheureux directeur réclame 20.000 kg., « dont il a besoin dans un intérêt public ». Si seulement on pouvait lui en accorder 10.000 ! Les fous vont mourir de faim quand, par chance, le sous-secrétariat, le 23 mai, signale un stock dans le Finistère... Heureux aliénés ! Secourables tubercules !

En matière agricole surtout, la plupart des mesures dites « étatistes », relatives à la réquisition, à la taxation, aux achats par l'Etat, à la culture des terres abandonnées, ont été, avant d'être décidées par le Gouvernement, réclamées par les Comités. On peut penser de ces mesures ce que l'on veut. Mais le fait, c'est qu'elles exprimaient la volonté des représentants qualifiés des intérêts économiques régionaux. Ce sont eux qui ont élaboré la doctrine.

5. Combustibles.

Celui-là ne comprendra jamais rien à l'histoire économique de la guerre en France qui n'a pas connu, en ces années, l'angoisse du charbon.

Rechercher le charbon, faire ouvrir des mines nouvelles, utiliser les succédanés de la houille, accroître l'importation, assurer la circulation et la répartition du combustible, les Comités se sont saisis de ces questions, surtout tant que ne furent pas organisés le Bureau national et les Offices départementaux. Même après, leur rôle restera très important.

En novembre 1917, le Comité de la XV^e Région viendra encore à la rescousse du groupement charbonnier de Marseille.

Sur une suggestion du maire de Lyon, le Comité de la XIV^e émet un vœu — encore inexaucé à l'heure actuelle — en faveur de la concession du gisement découvert au Sud-Ouest de la ville. Le sous-Comité des Deux-Sèvres demande le développement des charbonnages de Saint-Laurs. On ne compte pas les sous-Comités qui se sont occupés de l'utilisation de la tourbe, de l'exploitation des gisements de lignite.

Nous avons déjà parlé du transport des combustibles. Mais la répartition en était souvent défectueuse. On avait, par exemple, interdit à l'Aude de se fournir aux mines du Gard ; il était interdit également d'envoyer du charbon français dans les ports. Cette fantaisie bureaucratique aurait forcé certaines usines de Marseille, qui ne brûlaient que du lignite, à changer leurs grilles. Il fallait également, en dehors du char-

bon de chauffage et du combustible industriel, réserver le charbon de forge pour les maréchaux de village et le charbon de battage au moment des récoltes.

Certains cas spéciaux feront mieux comprendre à quel point ces instructions étaient nécessaires. Les façonniers en bonneterie de Troyes (XX^e Région) sont obligés de chauffer leurs locaux nuit et jour. Le bois est rare, et, pour de petits entrepreneurs, la surveillance du chauffage au bois serait difficile à assurer de nuit. La section économique, à la requête du syndicat, réclame donc de l'anhracite pour ce chauffage nocturne.

Ajoutons enfin que c'est dans le sein du Comité de la XV^e Région que naîtra le premier Office régional de l'énergie. La XVII^e a également posé le problème des forces hydrauliques.

6. *La Vie des Industries.*

Assurer la vie des industries existantes, rechercher et utiliser les ressources de la région, créer des industries nouvelles, ces tâches avaient été imposées aux Comités dès leur création. Ont-ils essayé de s'en acquitter ?

Nous avons déjà répondu partiellement à ces questions. Il serait oiseux de multiplier les détails, de rappeler que le sous-Comité de la Vienne signalait des mines de fer pouvant donner plusieurs centaines de tonnes par jour, etc. C'est surtout par leurs enquêtes départementales ou régionales qu'ils ont rendu service, enquêtes auxquelles la circulaire du 23 février 1917 vint donner une impulsion nouvelle et un programme uniforme.

De février 1917 à la fin de 1918, on n'eut guère le temps « de déterminer, dans chaque région, les ressources inexploitées ou insuffisamment exploitées qui peuvent être immédiatement utilisées pour les besoins de la guerre ou accroître le stock de denrées de première nécessité qui sont actuellement fournies par l'étranger ». On ne l'eut pas surtout de dresser « l'inventaire détaillé des ressources de chacune des régions de la France » de façon à conduire, « dans le plus bref délai, à l'élaboration d'un travail général susceptible d'éclairer et de diriger l'économie nationale dans son ensemble ». C'est seulement dans les circulaires ministérielles que les grandes choses se font si vite.

C'est déjà un résultat que plusieurs de ces enquêtes aient été faites ou amorcées (1). Un certain nombre ont été publiées : deux pour la

(1) Des questionnaires imprimés étaient envoyés dans les départements.

XVIII^e Région, l'*Enquête sur la reprise et le développement de la vie industrielle dans la Région landaise* (Bordeaux 1917), qui eut, dès 1917, deux éditions, et celle sur *La Région pyrénéenne* (*Hautes et Basses-Pyrénées*) ; trois pour la IV^e, *La Mayenne* (Laval, 1919), *L'Eure-et-Loir* (Chartres, 1919), *L'Orne* (Alençon, 1919) ; une pour la X^e, *Le Développement économique des Côtes-du-Nord* (Saint-Brieuc, 1919), une de la III^e, *Enquête sur la situation des industries du Calvados* (t. I^{er}, Caen, 1918). La valeur, parfois très grande, de ces travaux fera regretter que l'on n'ait pas publié l'enquête de 1918 sur la XVIII^e Région, ni les rapports de février 1916, conservés avec celle-ci dans les archives du Service économique, sur les VII^e, X^e, XVI^e Régions et sur les départements de la Sarthe, d'Ille-et-Vilaine, de la Manche, de la Corrèze, de la Haute-Vienne, de la Drôme. Il y a là un travail de documentation qui n'avait jamais été entrepris sur des bases aussi solides et qui eût mérité d'être poursuivi après la paix.

Travail non pas académique, mais d'orientation pratique. Dès janvier 1916, le délégué de la XVIII^e Région établissait comme suit le type d'une enquête industrielle.

« S'il est dit que la crise des transports nuit à l'industrie alimentaire de l'oléo-margarine, il faut que l'on puisse retrouver immédiatement l'importance de cette industrie avant et depuis la guerre, en tenant compte du nombre de maisons, du nombre d'employés, de la force mécanique, du chiffre d'affaires, etc... »

En résumé, les Comités — malgré la position modeste que leur imposait leur rôle purement consultatif — ont rendu de réels services, inégaux suivant les régions et surtout suivant les hommes. Comme centres d'études, ils ont dressé, peut-on dire sans exagération, les cahiers de la France économique, et les mesures gouvernementales se sont, le plus souvent, inspirées des travaux résumés et mis au point par le Service économique de la guerre. Dans la mesure où ils étaient des organes d'action, ils ont rendu service surtout par leurs interventions de détail, en facilitant le fonctionnement des rouages de l'énorme machine administrative. Notre agriculture, notre commerce, nos industries leur doivent en partie d'avoir vécu malgré la guerre, malgré la dévastation, malgré la crise des transports, la crise sous-marine, et d'avoir pu préparer l'avenir. Il est impossible de toucher à un point quelconque de l'activité française sans les rencontrer, et sans utiliser leurs archives (1).

(1) Ils eurent à s'occuper, par exemple, des troupes américaines. « Par note du 11 juillet 1917, la section économique de la XVIII^e Région rendait compte qu'elle était en mesure d'apporter un concours particulièrement précieux aux autorités militaires américaines pour les organisations d'ordres divers que rendront nécessaires l'arrivée et le séjour de contingents américains à Bordeaux ». Le chef de service, professeur pendant trois ans à l'Institut français de Londres, sera chargé de « faire connaître (aux Américains) les institutions, la vie et les mœurs françaises ». Il sera assisté

Mais aux enquêtes s'ajoutent des créations positives. C'est ainsi que la XVIII^e Région inaugure des cours de tonnellerie dans les centres de rééducation des mutilés. D'autres ont développé l'enseignement agricole.

En somme, le Service économique n'exagérât pas lorsque, dans son rapport des 1-15 mars 1917, il résumait ainsi l'œuvre des Comités :

« Ils se sont efforcés, parfois directement, parfois avec le concours du Service économique, de maintenir et de promouvoir l'activité économique du pays. Leur intervention a souvent été heureuse, permettant à telle usine de recevoir à temps le charbon nécessaire, à tel agriculteur de se procurer la main-d'œuvre indispensable, à tel commerçant de ravitailler sa clientèle habituelle en vivres, en combustibles, etc. » (1).

de deux sous-officiers parlant anglais et connaissant les Etats-Unis ; l'un d'eux était vice-président de la Chambre de Commerce. Ce service devait : 1^o) se mettre à la disposition des autorités américaines pour toutes démarches auprès des autorités françaises, civiles ou militaires, pour tous renseignements relatifs aux achats, locations, etc. ; 2^o) collaborer à l'organisation des services destinés aux officiers et soldats américains, notamment à la création de cours élémentaires de langue et d'institutions françaises ; 3^o) les défendre contre les exigences excessives des commerçants. Dans cette action, d'ordre éminemment économique, la XVIII^e Région eut pour émules les XI^e, XIV^e, XV^e, XVII^e, etc. Tous les mois, le Service économique établissait un *Compte-rendu des relations des délégués du Ministre de la Guerre avec les Américains pendant le mois de*, et l'adressait à l'Etat-Major de l'Armée, Bureau spécial franco-américain.

(1) Veut-on avoir une idée du détail infime où s'exerce parfois l'intervention des Comités ? L'un d'eux signale « le gardien de la cathédrale de Chartres, qui éprouve de grandes difficultés pour protéger le monument dont il a la garde contre les dégradations que certains visiteurs lui font subir », parce que ce gardien n'est pas assermenté et que le président du Tribunal, « en l'absence de précédent », hésite à recevoir le serment.

CHAPITRE IV

Les Comités et l'Après-Guerre

1. La Préparation de l'après-guerre.

Les Comités n'ont jamais perdu de vue qu'à côté de leur fonction essentielle : maintenir l'activité économique de la France en guerre, ils en avaient une autre à peine moins importante : préparer l'après-guerre.

Nous les voyons, dès 1917, s'occuper de l'industrie des produits chimiques et surtout des matières colorantes (XIV^e et XV^e), de l'utilisation industrielle de l'alcool (XVII^e), des sources thermales et du tourisme, du crédit hôtelier, de la pêche du saumon dans les gaves (XVIII^e). Organisation du crédit à la petite et moyenne industrie, au petit et moyen commerce, crédit à l'exportation, moratorium, loi sur les loyers, législation ouvrière (1), mesures à prendre pour empêcher, après la paix, l'envahissement du marché français par les produits allemands, substitution sur certains marchés étrangers des produits français aux produits austro-allemands, documents sur la situation économique allemande et sur les réparations à escompter de l'Allemagne, nous trouvons sur tous ces sujets, dans les Archives des Comités et du Service économique, des travaux qui auraient pu être mieux utilisés, et par les rédacteurs du traité de paix et par les gouvernements qui se sont succédés depuis l'armistice.

Certains délégués, lorsque l'on sentit s'approcher la fin de la guerre, eurent à cœur de pousser leurs enquêtes dans le sens d'une préparation à la vie économique normale. C'est ainsi que le délégué de la XVI^e Région, dans son voyage d'octobre 1918, étudiait la situation des industries, leurs débouchés à la paix, leurs perspectives en main-d'œuvre et en matières premières, les difficultés des transports, notamment à Decazeville

(1) Voy. notamment les procès-verbaux imprimés de la XVII^e Région. Les Comités furent consultés sur l'extension possible des dispositions de l'art. 25 du Code du Travail. Signalons la remarquable étude du sous-Comité de l'Orne, qui prévoyait la crise.

où 13.000 tonnes d'acier, 2.000 tonnes de scories pour l'agriculture, 7.000 tonnes de houille, 17.000 tonnes de coke et briquettes attendent d'être expédiées. Dans l'ensemble, il a recueilli « une impression très encourageante en ce qui concerne la démobilisation et les perspectives d'après-guerre. Les commandes ne manqueront pas. On craint plutôt de manquer de main-d'œuvre et parfois de matières premières. C'est donc à assurer celles-ci et celle-là que doit tendre la prévoyance du Gouvernement ». Les faits ne devaient pas donner raison à cet optimisme. Mais c'est peut-être parce que les gouvernements n'ont pas appliqué le plan de démobilisation rationnelle élaboré par les Comités.

Heureusement, certaines de leurs initiatives devaient avoir des suites durables. Dès le 7 mai 1918, le Comité de la XV^e Région avait constitué une Commission à l'effet de créer un Office régional de l'énergie, avec des sous-Offices départementaux. Le 5 mars 1919, il prenait une délibération définitive : « Considérant l'intérêt économique qui s'attache à la création pour la région provençale d'un Office d'énergie électrique ayant pour but de grouper les consommateurs d'énergie, services publics, entreprises industrielles et agricoles, de ménager des ententes amiables entre ces consommateurs et les sociétés productrices et distributrices d'énergie, d'étudier les besoins locaux en énergie et les moyens d'y satisfaire ». Ce vœu était transmis, dès le 10 mars, au Ministère du Commerce.

2. Rôle des Comités dans la reprise de la Vie industrielle.

La démobilisation fut, au point de vue économique, une période presque aussi critique que la guerre même. Comment les Comités allaient-ils faire face à cette situation nouvelle ?

Des Comités de la zone des Armées avaient déjà eu l'occasion, au moment de la marche en avant de l'ennemi, au printemps de 1918, de prendre des mesures pour parer à la désorganisation qu'entraînaient des évacuations rapides. Ils s'étaient mis en rapport avec le Ministère des Régions libérées, avec le Service de Santé, avec les œuvres pour secourir les réfugiés. Le 24 juin 1918, les délégués du Ministre avaient été mis à la disposition du Service des évacuations, ceux de la zone des Armées pour l'évacuation des marchandises de la zone, ceux des régions réceptrices pour la réception et le logement de ces marchandises. C'est ainsi que le 28 juin 1918 furent évacués vers les vallées de la Saône et de la Loire les stocks de champagne, à l'exception de ceux des caves de Reims. Lorsqu'après la mi-juillet commencèrent nos victoires, les Comités s'occupèrent des réintégrations.

Extension du théâtre des opérations, réoccupation des territoires envahis, puis démobilisation déterminèrent un paroxysme de la crise des transports. Nous avons déjà dit au prix de quelles difficultés on put envoyer du coton de Rouen à Mulhouse. A la fin de 1918, des zincs de la Vieille-Montagne ne peuvent quitter une gare de l'Aveyron pour Marseille. Le Comité de la XVI^e Région signalait, en outre, que Mazamet attendait des stocks de peaux de moutons immobilisés à Bordeaux et à Marseille, et craignait d'avoir à mettre en chômage une population ouvrière de 6.000 personnes. D'autre part, Mazamet a des laines en stock qui ne peuvent partir pour Elbeuf. Si bien que Mazamet en est à redouter l'arrivée annoncée d'un bateau de Montevideo, chargé de 4000 tonnes de peaux. Sur les objurgations du Service économique, le Ministère des Travaux publics a bien mis à la disposition des intéressés 8 wagons par jour, mais, à en croire le délégué, cette concession n'existe que sur le papier.

Déjà le 18 novembre 1918, dans la joie de la victoire, la section permanente de la XV^e Région s'était demandé : « Quelle va être à présent la tâche du Comité et dans quel domaine... ? » Examinant les problèmes nouveaux qui se posaient, elle répondait : « Le plus important est celui des transports ». Dans la VIII^e, en janvier 1919, on constatait que des engrais azotés, entreposés dans les poudreries, devenaient disponibles pour l'agriculture. Mais, pour économiser le matériel roulant, ils n'étaient livrés que par wagons complets, ce qui ralentissait leur diffusion parmi les cultivateurs. Or beaucoup d'entre eux pourraient, avec leurs propres voitures, aller chercher ces engrais, s'ils y étaient autorisés, à partir de 500 kg. (1).

« Sous peine de paralysie complète de la vie économique, généralisait le Comité, il faut que les transports puissent permettre les échanges des usines productrices aux usines de transformation... Le chômage complet est à redouter et l'anéantissement de la force de production du pays est fatal si la situation critique des transports ne s'améliore pas ». Il demandait, comme plusieurs autres Comités, le maintien en France du matériel automobile américain.

C'est ainsi qu'au terme de leur carrière les Comités essayaient de

(1) Voici d'autre part le schéma de l'activité d'un sous-Comité, non des plus importants, celui du Loiret. Séance du 17 octobre 1918 : le département, gros producteur de céréales et betteraves, a besoin de recevoir des engrais azotés et phosphatés, en temps opportun, pour les semencements d'automne. Le contingent de sulfate d'ammoniaque qui lui a été attribué, et qui est payé depuis longtemps, n'a été livré qu'en partie. La fabrication des superphosphates est arrêtée, parce que les phosphates commandés par les fabricants se trouvent en souffrance à Nantes, Chantenay, Rouen « et qu'il est impossible d'en obtenir l'expédition ». Le Comité demande une *superpriorité*. Le Ministre de la Guerre sollicite son Collègue des Travaux Publics (25 oct.) de voir s'il ne serait pas possible d'accorder cette *superpriorité*.

parer aux dangers d'une démobilisation qui fut menée sans aucun souci des nécessités économiques nationales (1).

3. *De l'avenir des Comités régionaux.*

L'opinion était à peu près unanime à reconnaître les services rendus, dans l'ensemble, par les Comités et sous-Comités. Comme le disait déjà, en juin 1917, le rapport Besnard (2), cette institution avait été « diversement accueillie. On s'explique donc que la fortune des Comités n'ait pas été partout la même... »

Mais à mesure que le temps marchait, cette fortune apparaissait plus solide et des vœux se prononçaient en faveur de la conservation de cette institution.

Or, la démobilisation menaçait les Comités de brusque disparition. Les délégués, beaucoup de correspondants étaient des mobilisés, qui allaient être rendus à la vie civile. Le modeste budget qui avait permis d'indemniser les délégués de leurs frais de déplacement et d'assurer la marche des services, était un budget de guerre, qui allait disparaître avec celui du Service économique lui-même. Le lieutenant-colonel Théry, chef de ce service, en prévoyait, pour le 15 mars, la liquidation définitive.

Il n'était que temps d'intervenir si l'on voulait en sauver les parties essentielles. Assurément, on espérait profiter de la paix pour remanier les circonscriptions, sortir du cadre de la région militaire (3), peut-être déterminer de nouveaux centres (4). Mais avant tout, il fallait empêcher de mourir les organisations existantes. Le 30 janvier 1919, le délégué de la XVI^e Région suggérait « l'idée de confier à l'Association du Languedoc méditerranéen le soin de terminer et de publier ces travaux. Formée de professeurs de l'Université, de commerçants, d'industriels et d'agriculteurs, subventionnée par les Chambres de Commerce, en bons rapports avec l'administration, cette Association me paraîtrait plus susceptible que personne de s'intéresser à une œuvre de ce genre et de la mener à bonne fin (5). »

(1) Les Comités avaient parfois encore à lutter contre certaines administrations formalistes et routinières. Voy. à propos de l'affaire de Scionzier (7 février 1919), le conflit entre la XIV^e Région et la Douane.

(2) Cité plus haut, p. 51.

(3) Délibérations de la XV^e Région, 12 et 18 mars 1919.

(4) La Vienne et les Deux-Sèvres : « Les Régions devront autant que possible avoir un port comme centre ».

(5) On lui répondit, le 8 février : « La question de la passation des services étant à l'étude, prière de ne prendre aucun engagement avant d'avoir reçu des instructions ».

Au vrai, si intéressante et si active qu'elle fût, une association privée était mal qualifiée pour recueillir l'héritage des Comités. Heureusement, les Régions créées par le Ministre du Commerce et de l'Industrie apparurent juste à point pour remplacer l'institution défailante.

THE HISTORY OF THE

... of the ...
... of the ...
... of the ...

... of the ...
... of the ...
... of the ...

... of the ...
... of the ...
... of the ...

... of the ...
... of the ...
... of the ...

... of the ...
... of the ...
... of the ...

... of the ...
... of the ...
... of the ...

DEUXIÈME PARTIE

Les Groupements économiques régionaux

CHAPITRE PREMIER

L'Élaboration du Plan Clémentel

1. *Comment la question se posa au Ministère du Commerce.*

C'est au printemps de 1917 — exactement après le Congrès de mars de l'Association nationale d'Expansion économique — que le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Etienne Clémentel, décida de constituer dans son Ministère un service spécial chargé d'étudier la création en France de régions économiques (1).

Très préoccupé des problèmes multiples que poserait le relèvement économique de la France après la guerre, le Ministre ne voyait de salut possible que dans une organisation qui nous permettrait de « produire davantage, tirer plus de notre sol, acheter moins de produits fabriqués à l'étranger, lui en vendre plus, abaisser nos prix de revient, et par suite accroître nos bénéfices » (2). Au premier rang de ces mesures d'organisation, il plaçait le groupement des forces régionales. « Seule, disait-il, l'organisation régionale nous permettra la mise en valeur complète et rationnelle de notre vieille France... Œuvre immense que l'Etat peut et doit diriger, mais qu'il ne saurait accomplir sans l'action concertée et

(1) Le service était confié à l'auteur du présent travail, qui fut bientôt assisté de M. Allégret, directeur de l'Ecole libre de droit de Limoges. Il fut rattaché à la Direction des Affaires commerciales et industrielles, que dirigeait M. R. Fighiera.

(2) Préface de M. Et. CLÉMENTEL à la brochure de H. HAUSER, *Les Régions économiques*, 9 novembre 1918 (*Le Fait de la Semaine*, Grasset, éd.).

convergente des intéressés, mue par le puissant ressort de l'initiative individuelle. Œuvre impossible à réaliser si nous voulions l'entreprendre d'un seul coup, au nom de principes intangibles, sans souci des contingences géographiques et des diversités locales ».

L'idée n'était pas neuve chez lui. Nous avons dit que, rapporteur du budget de l'Intérieur en 1903 (1), il s'était déjà prononcé avec vigueur en faveur du régionalisme économique : « C'est parce que le mouvement régionaliste a un fondement économique que nous le considérons comme irrésistible... De toutes parts s'affirme un irrésistible besoin de briser l'absurde centralisation qui étouffe toutes les énergies vitales, toutes les activités productrices du pays ». La guerre ne faisait qu'imprimer à ces idées anciennes un caractère d'urgence. En même temps, par l'espèce de dictature économique qu'elle conférait à l'Etat, elle allait peut-être fournir le moyen de résoudre, d'emblée, un problème qui s'était jusqu'alors traîné dans les controverses académiques et parlementaires.

Cependant, quels étaient les pouvoirs propres dont disposait le Ministre pour opérer cette réforme ? Le collaborateur qu'il avait désigné pour étudier la question dut s'avouer qu'ils étaient minces. Quelques mois auparavant, le Ministre s'était trouvé à la tête d'un vaste et puissant organisme, le Ministère de l'Economie nationale. Mais cette ambitieuse création avait été éphémère. L'Agriculture, le Travail avaient repris leur autonomie. En raison de l'état de guerre, c'est-à-dire de la subordination de presque toutes les industries aux besoins de la Défense nationale, le Ministère de l'Armement contrôlait la quasi-totalité de nos activités industrielles. Le Service économique du Ministère de la Guerre, par ses Comités consultatifs, tenait, nous le savons, à peu près tout le reste. Les transports, du moins les transports intérieurs, ressortaient aux Travaux publics. Les diverses tentatives pour coordonner l'action des divers ministères économiques n'avaient donné que des résultats factices. En fait, et malgré son titre, le Ministre du Commerce et de l'Industrie n'était presque pas un Ministre de l'Industrie, à peine un Ministre du Commerce au sens complet du mot.

Il n'avait sous son autorité qu'une seule catégorie de corps élus que l'on pût considérer comme les cellules d'une organisation régionale, à savoir les Chambres de Commerce. Ces compagnies, dont plusieurs remontaient à l'ancien régime, créées à nouveau en l'an X, réorganisées en dernier lieu par la loi du 9 avril 1898, étaient loin d'être la base idéale pour une construction de ce genre. Ni par leur mode électif ni par leur composition, elles ne pouvaient prétendre à représenter *tous* les intérêts de leur circonscription. Elles représentent surtout les intérêts du com-

(1) Voy. ci-dessus, p. 2.

merce, et plus particulièrement, en fait, ceux du moyen et du petit commerce, beaucoup moins les intérêts de l'industrie, très indirectement ceux de l'agriculture, pas du tout les intérêts ouvriers.

Les Chambres de Commerce avaient un autre défaut. Elles étaient trop. Peu nombreuses à l'origine, elles s'étaient multipliées, surtout dans les derniers temps. Les petites compagnies existant dans les villes secondaires, dites Chambres consultatives des Arts et Manufactures, obtenaient, les unes après les autres, leur promotion au grade de Chambre de Commerce chaque fois que, sous le régime du scrutin uninominal, le député de l'arrondissement se trouvait être un personnage influent. C'est ainsi que les Chambres de Commerce avaient, pour nos 87 départements de 1914, atteint le chiffre de 148, et qu'une cent quarante-neuvième venait de naître. Il y avait donc parfois plus d'une Chambre non seulement par département, mais par arrondissement. Tel département en comptait jusqu'à neuf, tel autre sept, tel cinq ou quatre ; sept autres départements en avaient au moins trois. Naturellement la puissance réelle de ces Compagnies était en proportion inverse de leur nombre. Comment des Chambres, dont le revenu annuel s'écrivait par trois chiffres, auraient-elles pu organiser un secrétariat, faire des études, entreprendre des travaux (1) ?

Mais l'existence de cette poussière de Chambres était un argument de plus en faveur de leur regroupement sur une base régionale. En prévision des négociations de paix et du travail de reconstruction économique, le Ministre voulait se tenir en contact avec les organes qualifiés du monde commercial. Mais le voyait-on, disait-il lui-même, « obligé de demander l'avis de 149 Chambres de Commerce, d'examiner, de classer, de peser 149 réponses, plus ou moins discordantes ? » Il préférerait faire appel à un nombre restreint de corps régionaux, qui sauraient, « au contraire, lui adresser des avis déjà étudiés, déjà passés au crible de l'intérêt général, dégagés des contingences purement locales ».

2. *Le précédent provençal.*

Coïncidence significative : pendant que le Ministère du Commerce mettait à l'étude les groupements régionaux de Chambres de Commerce, l'initiative d'une Chambre, dans une région, créait spontanément

(1) Il est curieux de constater que la Prusse, comme la France, souffrait d'une pléthore de Chambres de Commerce. Dans une circulaire d'octobre 1917 (qui semble bien avoir emprunté quelque chose à la circulaire française du 25 août), le Ministère prussien signale des Chambres qui n'ont pas 1000 marks de revenus. Il insiste également sur la nécessité de constituer des régions économiques pour préparer le travail d'après-guerre. Il résout le problème, d'autorité, en supprimant les petites Chambres et en reversant sur les grosses leur personnel et leur budget.

un de ces groupements. C'est, en effet, le 12 juin 1917, que le président de la Chambre de Commerce de Marseille, M. Artaud, soumettait à cette Compagnie un rapport sur *l'Union économique provençale* (1). Au rapport était annexée une note de M. Henri Brenier, datée du 6 mai, qui essayait de tracer les limites de la future région. Il faut, disaient les auteurs, « considérer la région comme unité d'exploitation... Il faut l'organiser au point de vue économique pour qu'elle donne le maximum de rendement ». Ils indiquaient même la procédure à suivre pour aboutir : le travail de délimitation cartographique auquel s'était livré M. Brenier ne constituait, disaient-ils, « qu'une base de discussion... Les limites de la région ne pourront être fixées que du plein consentement des intéressés, au cours des consultations ultérieures ». Ils pensaient, dès lors, à nouer des ententes avec des groupements voisins : languedocien, lyonnais, dauphinois. « Il y a des compénétrations régionales inévitables et d'ailleurs bienfaisantes ».

3. *La Circulaire du 25 août 1917 et le projet de constitution de Régions économiques.*

C'est exactement au même point de vue que se plaçait le rédacteur du projet ministériel. Mais sa tâche n'était pas seulement de concevoir ; il lui fallait chercher des moyens d'exécution, c'est-à-dire étudier les procédures administratives qui permettraient de faire des régions une réalité.

Une première considération s'imposait à lui, et allait s'imposer au Ministre, de toute évidence : si l'on voulait aboutir, et aboutir vite, avant la fin de la guerre, il fallait éviter de s'engager sur le terrain législatif. Nous l'avons vu en parlant des Comités consultatifs d'action économique : la Commission d'administration générale de la Chambre des Députés était saisie de propositions très intéressantes, mais ambitieuses, qui avaient pour objet de réorganiser sur la base régionale non seulement notre vie économique, mais notre vie administrative, presque notre vie politique. Ces propositions supposaient la collaboration d'un très grand nombre de départements ministériels, notamment de ceux où la tradition centralisatrice est la plus forte et la plus défendable ; elles mettaient en cause quelques-unes des idées fondamentales de notre droit public ; elles soulevaient des inquiétudes, elles heurtaient des intérêts. Ainsi conçue, la réforme régionale était ce qu'on appelle en langage parlementaire une « grande réforme », une « réforme d'ensemble », c'est-

(1) Chambre de Commerce de Marseille (séance du 12 juin 1917). *L'Union économique provençale. Une solution productionniste*, par M. Adrien Artaud... avec une note sur le Régionalisme économique provençal. In-8° de 39 p., une carte.

à-dire un de ces projets qui se traînent pendant des dizaines d'années devant les Chambres, et sont mutilés avant de naître.

A tout prix, il fallait donc renoncer à présenter un projet de loi qui, même limité à un objet très précis, aurait été forcément renvoyé à la Commission d'administration générale, pour être joint aux autres propositions et enfoui dans la même nécropole parlementaire.

La législation sur les Chambres de Commerce fournissait-elle une base légale sur laquelle le Ministre pût construire au moyen de décrets ou d'arrêtés ? Rien n'était possible si l'on ne trouvait une réponse affirmative à cette question.

Étudiait-on l'histoire parlementaire de la loi qui, depuis 1898, régissait les Chambres de Commerce, on constatait que, dès 1880, le projet Hérisson avait dit : « Deux ou plusieurs Chambres peuvent provoquer entre elles, par l'entremise de leurs présidents, une entente sur les objets rentrant dans leurs attributions et *intéressant à la fois leurs circonscriptions respectives* ». En 1883, la proposition Pierre Legrand alla beaucoup plus loin. Dans une véritable vue d'avenir, son auteur apercevait les conditions désormais nécessaires de l'organisation moderne de l'industrie : « Nous croyons, disait-il, qu'il est de l'intérêt du Gouvernement lui-même que toutes les questions concernant l'industrie ou le commerce puissent être étudiées *régions par régions*, dans les Chambres consultatives ou de commerce des départements intéressés, réunies en conseil. et ne lui parvenir qu'après une discussion, un examen complet et contradictoire, et entièrement dégagé de toutes considérations purement locales ».

C'était déjà, on le voit, l'esprit de la réforme de 1917. Pierre Legrand instituait huit *conseils régionaux*, formés de délégués des Chambres de Commerce. Il en fixait les sièges dans les huit villes qui, à cette date déjà lointaine, apparaissaient comme les seules capitales industrielles régionales : Lille, Rouen, Paris, Nancy, Nantes, Lyon, Bordeaux, Marseille. Il dessinait les ressorts de ces conseils. Il leur conférait un budget « au moyen de contributions prélevées sur les Chambres de Commerce de la circonscription, proportionnellement au budget de chacune ». Il en déterminait les attributions : à savoir « les mêmes que celles des Chambres de Commerce, dont ils centralisent les travaux et résument les vœux ».

Cette réforme hardie, si elle eût été opérée dès lors, aurait fourni à la France de 1914 l'armature régionale qui lui manqua, et qu'il fallut improviser sous la forme des Comités consultatifs. Il eût suffi, au fur et à mesure des progrès de l'industrie et de l'apparition de capitales nouvelles, de grossir le nombre des huit conseils primitifs. Mais en 1883, nous le savons déjà, le seul mot de *région* effrayait les législateurs, leur faisait craindre pour l'unité nationale. D'autre part, la proposition grou-

fait naturellement contre elle la coalition de tous les centres un peu importants, et qui ne figuraient pas sur la liste des huit élus.

La proposition Félix Faure et Jules Siegfried, en 1885, se contentait de reprendre la modeste formule du projet Hérisson. De même, lorsque M. Mesureur put enfin obtenir le vote de la loi du 9 avril 1898 — après *quinze années d'élaboration parlementaire* — tout ce qu'il put faire, ce fut de sauver le principe même de la libre réunion des Chambres entre elles pour discuter de leurs intérêts communs. Il disait bien : « Nous sommes persuadés que les réunions régionales seront de beaucoup les plus nombreuses et les plus utiles », et le sénateur Lourties le redisait. Mais, pour ne pas susciter de nouvelles résistances, on n'osa pas insérer dans la loi des dispositions précises à cet égard. Le Sénat surtout ne les eût pas laissés passer.

Du moins, par les articles 18 et 24, la loi du 9 avril 1898 reconnut aux Chambres de Commerce deux droits essentiels : 1^o celui de « provoquer, par l'entremise de leurs présidents, une entente sur les objets rentrant dans leurs attributions et intéressant à la fois leurs circonscriptions respectives » ; 2^o celui « de se concerter en vue de créer, de subventionner ou d'entretenir des établissements, services ou travaux d'intérêt commun ». Il n'était pas dit, comme dans la proposition Pierre Legrand, que ces ententes ou concerts se feraient sur la base régionale. Mais il n'était pas dit non plus qu'il fût interdit de choisir cette base. L'avenir était ainsi réservé.

Non seulement les articles 18 et 24 existaient, mais avant 1914 ils avaient joué. C'est en vertu de ces dispositions libérales que, tous les ans, se tenait l'assemblée des Présidents de toutes les Chambres de Commerce de France et d'Algérie : réunion très nombreuse, assez solennelle, et qui n'avait rien de régional. Mais ces articles avaient permis également de constituer des *Offices de transports*, groupant toutes les Chambres de Commerce qui appartiennent au même réseau ou qui ont à utiliser les mêmes voies de communication : Offices du Sud-Est, du Sud-Ouest, de l'Est... De même encore, des Congrès périodiques réunissaient les Chambres de la vallée de la Loire, toutes intéressées à la mise en état de navigabilité du fleuve et de ses affluents. Constitués sur des bases géographiques, ces groupements ressemblaient déjà à des organisations régionales. Ils étaient trop étendus (36 Chambres dans l'Office du Sud-Est) et l'objet en était trop limité pour qu'on y pût voir des « régions économiques », mais il y avait là un précédent utilisable. Utilisable seulement si les intéressés, en l'espèce les Chambres, voulaient s'en servir. Il s'agissait donc de les persuader.

C'est dans ces conditions que fut rédigée — et adressée aux présidents des Chambres de Commerce — la circulaire du 25 août 1917. Le

Ministre y rappelait les ressources que recélait la loi de 1898 : « Les Chambres de Commerce tenant de la loi elle-même le droit de constituer des unions en vue de l'étude des questions d'intérêt commun, le groupement des Chambres de Commerce par régions ne constitue, par suite, que la mise en pratique d'une disposition légale restée, jusqu'ici, presque sans application ».

A la circulaire était annexé un *Projet de division de la France en régions économiques*. Le rédacteur du projet, s'inspirant surtout des idées de Vidal de la Blache et tenant compte des faits nouveaux, avait essayé de déterminer les centres de seize régions. Autour de ces centres il s'était appliqué à grouper non les départements ni même les arrondissements, mais — conformément à la lettre et à l'esprit de la loi de 1898 — les circonscriptions des Chambres de Commerce dont les intérêts lui paraissaient solidaires ou tout au moins convergents. Il ne se faisait pas d'illusion sur le caractère nécessairement provisoire d'une division élaborée en pleine guerre, à une date où il était impossible de savoir dans quel état nous reviendraient les régions occupées par l'ennemi, dans quelle mesure l'émigration de certaines industries de ces régions vers d'autres était temporaire ou définitive. Il estimait, au reste, que toute division économique est, par nature même, relative, destinée à varier avec le temps qui fait surgir des rapports insoupçonnés ; il fallait donc prévoir des retouches possibles. Il fallait aussi, pour laisser toute sa souplesse et sa complexité au jeu des intérêts, assurer ce que Marseille appelait « la compénétration des influences régionales ». Enfin, ce qui interdisait de dessiner des frontières rigides, que l'on aurait imposées d'autorité aux intéressés, c'est que la loi de 1898 ne reconnaissait au Ministre qu'un droit : celui d'autoriser les unions de Chambres de Commerce, et par conséquent celui de les inviter à s'unir, non de leur imposer l'union.

Le projet de division n'était donc considéré que comme une base de discussion. Les Chambres étaient priées de l'étudier et, dans la quinzaine, de répondre à trois questions : Votre Chambre accepte-t-elle le principe du groupement régional ? Accepte-t-elle, avec ou sans modifications, le projet de division proposé par le Ministère ? Sera-t-elle, le cas échéant, disposée à contribuer pécuniairement au fonctionnement du service régional ? Le Ministre annonçait qu'après avoir reçu ces réponses, il se rendrait lui-même « dans chacun des centres qui seront appelés à devenir des chefs-lieux des régions économiques », afin d'y exposer, « devant les membres des Chambres de Commerce de la région », les principes de la nouvelle organisation. En notre pays centralisé et bureaucratique, n'était-ce pas une nouveauté que cette réforme qui allait naître d'une libre discussion entre le pouvoir et les intéressés ?

Par la circulaire du 25 août 1917, la réforme était lancée.

THE HISTORY OF THE
CITY OF BOSTON
FROM THE FIRST SETTLEMENT
TO THE PRESENT TIME
IN TWO VOLUMES
BY NATHANIEL BENTLEY
OF THE BARRISTER AT LAW
IN GREAT BRITAIN
AND OF THE BARRISTER AT LAW
IN MASSACHUSETTS
VOLUME THE FIRST
PUBLISHED BY J. B. BENTLEY
AT THE PRESS OF J. B. BENTLEY
NO. 1. NASSAU ST. N.Y.
1856

CHAPITRE II

La mise en œuvre

1. *Comment les Chambres de Commerce accueillirent le projet.*

Que les Chambres répondraient dans les quinze jours, personne ne pouvait l'espérer. Mais, à la fin d'octobre 1917, la quasi-totalité des réponses étaient parvenues rue de Grenelle. Sur 149 Chambres, 25 seulement s'étaient abstenues, dont 12 appartenaient à des villes occupées, ou directement ruinées par la guerre. En somme, 13 abstentions réelles seulement. Cela seul indiquait à quel point le projet avait passionné les Compagnies. Le 28 décembre, 122 réponses étaient arrivées, sur 137 possibles.

La très grande majorité se déclarait en faveur du principe, avec des nuances allant de la simple adhésion à l'approbation enthousiaste. On ne pouvait guère relever que trois ou quatre oppositions formelles, celles de Bordeaux, de Saint-Etienne, de Montauban, de Paris. Encore Bordeaux se déclarait-elle moins contre la région en soi que contre la région telle que la concevait le Ministre, c'est-à-dire contre un groupement relativement restreint ; elle souhaitait « un cadre plus vaste, mais surtout plus souple » ; c'est-à-dire qu'au lieu de se contenter, comme Marseille, de son arrière-pays immédiat, elle rêvait de dominer sur la très large zone d'influence où s'alimente la vie d'un grand port moderne. Saint-Etienne dissimulait à peine son appréhension d'être subordonnée à Lyon.

Quant à Paris, son opposition s'exprimait dans un rapport de M. Max Leclerc, adopté par la Chambre le 21 novembre. Elle déclarait se désintéresser du principe même de la création projetée, et vouloir attendre l'organisation régionale, « à la fois politique et administrative », dont le régionalisme économique serait une partie. C'était la tactique bien connue : invoquer la « grande » réforme pour se dispenser de faire les petites. Faut-il croire que la Chambre de Commerce de Paris, très nombreuse et très puissante, investie de la présidence perpétuelle de l'Assemblée annuelle des présidents de Chambres, se considérant un peu — à l'ins-

tar de l'ancien Parlement de Paris — comme une Chambre de Commerce nationale dont les Chambres provinciales auraient été des *classes*, faut-il croire que cette très grande dame voyait sans joie se créer des corps capables d'agir par eux-mêmes, en dehors d'elle ?

A part ces très rares oppositions fondamentales, on notait des réserves de détail. Plusieurs Chambres revendiquaient le mérite d'avoir su tirer parti de la loi sans attendre l'invitation ministérielle : au cas de la Loire s'ajoutaient celui de Toulouse, où l'on avait vu les Chambres de trois régions militaires délibérer en commun, celui de Limoges où, d'accord avec les Conseils généraux de plusieurs départements limitrophes, on avait essayé, tout d'abord, d'unifier les chemins de fer d'intérêt local. Enfin, comme il fallait s'y attendre, on discutait sur la répartition géographique telle qu'elle était proposée.

Mais surtout, à mesure que les mois se passaient, on s'énervait de ne voir rien venir. Le Ministre avait éveillé des espérances ; on lui en voulait déjà, aux dernières heures de 1917, de ne les avoir pas encore réalisées. Un peu désespérées, les Chambres de Commerce se demandaient si la direction du mouvement n'allait pas leur échapper, car de toutes parts surgissaient les initiatives. C'est ainsi qu'en novembre 1917 — et dans cette même région limousine qui avait été le principal théâtre, avant la guerre, des campagnes de M. Jean Hennessy, la Fédération des syndicats d'initiative conviait ces organismes à grouper autour d'eux les intérêts économiques régionaux. En réalité, les syndicats d'initiative, qui sont essentiellement des associations pour promouvoir le tourisme, ne représentent qu'un aspect très particulier de la vie économique et nous avons vu que, par la nature même des choses, leurs limites régionales ne peuvent coïncider que très exceptionnellement avec celles qui conviennent aux groupements agricoles, industriels, commerciaux. Mais cette manifestation d'impatience était significative.

2. Le Régionalisme économique devant le Parlement.

Les atermoiements ministériels s'expliquaient par une situation parlementaire assez délicate.

Il n'y a pas lieu de le dissimuler — le Ministre l'a d'ailleurs très nettement reconnu, en réponse à une interpellation, le 12 octobre 1918 — les ambitions de M. Clémentel avaient d'abord été beaucoup plus loin que la modeste réforme annoncée par la circulaire du 25 août. S'inspirant de l'exemple des Comités consultatifs d'Action économique créés dans les régions militaires, il avait rêvé d'organiser, par décret, des Conseils régionaux comprenant à la fois des membres élus par les collectiv-

tés et des membres choisis par lui : des délégués non seulement des Chambres de Commerce, mais aussi des Conseils généraux et des grandes municipalités, des syndicats agricoles, patronaux et ouvriers, des fonctionnaires des principaux services publics. Ainsi la région économique aurait été réellement créée.

L'opinion paraissait favorable à cette extension du programme. Le fonctionnement des Comités consultatifs avait, en somme, démontré l'utilité de la formule régionale. Il semblait donc possible, dans un cadre géographique nouveau et plus rationnel, de poursuivre l'expérience. C'est pourquoi le Comité consultatif de la XVIII^e Région émettait ce vœu : « que la réforme économique en préparation prenne pour base les Comités régionaux actuels d'Action économique et ne cherche pas à les remplacer ». On en conserverait la composition en leur adjoignant, par département, un Conseiller général, un représentant de la classe ouvrière agricole, un de la classe ouvrière industrielle. Sans qu'il fût nécessaire de dresser dès à présent des listes électorales spéciales, les membres seraient désignés par les Chambres de Commerce, les Conseils généraux, les groupements agricoles et les syndicats. Nommés pour six ans, ils seraient renouvelés par tiers tous les deux ans, le président gardant le droit d'appeler telle ou telle autre personnalité à titre consultatif. Les Comités se constitueraient un budget au moyen de centimes additionnels à certaines contributions.

De leur côté, les Conseils généraux de la Creuse et de la Haute-Vienne, dans leur session d'avril 1918, décidaient de créer une Région économique avec Limoges pour centre. Sur l'initiative de MM. Viviani et Valière, le préfet de la Haute-Vienne conviait à une réunion, qui se tint effectivement à Limoges le 18 mai, les délégués des Conseils généraux de cinq départements, et cette réunion élaborait une sorte de constitution économique régionale, assurant la représentation des corps élus, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, avec le concours de fonctionnaires techniques.

Ces manifestations ne pouvaient que servir les vues du Ministre du Commerce. Mais, pour désirable que lui apparût en soi la création de régions économiques fortement constituées, groupant réellement toutes les formes de l'activité nationale, il ne pouvait se dissimuler qu'une telle création excédait les limites de ses attributions légales. Le Ministre de la Guerre avait pu, il est vrai, créer sur des bases très larges les Comités consultatifs, appeler à y siéger des délégués des origines les plus diverses, mais parce qu'on était en guerre, parce que la concentration de tous les pouvoirs entre les mains du Ministre responsable de la Défense nationale était tacitement acceptée par tout le monde. Ce régime extralégal de guerre ne pouvait se continuer pendant la paix.

Si le Ministre n'avait pas aperçu de lui-même cette vérité, elle lui aurait été rappelée, de la façon la plus vigoureuse, par la Commission d'administration générale de la Chambre des Députés. Dans le rapport présenté au nom de cette Commission le 6 février 1918, M. Jean Hennessy exprimait le regret que chacun voulût travailler de son côté à réaliser par fragments l'œuvre régionale, qu'il concevait comme une œuvre d'ensemble, et il n'hésitait pas à dire que M. Clémentel dépasserait son droit s'il entendait faire participer à la constitution de ses groupements d'autres électeurs que les Chambres de Commerce elles-mêmes. Appelé devant la Commission, le Ministre devait reconnaître que la thèse de M. Hennessy était inattaquable en droit, et il décidait de se replier sur les positions où il était, de son côté, inattaquable, à savoir la loi de 1898.

Mais la Commission voulait plus. Elle était saisie de propositions multiples, dont il est nécessaire de parler, car, malgré leur caractère souvent politique et administratif, ces propositions avaient un intérêt économique. En première ligne venaient les propositions qui émanaient plus ou moins de la Fédération régionaliste ou de la Ligue d'action régionaliste : proposition Hennessy, antérieure à la guerre (9 mai 1913), tendant à substituer aux départements des circonscriptions administratives régionales, avec assemblées régionales professionnelles ; proposition Bonnevey, également antérieure à la guerre, du 18 juin 1914 ; nouvelle proposition Hennessy du 29 avril 1915. Cette dernière continuait à lier ces deux idées très différentes : le groupement régional des intérêts économiques et la représentation des électeurs par catégories professionnelles, substituée au suffrage universel pur et simple. Elle aboutissait donc : 1^o à une division de la France par régions, à peu près d'après la carte de Vidal de la Blache ; 2^o à la représentation des intérêts économiques, par le classement des électeurs et des élus en cinq collèges électoraux : agriculteurs, commerçants, industriels, professions libérales, fonctionnaires ; 3^o à la création, dans ce cadre nouveau, d'assemblées régionales.

La Commission était saisie, en outre, d'une proposition Etienne Rognon (24 octobre 1916) qui, sans modifier au fond l'organisation administrative, se bornait à supprimer 53 départements (et tous les arrondissements) pour créer 34 départements plus vastes, que l'on dénommait régions ; d'une proposition Ed. Barthe (13 novembre 1916), destinée surtout à défendre les intérêts agricoles ; enfin d'une proposition Victor Peytral et Henri Roy du 12 juillet 1917. Celle-ci, combinaison entre la tradition centralisatrice et les tendances régionalistes, maintenait tel quel le département, mais lui superposait un préfet régional et un Conseil économique régional.

Devant la Commission, M. Hennessy avait été le seul à défendre son

système d'un suffrage universel organisé professionnellement. L'unanimité s'était faite en faveur de la conservation des organismes existants. On se contentait, suivant l'idée maîtresse de la proposition Peytral-Roy, de superposer aux circonscriptions actuelles une circonscription plus étendue. Pour délimiter ces circonscriptions, on aurait recours au système suivant : le Gouvernement, prenant simplement comme base de ses études la carte annexée à la proposition, fixerait provisoirement les limites de la région par décret rendu en Conseil d'Etat ; ces limites seraient ensuite soumises à un référendum des électeurs, consultés par arrondissement, ce qui impliquait la possibilité pour un même département d'être divisé entre plusieurs régions. Le Conseil régional serait composé de délégués élus par les Conseils généraux et choisis par ces derniers dans leur sein, à l'exclusion de toutes autres personnalités. Le préfet régional, dont M. Hennessy aurait voulu faire un fonctionnaire spécial, serait tout simplement — comme dans le régime transitoire des Comités consultatifs de la guerre — le préfet du chef-lieu, investi d'une sorte de situation d'archi-préfet.

Ce serait une tâche facile que de faire la critique de la proposition de loi du 6 février. Emanation d'assemblées à caractère surtout politique, ses Conseils régionaux n'avaient que très faiblement un caractère et n'avaient pas nécessairement une compétence économiques. Détentrices d'un budget régional alimenté grâce à des taxes autorisées par décret, l'Assemblée régionale avait dans ses attributions les entreprises d'intérêt régional : écoles, laboratoires, enseignement artistique, professionnel et technique, assistance, routes régionales, voies ferrées, transports automobiles, hydraulique et électricité, ports maritimes, banques et bourses régionales. Des ententes interrégionales étaient d'ailleurs prévues. Mais le département étant conservé tel quel, il était à craindre que la simple interposition entre les anciens organismes et le centre d'un organe nouveau, loin d'accélérer et de simplifier la solution des affaires, n'eût pour effet de la retarder encore.

Les propositions, au reste, se multipliaient. Prenant le cadre même du Ministère du Commerce, M. de l'Estourbeillon en déposait une, le 12 mars 1898, tendant « à la réorganisation des Chambres de Commerce et à la création d'assemblées régionales de Chambres de Commerce ». Si elle témoignait de l'intérêt qu'avait suscité la circulaire du 25 août 1917, elle trahissait chez son auteur une information insuffisante : « Souvent, écrivait-il, les réponses (des Chambres) ont pris la forme de protestations », ce qui n'était le cas que pour quatre d'entre elles. M. de l'Estourbeillon, moins respectueux que la Commission du droit évident du Ministre, demandait « au Parlement de formuler son avis le premier », étant donné qu'il s'agit « d'intérêts régionaux dont ses membres sont les

seuls représentants qualifiés ». Il posait, comme condition préalable au groupement régional des Chambres, la réorganisation de celles-ci sur la base professionnelle. « Lorsque nous aurons établi pour elles un statut conforme aux intérêts que nous voulons leur confier, nous envisagerons la possibilité d'étendre leur influence et de leur faire un crédit plus large ».

Tout n'était pas à rejeter, il s'en faut, dans les critiques adressées par M. de l'Estourbeillon aux Chambres de Commerce. Mais il leur enlevait toute liberté réelle de groupement, puisqu'il faisait de cette faculté une obligation et remettait à l'Assemblée des présidents le pouvoir dictatorial de fixer les limites des régions. Par contre, il excluait du régime du groupement les Chambres de Commerce des grands ports, auxquels étaient assimilés Paris et Lyon, la dite exclusion pouvant être étendue à d'autres ports ou grandes villes. N'était-ce pas aller contre le principe même de la réforme, puisque la région économique est essentiellement l'arrière-pays d'un port ou la zone d'influence de ce que Vidal de la Blache appelle une ville-nœud ? En subordonnant d'ailleurs la création des régions à la réforme de la législation sur les Chambres de Commerce, cette proposition la renvoyait aux calendes grecques.

Les discussions parlementaires trouvaient leur écho au Congrès de la Fédération régionaliste des 21-23 mai 1918. La Fédération, il faut bien le dire, réunissait sous l'étiquette régionaliste des groupements très divers : des littérateurs, artistes, folkloristes, etc., pour qui le régionalisme est une sorte de félibrige généralisé ; des « provinciaux », au sens le plus étroit et le plus jaloux du mot, qui auraient voulu arriver à un recrutement exclusivement régional des fonctions publiques ; des aspirants politiciens, espérant se faire applaudir plus facilement et plus tôt sur un théâtre plus restreint que la grande scène nationale ; des particularistes, disons le mot : des « réactionnaires » plus ou moins avoués, qui auraient voulu soustraire leurs provinces à la législation démocratique et laïque issue de la Révolution ; mais aussi, fort heureusement, des hommes d'action, animés par le souci des intérêts généraux. Le Congrès, se plaçant au même point de vue que M. Hennessy, demandait la coordination des efforts de tous les ministères intéressés au problème régionaliste, sous la direction du Ministre de l'Intérieur. Il n'en rendait pas moins hommage à l'œuvre entreprise et, à cette date, partiellement déjà réalisée par le Ministère du Commerce.

Le Ministère de l'Intérieur répondrait-il à l'invite qui lui était ainsi adressée ? En fait, il s'était intéressé à la proposition Hennessy. Il s'était préoccupé aussi de ce qui se passait au Commerce. Il avait tenu à s'assurer que le Commerce ne songeait pas à empiéter sur ses attributions propres, et il avait reconnu de fort bonne grâce que, sur le terrain limité

de la loi de 1898, le Ministre du Commerce était maître chez soi. La question restait donc entière lorsque se produisit, le 11 juillet 1918, une assez bizarre intervention de M. Peytral, demandant, en somme, à interpeller le Ministre de l'Intérieur... sur des actes du Ministre du Commerce. M. Victor Peytral, qui avait lui-même présenté une proposition d'organisation régionale, qui de plus avait été Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur au temps où M. Clémentel lançait sa circulaire, M. Peytral demandait à interpeller M. Pams « sur les décisions que vous comptez prendre pour faire entrer dans le cadre d'une réforme administrative la division de la France en régions, que poursuit actuellement le Ministre du Commerce », et il invitait l'Intérieur à consulter à ce sujet les Conseils généraux. M. Pams répondait qu'il n'avait pas attendu cette invitation pour donner des instructions et pour dresser un questionnaire qui serait soumis, dans la session d'août, aux assemblées départementales.

Cette consultation aboutit à des résultats assez confus. Dans l'ensemble, les Conseils donnèrent des avis de principe favorables à l'organisation des régions, surtout dans le domaine économique ; ils approuvèrent en général l'initiative du Ministre du Commerce ; mais ils manifestèrent le désir d'être représentés dans l'organisation nouvelle et, surtout, les intérêts de clocher protestèrent souvent contre les délimitations projetées, soit qu'un département se plaignît d'être englobé dans une région dont il ne possédait point le centre, soit que des intérêts purement politiques et électoraux lui fissent préférer un autre mode de groupement. Il était visible que si l'on chargeait les Conseils généraux de délimiter les régions, on aboutirait à constituer un très grand nombre de régions, sans force réelle, sans valeur économique propre, simples départements un peu agrandis.

Aussi une sorte de malaise planait-il sur la Chambre des Députés lorsque se discuta, les 12 octobre et 6 novembre 1918, l'interpellation Peytral. On avait le sentiment que la grande réforme administrative, si souhaitable qu'elle pût être, serait une œuvre de longue haleine, et sur laquelle il était probable qu'on n'arriverait pas à se mettre aisément d'accord ; en attendant, était-il sage de faire obstacle à la réforme, assurément très modeste, mais du moins effective, entreprise par M. Clémentel ? De là, chez tous les orateurs, même quand ils se déclaraient peu favorables au régionalisme en général, l'affirmation que la région économique était une chose excellente ; et même quand ils attaquaient les Chambres de Commerce, l'aveu qu'après tout le Ministre du Commerce avait bien fait de s'en servir.

C'était, nous l'avons dit, le Ministre de l'Intérieur que M. Peytral interpellait à cause des répercussions que pouvait avoir, sur une future organisation régionale possible, le groupement réalisé par le Ministre

du Commerce. Ce groupement créait le fait, nouait des rapports, dessinait des cadres. « Le Ministre de l'Intérieur, disait non sans aigreur l'interpellateur, devait s'en préoccuper ». Il reconnaissait d'ailleurs la légalité des mesures prises par M. Clémentel.

A cette interpellation adressée au Ministre de l'Intérieur, ce fut d'abord celui du Commerce qui répondit. Il ne lui fut pas difficile de montrer que l'interpellation était contradictoire : comment lui reprocher d'avoir pris une base trop étroite, ces Chambres de Commerce qui ne représentent pas « la totalité des intérêts économiques », quand c'était la Commission d'administration générale qui l'avait confiné dans ce domaine ? Et parce qu'il ne pouvait pas réaliser sa conception primitive, eût-il mieux valu ne rien faire ? Aucun des députés intervenants — parmi lesquels figurèrent MM. Valière et Hennessy — ne le soutint. M. Pams n'eut pas de peine à répondre, à son tour, qu'il n'avait eu aucune raison d'empêcher son collègue du Commerce d'agir dans les limites de ses attributions. Le vote de l'ordre du jour pur et simple laissait à M. Clémentel les mains libres.

En réalité, le Ministre et certaines Chambres de Commerce avaient déjà prouvé le mouvement en marchant.

3. *Les premières créations* (mars 1918-avril 1919).

Dès les premiers jours de 1918, il était apparu au Ministre qu'il était temps de passer de la délibération à l'action. L'un des avantages de la méthode très souple qui avait été adoptée, c'est qu'elle permettait d'agir par étapes, sans attendre le moment où toutes les régions de France seraient également prêtes. Puisque l'opération se bornait, en somme, à constater que telles et telles Chambres de Commerce étaient d'ores et déjà décidées à profiter des dispositions de la loi de 1898, et à leur fournir les autorisations fiscales nécessaires, il suffisait, pour déclarer une région constituée, de prendre acte de la volonté d'union des Compagnies intéressées.

La région qui se trouva la première prête à répondre à l'appel du Ministre fut celle de Nancy. Là aussi, comme à Marseille, l'activité spontanée des groupements locaux avait devancé l'action administrative. Depuis longtemps la Chambre de Commerce de Nancy avait essayé de nouer des ententes avec ses voisines. Grâce à ses banques, de tendances et d'action vraiment régionales, à son développement industriel qu'allait encore accélérer la reconstitution souhaitée du bassin ferrifère lorrain, grâce à son université et à ses instituts techniques, Nancy était bien le type d'une capitale provinciale. Elle nourrissait même de grandes am-

bitions. Depuis janvier 1917 paraissait sous son inspiration directe une revue dont le titre était un programme : *l'Union économique de l'Est*. Sur le frontispice de ce périodique bimensuel une carte délimitait ce que Nancy appelait la « France de l'Est » : savoir un territoire qui s'étendait à l'Ouest au delà de Mézières, de Reims, d'Épernay, de Troyes, de Semur, qui dépassait au Sud Beaune, Lons-le-Saunier et Saint-Claude, et qui à l'Est s'adjoignait bravement, par avance, les territoires à recouvrer sur l'Allemagne : onze départements, plus les trois perdus en 1871 ; dix-sept Chambres de Commerce, vingt-et-une avec l'Alsace-Lorraine.

Il ne fut pas difficile de faire comprendre aux Chambres de Commerce de l'Est qu'une telle région était irréalisable. Elle aurait été, par son énormité même, un élément de déséquilibre. On admit assez vite : 1^o qu'il fallait réserver l'avenir des Chambres annexées en 1871 par l'Allemagne, non encore délivrées, et de la Chambre de Belfort ; 2^o que, malgré les rapports très étroits de la Bourgogne, de la Comté et du Jura avec la Lorraine, ces pays s'orientaient bien plus encore vers la vallée de la Saône. Grâce à la faculté de découper un département qui possède plusieurs Chambres de Commerce, il était possible de rattacher au nouveau groupe celle des deux circonscriptions consulaires de la Haute-Saône dont les intérêts sont plus étroitement conjugués avec Nancy, la circonscription de Lure. On laissait encore à la région douze Chambres de Commerce (1), comprenant 118.000 patentés et dont le produit des patentes atteignait, avant la guerre, près de 16 millions — toute la Lorraine, les Ardennes et la Champagne.

Le Ministre et ses collaborateurs auraient souhaité aller fonder la région de Nancy à Nancy même. Le geste n'eût pas manqué d'élégance : inaugurer, dans une ville constamment bombardée, une institution qui attestait la foi de tous dans les destinées économiques de la France. Mais l'état des communications ne permit pas de réaliser ce projet, et la réunion se tint à Paris, au Palais d'Orsay, le 19 mars 1917. Nous nous y arrêterons un instant, parce qu'elle devait servir de modèle aux réunions ultérieures.

Le Ministre exposa son projet et fit ensuite compléter cet exposé, au point de vue technique, par un de ses collaborateurs. Après un bref échange de vues, il appela successivement le nom de chaque Chambre, en demandant à chacune si elle consentait à entrer dans l'union projetée. Minute émouvante : le Ministre avait en face de lui le vénérable président de Reims et les présidents de deux Chambres encore occupées par l'ennemi : Charleville et Sedan. Chacune des neuf Chambres effectivement représentées répondit, avec gravité, par un *oui* solennel, d'

(1) Provisoirement celle de Belfort, en attendant le recouvrement de l'Alsace.

sons presque sacramentel. Les trois absentes, Epinal, Saint-Dié, Saint-Dizier, devaient envoyer ultérieurement leur adhésion. Séance tenante, on dressa procès-verbal de la réunion. Dès lors, le premier groupement économique régional était né. Le soir même, une modeste note de presse constatait le fait accompli : « Les présidents de ces Compagnies, disait-elle, qui s'étaient réunis à cet effet, ont vivement approuvé l'initiative ministérielle, premier pas dans la voie de notre réorganisation économique ». La note annonçait un prochain décret, pris en conformité de la loi du 9 avril 1898, qui constituerait aux Groupements des ressources propres. Elle faisait de cette première réunion une préface aux voyages du Ministre. Au reste, le Groupement de Nancy aurait souhaité, pour son compte, être définitivement constitué, sans plus attendre, et déjà il élaborait son programme d'action : chemins de fer, routes, canaux, industries, recherche des débouchés, etc...

Le 29 avril, le Ministre était à Clermont, où il opérait de la même façon le groupement des Chambres de Montluçon, Moulins, Ambert, Clermont-Ferrand, Riom, Thiers, Aurillac. Deux incidents, à cette réunion, soulignaient la méthode et l'esprit de la réforme. La Chambre de Mende, que l'on avait conviée également, vint dire que les intérêts cévenols continuaient à s'orienter, comme jadis, vers le Languedoc et non vers l'Auvergne. D'autre part, la Chambre du Puy reconnut que si la plus grande partie de sa circonscription, le Velay, était de plus en plus pénétrée par les influences lyonnaises, l'arrondissement de Brioude était une « limagne » auvergnate, le premier grain de ce chapelet d'opulents bassins qui descend vers Clermont. Le Puy se déclara prêt à céder Brioude, qui pourrait devenir le siège d'une Chambre de Commerce. A cette condition seulement, l'arrondissement de Brioude pouvait être incorporé à la région de Clermont. L'inconvénient qu'il y avait à multiplier les Chambres n'était plus le même du moment que ces compagnies, au lieu de rester des unités isolées et impuissantes, se fédéraient en de vastes organisations régionales.

Dès lors, la voie était tracée. Si les circonstances (les négociations du traité de paix) ne permettaient plus au Ministre de s'en aller en personne s'entretenir sur place avec les groupements régionaux, trois de ses collaborateurs, MM. Fighiéra, Hauser, Allégret, traversèrent à plusieurs reprises la France. On convoquait, dans la ville provisoirement choisie comme centre, les représentants des Chambres de Commerce éventuellement rattachées à une région ; c'était à elles, en présence des délégués du Ministre, à dire librement si elles acceptaient ce rattachement. Dans ces conditions eurent lieu les réunions de Caen, de Rennes, de Limoges, de Toulouse, de Montpellier, de Marseille. Le 16 juillet, à l'heure où se déclanchait une offensive dont l'issue devait être décisive mais apparais-

sait encore incertaine, les délégués étaient à Lyon, le lendemain à Grenoble, le 21 à Nantes, le 29 à Bourges, le 6 août à Besançon, le 8 à Dijon, le 12 septembre à Orléans, etc.

Ces voyages n'étaient pas sans résultats puisque, le 12 octobre 1918, un mois avant l'armistice, le directeur des Affaires commerciales pouvait écrire : « Nous sommes arrivés à constituer, dès maintenant, 13 régions sur 18 ». Dans leurs voyages, par leurs correspondances, dans les conversations qu'ils avaient à Paris avec des présidents de Chambres de Commerce, isolés ou réunis, les collaborateurs du Ministre apprenaient bien des choses nouvelles. Ils prenaient contact avec la France économique en sa réalité rajeunie, avec les créations industrielles et les courants commerciaux nés de la guerre. Ils étaient amenés à corriger sur certains points leurs conceptions primitives ; ils découvraient des difficultés insoupçonnées. Nîmes, et derrière elle Alais, déclaraient vouloir se rattacher à Marseille et non à Montpellier. Par contre Nice refusait de considérer la Côte d'Azur comme solidaire de la Provence ; séduite par la formule du chemin de fer Léman-Méditerranée, elle se rattachait au groupement savoyard-dauphinois. Mais Gap et Digne, qui devaient faire la liaison entre Nice et Grenoble, se découvraient une orientation purement marseillaise.

Les délégués s'étaient attendus à rencontrer la controverse Dijon-Besançon. La vieille cité comtoise ne voulait pas entrer dans une vaste région de la Saône, dont elle ne pouvait songer à devenir la capitale. Elle essayait de grouper autour d'elle les Chambres de l'ancienne Comté, et celle de Belfort, pour créer une région voisine. Mais ni Lons-le-Sauvier, préoccupé avant tout de ses relations avec la grande voie fluviale, ni Gray ne voulaient la suivre dans cette sécession et, Belfort se réservant pour une future région d'Alsace, Besançon risquait de se trouver isolée, comme, de son côté, Saint-Etienne. Même conflit entre Orléans et Bourges : Bourges, démesurément grossi par la guerre, était alors un centre industriel dont la fortune pouvait apparaître comme durable ; d'autre part, si l'on voyait surtout dans ce groupement une région de la Loire moyenne, Orléans, siège des nombreux congrès de la Loire navigable et placé dans une position exceptionnelle sur le fleuve, était tout indiqué pour le diriger.

Les délégués apprenaient aussi à assouplir encore la formule déjà si souple qu'ils apportaient avec eux. Bordeaux ayant fait accepter sa doctrine qu'à la région proprement dite d'un port se rattache la zone d'influence de ce port, on découvrit que la loi de 1898 n'interdisait nullement à une Chambre d'adhérer à la fois à deux organismes différents : Aurillac, par exemple, rattaché à la région de Clermont, Millau ou Mazamet, à celle de Montpellier, pouvaient en outre entrer dans l'arrière-zone

du port de Bordeaux. Mais pareille faculté devait être reconnue à toutes les compagnies ; chacune, en dehors de son rattachement principal à sa propre région économique, pouvait envisager, en seconde ligne, une adhésion à une région voisine avec laquelle elle avait des intérêts communs. On trouverait dans cette voie la solution des cas délicats de Gap et de Digne. Il suffisait à la Chambre, dans son budget régional, de faire deux parts : la plus grosse pour sa région ; une plus petite pour la région à laquelle elle se rattachait secondairement. Il y avait là de quoi bouleverser les administrateurs accoutumés à la rigidité des conceptions bureaucratiques, et aussi les politiciens. Mais l'essentiel était de modeler l'œuvre nouvelle sur les formes mouvantes de la vie.

La vie, elle apparaissait partout dans les régions. La région de Marseille avait hérité du Comité consultatif d'Action économique de la XV^e Région militaire l'idée féconde d'un Office régional de l'énergie. Elle orientait dans le sens régional ses instituts techniques supérieurs. Elle avait, sans plus attendre, agi dans un ordre d'idées plus modeste, mais intéressant : lorsque les Chambres de Commerce avaient été chargées de parer à l'insuffisance de monnaie divisionnaire en émettant des coupures, elle avait substitué aux multiples coupures des Chambres de Nîmes, Avignon, Toulon, etc., une coupure unique, celle de l'*Union économique provençale* qui, portant les signatures de dix Chambres de Commerce (Nice même comprise), circulait sans difficulté dans toute la région. Chose bizarre, l'Administration des Finances, qui s'était accommodée en Provence du fait accompli, se refusait, malgré les instances du Ministère du Commerce, malgré le consentement de la Compagnie des Chemins de fer de l'Est et des succursales intéressées de la Banque de France, à autoriser l'émission des billets de la Région économique de l'Est. On objectait l'insuffisance de garanties pour le porteur, comme si douze signature de présidents n'étaient pas plus difficiles à contrefaire qu'une seule. On voit assez que la solution régionale, si elle avait été généralisée de bonne heure, aurait rendu bien plus aisée la circulation des coupures entre les départements. Mais, quand le Ministère des Finances céda, on était si près de l'armistice que tout le monde crut, un peu vite, que les jours de la monnaie de papier étaient comptés, donc que la question n'avait plus d'intérêt !

La naissance successive des régions commençait à éveiller l'attention de l'opinion. La presse s'en emparait. Les journaux locaux rendaient compte des réunions. Les journaux parisiens, les revues traitaient les problèmes d'ensemble, publiaient des cartes des régions, les discutaient. Le Parlement — nous l'avons vu — suivait cette expérience avec curiosité. Il en était de même des autres administrations publiques, dont les chefs venaient se renseigner au Ministère du Commerce sur les modalités

de la réforme, pour voir s'ils pouvaient adopter des divisions régionales similaires. L'Agriculture, dont les divisions étaient purement administratives — simples groupements de départements voisins pour les facilités du service — se rendait compte de l'utilité qu'il y aurait à prendre pour base les phénomènes culturels eux-mêmes. En dehors du Ministère, la Fédération des Syndicats agricoles avait une organisation régionale plus rationnelle, c'est-à-dire plus naturelle, qu'elle s'essayait à confronter avec celle du Commerce (1).

Quand on avait pensé, tout d'abord, à faire représenter dans la région, à côté des intérêts commerciaux et industriels, les intérêts agricoles, on avait dû constater l'absence d'organismes analogues aux Chambres de Commerce, à savoir des Chambres d'Agriculture. De là était née la proposition Lhopiteau, déposée au Sénat le 9 juillet 1918, et tendant à la création de Chambres régionales d'Agriculture. Il n'était d'ailleurs nullement certain que les groupements régionaux qui convenaient au commerce et à l'industrie seraient également ceux qui conviendraient à la culture : les phénomènes sont en effet très différents.

A priori, on devait mieux s'entendre avec le Ministère du Travail. Celui-ci avait bien sa division en circonscriptions divisionnaires, au nombre de onze, fixée le 1^{er} mai 1916. Mais, outre que ce nombre de divisions était trop restreint, on semblait, en les traçant, avoir obéi à des préoccupations moins économiques, à vrai dire, que purement administratives. Une autre division, émanant du même Ministère, et servant, au moment du recensement décennal, à l'étude des phénomènes de démographie industrielle — division en 15 régions — se rapprochait davantage de celle du Commerce.

De grandes associations privées, mais en rapports avec le Ministère du Commerce, se ralliaient ouvertement à la formule du régionalisme économique. C'est ainsi que l'Association nationale d'Expansion économique (2), enregistrant de nombreuses adhésions dans la région de Grenoble, ajoutait :

« La loi de la division du travail, se vérifiant ici comme ailleurs, a suggéré à nos adhérents de la région de Grenoble de constituer un « Comité régional des Alpes françaises », auquel le Conseil d'administration de l'Association nationale d'Expansion économique, après examen du projet de statuts, a donné son approbation. Ce groupement aura son siège à Grenoble et sa circonscription englobera le département de l'Isère, moins l'arrondissement de Vienne (3), ceux de la Haute-Savoie, des

(1) Voy. notamment A. de Marçillac, *La Région économique. Principes généraux : leur application à la Région du Centre-Ouest...*, Périgueux, 1918.

(2) Voy. la revue *l'Expansion économique*, juin-juillet 1918.

(3) Disposition calquée sur le projet du Ministère du Commerce.

Hautes-Alpes, de la Savoie et, éventuellement, des Alpes-Maritimes et des Basses-Alpes. Des sous-groupements se constitueront dans chacun des départements susvisés : leurs représentants, choisis en nombre égal dans chaque département, formeront le Conseil d'administration de la section des Alpes françaises. »

L'exemple donné par Grenoble fut suivi ailleurs, notamment à Lyon et dans l'Ouest. Que certaines personnes aient vu dans ces Comités régionaux un moyen de faire échec au Ministère, ce serait mal connaître la nature humaine que de le nier à priori. En fait, les Comités servaient la même cause, et ils présentaient l'avantage de pouvoir faire appel à d'autres forces que les Chambres de Commerce, notamment aux syndicats patronaux. Si quelques Comités — celui de Lyon par exemple — ont bien été constitués pour se substituer à un groupement économique dont on ne voulait pas, d'autres se sont montrés très préoccupés de coordonner leur action avec celle des organismes créés en vertu de la loi de 1898. Lorsque fut définitivement constituée, par exemple, la région des Alpes du Ministère du Commerce, le Comité de Grenoble exprima le vœu d'être « représenté au sein du futur Conseil économique du XII^e Groupement ». Le désir de collaboration était évident (1).

4. *Le lendemain de l'Armistice : Alsace-Lorraine et Régions libérées.*

L'armistice du 11 novembre posait devant le Ministre du Commerce deux questions très délicates : Qu'allait-on faire des Chambres de Commerce d'Alsace et de Lorraine ? Qu'allait-on faire de celles des régions évacuées par l'ennemi ?

Nous n'avons pas à dire ici — cela sera dit dans un autre volume — pour quelles raisons le Ministre du Commerce ne pouvait agir directement en Alsace et en Lorraine. Il chargea cependant, dès janvier 1919, un de ses collaborateurs d'une enquête auprès des Chambres des provinces recouvrées.

Elles étaient, comme sous le régime français d'avant 1870, au nombre de quatre : Strasbourg, Colmar, Mulhouse, Metz. Mais si, dans les trois premières, l'autorité française réinstallée avait trouvé une forte majorité alsacienne qui permettait le retour immédiat à l'activité, celle de Metz au contraire, recrutée surtout dans le haut patronat minier et métallurgique, avait une forte majorité allemande. Le commissaire de la République avait dû, en conséquence, la dissoudre, et la remplacer, à titre provisoire, par un « Comité consultatif du Commerce et de l'Industrie

(1) *L'Expansion économique*, juin 1919 (séance du 25 avril).

en Lorraine ». Les membres lorrains de l'ancienne Chambre, et d'arestu personnalités indigènes désignées par ceux-ci, formaient ce Comité. Ce qui compliquait la situation, c'est que les Chambres alsaciennes et lorraine étaient élues par un scrutin très restreint, les lois allemandes ayant à peine élargi le système électoral de 1870. Elles étaient loin de jouir des libertés et des moyens d'action, notamment de l'élasticité budgétaire, que la loi de 1898 avait conférés aux Chambres françaises. Sans être organisées régionalement, les quatre Chambres du Reichsland avaient l'habitude de correspondre entre elles. Durant la guerre, elles avaient dû, par la force des choses, constituer des organismes communs pour le ravitaillement, le charbon, etc.

La tâche de l'enquêteur était double : étudier la question avec le haut-commissariat, la direction du commerce — véritable petit ministère qui avait remplacé à Strasbourg l'ancien *Ministerium* — les commissaires de la République ; recueillir l'impression des Chambres elles-mêmes et du Comité de Metz. Il eut dès l'abord le sentiment que la haute autorité strasbourgeoise, écho du service d'Alsace-Lorraine installé à Paris près de la présidence du Conseil, serait défavorable à toute mesure qui précipiterait l'assimilation des Chambres d'Alsace et de Lorraine à celles de l'intérieur et qui rattacherait immédiatement ces Chambres au Ministère du Commerce. Tout au contraire les Chambres étaient unanimes à souhaiter qu'on les mît le plus tôt possible sur le même pied que leurs sœurs françaises. Tenues pendant cinquante ans à l'écart de notre évolution législative, elles écoutaient, avec une curiosité non exempte de surprise, l'exposé de la loi libérale de 1898 ; elles approuvaient très vivement le projet ministériel.

Elles voyaient même, dans ce projet, un moyen de briser cette unité factice « *Alsace-Lorraine* », que leur avait imposée la domination allemande. Elles demandaient, conformément à leurs affinités naturelles, à se rapprocher des circonscriptions françaises avec lesquelles elles étaient liées avant 1870. Le Comité de Metz constatait que ses intérêts et ceux des Chambres alsaciennes étaient en réalité divergents, tandis que sa vie industrielle et commerciale s'orienterait plutôt vers Nancy, en raison surtout de la reconstitution intégrale du bassin ferrifère lorrain. De leur côté, les trois Chambres alsaciennes demandaient la résurrection d'une région économique alsacienne, Belfort compris : n'y avait-il pas entre Mulhouse et Belfort, malgré la frontière, les liens les plus étroits ? L'enquêteur, durant son voyage de retour, eut la satisfaction de constater que la Chambre de Commerce de Belfort se déclarait prête à envisager cette combinaison.

Il revint donc avec un projet ferme : 1^o sans plus attendre, sans même attendre une nouvelle élection des Chambres de Commerce d'Alsace et

de Lorraine conformément à la loi française, autoriser les Chambres de Commerce alsaciennes, y compris celle de Belfort, à se grouper dans les conditions prévues aux articles 18 et 24 de la loi de 1898 ; 2^o autoriser le Comité consultatif de Metz, faisant fonction de Chambre de Commerce, à se rattacher dans les mêmes conditions à la région de Nancy ; 3^o pendant la période transitoire, et pour discuter des questions intéressant l'entité « Alsace-Lorraine », autoriser en outre les Chambres de Strasbourg, Colmar, Mulhouse et le Comité consultatif de Metz à constituer une union provisoire entre elles.

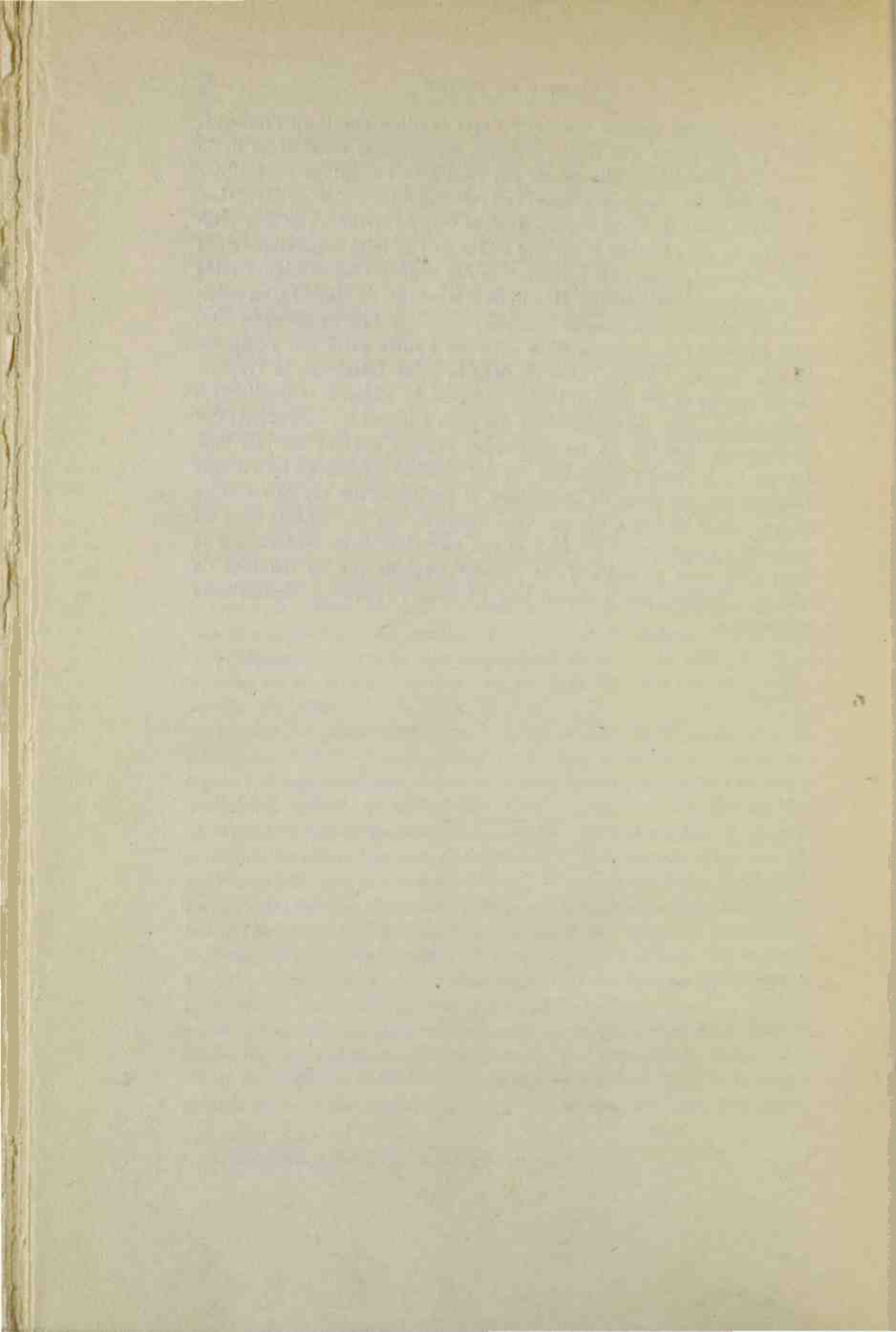
Ce projet, s'élevant au-dessus du byzantinisme bureaucratique, avait le double avantage de tenir compte de la situation de fait créée par un demi-siècle de vie allemande et de préparer la fusion de l'Alsace et de la Lorraine ci-devant annexées avec les régions françaises correspondantes. Il fut approuvé par le Ministre du Commerce, mais il n'eut pas l'heur de plaire au Service d'Alsace-Lorraine de la présidence du Conseil, qui estima que la question était de son exclusive compétence. Lorsque le haut-commissaire fut remplacé par un commissaire-général, les sentiments très régionalistes de celui-ci permirent d'entrevoir une solution favorable. Mais, une fois à Strasbourg, M. Millerand fut gagné à la formule Alsace-Lorraine. A l'heure où nous écrivons, les Chambres, cependant normalement reconstituées, de Strasbourg, de Colmar, de Mulhouse et de Metz ne bénéficient pas encore des dispositions de la loi de 1898 (1). Nous croyons savoir qu'elles aspirent au moment où elles seront traitées comme les autres.

L'armistice posait également la question des Chambres des régions situées au Nord-Est de notre pays, c'est-à-dire précisément des départements qui représentaient avant la guerre, la plus grosse part de notre production agricole et industrielle. Ces Chambres étaient-elles en état de reprendre leur tâche dans des conditions normales ? Sur ce premier point, on recueillit très vite des réponses non douteuses. Avec une vigueur, une énergie peu communes, les industriels du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne se remettaient à l'œuvre. Pendant l'occupation, les Chambres des régions envahies avaient installé des bureaux à Paris, elles y avaient créé des Comités pour la défense des intérêts de leurs commettants, elles avaient étudié les conditions de la reprise industrielle, elles étaient prêtes à remplir leur rôle.

Mais une seconde question se posait. De même qu'on avait songé à conserver, au moins à titre temporaire, un groupement unique des Chambres d'Alsace et de Lorraine, n'était-il pas sage, pour la première période de la reconstitution, d'envisager un groupement unique de toutes

(1) Assimilation réalisée seulement au début de 1924.

les Chambres des régions libérées ? Cette solution aurait eu l'inconvénient de constituer une région énorme, comprenant un sixième de la population française. Elle aurait eu, peut-être, l'avantage de faciliter le règlement des questions relatives au relèvement des régions dévastées. Mais les industriels de ces régions avaient trop de confiance en leur vitalité pour ne pas admettre le prompt retour de l'activité économique dans leurs circonscriptions, et la restauration des rapports économiques créés par la géographie et l'histoire. Réunis dans le cabinet du Ministre, les présidents se prononcèrent pour la création immédiate de deux groupements, celui du Nord-Pas-de-Calais d'un côté, de l'autre celui qui comprendrait la Somme, l'Aisne, l'Oise et, dans la Seine-Inférieure, le Tréport. Les 27 février et 1^{er} mars 1919, les délégués du Ministre se rendirent à Amiens et à Lille. Ils traversaient des pays encore tout pantelants des destructions récentes, où les routes, les canaux avaient été mis hors d'usage, où les trains circulaient sur des voies de fortune, où les villages n'étaient que des amas de décombres, et les usines des tas de ferrailles tordues. Dans les villes, des quartiers éventrés, des monuments dont les murailles avaient seules survécu et qui ouvraient leurs fenêtres sur le vide; c'est dans ce cadre d'une horreur tragique que les réunions de Lille et d'Amiens proclamèrent leur foi dans l'avenir du régionalisme économique.



CHAPITRE III

L'Organisation définitive des Groupements économiques régionaux

1. *Le Passage au Commerce des Comités consultatifs de la Guerre.*

Au début de 1919, on se trouvait donc en face de cette situation compliquée : il existait en France deux organisations officielles qui pouvaient également se réclamer du régionalisme économique. L'une, les Comités consultatifs d'Action économique, née d'un décret et pour répondre à des nécessités temporaires ; l'autre, appuyée sur la loi, constituée par le libre consentement des intéressés, et faite pour durer ; en revanche, celle-ci avait l'avantage de grouper la quasi-totalité des intérêts et des forces économiques, celle-là ne réunissait que des représentants, déjà sélectionnés, du commerce et de l'industrie ; ce que la première perdait en valeur géographique, puisque ses divisions n'obéissaient à aucun dessein rationnel, elle le regagnait en signification sociale. Ajoutons que les Chambres de Commerce, seules représentées dans les régions du Ministère du Commerce, avaient également leur place dans les Comités de la Guerre.

Ceux-ci, nous l'avons vu, aspiraient à se survivre à eux-mêmes. Il aurait été, en effet, déplorable que les travaux en cours fussent interrompus, qu'il ne restât rien de toutes les études auxquelles s'étaient livrés délégués et Comités, que leurs archives et celles du Service économique fussent vouées à l'oubli ou à la destruction.

En premier lieu, l'armistice avait surpris les Comités en plein travail, et certains d'entre eux n'avaient pas cessé de travailler. C'est même dans cette dernière période — les nécessités purement militaires étant moins pressantes — qu'ils donnent à leur activité un caractère vraiment régional. C'est le 7 février 1919 que le Comité de la XIV^e Région pose la question de l'avenir industriel des zones franches de la Haute-Savoie et essaie d'arracher à l'esprit routinier et formaliste de l'Administration des Douanes des solutions conformes à la raison et à l'intérêt

national. C'est plus tard encore, le 5 mars, que le Comité de la XV^e considère « l'intérêt économique qui s'attache à la création pour la région provençale d'un Office d'énergie électrique ayant pour but de grouper les consommateurs d'énergie, services publics, entreprises industrielles et agricoles, de ménager des ententes amiables entre ces consommateurs et les sociétés productrices et distributrices d'énergie, d'étudier les besoins locaux en énergie et les moyens d'y satisfaire ». C'est le 10 mars que le vœu de constitution de cet Office (avec sous-Offices départementaux) est transmis au Ministre du Commerce. En février et mars 1919, le Service économique, groupant les travaux des Comités, établit toute une documentation sur l'économie de guerre et d'après-guerre en Allemagne ; en particulier, il transmet au Ministère de l'Agriculture des études sur la situation agricole allemande et sur les réparations à escompter de ce chef.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que les Comités aient envisagé avec appréhension leur disparition possible. Celui de la XV^e, dans sa séance plénière du 5 mars, demande à subsister comme organe régional (1). Le 18 mars, il envisage de nouveau le problème et montre la nécessité de sortir du cadre factice de la région militaire, de fixer les limites de la région par un accord entre les intéressés. On reconnaît ici l'influence des idées soutenues antérieurement tant par la Chambre de Commerce de Marseille que par le Ministre du Commerce.

Il n'était que temps — le 18 mars il aurait même été trop tard — de régler la question. En effet, le lieutenant-colonel Théry, chef du Service économique, prévoyait pour le 15 mars la liquidation définitive de ce Service même et des Comités. La volonté du président du Conseil était formelle : tous les éléments militaires de ces services devaient être démobilisés à cette date. On n'avait donc le choix qu'entre deux parties d'une alternative : voir mourir les Comités ou, avant le 15 mars, réaliser leur passage — la barbare langue officielle dit : *passation* — à un autre ministère.

Inutile de dire que la conversation était, dès lors, engagée entre le Service économique et les collaborateurs du Ministère du Commerce. Dans un rapport qui lui était adressé le 11 février, M. Clémentel lisait cet exposé de la question :

Des deux hypothèses possibles pour le 15 mars — passage des Comités au Commerce ou liquidation pure et simple — le président du Conseil admettrait volontiers la première. Un décret, suite naturelle des décrets antérieurs rendus ensuite de celui du 25 octobre 1915, suffirait à faire de cette hypothèse une réalité. Pour donner aux Comités un cadre géo-

(1) Nous avons signalé plus haut (p. 66) le vœu de la XVI^e, du 30 janvier.

graphique rationnel, la Région militaire ferait place à la Région économique du Ministère du Commerce. Une autre modification consisterait à éliminer des Comités les éléments militaires. — M. Clémenceau, à cette date, voyait même dans ces Comités réorganisés une base de recrutement pour le Conseil national économique qu'il projetait alors d'instituer près la présidence du Conseil (1).

Mais, poursuivait le rapport, l'offre faite implicitement par le Ministère de la Guerre oblige celui du Commerce à précipiter ses résolutions. Si l'on a, dans une série de voyages, provoqué le groupement régional des Chambres de Commerce, aucun acte administratif, décret ou arrêté, n'est encore venu constituer ces groupements ni leur donner un budget. Or le décret de passation des Comités ne peut viser un simple projet, mais une organisation préalablement réalisée. Il importe donc, comme Nancy l'avait déjà réclamé en avril 1918, de se hâter de passer aux actes.

Le rapport faisait valoir que cette combinaison permettait au Commerce de maintenir sous sa direction propre, « ce qui n'a pu se faire qu'en temps de guerre et ce que le Département du Commerce ne peut réaliser par d'autres moyens », à savoir le contact entre les Chambres de Commerce et les autres organisations économiques. Elle levait l'obstacle juridique qui empêchait le Ministère du Commerce de demander leur avis à des fonctionnaires ou à des groupes dépendant d'autres administrations. « Elle permet de réaliser dans sa plénitude la conception de régionalisme économique dont le Ministre s'est fait le défenseur ». Il faudra, d'ailleurs, ménager les situations acquises, notamment celles des préfets.

Le rapport concevait donc une opération en deux temps : 1^{er} temps, création définitive des Unions régionales de Chambres de Commerce, au moins de celles qui sont dès à présent réalisables, chacune d'elles désignant au plus vite son président et son secrétaire-général ; 2^e temps, c'est l'Union ainsi constituée qui entre, comme telle, dans le Comité régional réorganisé. Le président de l'Union devient le premier vice-président du Comité, la présidence restant au préfet du chef-lieu. Le secrétaire-général hériterait vraisemblablement des attributions ci-devant dévolues au délégué.

Mais il fallait agir sans tarder, sinon, le 15 mars, les Comités mourraient pour ne plus jamais naître. Il faudrait mal connaître les habitudes de la bureaucratie et les mystères de la « signature » pour croire que, malgré la volonté formelle du Ministre du Commerce et la volonté concor-

(1) On sait que ce projet, que M. Clémenceau ne craignait pas alors d'étudier avec la collaboration de la Confédération générale du Travail, n'aboutit pas. Il devait être repris par la C. G. T. toute seule (voy. Maxime Leroy, *Les Techniques nouvelles du Syndicalisme*, 1921).

dante du président du Conseil, ce programme ait pu se réaliser exactement. Il fallut attendre jusqu'au 5 avril l'arrêté relatif à la création des groupements économiques régionaux. Il serait donc arrivé trois semaines trop tard, sur un cadavre déjà refroidi, si, à la date du 28 février, au moment même de leur départ pour Amiens et Lille, les collaborateurs de M. Clémentel n'avaient eu la joie d'obtenir son contreseing et celui de M. Clémenceau au bas d'un décret très simple, « rattachant les Comités consultatifs d'action économique au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ».

Le rapport commun adressé par les deux Ministres au Président de la République rappelait que « ces Comités se sont révélés comme une de nos plus solides institutions de guerre, c'est-à-dire comme une de celles qui devront se perpétuer pendant la paix. Leur rattachement au Ministère du Commerce leur permettrait de continuer leur œuvre en l'appropriant à la situation actuelle ». Il n'y avait donc pas, entre hier et aujourd'hui, solution de continuité. Un seul considérant : « Vu le décret du 25 octobre 1915 créant des Comités consultatifs d'Action économique ». Une seule disposition essentielle : « Les Comités consultatifs d'Action économique, créés par le décret du 25 octobre 1915, sont rattachés au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande, et placés sous l'autorité directe du Ministre ». Enfin, admettant, libéralisme singulièrement large, le rattachement d'une institution existante à une institution encore à l'état de projet, l'article 2 s'en remettait au Ministre du Commerce du soin de régler « les conditions dans lesquelles ce rattachement aura lieu ».

La victoire était acquise. Il s'agissait de l'exploiter.

De nouveau, ne voyant rien venir, les Chambres de Commerce, en mars et au début d'avril 1919, témoignaient de réelles inquiétudes. Les régions prêtes à passer à l'action, Nancy, Limoges, Toulouse, Marseille, commençaient à se demander — et à demander — s'il en serait de cette réforme comme de tant d'autres, tant de fois promises et toujours ajournées. Les délégués des divers Comités consultatifs venaient à Paris et sollicitaient des instructions du Ministère du Commerce. Le Service économique voulait obtenir une décharge régulière de ses archives.

Tout exigeait une prompte décision. La session de printemps des Conseils généraux s'approchait. Allait-on une seconde fois, comme en août 1918, jeter la question régionale dans l'arène des discussions locales, rouvrir la controverse sur les limites des régions et leurs capitales ? Allait-on, aussi, décourager les concours qui s'offraient ? Dès le 13 juin 1918, le député Lefas avait saisi la Commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts de la Chambre de « diverses observations rela-

tives aux circonscriptions assignées aux Comités régionaux des Arts appliqués ». Il réclamait, comme base de cet enseignement, des « régions homogènes », groupant les formes d'art écloses sur « un même terroir », tenant compte de « l'affinité des caractères et conditions géographiques et économiques ». Le 6 novembre, le directeur de l'Office national de la Navigation demandait à être tenu au courant de l'organisation nouvelle. Un résultat important était obtenu en ce qui concerne les ports. Lors du vote de la loi de 1916 sur l'autonomie des ports, le Ministère des Travaux publics était si loin des solutions régionalistes qu'il n'avait pas songé à faire représenter obligatoirement, dans le Conseil du port, d'autres Chambres de Commerce que celle de la circonscription même où se trouve le port ; il comprenait maintenant qu'un port est inséparable de son arrière-pays, et parlait de faire représenter également les Chambres de la région.

Le 28 octobre 1918, le directeur de l'Institut colonial de Nancy, dans une lettre à la Chambre de Commerce de cette ville, envisageait la collaboration de son établissement à l'œuvre régionale, ou même « sa transformation en un nouvel organisme subordonné à l'Administration de la Région économique de l'Est ». Le Ministre, saisi, devait répondre qu'il ne lui appartenait pas de provoquer cette transformation, mais ajoutait qu'il n'y verrait que des avantages.

La supériorité de l'organisation régionale était proclamée, on le voit, dans des milieux très divers.

Par contre, le danger parlementaire renaissait. Le 24 janvier, le sénateur Genoux déposait une proposition de loi « portant organisation de la France en régions administratives et économiques ». L'exposé des motifs prétendait que « le projet d'organisation de la France en régions économiques déposé par le Ministre du Commerce, M. Clémentel, n'a pas rencontré jusqu'alors (1) une grande faveur dans les milieux parlementaires, non plus que dans le monde du commerce et de l'industrie ». Affirmations inexactes au moins sur deux points : M. Clémentel n'avait *déposé*, et n'avait eu légalement à déposer aucun projet ; le monde du commerce et de l'industrie avait témoigné à son plan une faveur marquée. M. Genoux déclarait ce plan insuffisant « pour donner à la vie économique de la nation une activité ou une production beaucoup plus grande ». Il constatait, cependant, les succès déjà obtenus, mais les déclarait exceptionnels. Il dressait, lui aussi, sa carte de France : pas moins de 28 régions, dont une région Corse-Algérie (2).

(1) Lisez sans doute : « jusqu'à présent ». Mais le style parlementaire est ainsi fait.

(2) M. Clémentel rattachait la Corse, comme sous-région, à la Provence. Quant à l'Algérie, la loi lui faisait un devoir de l'abandonner au gouvernement général. Celui-ci, d'ailleurs, n'avait pas manqué de se renseigner auprès du Ministre du Commerce sur les principes et les modalités de la réforme, en annonçant l'intention d'en faire bénéficier l'Algérie.

Il n'était que temps d'éviter, par une manœuvre rapide, le risque d'un avortement. Le décret du 28 février laissait le champ libre. Seule, la routine administrative s'opposait encore à ce que l'on promulguât un règlement pour les régions déjà existantes, sans attendre, par goût de symétrie, que *toutes* les régions fussent constituées. Il fallait donc obtenir du Ministre, malgré les très graves occupations que lui procurait alors la Commission économique de la Conférence de la Paix, la signature décisive.

C'est ce qui fut fait, non sans peine, le 5 avril 1919.

2. La Formation des Régions économiques.

L'arrêté de ce jour (à l'*Officiel* du 7) « relatif à la création des groupements économiques régionaux » visait : 1^o les articles 18 et 24 de la loi du 19 avril 1898 ; 2^o la circulaire du 25 août 1917 ; 3^o les procès-verbaux des différentes réunions tenues par les Chambres de Commerce depuis avril 1918. Il ne statuait donc que pour les Compagnies dont l'adhésion avait été constatée, et qui étaient alors au nombre de 136 (sur 149 et, en y comprenant l'Alsace et la Lorraine, 152). Il autorisait ces Chambres à constituer 17 groupements économiques régionaux. Il énumérait les Chambres entrant dans la composition de chacun de ces groupements. Il signalait les Chambres « autorisées à adhérer également, en tant que besoin sera pour la défense de leurs intérêts particuliers », à un groupement voisin. Il annonçait un arrêté ultérieur qui déterminerait « les conditions de fonctionnement des groupements » ainsi constitués, et d'autres « arrêtés ultérieurs » qui fixeraient « la composition des groupements non mentionnés au présent arrêté ».

L'enfant était, administrativement parlant, assez mal bâti. Du moins était-il viable, et susceptible de développement. On lui fit un premier cadeau en transférant, le 6 avril (aussi à l'*Officiel* du 7), aux groupements régionaux les Comités consultatifs visés par le décret du 28 février.

On pouvait, désormais, songer à « l'organisation et au fonctionnement des Groupements économiques régionaux ». Ce fut l'œuvre de l'arrêté du 12 avril 1919 et de l'*Instruction* du même jour (tous deux à l'*Officiel* du 18).

L'arrêté, en 13 articles, comprenait trois titres : Organisation du Groupement régional, Attributions du Groupement régional, Administration financière. L'*Instruction* reproduisait les mêmes divisions, dont voici l'économie :

Chaque Groupement est constitué par les Chambres mentionnées par l'arrêté de constitution. Il a pour centre la Chambre désignée par cet

arrêté, mais peut occasionnellement tenir ses réunions dans une autre. Pour former le Comité régional qui administre le Groupement, chacune des Chambres adhérentes délèguera son président ou un remplaçant de ce président ; en outre, toute Chambre dont la circonscription comprend plus de 10.000 contribuables inscrits à la cédula de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux délèguera autant de mandataires supplémentaires qu'elle compte de fois 10.000 contribuables (1). On avait voulu par là : 1^o assurer à toutes les Chambres, sans exception, une équitable représentation de leurs intérêts ; 2^o empêcher une majorité de petites Chambres, mues par des passions de clocher, d'étouffer la voix des grandes Chambres, les plus capables d'envisager les intérêts régionaux et nationaux. Les membres, élus pour six ans, seraient renouvelables par tiers. Le bureau serait élu pour un an. Les préfets et sous-préfets auraient entrée au Comité, mais seulement avec voix consultative, de même qu'un haut fonctionnaire dont la création était prévue, l'« inspecteur spécial des régions économiques », qui aurait « pour mission d'assurer la coordination des efforts et la liaison permanente entre l'Administration centrale et les Groupements régionaux ».

De même que le « délégué » avait été la cheville ouvrière du Comité consultatif de 1915, le Comité régional de 1919 devait avoir pour organe d'action « un secrétaire-général de la Région économique ». Cette création, disons-le, n'avait pas été sans susciter, entre certaines Chambres ou groupements de Chambres et le Ministère, bien des difficultés ; quelques-unes de ces difficultés subsistent encore à l'heure présente. Les Chambres, très jalouses de leurs prérogatives, très désireuses de faire de la réforme régionale une œuvre de décentralisation et d'autonomie, voulaient désigner elles-mêmes, sous leur responsabilité, l'homme qui serait leur premier employé. Payé par elles, il devait être leur fonctionnaire, et non un fonctionnaire de l'Etat. De son côté, le Ministre estimait deux choses : dans certains cas, assurément exceptionnels mais qu'il fallait prévoir, il pouvait avoir, grâce à ses moyens d'information, à opposer au choix des groupements telles objections qui rendraient un candidat indésirable ; en droit, ce secrétaire-général ne pouvait remplir pleinement son rôle, notamment dans ses rapports avec les autres services publics, que s'il était accrédité auprès d'eux par le Ministre ; or celui-ci ne pouvait l'accréditer sans le connaître. Cette situation mixte de délégué du groupement régional et d'agent du pouvoir central commandait une solution complexe.

Le Ministre crut pouvoir offrir aux groupements une formule analogue au *nominavit nobis* du Concordat de 1801, séparant la désignation

(1) Toute fraction en plus d'une dizaine de mille, et dépassant 5.000, donne droit à un membre.

effective de l'investiture. C'est le Comité qui « nomme » le secrétaire-général ; mais « cette nomination est soumise à l'homologation du Ministre du Commerce, qui remet à ce secrétaire-général une lettre de service l'accréditant auprès des diverses administrations publiques ». Cette solution fut considérée comme acceptable par l'Assemblée des présidents des Chambres de Commerce et, sauf une exception notable (1), par les Groupements eux-mêmes. En fait, le système a fonctionné sans soulever de conflits.

Il importait, en déterminant la compétence des nouveaux groupements, de respecter la compétence légale des Chambres de Commerce, souveraines dans leurs circonscriptions. Les Groupements ne pouvaient donc s'occuper que de questions intéressant deux circonscriptions au moins, à peu près comme la loi sur l'*Interstate commerce* ne fait entrer dans la compétence de l'Union américaine que les questions intéressant au moins deux Etats. De même, si désirable qu'il eût été de créer des Groupements délibérant à la majorité, on ne pouvait, sans modifier la loi, forcer une Chambre récalcitrante à s'associer à une décision du Comité. Mais ce refus ne pouvait faire échec à cette décision que dans les limites de la circonscription intéressée : c'est-à-dire, si huit Chambres d'un Groupement de neuf décident de faire un canal, l'opposition de la première n'empêchera pas de creuser le canal, mais il ne passera pas dans sa circonscription.

Sous cette réserve, les Groupements, par extension des articles 14 et 22 de la loi du 9 avril 1898, sont « autorisés à fonder et à administrer » tous les établissements qui rentrent dans la compétence ordinaire des Chambres de Commerce agissant seules, et « tous établissements, organismes ou institutions qui, par leur objet, sont susceptibles de faciliter ou de développer le commerce ou l'industrie de la région économique ». L'*Instruction* précise : elle indique que les Groupements, outre des magasins, entrepôts, bureaux de condition, expositions, musées, écoles et cours, peuvent fonder « des offices de renseignements en matière de transports par eau et par voie ferrée, des offices régionaux de l'énergie, des offices de renseignements commerciaux, de statistique, d'expansion économique, des agences commerciales à l'étranger, des bibliothèques ou revues régionales », etc. Pour ces diverses créations les Groupements pourront se procurer des ressources dans les mêmes conditions que les Chambres elles-mêmes, notamment par des emprunts contractés dans les mêmes conditions que les Chambres de Commerce des ports maritimes. Enfin les Groupements peuvent, tout comme les Chambres, « devenir concessionnaires de travaux publics ou être chargés de services publics ».

(1) Celle de Lyon, qui fut très longtemps sans désarmer. Rouen aussi était d'abord hostile.

Ainsi un Groupement peut administrer un port, en louer l'outillage, exploiter une centrale électrique, une voie ferrée, un canal, un service de transports automobiles. L'*Instruction* spécifie même qu'il n'est pas nécessaire, pour que cette intervention soit recevable, qu'il y ait carence de l'initiative privée. En effet, « la gestion des Chambres de Commerce ou du Groupement qui est leur organe officiel, peut être considérée comme étant de nature à procurer, non seulement l'avantage du bon marché, mais encore toutes les garanties qui s'attachent au fonctionnement de services qui n'ont d'autre but que de défendre au mieux l'intérêt général ».

A ces Groupements, il fallait donner un budget. Le Ministre autorisera donc les Chambres de Commerce adhérentes à prélever sur leurs contribuables des centimes nécessaires pour couvrir leur contribution aux dépenses que nécessitera l'organisation de la région : personnel, locaux matériels, études, etc. Chaque année, le Comité fixera son budget, soumis à l'approbation du Ministre, et déterminera la part contributive de chaque Chambre. D'après le texte du 12 avril, cette part devait être fixée au prorata du nombre de contribuables de chaque circonscription. Une Chambre qui aura usé de la faculté d'adhérer à deux Groupements régionaux, ou à un Groupement régional et à la zone d'influence d'un port, « ne contribue au budget de chacun des deux Groupements qu'au prorata d'une partie seulement du montant total de ses patentes ».

Les arrêté et instruction du 12 avril devaient subir, après expérience, quelques modifications importantes, dont voici la suite chronologique :

A la suite d'une enquête menée en juin-juillet 1919 auprès des Chambres, l'arrêté du 18 août 1919, modifiant l'article 10 de celui du 12 avril, fixa comme base de la constitution de chaque Chambre non plus le nombre des patentés, mais le montant total des patentes, « comprenant le principal fictif et les centimes additionnels ».

Un arrêté du 10 février 1920 autorisa le rattachement de certaines Chambres aux Groupements de Bordeaux, Toulouse et Montpellier. Celui du 27 mars modifia la composition de la région parisienne. Celui du 21 mai visait les cas de Gap, de Digne et de Vienne, qui se rattachaient en seconde instance à Grenoble, et celui du Puy, rattaché de la même façon à Clermont.

Par l'arrêté et l'*Instruction* du 21 juin, le nouveau ministre, M. Isaac, innovait plus gravement. Estimant que l'arrêté du 12 avril 1919 ne donnait à la grande majorité des Chambres qu'un seul représentant, il en concluait « que le nombre total des membres des Comités régionaux est tout à fait insuffisant pour leur assurer un fonctionnement normal et leur donner toute l'autorité nécessaire ». Il décidait que chaque Chambre serait représentée au minimum par deux membres, son président et un

second délégué ; ensuite jouerait la règle relative aux 10.000 contribuables. Il est visible que cette mesure tendait à diminuer la prépondérance des Chambres importantes (1).

L'arrêté du 15 octobre 1920 constituait un dix-huitième groupe. Il n'avait pas été possible de briser les résistances de Besançon, qui aurait voulu constituer, sous le nom de région, un Groupement minuscule de trois Chambres de Commerce. De leur côté, les deux Chambres qu'elle avait sollicitées de s'associer à elle, Gray et Lons-le-Saunier, se déclaraient de plus en plus décidées à n'entrer que dans une région étendue, couvrant tout le bassin de la Saône. Avec Beaune, Chalon et Dijon, elles formèrent la région de Dijon, Besançon restant provisoirement dans son splendide isolement.

Ultérieurement, l'arrêté du 10 novembre 1920 a autorisé la Chambre de Brive, créée le 21 novembre 1919, à adhérer au Groupement de Bordeaux et, secondairement, à celui de Limoges ; celle de Brioude, créée le 25 février 1920, à adhérer au Groupement de Clermont ; celle du Tréport, rattachée au Groupement d'Amiens, à adhérer également à celui de Rouen. Le 21 février 1921 fut constitué le Groupement économique de Bourges, tandis qu'Orléans et Blois forment une sous-région de la région parisienne. Le 18 mai 1921, la Chambre de Commerce de Mâcon a quitté le Groupement de Lyon (en réalité non constitué à cette date) pour celui de Dijon.

Nous ne poursuivrons pas plus avant — il nous mènerait trop loin de la cessation des hostilités — cet exposé chronologique des mesures administratives. Revenons aux réalités de la vie.

3. *La mise en train du nouveau régime.*

La publication du décret du 28 février et de l'arrêté du 12 avril 1919 imposait au Ministre du Commerce une double tâche : organiser définitivement les dix-sept régions où le Groupement des Chambres de Commerce était un fait accompli ; rattacher à ces organismes régionaux les Comités consultatifs reconstitués dans des cadres géographiques nouveaux.

Un arrêté du 6 avril déterminait les conditions de rattachement. Les anciens Comités des régions militaires devenaient « les Comités consultatifs des régions économiques constituées par les Groupements des Chambres de Commerce ». Leur siège était fixé « auprès du Comité régional, à la Chambre de Commerce du chef-lieu de la région ». Ils conti-

(1) Du moins importantes comme nombre de patentés, ce qui, dans les régions de petit commerce et de petite industrie, peut ne pas correspondre à l'importance économique réelle.

naient à être présidés par le préfet du chef-lieu, mais les membres du Comité régional du Commerce entraient de droit dans le Comité consultatif ; par contre, les membres militaires disparaissaient, le délégué du Ministre de la Guerre étant remplacé par le secrétaire-général du Comité régional.

Il s'agissait donc de faire accepter par les anciens Comités une véritable *deminutio capitis*. D'organe consultatif du Ministère de la Guerre, le Comité devenait non pas un organe consultatif immédiat du Ministère du Commerce, mais bien l'Assemblée consultative du Comité régional des Chambres de Commerce. Pour établir cette situation nouvelle, et aussi pour régler sur place les questions de remaniement géographique, les délégués du Ministre du Commerce durent exécuter une nouvelle série de voyages dans les centres.

Ces voyages eurent lieu au cours du printemps et de l'été 1919. C'est ainsi que le Comité consultatif de Marseille fut constitué dès le 14 avril, celui de Clermont dès le 29. Le préfet du Puy-de-Dôme caractérisait la situation de ce corps en disant : « Le Comité consultatif d'action économique, réorganisé sur des bases nouvelles, va donc, en quelque sorte, devenir le Conseil technique de la XVII^e Région économique, qui sera, elle, l'organe d'exécution ». Et le délégué du Ministre, M. Allégret, déterminait comme suit la composition du Comité consultatif :

1^o Membres nommés : les préfets des départements intéressés, le recteur de l'Université, les maires des chefs-lieux départementaux, l'inspecteur divisionnaire du Travail, le directeur des Services agricoles, le directeur de l'Office du Placement, l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, celui des Mines, celui de la Navigation, le conservateur des Eaux et Forêts, l'inspecteur de l'Enseignement technique du département où se trouve le chef-lieu régional, le directeur régional des Postes et Télégraphes, des représentants des Compagnies de chemins de fer, « et tous autres fonctionnaires estimés utiles par le préfet et le Comité régional » ;

2^o Membres délégués par des groupements : le président et trois membres du Conseil général de chacun des départements de la région, trois membres de l'Université régionale, cinq délégués de l'Agriculture (sociétés d'agriculture, syndicats, coopératives), deux délégués de la Fédération des syndicats d'initiative de la Région, quatre délégués par département des syndicats ouvriers, deux des coopératives, quatre des syndicats patronaux.

Il ne faut pas croire que ce groupement très large de toutes les forces économiques ait été réalisé partout. Dans plus d'une région, les préjugés patronaux firent assez grise mine à la proposition d'introduction des syndicats ouvriers. De même, et pour d'autres raisons, en ce qui con-

cerne les coopératives. En août 1919, la Fédération nationale des Coopératives de consommation demanda que des délégués choisis par les coopératives dans chaque région fussent admis à participer aux travaux des Comités consultatifs. Le Ministre consulta, sur cette question, non les Comités eux-mêmes, mais les groupements régionaux des Chambres de Commerce. Est-ce pour cela que le Groupement d'Amiens semble n'avoir pas compris la question ? Confondant Comité consultatif et Comité régional, il fut unanime à repousser cette adjonction, « dans l'état actuel des choses », les Comités devant se composer exclusivement de « membres titulaires des Chambres de Commerce ». Caen se déclara défavorable pour une raison toute différente : les coopératives représentant des « intérêts opposés à ceux des commerçants » ; Rennes partagea la même opinion (à l'exception de la Chambre de Commerce de Morlaix) ; Grenoble déclara qu'il n'y avait pas lieu d'élargir la place des « industries et commerces se rapportant à la consommation », déjà très suffisamment représentés. Par contre Montpellier et Clermont se déclarèrent favorables. Marseille estimait « que le concours des sociétés dont il s'agit pourrait présenter un intérêt appréciable dans l'organisation régionale ». Limoges, avec plus de netteté encore, exprimait le souhait que les Fédérations régionales de Coopératives pussent se modeler sur les régions économiques.

Si nous sommes entrés dans le détail de cette consultation, c'est d'abord pour montrer les obstacles que les intérêts particuliers opposent à la conception du véritable régionalisme économique. C'est aussi pour faire comprendre que la composition, et par suite l'autorité réelle et l'activité du Comité consultatif, a été très variable suivant les régions.

D'une façon générale d'ailleurs, depuis avril 1919, le Comité consultatif a cessé d'être l'organe vraiment vivant de la région. Assemblée nombreuse, difficile à réunir, elle tient des séances assez rares. Tandis que le Comité régional des Chambres de Commerce « se réunit au moins tous les trois mois et, en outre, chaque fois qu'il sera convoqué par le Ministre ou son président », notamment à la demande du tiers de ses membres ; tandis qu'il est, dans l'intervalle des sessions, « représenté par une Commission permanente composée du bureau et, si le Comité le juge nécessaire, d'un certain nombre de membres adjoints au bureau », le Comité consultatif se réunit sur la convocation du préfet-président. Il n'a pas de Commission permanente distincte de celle du Comité régional. Il n'a pas de budget propre. Il ne peut que formuler des vœux transmis au Comité régional. C'est donc ce dernier qui est, en réalité, la pièce maîtresse de la Région économique. Le Comité consultatif rend plus ou moins de services suivant que, dans chaque région, le Comité régional désire plus ou moins le consulter.

4. *Le fonctionnement et les résultats du système.*

En se plaçant au milieu de 1921, on peut considérer l'organisation comme à peu près complète. Par une tendance d'esprit bien française, on a cru devoir numéroter les régions. Le Ministère, dans ses actes officiels, les avait simplement désignées par le nom de la ville chef-lieu, évitant ainsi la confusion possible avec le numérotage des régions militaires ; il voulait, en outre, tenir compte de ce fait qu'en raison de la formation successive des régions il était impossible de leur assigner un numéro d'ordre correspondant à leur position respective sur la carte. Mais l'habitude s'est dès à présent imposée, chez les intéressés, de désigner les régions dans l'ordre où elles figuraient à l'arrêté constitutif du 5 avril, en y ajoutant, dans l'ordre chronologique de leur création, les régions ultérieurement constituées. On aboutit ainsi au tableau suivant :

TABLEAU DES RÉGIONS ÉCONOMIQUES

I ^{re} Région : Lille	X ^e Région : Montpellier
II ^e » Amiens	XI ^e » Marseille
III ^e » Rouen	XII ^e » Grenoble
IV ^e » Caen	XIII ^e » Lyon
V ^e » Nantes	XIV ^e » Nancy
VI ^e » Rennes	XV ^e » Paris
VII ^e » Limoges	XVI ^e » Région parisienne
VIII ^e » Bordeaux	XVII ^e » Clermont-Ferrand
IX ^e » Toulouse	XVIII ^e » Dijon

Il importe de noter, à propos de ce tableau :

1^o que la Chambre de Commerce de Paris forme, en dehors du Groupement de la Région parisienne, un organisme autonome ; elle vit en marge du système ;

2^o que la XIII^e Région n'avait pu se constituer à la date choisie comme terme du présent travail. Lyon, ayant refusé d'accepter l'homologation de la nomination du secrétaire-général par le Ministre, avait préféré réaliser le régionalisme économique en faisant appel uniquement aux initiatives privées, suivant la formule de l'Association nationale d'Expansion économique. C'est l'Association agricole, industrielle et commerciale de la région lyonnaise (A. I. C. L.), section de l'Association nationale d'Expansion économique, qui tenait ici la place du Comité régional. Officiellement, le Ministère ne pouvait considérer cette association que comme un groupement indépendant, analogue aux autres asso-

ciations et syndicats. Il continuait donc à s'adresser isolément à chacune des Chambres de la région, au lieu de traiter directement avec un Comité régional. Par suite, les dispositions centrifuges que Saint-Etienne avait manifestées dès l'automne 1917 s'étaient réveillées avec plus d'ardeur, et cette Chambre de Commerce demandait à former une région ;

3^o la région de Dijon n'a pas encore absorbé Besançon dont la Chambre, comme le firent longtemps celles de la région lyonnaise, reste à l'état isolé ;

4^o il est question, devant la reprise de l'activité industrielle, de découper la très grande région de Nancy pour constituer une région champenoise, dont Reims et Troyes se disputent la direction ;

5^o le rattachement à la XVI^e Région d'une sous-Région du Val de Loire a eu pour suite la création d'une XIX^e région, celle de Bourges. La XX^e sera celle d'Alsace, qui absorbera Belfort, tandis que Metz ira à la XIV^e.

Sous réserve de ces modifications et de quelques rectifications de détail, l'organisation est complète. Plus complète que stable. On aurait tort de s'étonner et de s'inquiéter de cette instabilité relative. Le *Projet* de 1917 insistait déjà, à la suite de Vidal de la Blache, sur la relativité des divisions régionales. Dans une partie non publiée de ce projet, il était dit : « Toute notre géographie économique peut être à revoir d'ici à quelques années. Dans ces conditions on peut se demander s'il est prudent de fixer à nos divisions régionales des limites trop rigides. Ne convient-il pas de leur laisser assez de plasticité pour qu'elles puissent s'adapter aux conditions perpétuellement changeantes de la vie ? — L'idéal serait de constituer des régions aux limites perpétuellement variables. On observerait, au jour le jour, le mouvement même de la vie économique et c'est, pour ainsi dire, en suivant les palpitations de cette vie que l'on élargirait ou que l'on rétrécirait la région. » Si cette conception est administrativement impensable, du moins entrevoyait-on, dès lors, que des retouches seraient apportées au plan primitif, et c'est en partie pour rendre ces retouches possibles que l'on évitait de faire intervenir la loi. « Si donc l'œuvre accomplie aura nécessairement une valeur toute provisoire, elle sera facilement revisable ». Au reste, n'avait-on pas essayé de concilier, dans la mesure la plus large, le besoin de fixité et le besoin de souplesse en autorisant une même Chambre à faire partie de deux régions ?

En définitive, dès l'été de 1921, seize régions étaient en plein fonctionnement. Elles avaient, chose essentielle, désigné leurs secrétaires-généraux ; si bien que, le 24 juin 1921, ces secrétaires tenaient à Paris leur première réunion (1), conformément à une décision prise, le 23 mai

(1) Voy. les procès-verbaux de cette réunion dans les annexes de la brochure : *XI^e Région économique (Provence et Bas-Rhône). Réunion du Comité régional tenue à Toulon le 8 octobre 1921.*

précédent. par l'Assemblée des présidents de Chambres de Commerce. Le président de la VII^e Région qui, assisté de celui de la IX^e, présidait la séance, insistait sur l'utilité de cette « conférence dans laquelle les secrétaires-généraux pourront échanger leurs idées et se faire profiter mutuellement des expériences déjà faites par chacun d'eux ». Il exprimait l'avis que ces réunions pourraient se renouveler périodiquement si la nécessité s'en faisait sentir ».

A cette date, ces seize régions avaient leur budget. Toutes n'avaient évidemment pas compris de la même façon le rôle qu'elles devaient et pouvaient jouer, car il n'y avait pas de proportion entre l'importance réelle des régions et la somme qu'elles entendaient consacrer aux œuvres régionales. Pour Amiens, qui votait 14.500 francs, il est évident que le budget régional était un simple budget d'études, destiné presque exclusivement à faire vivre le secrétariat-général, d'ailleurs confondu avec celui de la Chambre de Commerce de la ville chef-lieu. De même à Nantes, avec 18.750. Le budget de Rouen (30.000 francs), où le secrétaire-général est distinct, n'avait pas un autre caractère.

Par contre, quand on voyait Clermont-Ferrand inscrire 90.000 francs, il ne pouvait s'agir que d'un budget de réalisations. Bordeaux avait 96.000 francs, de même que Lille.

A cette réunion, les secrétaires-généraux firent connaître les résultats déjà obtenus et les projets en cours. C'est en feuilletant leurs rapports que nous donnerons le plus clairement l'idée de l'activité régionale.

La I^{re} Région (Lille), malgré la lourde tâche des réparations, réorganisait, d'accord avec la II^e (Amiens), l'Office des Transports du Nord, émettait des bons de monnaie régionaux, créait une Agence régionale du Commerce extérieur ; elle envisageait la création d'une Ecole régionale de commerce, de Chambres de métiers, l'achèvement du canal du Nord, la mise à l'étude de celui du Nord-Est. La IV^e (Caen) étudiait le canal de la Loire à la Manche. La VII^e (Limoges) avait créé un laboratoire d'analyses commerciales et industrielles, s'occupait de l'aménagement des forces de la Haute-Dordogne et de la création des voies ferrées Suisse-Océan. La VIII^e, d'accord avec l'Université de Bordeaux, présentait une œuvre d'un intérêt hautement régional et national, l'Institut du Pin, et des études sur les ports de Bordeaux et de Bassens. La IX^e (Toulouse), auprès de laquelle fonctionne un Comité consultatif remarquablement organisé, a constitué, à l'instar de Marseille, un Office régional de l'énergie ; elle a, comme la X^e, son agence de Commerce extérieur ; elle veut créer un musée économique régional ; elle a sa revue : *La Région de Toulouse et des Pyrénées*. De la XI^e (Marseille), nous connaissons déjà l'Office de l'énergie. Elle a entrepris la publication d'un *Atlas statistique et économique* régional qui sera le modèle du genre. Elle s'occupe de l'amé-

nagement du Rhône, de la ligne Briançon-Oulx. Elle veut transformer en Institut régional l'Institut technique supérieur de la Chambre de Commerce de Marseille. La XII^e (Grenoble) a son Office de l'énergie, améliore les conditions de l'industrie touristique, étudie la voie ferrée Grenoble-Nice et pose la question de la navigation de l'Isère.

Il est à peine besoin de rappeler l'activité féconde de la XIV^e Région (Nancy) sur laquelle nous renseigne l'*Union économique de l'Est*, « le modèle, disait le rapporteur marseillais, des publications économiques régionales ». Organisation rationnelle des centrales électriques et jonction des réseaux entre eux ; création d'Instituts à l'Université de Nancy, notamment de l'Institut métallurgique et minier ; étude, en commun avec les Chambres d'Alsace et de Lorraine, des percées des Vosges et de l'aménagement du Rhin, voilà un simple aperçu de cette activité.

Elle n'est guère égalée que par celle de la XVII^e (Clermont) qui, dans une situation moins favorisée, a su créer, moyennant un emprunt de 750.000 francs (avec engagement de participation des Chambres adhérentes pour 50 ans), une Ecole régionale supérieure de Commerce, dont le budget propre se monte à 150.000 francs ; une banque populaire régionale, autonome, mais contrôlée par la région ; un musée régional d'échantillons ; des Chambres de métiers, etc. Elle a son édifice à elle, une caserne désaffectée ; elle a sa revue, *La Région du Centre*. Elle prépare un Office de l'Energie ; elle s'occupe, d'accord avec Limoges, des transversales Est-Ouest. La XVIII^e (Dijon) s'est occupée du canal de Montbéliard et du canal du Rhône au Rhin.

Tout n'est pas de même qualité dans ce tableau. Mais il est impossible de le parcourir sans être frappé de ce réveil des activités régionales. Bien des institutions conçues et parfois réalisées dans le cadre étroit des circonscriptions consulaires, deviennent réellement la chose d'une région. Les enquêtes sur les ressources économiques des régions, entreprises sur un plan uniforme, la création des Agences régionales du Commerce extérieur, des Offices de l'Énergie, des Chambres de métiers, suffisent à prouver que la nouvelle institution est susceptible d'un rendement utile. Qu'elle ne soit pas un obstacle à la solution des questions économiques d'un intérêt national, il suffit, pour s'en convaincre, de voir la place que tiennent, dans les préoccupations des régions, les problèmes interrégionaux de transport par terre et surtout de navigation intérieure. La latitude laissée aux Groupements de correspondre entre eux, et même de délibérer en commun, s'oppose au morcellement de l'activité nationale. Le régionalisme économique donnera plus de vie à nos provinces ; il ne compromettra nullement l'unité économique de la nation.

CONCLUSION

Nous nous en tiendrons à la date de juin 1921.

Voici comment, à cette date, on pouvait résumer l'évolution des problèmes du régionalisme économique :

Lorsqu'a éclaté la guerre de 1914, la question était depuis longtemps posée. L'opinion se répandait de plus en plus, et dans les partis les plus divers, que la France souffrait d'une centralisation excessive. Suite naturelle de son histoire, cette centralisation avait été rendue encore plus étroite par les institutions de l'an VIII, dont les diverses révolutions du XIX^e siècle n'avaient pas sérieusement atténué la rigueur.

La centralisation apparaissait particulièrement oppressive et stérilisante dans le domaine économique. Les conditions mêmes de la vie industrielle moderne, la nécessité de mettre en valeur les richesses de toutes nos provinces, la nécessité aussi de trouver sur place les ressources intellectuelles, techniques, financières, commerciales, indispensables à cette mise en valeur rendaient plus insupportable que jamais l'asservissement à un organisme central qui pliait sous le faix de ses attributions multiples. L'Etat moderne, en effet, n'est plus seulement un organisme politique et administratif ; par la force des choses, il intervient de plus en plus dans la vie économique de la nation. Mais les questions économiques exigent des solutions rapides et appropriées ; le pouvoir centra, surtout sous la forme parlementaire, travaille lentement, avec de perpétuels retards, sur un rythme irrégulier ; manquant par définition de compétence locale, il impose trop souvent à des espèces très différentes des solutions uniformes.

Si l'opinion s'irritait de plus en plus contre ce régime, c'est qu'il était de plus en plus en contradiction avec la réalité géographique. En effet, la géographie économique n'est pas une statique, c'est une dynamique. Or l'évolution industrielle et commerciale de la France depuis 1870, surtout depuis 1880-1890, se faisait dans ce sens : à côté d'un centre principal, et qui conserve une haute importance, apparaissaient des centres secondaires, d'une puissance chaque jour accrue. Certains d'entre eux, Lyon, Marseille, Nancy, Bordeaux, Grenoble, remplissaient déjà et aspiraient à remplir, chacun dans sa région, les fonctions direc-

trices. Les forces provinciales, au lieu d'être uniquement attirées par la capitale, tendaient à s'ordonner autour de ces nœuds de routes et de rapports, points de convergence des intérêts. La région, on l'a dit, naissait par son centre. Ainsi l'analyse géographique, mettant en lumière le fait régional, apportait à la théorie régionaliste le plus puissant des arguments. Dans une large mesure, on peut même dire que la théorie est née du fait.

A la veille de la guerre, c'est tout le problème régionaliste qui était posé dans son ensemble. Il ne paraissait point que la création de régions économiques pût s'envisager en dehors d'une refonte, sur la base régionale, de tout notre système administratif. Certains des promoteurs de la réforme allaient même plus loin et rêvaient de compléter cette réforme par une véritable révolution politique, la substitution au suffrage universel pur et simple, du moins dans les assemblées régionales, d'un suffrage par catégories professionnelles. Cette confusion entre deux programmes distincts avait l'avantage de passionner l'opinion, mais l'inconvénient aussi de dresser contre toutes les parties de la réforme la résistance des hommes attachés aux formes traditionnelles de la démocratie.

Vint la guerre. Il semblait qu'en exigeant la concentration de tous les efforts, la guerre allait briser net l'essor du régionalisme. C'est le contraire qui se produisit. Au fur et à mesure que la guerre revêtait l'aspect d'une entreprise industrielle, il apparaissait que cette entreprise ne pouvait réussir sans l'utilisation rationnelle des ressources locales. Or l'expérience des dernières années prouvait que la mise en valeur de ces ressources ne pouvait se réaliser pleinement que sur place, en faisant appel à des organismes régionaux. C'est ainsi que, dans le cadre, d'ailleurs assez mal approprié, des régions militaires, furent créés les Comités consultatifs d'Action économique.

Nous l'avons dit : tous les Comités n'ont pas rempli leur tâche d'une façon également brillante. Quelques-uns la remplirent pleinement. Dans l'ensemble, leur activité fut féconde. En accroissant la capacité de résistance et le rendement utile du pays, ils ont efficacement collaboré à la Défense nationale. Comme leur rôle avait été, tout en satisfaisant aux besoins de la nation en armes, de préparer le retour à l'activité normale on se demanda s'il ne serait pas sage de conserver pendant la paix ces corps qui avaient si bien fonctionné pendant la guerre.

En somme, les Comités avaient été une leçon de choses. Ils furent pour beaucoup dans le renouveau des thèses régionalistes durant les dernières années de la guerre. Cette fois encore, dans les ligues et sur le terrain parlementaire, c'est tout le problème que l'on voulut aborder d'un coup. Le régionalisme économique se trouvait ainsi noyé dans le régio-

nalisme tout court. Et comme la question touche à l'ensemble de nos institutions administratives et même politiques, les chances d'aboutir étaient très faibles.

Mais, parallèlement à cette action bruyante, le Ministre du Commerce en menait une autre, discrète, modeste, effective. Faisant sortir d'une loi existante tout ce qu'elle contenait, et jusqu'aux virtualités qu'y avaient déposées ses auteurs, remplaçant la contrainte administrative par l'appel au consentement des intéressés, il réalisait les Groupements régionaux des Chambres de Commerce, première étape vers la création de régions économiques. Héritier des Comités consultatifs d'Action économique, il a déjà pu donner à ces régions plus de réalité.

Telles qu'elles sont, les régions économiques ont déjà réussi à vivre. Comme naguère les Comités, toutes ne vivent pas d'une vie également intense. Quelques-unes sont devenues très vite des organismes actifs et puissants. Elles se sont imposées d'abord à leurs membres, les Chambres de Commerce, qui prennent l'habitude de renvoyer à la région tout ce qui dépasse leur compétence immédiate, mais aussi aux Services publics autres que ceux du Commerce. Sans tapage, la réforme de 1917-1919 a fait naître en France une vingtaine d'organismes nouveaux, et qui travaillent. Elle a ainsi accru la force de production de la nation.

Quand on reprendra l'étude de la réforme administrative sur la base régionale, il sera impossible de faire abstraction de ce fait vivant : les Régions économiques du Ministère du Commerce (1).

(1) Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à *Enquiry into economic regionalism in France*, par M. Huntly CARTER (*Sociological Review*, nov. 1919, p. 120-135). P. 122, § 6, 3^e ligne, supprimer les mots : *of the valley*; p. 123, deuxième alinéa, ponctuer ainsi : « activities, at Nancy an Institute of Mineralogy and Metallurgy, at Caen... » Dans le dernier alinéa de cette page, au lieu de : *warriors*, lire : *barriers*. P. 124, ligne 6, remplacer *enemies* par *foreigners*. Nous renverrons aussi à : *Les Régions de France et leurs produits* (dans *Annuaire France-Amérique*, 1921-22).

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Nous avons réuni ci-dessous, en une sorte de spicilège, des documents d'origines diverses : décrets, circulaires ministérielles, instructions, rapports, procès-verbaux des séances de quelques Comités ou sous-Comités, etc. En raison de leur variété même, ces documents nous paraissent donner une idée assez exacte de l'effort poursuivi par les Comités, la section technique et les délégués pour maintenir l'activité économique.

I

DÉCRET RELATIF A LA CRÉATION ET AU FONCTIONNEMENT DES COMITÉS CONSULTATIFS D'ACTION ÉCONOMIQUE

(Inséré à l'Officiel du 31 octobre 1915.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil des Ministres et du Ministre de la Guerre ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué pour la durée de la guerre, dans chaque région de corps d'armée de la zone de l'intérieur, un Comité consultatif d'action économique.

Le siège du Comité est fixé au chef-lieu de la région. Il peut exceptionnellement être transféré dans une autre ville par arrêté ministériel.

ARTICLE 2. — Le Comité a pour mission de rechercher les mesures propres à maintenir et à développer l'activité agricole, industrielle et commerciale de la région, notamment par l'emploi rationnel de la main-d'œuvre civile et militaire, et par l'utilisation des ressources locales ; il provoque l'exécution de ces mesures. A cet effet, il soumet, le cas échéant, au Ministre de la Guerre (Sous-Secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance) toutes propositions qui lui paraissent justifiées.

Toutes dispositions générales relatives à l'emploi de la main-d'œuvre des militaires mobilisés sont obligatoirement présentées à l'approbation du Ministre

ARTICLE 3. — Le Comité est composé ainsi qu'il suit :

- 1^o Le préfet du département où siège le Comité, président ;
- 2^o L'intendant militaire, directeur du service de l'intendance de la région ;
- 3^o Un officier de l'état-major de la région, désigné par le général commandant la région ;
- 4^o Un inspecteur départemental du travail ;
- 5^o Le directeur des services agricoles du département où siège le Comité ;
- 6^o Un président de Commission de ravitaillement ;
- 7^o Le trésorier-payeur général du département où siège le Comité ;
- 8^o Deux représentants du commerce, de l'industrie et de l'agriculture par département compris dans la région, et choisis parmi les membres des Chambres de Commerce, des Chambres consultatives des Arts et Manufactures, des sociétés et associations d'agriculture et des syndicats professionnels ou agricoles ;
- 9^o Un officier ou fonctionnaire désigné par le Ministre de la Guerre.

Les membres du Comité sont nommés par le Ministre de la Guerre, sur la proposition du Sous-Secrétaire d'Etat du ravitaillement et de l'intendance militaire.

ARTICLE 4. — L'officier ou fonctionnaire désigné par le Ministre assure la liaison entre le Comité et l'Administration centrale de la Guerre, ainsi qu'avec les diverses autorités intéressées ; il rend compte au Ministre (Sous-Secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance) de l'exécution des mesures prescrites à la suite des délibérations du Comité.

ARTICLE 5. — Le Comité fonctionne sous l'autorité directe du Ministre (Sous-Secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance).

ARTICLE 6. — Une instruction du Ministre de la Guerre réglera les détails d'application du présent décret et déterminera les conditions dans lesquelles pourront être éventuellement créés des sous-Comités départementaux.

ARTICLE 7. — Le Ministre de la Guerre est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 25 octobre 1915.

Signé : POINCARÉ

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil des Ministres :

Signé : René VIVIANI.

Le Ministre de la Guerre :

Signé : A. MILLERAND

II

LE MINISTRE DE LA GUERRE,

Vu le décret du 25 octobre 1915 (article premier) ;

Sur la proposition du Sous-Secrétaire du ravitaillement et de l'intendance militaire,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le siège du Comité consultatif d'action économique de la 8^e région est fixé à Dijon.

ARTICLE 2. — Le Sous-Secrétaire d'Etat du ravitaillement et de l'intendance militaire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 3 décembre 1915.

Signé : GALLIÉNI

(Inséré au Journal Officiel du 5 décembre 1915.)

III

INSTRUCTION PORTANT ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES COMITÉS CONSULTATIFS D'ACTION ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

Observations générales.

L'état de guerre et l'occupation par l'ennemi de la région la plus industrielle de la France ont pour conséquence de modifier les manifestations de la vie économique du pays.

La première des préoccupations doit être de fournir à la nation armée les moyens d'action qui lui sont nécessaires, de constituer et d'entretenir les approvisionnements de toute nature indispensables à la satisfaction de ses besoins.

L'Administration de la Guerre est devenue le principal consommateur des produits et denrées nationaux. Non seulement elle absorbe la production normale de certaines industries, comme l'industrie métallurgique, celle des tissus et des cuirs, mais encore elle a dû intensifier cette production pour répondre à des nécessités sans cesse croissantes. Sous son action, d'autres industries, comme l'industrie chimique, ont pris un développement qu'elles n'avaient pas encore atteint. Seules, les industries ne travaillant pas pour la guerre sont totalement paralysées.

En même temps, le Département de la Guerre doit garder la haute main sur les transports par chemins de fer et sur le mouvement des ports, si intéressants pour le commerce, par suite de l'obligation de faire face avant tout aux nécessités d'ordre militaire. La préoccupation de conserver sur le territoire les ressources destinées aux armées et d'empêcher l'approvisionnement de l'ennemi, amène également son intervention prépondérante dans toutes les questions d'exportation.

Il en résulte qu'aucun des problèmes d'ordre économique qui se posent à l'heure actuelle n'est indifférent au Département de la Guerre et que seuls pourraient être résolus sans son intervention les problèmes intéressant les industries ne travaillant pas pour la guerre.

D'un autre côté, la mobilisation générale a incorporé dans l'armée toutes les forces vives de la nation, enlevées ainsi à leurs travaux habituels. S'il est indispensable que ces forces soient avant tout appliquées à la défense mili-

taire, il n'est pas moins essentiel que celles qui se trouvent momentanément disponibles soient employées aux tâches qui intéressent la résistance du pays. L'autorité militaire peut, seule, prendre à cet effet les mesures nécessaires,

Indépendamment des ouvriers non mobilisés ou des réfugiés qui devront être utilisés, de la main-d'œuvre féminine qui devra, partout où cela sera possible, être employée, de la main-d'œuvre étrangère ou coloniale qui devra être importée, l'utilisation plus intensive de la main-d'œuvre fournie par les hommes des dépôts, à titre temporaire s'il s'agit d'hommes du service armé destinés à retourner au front, à plus longue échéance s'il s'agit d'auxiliaires, peut et doit être pratiquée.

Toutefois, ces résultats ne peuvent être atteints que par une coopération étroite des différents départements ministériels qui, seuls, peuvent prendre en parfaite connaissance de cause les décisions d'ordre général. D'autre part, l'examen des moyens les plus propres à maintenir et à stimuler la production nationale comme à lui fournir en matières premières, en outillage et en main-d'œuvre, les moyens d'action qui lui manquent, ne peut être centralisé.

Les organismes locaux, au courant des besoins comme des capacités de production des circonscriptions régionales auxquelles ils seraient rattachés, peuvent utilement rechercher et, le cas échéant, proposer aux Pouvoirs publics les mesures nécessaires.

Ce triple rôle d'information, de coordination et, le cas échéant, de mise en œuvre de toutes les forces économiques de la nation, sera rempli par les Comités consultatifs d'Action économique créés par le Décret du 25 octobre 1915.

Leur rôle est nettement défini par le décret lui-même : ils ont pour mission de rechercher les mesures propres à maintenir et à développer l'activité agricole, industrielle et commerciale de la région ; ils soumettent, à cet effet, au Ministre de la Guerre, toutes propositions qui leur paraissent justifiées.

Plus spécialement :

1^o En se plaçant à un point de vue général, les questions de transport, d'importation, d'exportation devront retenir l'attention des Comités ; c'est à eux de signaler toutes les facilités quelconques qui peuvent être données au commerce, à l'industrie et à l'agriculture. Ils auront, notamment, à se préoccuper des dispositions à prendre pour relever la production française à un niveau normal ;

2^o Au point de vue local, ils examineront également les diverses branches de l'industrie de la région ; ils rechercheront les causes qui modifient leur fonctionnement normal, et indiqueront les mesures qu'il y aurait lieu d'adopter pour remettre en activité les usines en chômage ou intensifier la production de celles qui sont ouvertes.

De même, ils devront, au point de vue agricole, s'assurer que les terres sont cultivées et préconiser toutes les mesures à prendre pour assurer les divers travaux agricoles en temps utile.

Les Comités devront rechercher également si, par une meilleure répartition des sursis d'appel accordés dans la région, il ne serait pas possible d'obtenir une production économique plus intense.

L'utilisation rationnelle des ressources locales devra être envisagée ainsi que celles des matières premières qui se trouvent dans la région.

Les Comités devront également préconiser toutes les mesures à prendre pour parer à l'augmentation du prix des denrées et pour concilier les intérêts du producteur et du consommateur ;

3^o Enfin, les Comités consultatifs devront renseigner l'Administration de la Guerre sur les ressources de toute nature des régions correspondantes et chercher à faciliter ainsi le ravitaillement des armées.

Il va de soi que ces diverses fonctions, exceptionnellement dévolues par l'état des hostilités au Département de la Guerre, ne seront pas exercées sans une entente continue avec les Départements de l'Agriculture, du Commerce et du Travail.

Le Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance restera donc constamment en liaison avec ces trois départements, ceux-ci pouvant saisir directement les Comités et être saisis directement par eux des questions les intéressant spécialement.

Enfin, le Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance ne voulant pas s'arroger, au point de vue agricole, commercial ou du travail, d'autres attributions que celles que l'état de guerre lui impose provisoirement et jusqu'à la paix, tiendra la main à ce que les Comités régionaux ne se saisissent que des questions économiques qui se trouvent ressortir momentanément au Département de la Guerre en même temps qu'aux trois départements ministériels précités. De plus, tous pouvoirs sont conférés aux préfets-présidents pour délimiter ainsi la fonction des Comités régionaux.

CHAPITRE II

Des Comités consultatifs d'Action économique.

ARTICLE PREMIER. — Les Comités consultatifs d'Action économique recherchent toutes les mesures d'intérêt général ainsi que celles qui intéressent l'ensemble de la région et qui sont de nature à développer l'activité agricole, industrielle et commerciale de la région.

ARTICLE 2. — Chaque Comité se réunit sur la convocation de son président ; celui-ci le convoque toutes les fois qu'il le juge utile. Il nomme un vice-président et un secrétaire.

« Le président peut, exceptionnellement, appeler à siéger au Comité régional les fonctionnaires ou toutes autres personnalités de la région dont la présence lui paraîtrait nécessaire à raison de leur compétence pour l'examen de questions déterminées. » (1)

ARTICLE 3. — Le Comité délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises :

1^o Par le Ministre de la Guerre (Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance) ;

2^o Par les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de l'Agriculture et du Travail qui saisissent le Comité par l'intermédiaire soit du Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance, soit du préfet, son président ;

3^o Par son président ;

4^o Par les sous-Comités départementaux ;

5^o Par l'un quelconque de ses membres.

Toutefois, le président aura le droit de s'opposer à la discussion de toute question qui lui paraîtrait porter sur un objet étranger aux attributions du

(1) Addition du 30 janvier 1915 (*Journal Officiel*).

Comité ou aller au delà des interventions nécessaires du Département de la Guerre dans les éléments de la vie civile qui lui sont momentanément subordonnés.

ARTICLE 4. — Les propositions du Comité sont transmises au Ministre de la Guerre (Sous-Secrétariat d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance).

Toutefois, en ce qui concerne les questions d'intérêt régional, si le préfet, l'intendant militaire, l'officier d'état-major ou les fonctionnaires appelés à faire partie du Comité estiment, chacun en ce qui le concerne, qu'ils peuvent pourvoir à l'exécution des délibérations du Comité, ils doivent prendre personnellement ou provoquer de la part de l'autorité dont ils relèvent les mesures d'exécution.

Il en est rendu compte au Ministre.

ARTICLE 5. — En cas d'urgence, le bureau du Comité peut délibérer valablement, à charge d'en rendre compte au Comité dans sa plus prochaine séance. Le bureau peut appeler à délibérer avec lui les fonctionnaires prévus à l'article 3 du Décret du 25 octobre 1915, dont la présence lui paraît utile.

Dispositions spéciales.

ARTICLE 6 (1). — La composition du Comité consultatif d'Action économique du camp retranché de Paris est fixée par le Ministre de la Guerre (Sous-Secrétariat d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance).

ARTICLE 7. — Lorsqu'un département se trouve partagé entre deux régions de corps d'armée, un arrêté du Ministre de la Guerre le rattache à l'une de ces régions. En ce cas, le commandant de la région de rattachement s'entend directement avec le commandant de l'autre région pour assurer, de concert avec lui, l'exécution des mesures d'ordre militaire.

CHAPITRE III

Des sous-Comités départementaux.

ARTICLE 8. — Il est constitué, au chef-lieu de chaque département, un sous-Comité départemental ayant dans ses attributions les questions qui intéressent plus spécialement ce département.

ARTICLE 9. — Le sous-Comité est composé ainsi qu'il suit :

Le préfet du département, président ;

Un officier général ou son délégué désigné par le commandant de la région (2) ;

Le président du Conseil général ;

Le directeur des Services agricoles du département ;

Les six représentants de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture du département ;

L'officier ou fonctionnaire désigné par le Ministre de la Guerre chargé d'assurer la liaison entre le Comité et l'Administration centrale de la Guerre

(1) Nouvelle rédaction (*Journal Officiel* des 2 et 3 janvier 1916.)

(2) Addition du 28 décembre 1915 (*Journal Officiel*).

(article 4 du Décret du 25 octobre 1915) qui fait partie de tous les sous-Comités départementaux de la région.

Le président peut appeler à siéger au sous-Comité les fonctionnaires ou toutes autres personnalités du département dont la présence lui paraît nécessaire à raison de leur compétence pour l'examen de questions déterminées.

ARTICLE 10. — Toutes les règles relatives au fonctionnement des Comités régionaux sont applicables aux sous-Comités départementaux.

ARTICLE 11. — Les sous-Comités départementaux correspondent avec le Comité consultatif d'Action économique de leur région.

Paris, le 3 décembre 1915 (1).

Le Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance
J. THIERRY

IV

MINISTÈRE DE LA GUERRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOUS-SECÉTARIAT D'ÉTAT
DU RAVITAILLEMENT ET DE L'INTENDANCE

Section économique

N° 690

Paris, le 25 décembre 1915

CIRCULAIRE AUX PRÉSIDENTS DES COMITÉS ET SOUS-COMITÉS CONSULTATIFS D'ACTION ECONOMIQUE

Le Décret du 25 octobre et l'Instruction générale du 3 décembre ont indiqué le but et réglé le fonctionnement des Comités et sous-Comités consultatifs d'Action économique ; d'autre part, la Circulaire du 4 décembre 1915 a fusionné les Commissions mixtes créées par la Circulaire du Ministre du Travail, en date du 5 février 1915, et les sous-Comités départementaux.

Au moment où ces Comités et sous-Comités vont commencer leurs travaux, il paraît utile de leur fournir quelques précisions complémentaires sur la nature de ceux-ci.

Missions et relations des Comités et sous-Comités.

Dans les circonstances exceptionnelles que nous traversons, les Pouvoirs publics ont à se préoccuper :

- 1° D'adapter la vie économique du pays aux circonstances créées par l'état de guerre ;
- 2° De faire en sorte qu'au lendemain de la cessation des hostilités le pays

(1) Inséré au *Journal Officiel* du 5 décembre 1915.

puisse revenir le plus rapidement possible à sa vie normale, et de préparer son expansion économique.

Pour permettre la réalisation de ce double but, il importe que le Gouvernement soit renseigné aussi exactement que possible sur la situation et les besoins des différentes régions.

Les Comités et sous-Comités ont pour mission essentielle de lui fournir ces renseignements.

Afin d'obtenir une meilleure coordination des efforts et une action plus prompte et plus efficace, il est nécessaire que ces renseignements et les propositions qui en découleront viennent se centraliser aux points où peuvent être prises les décisions, c'est-à-dire aux chefs-lieux de région de corps d'armée et à l'Administration centrale de la Guerre.

Quant aux relations réciproques des Comités et sous-Comités, on peut les définir en disant que ceux-ci ont à jouer vis-à-vis des premiers le même rôle que les Comités vis-à-vis du Ministre.

Ils leur fourniront les éléments d'appréciation et leur adresseront des propositions.

Après étude par les Comités, si les solutions proposées sont admises et peuvent être appliquées par les autorités régionales, celles-ci devront prendre immédiatement les mesures nécessaires, dans la limite de leurs pouvoirs et des instructions qu'elles auront reçues.

Si les décisions à prendre excèdent la compétence des autorités régionales, les propositions seront envoyées, sans retard, au Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance, et les Comités seront avisés de la suite qu'elles auront reçue (1).

En principe, il ne doit pas y avoir de correspondance directe entre les sous-Comités et l'Administration centrale de la Guerre (2). Cette correspondance directe aurait pour effet d'amener une centralisation excessive et de retarder des solutions qu'il est de la plus haute importance d'obtenir aussi rapidement que possible. De même les Comités régionaux ne peuvent correspondre entre eux.

Méthode de travail.

En ce qui concerne leur méthode de travail, les Comités et sous-Comités ne perdront pas de vue qu'ils doivent rester uniquement sur le terrain économique et qu'ils n'ont pas à faire une œuvre critique pour laquelle, du reste, les éléments d'appréciation leur manqueraient le plus souvent. Bien des mesures sont inspirées ou parfois même imposées par des nécessités d'ordre supérieur et, si préjudiciables que soient leurs conséquences pour les intérêts locaux ou particuliers, ces conséquences sont inévitables. Le Gouvernement responsable est seul à même d'apprécier l'opportunité de telles mesures et le Parlement a seul qualité pour lui demander à ce sujet les explications qu'il juge convenable.

Les Comités et sous-Comités ont à étudier, dans la circonscription déli-

(1) La correspondance destinée au Sous-Secrétaire d'Etat lui sera adressée sous le timbre « Sous-Secrétariat d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance, Section économique ».

(2) Disposition modifiée par une Instruction en date du 23 février 1917, qui a donné aux sous-Comités le droit de correspondre directement avec le Ministre.

mitée où ils fonctionnent, les conséquences de l'état de guerre et les mesures dont l'adoption leur semblerait utile pour remédier à des situations locales qu'ils sont tout particulièrement à même de connaître et d'apprécier. Ils doivent se garder de généralisations qui ne répondraient peut-être pas à la situation d'autres régions.

C'est à l'Administration centrale de la Guerre, où viendront aboutir leurs rapports et leurs propositions, qu'il appartiendra, d'accord avec les Ministères intéressés, d'en tirer le parti convenable dans la recherche de dispositions satisfaisantes pour les intérêts généraux du pays.

En limitant ainsi la portée de leurs travaux, les Comités et sous-Comités auront la certitude de faire immédiatement œuvre utile. Ils doivent se pénétrer de cette idée qu'en ce moment il faut, avant tout, aboutir. Ils s'attacheront, par conséquent, à présenter des solutions pratiques, basées sur des données précises et se prêtant aux réalisations rapides.

Programme de travaux.

On ne saurait évidemment se proposer de leur tracer un programme uniforme de travaux. La nature des questions à étudier, leur importance relative, leur ordre d'urgence diffèrent d'une région à l'autre et c'est à chaque Comité qu'il appartient de dresser son propre programme.

Il semble, toutefois, qu'il ne puisse le faire judicieusement qu'en s'appuyant sur un exposé d'ensemble de la situation de chacun des départements de la région, au triple point de vue industriel, commercial et agricole.

Il conviendra donc que chacun des sous-Comités départementaux établisse dans ce but, immédiatement et le plus rapidement possible, un rapport succinct comportant un simple exposé des faits constatés et des causes qui peuvent leur être attribuées (1).

Ces rapports seront transmis aux Comités régionaux qui, en les fusionnant, y trouveront les éléments du programme de leurs travaux. Ce programme, une fois arrêté, sera communiqué au Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance, pour éviter que celui-ci ne prescrive l'étude de questions qui y seront déjà portées. Les Comités aborderont ensuite les diverses parties de leur programme, en recherchant, pour chacune d'elles, dans quelle mesure et par quels moyens l'autorité militaire peut pratiquement intervenir pour résoudre les questions qui y figurent.

Mais il est également essentiel que les Ministres intéressés puissent prendre une vue d'ensemble de la situation générale telle qu'elle ressortira des rapports établis par les sous-Comités.

Ils peuvent, en effet, y trouver de précieuses indications sur les mesures qui s'imposeraient immédiatement ou sur celles dont ils jugeraient utile de prescrire l'étude aux Comités régionaux au point de vue de leur adoption ou de leur modalité d'application.

En conséquence, dès que les Comités régionaux auront reçu les rapports des sous-Comités départementaux, ils adresseront un exemplaire de chacun d'eux au Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance. Ils

(1) En vue de faciliter l'utilisation de ces rapports, il y aurait avantage à ce qu'ils fussent présentés en fascicules distincts dont chacun correspondrait à un seul ordre d'idées.

y joindront les explications ou renseignements complémentaires qu'ils jugeront utiles de donner sur des questions se rapportant à l'ensemble de la région.

Il va de soi que les indications qui précèdent n'ont trait qu'à la mise en marche des Comités et sous-Comités.

La situation telle qu'elle se présentera au début de leur fonctionnement est appelée à se modifier, de nouvelles questions surgiront, des solutions précédemment adoptées devront être amendées.

Il leur appartiendra d'apporter successivement à leur programme initial les modifications ou compléments qui leur paraîtront s'imposer.

D'autre part, le pouvoir central indiquera aux Comités les questions dont il estimera utile de leur prescrire l'étude.

Organisation intérieure des Comités et sous-Comités.

Il appartient aux présidents des Comités et sous-Comités d'en régler l'organisation intérieure de façon à assurer l'exécution rapide de leurs travaux.

Il n'a pas paru utile de viser cette organisation dans le Décret du 25 octobre ni dans l'Instruction du 3 décembre.

En particulier, il n'a pas été désigné de rapporteur général parce qu'il a semblé plus avantageux que, suivant la nature des questions, le président désigne comme rapporteur un membre du Comité ou sous-Comité plus particulièrement indiqué par sa compétence spéciale.

Chaque président dispose, d'ailleurs, à ce sujet, d'une entière liberté d'action et il lui est loisible, s'il le juge préférable, de désigner un rapporteur général.

De même, il aura toute latitude pour constituer comme il l'entendra le secrétaire du Comité.

Les fonctions de membres des Comités et sous-Comités ne comportent ni allocation ni frais de déplacement. le Gouvernement, dans les circonstances actuelles, faisant appel au patriotisme de chacun des membres désignés et étant sûr qu'ils accepteront cette charge dans l'intérêt général du développement économique de la région qu'ils représentent.

J. THIERRY

V

LISTE DES COMITÉS ET SOUS-COMITÉS

Les Comités et sous-Comités constitués dans la zone de l'intérieur sont indiqués dans le tableau ci-après :

Comité de la III^e Région, à Rouen ; sous-Comités du Calvados, de l'Eure et de la Seine-Inférieure.

Comité de la IV^e Région, au Mans ; sous-Comités de la Mayenne, de la Sarthe, d'Eure-et-Loir.

Comité de la V^e Région, à Orléans ; sous-Comités du Loiret, de Loir-et-Cher, de Seine-et-Marne, de l'Yonne.

Comité de la VII^e Région, à Besançon ; sous-Comités de l'Ain, du Doubs, du Jura, de la Haute-Saône, du territoire de Belfort.

Comité de la VIII^e Région, à Dijon ; sous-Comités du Cher, de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de Saône-et-Loire.

Comité de la IX^e Région, à Tours ; sous-Comités de Maine-et-Loire, d'Indre-et-Loire, de l'Indre, des Deux-Sèvres, de la Vienne.

Comité de la X^e Région, à Rennes ; sous-Comités des Côtes-du-Nord, de la Manche, d'Ille-et-Vilaine.

Comité de la XI^e Région, à Nantes ; sous-Comités de la Loire-Inférieure, du Morbihan, de la Vendée, du Finistère.

Comité de la XII^e Région, à Limoges ; sous-Comités de la Charente, de la Corrèze, de la Creuse, de la Dordogne, de la Haute-Vienne.

Comité de la XIII^e Région, à Clermont-Ferrand ; sous-Comités de l'Allier, de la Loire, du Puy-de-Dôme, de la Haute-Loire, du Cantal.

Comité de la XIV^e Région, à Lyon ; sous-Comités des Hautes-Alpes, de la Drôme, de l'Isère, de la Savoie, de la Haute-Savoie, du Rhône.

Comité de la XV^e Région, à Marseille ; sous-Comités des Basses-Alpes, des Alpes-Maritimes, de l'Ardèche, des Bouches-du-Rhône, de la Corse, du Gard, du Var, du Vaucluse.

Comité de la XVI^e Région, à Montpellier ; sous-Comités de l'Aude, de l'Aveyron, de l'Hérault, de la Lozère, du Tarn, des Pyrénées-Orientales.

Comité de la XVII^e Région, à Toulouse ; sous-Comités de l'Ariège, de la Haute-Garonne, du Gers, du Lot, de Lot-et-Garonne, de Tarn-et-Garonne.

Comité de la XVIII^e Région, à Bordeaux ; sous-Comités de la Charente-Inférieure, de la Gironde, des Landes, des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées.

Il n'a pas été constitué de Comité pour le Gouvernement militaire de Paris ni pour le département de la Seine.

Le sous-Comité de Seine-et-Oise n'a donc pu être rattaché à aucun Comité régional.

VI

COMITÉ CONSULTATIF D'ACTION ÉCONOMIQUE DE LA XIV^e RÉGION

PROCÈS-VERBAL D'INSTALLATION

L'an mil neuf cent seize, et le huit janvier, à dix heures du matin,

Le Comité consultatif d'action économique de la XIV^e région, sur a convocation de M. le préfet du Rhône, son président, s'est réuni à Lyon en la salle des séances du Conseil général du département, à l'Hôtel de la Préfecture.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance ouvre a séance en faisant donner lecture du Décret du 25 octobre 1915, instituant es Comités régionaux consultatifs d'Action économique, de l'arrêté minis

tériel du 3 décembre suivant fixant à Lyon le siège du Comité de la XIV^e Région, ainsi que la liste des personnes désignées par M. le Ministre de la Guerre pour faire partie de ce Comité. Ces lectures faites, il déclare le Comité constitué et installé dans ses fonctions. Il prend ensuite la parole pour exposer les raisons qui ont provoqué la création des Comités consultatifs d'Action économique et préciser le rôle qu'ils doivent jouer dans les circonstances actuelles. La guerre, en se prolongeant au delà de toutes les prévisions et en attirant à elle toutes les forces vives et toutes les ressources de la nation, a mis l'agriculture, le commerce et l'industrie dans une situation critique. Malgré les efforts, la production nationale a été et est encore inférieure aux besoins sans cesse croissants de l'armée, devenue le principal consommateur. Dans l'intérêt de la défense du pays, aussi bien que dans celui de sa prospérité future, il est nécessaire d'organiser fortement, de maintenir et de développer par tous les moyens possibles l'activité agricole, commerciale et industrielle à l'intérieur de la France, de façon à restreindre de plus en plus les importations qui, en faisant sortir notre or, diminuent sans profit notre richesse métallique.

Le problème posé est vaste et complexe : les autorités militaires et civiles doivent se concerter pour le résoudre. La question n'avait pas été envisagée avant la guerre parce qu'on ne pouvait pas supposer que les hostilités seraient susceptibles de durer aussi longtemps. Mais aujourd'hui il n'est plus possible de se désintéresser de la situation intérieure, qui est étroitement liée à la situation militaire. C'est pourquoi le Gouvernement a eu l'idée de créer des Comités régionaux ayant pour mission non seulement de fournir des avis sur les mesures à prendre pour faciliter la reprise des affaires, mais encore de traiter directement et de solutionner immédiatement sur place certaines difficultés telles, par exemple, que celles qui se sont parfois produites par suite de la pénurie du charbon, des moyens de transport et de la main-d'œuvre. Mais il importe, pour aboutir, de se placer à un point de vue pratique sur le terrain des réalisations, de sérier les questions et d'étudier le plus rapidement possible celles dont le règlement intéresse les industries mises plus particulièrement en péril par la situation résultant de l'état de guerre. C'est dans ce but d'ailleurs que, dans la constitution du Comité régional, on a prévu une sorte de cadre permanent, composé du préfet du département chef-lieu de la région, de certains fonctionnaires civils et des autorités militaires régionales.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat parle ensuite des Comités départementaux, dont il explique le rôle, qui est principalement de réunir les éléments et fournir la matière du travail du Comité régional. Pour les mêmes raisons que celles qu'il vient d'indiquer pour ce dernier, ces organes ont un cadre permanent. Afin d'éviter la dispersion des efforts, et d'assurer l'homogénéité de l'action, ils ne correspondront pas directement avec le Ministre, mais avec le Comité régional, qui d'ailleurs peut prendre certaines mesures immédiates. Ils devront surtout se garder de « faire de la paperasserie » et se borner à des rapports sommaires sur les questions réellement utiles et pratiques. Parmi ces questions, une des plus importantes est celle de la main-d'œuvre, qui pourra être trouvée soit dans les dépôts des corps de troupe, soit dans les services de l'arrière, soit chez les réfugiés ou les prisonniers de guerre. C'est dans la solution de ces différentes questions qui touchent à la fois aux nécessités militaires et à la vie économique du pays qu'est le salut de la Patrie.

M. le préfet du Rhône prend ensuite la parole et demande à *M. le Sous-Secrétaire d'Etat* des éclaircissements sur une circulaire ministérielle récente attribuant aux Comités consultatifs la mission de formuler un avis sur les demandes de sursis. Il ne paraît pas possible de réunir assez souvent le Comité, dont les membres sont disséminés sur toute l'étendue de la région, pour lui soumettre d'une manière régulière ces questions. Il faudrait que, dans chaque département, un membre du sous-Comité fût désigné pour instruire les demandes et faire un rapport qui serait transmis au bureau du Comité régional, lequel aurait mandat de formuler l'avis demandé.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat répond que l'article 5 de l'instruction du 3 décembre 1915 solutionne précisément la question. Il approuve au surplus l'observation de *M. le préfet*.

M. Coignet, président de la Chambre de Commerce de Lyon, signale, dans cet ordre d'idées, un cas particulier concernant les industries tinctoriales. Il y avait, à Lyon, des maisons allemandes qui ont été mises sous séquestre et ont cependant pu continuer à travailler. A côté de ces maisons, deux petites usines françaises subsistaient également à grand'peine. Mais l'une d'elles a dû être fermée à la suite du refus d'un sursis demandé pour un technicien, spécialiste indispensable. Il conviendrait d'examiner avec la plus grande attention cette situation.

Après un échange de vues entre différents membres de l'Assemblée, celle-ci, consultée, adopte la proposition de *M. le préfet du Rhône*. Il est, en conséquence, décidé que, dans leur première réunion, les sous-Comités départementaux désigneront deux de leurs membres, représentant respectivement l'agriculture, le commerce et l'industrie, pour instruire les demandes de sursis communiquées au Comité régional. Les rapports seront adressés au président de ce dernier, qui réunira le bureau et provoquera son avis. Il sera rendu compte au Comité des avis émis en son nom.

M. le préfet du Rhône, prenant de nouveau la parole, dit que, pour éviter une perte de temps et un dérangement inutile, les membres du Comité ne seront convoqués pour arrêter le programme de travail demandé par le Ministre qu'après que les sous-Comités départementaux, qu'il va prier ses collègues de la région de réunir le plus tôt possible, auront envoyé leurs rapports.

M. le maire de Lyon félicite *M. le Sous-Secrétaire d'Etat* de son initiative, qui doit donner les résultats les plus heureux. Mais il faut pour cela que le Comité soit un laboratoire et non une académie. Il présente ensuite des observations sur la question des sursis, celle de la main-d'œuvre et celle des matières premières. Pour les sursis, il indique qu'à côté des sursis réguliers, dont l'obtention est parfois difficile, il pourrait souvent très utilement être accordé de simples permissions sur l'avis du Comité. Quant à la main-d'œuvre, il y aurait lieu, pour l'organiser, de centraliser tous les renseignements la concernant dans les mairies, où les agriculteurs, commerçants et industriels adresseraient leurs demandes. Enfin, beaucoup de matières premières sont actuellement mises hors du commerce sans nécessité. C'est là une question dont le Comité devra s'occuper ; mais il faudrait, pour faciliter son action, lui adjoindre un délégué du Service des forges, puisque c'est, en définitive, à ce service qu'il appartiendra de donner le dernier avis, qui emportera la décision. De même, la question des exportations devra retenir l'attention du Comité. Certaines prohibitions de sorties lèsent sans profit le commerce

et l'industrie. C'est ainsi que beaucoup de passementeries ne peuvent sortir du territoire parce qu'elles contiennent un peu de cuivre. M. le maire insiste sur l'urgence qu'il y a à prendre les mesures nécessaires pour maintenir et développer l'activité économique du pays, ralentie par la guerre.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat remercie M. le préfet du Rhône, M. le maire de Lyon et M. le président de la Chambre de Commerce de cette ville de leurs observations, dont il a pris bonne note. En ce qui concerne l'adjonction au Comité d'un officier du service des forges, cette mesure doit faire l'objet d'une décision du Gouvernement. En attendant, un représentant de ce service à Lyon pourra être appelé, s'il est nécessaire, à siéger au sous-Comité du Rhône en vertu des dispositions de l'article 9 de l'instruction du 3 décembre 1915. Il fait, en terminant, appel au dévouement de l'assemblée pour mener à bien la tâche entreprise par le Gouvernement dans l'intérêt supérieur de la Défense nationale.

Aucune question n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à onze heures et demie.

Le Préfet du Rhône, Président,
Signé : V. RAULT

Le Secrétaire,
Signé : GUYON

VII

SECTION ÉCONOMIQUE DE LA IX^e RÉGION

RAPPORT PRÉSENTÉ A LA SÉANCE DU COMITÉ RÉGIONAL DU 22 FÉVRIER 1916.

Nous avons l'honneur, en vue de faciliter le travail du Comité régional, de vous présenter un résumé succinct des diverses questions d'ordre général traitées par MM. les rapporteurs dans le travail soumis par eux aux sous-Comités d'Action économique de chaque département de la IX^e Région. Nous ferons suivre cet exposé des conclusions qui s'en dégagent et qui seront présentées, sous la forme de vœux, au Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance.

Nous indiquerons ensuite les desiderata particuliers à chaque département.

Enfin, nous vous demanderons, en terminant, de bien vouloir nous indiquer la méthode de travail que vous désirez adopter pour l'avenir et les questions de réalisation moins immédiate, qui doivent cependant retenir, dès maintenant, l'attention du Gouvernement, « de façon qu'au lendemain de la cessation des hostilités le pays puisse revenir, le plus rapidement possible, à sa vie normale et préparer son expansion économique ».

En premier lieu, de la lecture des rapports qui nous ont été présentés se dégage l'avis unanime qu'une question prime toutes les autres et intéresse

tout autant l'agriculture que le commerce et l'industrie : c'est la question des transports ; les engrais ou le nitrate de soude ne parviennent pas à la terre parce que les wagons manquent, comme font également défaut à l'industrie les matières premières et le charbon par manque de wagons ; de même le commerce des céréales ou des marchandises de toutes sortes ne peut fonctionner librement, dans l'impossibilité où il est, soit de se procurer celles-ci, soit d'effectuer ses livraisons dans les délais voulus.

Le Comité régional sera donc certainement unanime à décider que l'attention du Gouvernement doit être spécialement attirée sur la crise des transports et sur la nécessité d'une amélioration, sans laquelle aucune reprise de la vie économique n'est possible. A cette crise, plusieurs remèdes ont été indiqués : certains, comme l'ouverture des gares les dimanches au trafic de la P. V., viennent d'être mis en application et ne peuvent manquer de produire d'heureux résultats ; d'autres ont été indiqués par les différents rapporteurs et peuvent être ainsi résumés sous forme de vœux à soumettre au Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance :

1^o Intensifier la fabrication des wagons, dont le besoin se fera sentir encore davantage à la cessation des hostilités ; procéder, dès maintenant, à l'installation d'ateliers de réparation du matériel et mettre en sursis d'appel le personnel spécialiste nécessaire à ces réparations ;

2^o Autoriser le déchargement des marchandises sur les quais et le long des voies, sous réserve de leur enlèvement dans les 24 heures, et aménager des hangars et des baraquements provisoires dans les gares les plus importantes ;

3^o Organiser un service de primes destinées à être, pour le commerce, un véritable stimulant au déchargement rapide des wagons ;

4^o Renforcer la main-d'œuvre des gares, par l'emploi bien réglé et intensif de la main-d'œuvre militaire et des prisonniers de guerre utilisés dans les mêmes conditions d'heures de présence de jour et de nuit que le personnel des chemins de fer, et, notamment pendant la période d'été, prendre toutes mesures pour que, grâce à des roulements, la durée de la journée effective de travail soit portée à son maximum ;

5^o Assurer exceptionnellement le service de certaines gares, les jours de foires ou de marchés ;

En outre, d'une manière plus générale :

6^o Développer la batellerie et, à cet effet, mettre à la disposition des départements de l'intérieur les chalands immobilisés dans la zone des armées.

La crise des transports par voie ferrée se complique, d'ailleurs, de celle du camionnage par traction animale et mécanique, par suite des réquisitions de bêtes de trait ou de camions automobiles ; aussi les sous-Comités demandent-ils à l'Autorité militaire de mettre à la disposition du commerce ou de l'industrie des camions automobiles ou des attelages, en vue du déchargement rapide des wagons.

Enfin, certains préconisent, comme remède, la division des marchandises suivant leur nature, en établissant un ordre de priorité d'office pour les denrées nécessaires au ravitaillement de la population civile et les matières premières nécessaires au fonctionnement de certaines industries.

AGRICULTURE

Main-d'œuvre. — Le Comité sera également unanime à placer en première ligne la question de la main-d'œuvre, dont la mise à la disposition de l'agriculture dans une très large mesure est absolument indispensable pour assurer l'ensemencement de toutes les terres arables et, par suite, la productivité de la prochaine récolte.

La nouvelle circulaire du Ministre de la Guerre prescrivant de faire état, soit pour l'attribution des permissions agricoles, soit pour la formation d'équipes, « de tous les hommes mobilisables ou non qui ne sont pas sous les ordres du Général en chef, à la seule exception de la classe 1917 », donne satisfaction aux désirs exprimés par les différents Comités d'Action économique de la IX^e Région ; il reste seulement à souhaiter qu'aucune entrave ne soit apportée à l'exécution de ces prescriptions ministérielles ; le président et le secrétaire du Comité régional seront, d'ailleurs, à la disposition des intéressés pour chercher à remédier aux difficultés que l'application de ces mesures pourrait éventuellement faire naître.

A côté de la main-d'œuvre militaire, les sous-Comités demandent aussi que les prisonniers de guerre soient employés aux travaux agricoles d'une manière intensive, par équipes aussi réduites que possible, et en simplifiant les procédés de garde actuellement en usage.

Outillage. — Les rapporteurs sont d'accord pour demander au Gouvernement d'encourager la motoculture par l'achat d'instruments agricoles à grand travail : moissonneuses-lieuses, faneuses-rateleuses, etc..., et surtout de prendre d'urgence toutes mesures nécessaires pour autoriser certaines usines, travaillant actuellement pour la guerre, à réparer le matériel agricole (notamment le matériel de battage, les machines à faucher et à moissonner), auquel on n'a pas touché depuis deux ans et qui, dans l'état où il se trouve, risque de ne pouvoir terminer la campagne de 1916.

Les ouvriers spécialistes devront être mis, dans la plus large mesure, à la disposition des maisons chargées de ces réparations.

Engrais. — Enfin, la fourniture des engrais à des prix abordables a retenu également l'attention des sous-Comités ; le rendement des terres risque, en effet, cette année, d'être inférieur à la moyenne, par suite du manque d'engrais ; mais les remèdes sont difficiles à trouver en l'espèce, car les prix des nitrates et des phosphates dépendent de l'étranger, et les quantités disponibles pour la culture varient également suivant les besoins de l'Autorité militaire pour la fabrication des munitions, besoins qui doivent être les premiers satisfaits.

INDUSTRIE

Au risque de nous répéter, nous dirons encore que l'industrie souffre des mêmes maux que le commerce ; toutefois, en cette matière, il faut distinguer entre les usines qui travaillent pour la guerre et dont le Comité régional n'a, du reste, pas à s'occuper, et les usines « civiles », si l'on peut dire. Les premières ont à leur disposition : main-d'œuvre, matières premières et facilités de transport ; les secondes, au contraire, manquent d'autant plus du nécessaire que la main-d'œuvre disponible trouve à s'employer fructueuse-

ment dans les fabriques de munitions, que les matières premières sont réservées à ces dernières qui ont, en outre, toutes facilités pour effectuer des transports par priorité.

Dans ces conditions, la tâche de faire revivre la vie industrielle semble assez ardue et les moyens préconisés à cet effet peu efficaces.

Les différents rapporteurs ont, toutefois, proposé à leurs sous-Comités l'adoption des vœux suivants :

1^o Mise en sursis d'appel du personnel technique et dirigeant des usines : ingénieurs, dessinateurs, contremaîtres ;

2^o Mise à la disposition de l'industrie des auxiliaires, notamment de ceux des formations sanitaires où ils pourraient être remplacés par des infirmières.

Le Sous-Secrétaire d'Etat, dans une note relative à l'importation de la main-d'œuvre coloniale ou étrangère — note communiquée aux différents sous-Comités par l'officier de liaison — est allé au-devant des vœux formulés par les rapporteurs à ce sujet.

Le département de la Vienne a déjà demandé 300 Annamites et il n'est pas douteux que cet exemple ne soit suivi par les autres départements lorsqu'on aura pu en constater sur place les heureux résultats.

Les sous-Comités ont été saisis des plaintes formulées à juste titre contre les prix élevés du charbon, qui pourraient avoir pour conséquence l'arrêt, dans la région, des quelques industries qui travaillent encore ; l'attention du Gouvernement doit être tout spécialement attirée sur ce point, quoique le remède ne soit certes pas facile à trouver, la hausse actuelle dépendant, dans une large mesure, de la hausse du fret, contre laquelle le Gouvernement français se trouve actuellement désarmé.

Le Comité régional est saisi, à ce sujet, de vœux tendant au développement de l'exploitation des charbonnages de la Loire et du Gard.

À côté des demandes ou vœux d'ordre général, nous avons l'honneur de vous soumettre divers desiderata particuliers à chaque département :

Indre-et-Loire. — Le sous-Comité d'Indre-et-Loire demande de la pâte de bois pour les papeteries ; de la benzine et des matières colorantes pour les ateliers de passementerie.

Deux-Sèvres. — Développement de la production des charbonnages de Saint-Laurs ;

Exploitation des minerais de fer de La Melleraye, près Parthenay ;

Exploitation de 20.000 hectares de forêts dont les bois seraient utilisés pour la construction de caisses d'obus ;

Remise en marche de nombreuses scieries mécaniques.

Indre. — Prendre toutes mesures utiles pour la remise en marche des usines de fabrication de chaux grasse pour l'agriculture et les papeteries du Limousin, de fin février au 15 mai ; des fabriques de porcelaine Villedieu et Saint-Genou ;

Assurer l'expédition des peaux brutes de la gare de Mazamet (Tarn) pour les parchemineries d'Issoudun et de Levroux.

Maine-et-Loire. — Le sous-Comité d'Action économique de Maine-et-Loire émet les vœux suivants :

1^o Que les Pouvoirs publics envisagent l'opportunité de la suspension totale ou partielle des droits de douane, selon les intérêts généraux de l'industrie et du commerce français et de leur exportation à l'étranger ;

2^o Que les Pouvoirs publics envisagent particulièrement l'opportunité de la suspension totale ou partielle des droits d'entrée frappant les importations en verreries (bouteilles pour vins mousseux, liqueurs), l'industrie française étant actuellement tout à fait incapable de satisfaire les besoins des distillateurs, fabricants de vins mousseux, etc..., et les prix actuels pratiqués pour ces accessoires nuisant gravement à l'important marché d'exportation de ces produits français ;

3^o Que les Pouvoirs publics examinent également l'opportunité de la suspension totale ou partielle des droits de douane frappant les importations des fils de lin, matière première indispensable à l'industrie choletaise et qu'il n'est plus possible de se procurer en France en ce moment.

VIII

QUATRIÈME RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF D'ACTION ÉCONOMIQUE DE LA XVIII^e RÉGION

28 mars 1916.

I. Main-d'œuvre industrielle. Enquêtes en cours.

Rapport général présenté par M. Cazals, agent commercial de la Compagnie des chemins de fer d'Orléans, sur les enquêtes industrielles en cours.

Le rapporteur indique les résultats de l'enquête faite dans les départements de l'Ariège, de la Haute-Garonne et de Lot-et-Garonne ; il fait connaître que ces résultats seront réunis et classés, dans un tableau spécial, par département, afin que les besoins des industries soient nettement établis et que l'on puisse, le moment venu, y satisfaire dans la mesure du possible. Les recherches faites à cet égard, dans les trois autres départements de la région, ont été plus difficiles et plus lentes ; mais le nécessaire sera fait pour que soient recueillis, dans le plus bref délai, les renseignements déjà obtenus dans les premiers.

II. Sursis d'appel.

M. le préfet fait connaître que le Comité a été saisi de 63 demandes de sursis d'appel, qui viennent d'être transmises, pour enquêtes, au service de l'inspection du travail. Le Comité décide que ces demandes seront examinées ensuite par son bureau, à qui il donne mandat de formuler les avis prescrits par les règlements.

III. Charbons et gisements miniers.

Rapport général présenté par M. Lasmolles, industriel, membre de la Chambre de Commerce de Lot-et-Garonne, sur la meilleure exploitation des mines carbonifères et la recherche des gisements miniers.

Le Comité adopte les conclusions de ce rapport très documenté, tendant à ce que les transports des charbons provenant des mines voisines soient améliorés et à ce que les prospecteurs de mines soient aidés et protégés par une législation analogue à celle en vigueur, depuis longtemps, en Allemagne.

IV. Reprise de la navigation fluviale.

Reprise de la navigation fluviale. M. le délégué du Ministre fait connaître l'état actuel de la question et des négociations engagées, par les Commissions des sous-Comités du Gers, du Lot et de Lot-et-Garonne, avec la Société de navigation « La Baïse », en vue d'obtenir que le consortium d'industriels et de négociants, qu'ils ont constitué, puisse être substitué à cette Société, pour la remise en état et l'exploitation, pendant la durée de la guerre, du matériel qu'elle se trouve dans l'impossibilité d'utiliser elle-même, faute de moyens financiers.

Il expose que, conformément à la délibération prise par la délégation des Comités consultatifs des XVI^e, XVII^e et XVIII^e Régions, qui s'est réunie, à la préfecture, le 21 février dernier, il a été procédé au recensement des bateaux en chômage (14, représentant 1.950 tonnes) sur le canal du Midi, et à une enquête près de leurs propriétaires en vue de savoir s'ils pouvaient et voulaient reprendre leur exploitation. Les réponses des mariniers étant, pour la plupart, négatives, il faudra envisager la possibilité de recourir au mode de réquisition prévu par la circulaire de M. le Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance, du 12 février dernier. Les Chambres de Commerce les plus directement intéressées à la reprise de la navigation pourraient solliciter la réquisition du matériel inutilisé, et en confier ensuite l'exploitation au consortium de Lavardac, qui adjoindrait les bateaux ainsi obtenus à la flottille d'entraînement qu'il se propose de créer.

L'essentiel paraît donc d'obtenir que ce projet de consortium aboutisse, car les mariniers qui refusent à l'autorité militaire de reprendre leur exploitation avec d'autre personnel que les membres de leur propre famille (même lorsque ceux-ci appartiennent à des classes trop jeunes pour bénéficier des sursis d'appel), ou de louer leur matériel à des entrepreneurs de batellerie indiqués par cette même autorité militaire, consentiront peut-être à traiter avec les spécialistes que le consortium chargera de la direction de son Service. En tout cas, cette tentative pourrait encore être faite, et la réquisition n'interviendrait qu'autant que les initiatives privées se seraient définitivement refusées.

M. Latouche, au nom du consortium, répond que les négociations entreprises avec la Société « La Baïse » ont beaucoup trainé, par suite des divergences de vues qui se sont produites dans le conseil d'administration, mais qu'elles sont, en somme, sur le point d'aboutir et que le consortium s'efforcera d'obtenir la location des bateaux en chômage sur le canal du Midi, pour les exploiter avec ceux qui lui seront remis par « La Baïse ».

V. Vœux divers.

1^o *Ajournement de l'appel de la classe 1888.* — Vœu tendant à ce que l'appel des cultivateurs du sol, qui font partie de la classe 1888, soit ajourné, tout au

moins jusqu'après les moissons, c'est-à-dire jusqu'à la fin du mois d'août prochain ;

2^o *Réglementation du travail des prisonniers de guerre.* — Vœu tendant à ce que les prisonniers de guerre soient obligés de travailler les dimanches et jours fériés, tout au moins jusqu'à midi ;

3^o *Main-d'œuvre étrangère. Importation.* — M. Couzinet rappelle la promesse faite par M. E. Théry, de fournir au Comité les diverses précisions qu'il lui a demandées, sur le nombre des ouvriers étrangers ou coloniaux que l'Administration de la Guerre pourrait mettre à la disposition de l'agriculture et les conditions dans lesquelles cette main-d'œuvre pourrait être obtenue. Il insiste aussi sur l'urgence qu'il y aurait à ce que les agriculteurs soient fixés sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour empêcher les ouvriers espagnols de rompre leurs contrats de travail, sans indemniser l'employeur des dépenses qu'il a faites pour se les procurer ;

4^o *Sulfate de cuivre :*

a) Vœu tendant à ce que des mesures soient prises pour arrêter la spéculation qui se produit, en ce moment, sur les sulfates de cuivre et provoque une élévation constante de son prix ;

b) Vœu tendant à ce que la fourniture et le transport de ce produit soient assurés le plus rapidement possible ;

5^o *Transport de la paille.* — Vœu tendant à ce que la Compagnie du Chemin de fer du Midi utilise les wagons vides qu'elle expédie de Toulouse à Bordeaux pour le transport, sur ce parcours, des approvisionnements de paille nécessaires aux départements traversés, et qu'elle prenne, par ailleurs, toutes dispositions utiles pour assurer ces transports, dans toutes les contrées agricoles de la région ;

6^o *Teinture et blanchiment. Industrie du chapeau de paille.* — Vœu tendant à ce que les Pouvoirs publics compétents veuillent bien prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour que les produits chimiques dont ont besoin les industries de la teinture et du blanchiment, et, au besoin, leurs matières premières, soient mises à leur disposition dans la plus large mesure possible, et à ce que soit donné à l'industrie privée le moyen d'intensifier sa production en lui fournissant du personnel et lui assurant des moyens de transport ;

7^o *Outillage agricole. Fers à bœufs.* — Vœu tendant à ce que les forges et fonderies travaillant aujourd'hui pour la guerre soient autorisées à livrer aux agriculteurs qu'elles fournissaient habituellement, le matériel agricole et, notamment, les fers à bœufs qui leur sont indispensables ;

8^o *Fabrique de balais de Grisolles.* — Vœu tendant à ce que les moyens de transports nécessaires soient mis à la disposition de la fabrique de balais de Grisolles pour l'expédition de ses produits ;

9^o *Transport des blés et des farines, des produits anticryptogamiques et des engrais.* — Vœu tendant à ce qu'un accord s'établisse entre le Ministre de la Guerre et les Ministres du Commerce et de l'Agriculture pour que, par la fourniture du matériel voulu, les transports de blé et de farine, d'un côté, et les transports des produits anticryptogamiques et d'engrais, de l'autre, soient effectués, par priorité et préférence, immédiatement après les transports militaires, avec la plus grande célérité possible et avec l'application des tarifs spéciaux les plus réduits ;

10^o *Semences de pommes de terre.* — Vœu tendant à ce que, comme pour les sulfates de cuivre, les expéditions de semences de pommes de terre bénéficient, pendant la durée du mois d'avril, d'un droit de priorité identique à celui du matériel de guerre.

VI. Communications. Réalisations obtenues.

Transport de machines agricoles montées. — MM. les représentants des Compagnies de Chemins de fer font savoir au Comité que des instructions, conformes aux vœux émis par lui pour le transport de ces machines, leur ont été données par leurs Administrations et que des wagons-plateformes étaient déjà mis et seraient également mis, dans l'avenir, à la disposition des constructeurs.

Ordre du jour :

- 1^o Suite des questions en cours ;
- 2^o Organisation du crédit au moyen et au petit commerce, à la moyenne et à la petite industrie ;
- 3^o Etude des mesures à prendre pour tirer le meilleur parti des ressources nationales et régionales ;
- 4^o Procédé d'évaluation des ressources d'une région. Mode de fixation des ordres de fournitures. Détermination des prix des réquisitions et des achats à l'amiable ; unification de ces prix par régions. Extension du système du ravitaillement civil à des denrées ou produits autres que le blé et la farine.

QUATRIÈME RÉUNION DES SOUS-COMITÉS CONSULTATIFS D'ACTION ÉCONOMIQUE

Ariège	27 avril
Gers	25 avril
Haute-Garonne	11 avril
Lot	(Pas réuni)
Lot-et-Garonne	28 avril
Tarn-et-Garonne	19 avril

RÉUNION DES DÉLÉGATIONS FORMÉES PAR LES COMITÉS ET LES SOUS-COMITÉS

14 février 1916. — Réunion à Lavardac (Lot-et-Garonne) du consortium d'industriels et de négociants du Gers, du Lot et de Lot-et-Garonne, pour l'étude des conditions dans lesquelles il pourrait se substituer à la Société de navigation « La Baïse ».

21 février 1916. — Réunion, à la préfecture de la Haute-Garonne, de la délégation des Comités consultatifs des XVI^e, XVII^e et XVIII^e Régions pour la recherche des moyens propres à assurer la reprise de la navigation sur le canal du Midi.

8 avril 1916. — Réunion à la préfecture de la Haute-Garonne, des présidents des Chambres de Commerce du Gers, du Lot et de Lot-et-Garonne, après la constitution du consortium en société anonyme et à la suite du contrat intervenu avec la société « La Baïse ». (Projet de subvention des Chambres de Commerce intéressées.)

13 avril 1916. — Réunion, à la préfecture de la Haute-Garonne, des bu-

reaux des Comités consultatifs des XVI^e, XVII^e et XVIII^e Régions, des Chambres de Commerce et de l'Office de la navigation du Sud-Ouest, sur convocation du Comité consultatif de la XVI^e Région, qui proposait d'établir une organisation d'ensemble, pour l'exploitation de tout le matériel de batellerie en chômage, sur le canal du Midi. (Délibération sur les règles à adopter pour la mise en pratique du régime de l'exploitation réglementée. Précisions données par le Ministre des Travaux Publics.)

Communications qui seront faites au Comité à sa prochaine séance : le (9 mai)

1^o *Sursis d'appel.* — Vingt (20) sursis concernant des ouvriers spécialistes, qui permettront d'augmenter la production des industries intéressées, ont été accordés par l'autorité militaire;

2^o *Prisonniers de guerre. (Main-d'œuvre agricole.)* — Le Ministre de la Guerre a porté de 170 à 260 l'effectif de la Compagnie agricole de prisonniers de guerre de la Haute-Garonne;

3^o *Reprise de la navigation fluviale.* — Le consortium d'industriels et de négociants du Gers, du Lot et du Lot-et-Garonne a traité avec la Société de navigation « La Baise », à laquelle il s'est substitué pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront.

Les Chambres de Commerce ont accordé des subventions à cette nouvelle entreprise (5.000).

L'Administration de la Guerre a promis de lui fournir les hommes et les chevaux de halage dont elle a besoin.

De plus, le Ministère des Travaux Publics (Office de la navigation intérieure) a donné au Comité, par lettre du 11 avril 1916, les précisions qui lui manquaient sur le fonctionnement du régime et les conditions dans lesquelles les bateaux en chômage pourront être réquisitionnés au profit de certains établissements publics, notamment des Chambres de Commerce.

On sait, maintenant, que le matériel réquisitionné, dans les conditions indiquées, sera exploité par ces Compagnies, sous leur responsabilité, mais avec l'aide financière de l'Etat, qui leur fera les avances de fonds nécessaires, pour la location, la remise en état et le fonctionnement des bateaux.

IX

MINISTÈRE DE LA GUERRE

SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT
DU RAVITAILLEMENT ET DE L'INTENDANCE

RÉSUMÉ PÉRIODIQUE N° 2

Les Comités et sous-Comités d'Action économique ont poursuivi régulièrement leurs travaux au cours de ce mois.

Un certain nombre d'entre eux ont établi des rapports spéciaux, exposant l'état économique des régions au point de vue industriel, commercial et agri-

cole. Il sera rendu compte de ces travaux dès que la section économique aura reçu l'ensemble des rapports.

A ce sujet, il y aurait intérêt à ce que les Comités et sous-Comités se conforment, pour leurs rapports entre eux, aux indications données dans la circulaire 690 du 25 décembre (page 18 du recueil des textes), c'est-à-dire que les questions d'ordre général intéressant l'ensemble d'une région (transports, navigation, engrais, etc. par exemple) ne fassent l'objet que d'un seul document établi par le Comité régional au moyen des éléments fournis par les sous-Comités.

(C'est, du reste, en tenant compte de ces indications que l'indemnité pour frais de bureau aux présidents des Comités a été calculée sur un taux un peu plus élevé que celle attribuée aux présidents des sous-Comités.)

De cette façon, le travail de dépouillement à faire par la section économique se trouvera simplifié d'autant.

De même, en ce qui concerne l'établissement des procès-verbaux, il serait nécessaire de consacrer une feuille spéciale (voir page 20, renvoi 1 du recueil) à chaque question pour faciliter le classement en dossiers distincts et la répartition entre les officiers chargés d'en poursuivre l'étude.

Cette manière de faire présentera l'avantage de hâter encore, si possible, les solutions à intervenir.

Par contre, pour faciliter la tâche des Comités et sous-Comités et leur éviter des travaux de reproduction, il sera dorénavant adressé un plus grand nombre d'exemplaires des documents intéressant leurs travaux.

Extension de l'institution à la zone des armées. — Conformément à la demande du Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance, le général en chef a décidé, le 29 février 1916 et sous le N° 79 D A, d'étendre l'institution des Comités consultatifs d'Action économique à la zone des armées, en raison des résultats obtenus à l'intérieur.

Transports.

Il semble que sur un grand nombre de points du territoire, les effets de la circulaire du Ministre de la Guerre en date du 14 janvier se soient fait sentir et aient produit une amélioration sensible du service des transports. C'est ainsi que, par application de cette circulaire, chaque fois que des encombrements avaient été signalés, notamment dans les gares de jonction ou de triage, des Comités, grâce à la présence dans leur sein des commissaires techniques du réseau, ont pu obtenir que ces crises temporaires soient solutionnées rapidement.

Engrais et graines de semences. — Des dispositions spéciales ont été prises par l'état-major de l'armée (4^e bureau) pour faciliter le transport par priorité des wagons complets de graines de semence (décision du 22 mars 1916).

Une mesure analogue vient d'être prise tout récemment pour le transport des engrais.

Machines agricoles. — De même, en ce qui concerne le transport des machines agricoles, le Ministre a fait connaître (décision du 3 mars 1916) qu'il était disposé à faire tout l'effort possible pour faciliter, dans la mesure compatible avec les nécessités militaires, les envois par chemins de fer des machines de récolte, lorsque le moment approchera où leur utilisation serait d'intérêt général pour l'agriculture.

Les difficultés auxquelles les événements actuels obligent à faire face ne permettent, en effet, d'assurer pour l'instant, que le transport des appareils de traction mécanique. Lorsque les besoins de ces derniers auront pris fin, il sera possible de se préoccuper des machines de récolte.

Les Comités devront alors faire connaître au Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance (section économique) les envois de machines agricoles qui présenteront réellement un caractère d'intérêt général.

Camionnage. — Les rapports des Comités ont montré qu'une des causes essentielles de la crise des transports résidait dans l'engorgement des gares par suite de l'insuffisance des moyens de camionnage. D'autre part, le peu de développement des services de camionnage est dû à ce que les entrepreneurs redoutent de voir réquisitionner leurs attelages et voitures ou leurs camions automobiles.

Le Sous-Secrétaire d'Etat a saisi de la question l'état-major de l'armée (4^e bureau) qui lui a fait connaître d'une part :

1^o En ce qui concerne les ports :

Une dépêche du 15 avril 1915 permet de donner satisfaction aux demandes d'exemption de réquisition du matériel d'exploitation des ports et dans ce matériel, aux termes de la dite dépêche, sont compris les camions automobiles, les camions à traction animale, les chevaux et mulets appartenant soit aux Chambres de Commerce, soit aux entrepreneurs de transport et d'outillage qui desservent actuellement les ports.

Ces dispositions s'appliquent aux ports de : Dieppe, Rouen, Saint-Nazaire, Nantes, la Rochelle, la Pallice, Bordeaux, Bayonne, Cette, Saint-Louis-du-Rhône, Marseille et Nice ;

2^o En ce qui concerne les gares :

L'état-major de l'armée (4^e bureau) est disposé à examiner avec bienveillance les demandes des entrepreneurs de camionnage, qui lui paraîtraient justifiées, en vue de l'exemption des réquisitions.

Déjà, certains sous-Comités ont étudié l'organisation des services de transports automobiles rapides, ainsi que l'augmentation du matériel de camionnage dans certaines gares régionales.

Dès que ces études seront terminées, il conviendra de les transmettre, avec toutes précisions utiles, au Sous-Secrétaire d'Etat qui fera toute diligence pour qu'il leur soit donné satisfaction.

Transports par voie fluviale et par canaux. — Le développement des transports par eau s'est régulièrement poursuivi. Dans la VIII^e Région, notamment, des conventions intervenues entre des particuliers et des bateliers, grâce à l'intervention des Comités, vont accélérer les transports de charbon et dégager vraisemblablement d'autant les transports par fer.

L'étude de la reprise de la navigation, intéressante au premier chef, se poursuit activement dans d'autres régions (X^e, XI^e, XII^e, XVI^e, XVII^e, XVIII^e), grâce au concours des ingénieurs des Ponts qui font partie des Comités et ont, dans la plupart des cas, été désignés comme rapporteurs de ces questions.

Afin de faciliter cette reprise de la navigation, indépendamment des prêts de chevaux qui seront consentis aux exploitants dans les conditions visées dans le résumé périodique N^o 1, l'état-major de l'armée a fait connaître, par note du 9 mars, qu'il était disposé, comme pour les services de camion-

nage, à examiner avec bienveillance les demandes d'exemption de réquisition de chevaux qui lui paraîtraient justifiées.

Industrie et matières premières. — Certains Comités ont signalé des usines qui, avec un peu plus de matières premières, pouvaient accroître leur production et utiliser un plus grand nombre d'ouvriers ; d'autres qui se trouvaient sur le point de fermer faute de matières premières.

Dans tous les cas qui lui ont été signalés, le Sous-Secrétaire d'Etat est intervenu auprès des autorités compétentes et a toujours obtenu satisfaction.

C'est ainsi que de l'acide sulfurique, de l'acier, du métal blanc, du fil de cuivre, des laines, du coton ont été accordés à sa demande et que l'industrie de la lunetterie de Morez, concurrente des industries similaires allemandes et autrichiennes, l'industrie des tissages et filatures des Vosges, de la Côte-d'Or, du Périgord, ont pu relever leur production ou être remises en activité.

A un autre point de vue, sur son intervention, des autorisations d'exportation de produits prohibés ont été obtenues des Gouvernements alliés, notamment pour du charbon, pour des laines, des pièces de moteurs d'usines à gaz, etc.

Une circulaire a été adressée à tous les présidents des Comités et des sous-Comités afin de connaître exactement les industries en chômage ainsi que celles sous séquestre qui pouvaient, dès maintenant, être remises en activité ; sans plus attendre, celles dont l'outillage présente un intérêt quelconque au point de vue de la Défense nationale, ont été signalées au Sous-Secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions.

Dans le même ordre d'idées, le Sous-Secrétaire d'Etat prête son concours à l'installation de nouvelles usines ; d'ores et déjà, un peignage et cardage de laine d'un débit moyen de quatre tonnes par jour est sur le point d'entrer en fonctionnement.

Main-d'œuvre des mutilés. — Des industriels qui en demandaient ont été mis en rapport avec l'Office national de placement.

Ci-joint, la liste des centres de rééducation professionnelle de ces mutilés qui peut intéresser le commerce, l'industrie ou l'agriculture.

Agriculture.

En vue de favoriser l'emblavement des terres à blé compromis par le retard des labours de printemps, il a été décidé que les blés canadiens, dits blés de Manitoba, seraient mis, par voie d'échange et sans autres formalités administratives qu'une simple demande, à la disposition des agriculteurs. Déjà, de nombreuses demandes ont été adressées au Sous-Secrétaire d'Etat.

Grâce à cette intervention, la superficie des emblavures va être accrue dans des proportions assez importantes, le blé de Manitoba ayant des propriétés qui permettent d'assurer un rendement sensiblement égal au blé du pays, bien que semé plus tardivement.

Maïs de semence. — L'intendance a supprimé les achats et ne réquisitionne plus de maïs.

Prêts de chevaux. — J'attire l'attention sur la circulaire du 18 mars, insérée au *Journal Officiel* du 21, qui règle le prêt aux agriculteurs des chevaux et mulets de l'armée.

De nombreux vœux se trouvent ainsi avoir reçu satisfaction.

Main-d'œuvre. — Conformément au vœu exprimé par un grand nombre de Comités, il a été décidé, par circulaire du 7 mars 1916, que chaque département aurait un contingent de prisonniers qui seraient répartis suivant les besoins, par les soins de la Commission de la main-d'œuvre agricole.

Indépendamment de cela, le Sous-Secrétaire d'Etat, chaque fois qu'il a été saisi, est intervenu auprès de l'état-major de l'armée pour la constitution d'équipes spéciales agricoles ou d'équipes de « coups de mains ».

C'est ainsi que des instructions ont été données dans la XVIII^e Région, en vue de la constitution d'équipes de gemmeurs, choisis parmi les hommes des dépôts, pour assurer la culture des pins maritimes et la récolte des produits résineux.

En outre, une étude d'ensemble a été faite en vue de déterminer le chiffre de main-d'œuvre nécessaire à l'agriculture pour en assurer un rendement à peu près normal. Cette étude a été remise à chacun des départements ministériels intéressés.

Il est vraisemblable même qu'un large appel va être fait à la main-d'œuvre coloniale (Kabyles ou Annamites); l'importation en sera monopolisée par l'Etat.

Matières premières, fers, etc. — Le Sous-Secrétaire d'Etat, à la demande de plusieurs Comités, vient d'intervenir auprès de son collègue des munitions pour que les fonderies soient autorisées à fournir à l'agriculture les matières premières nécessaires à la réparation des voitures, instruments agricoles, etc..., les fers à bœufs.

Organisation. — Je vous rappelle la circulaire en date du 7 mars, permettant aux présidents des sous-Comités d'Action économique d'assister aux séances des Comités régionaux afin de créer ainsi une liaison plus intime entre ces différents organes.

En vue d'accroître dans la plus large mesure possible le nombre de solutions à prendre sur place, il a été demandé et obtenu que dans les XIII^e, XIV^e, XV^e Régions un représentant du service des forges assisterait aux séances des Comités.

Sursis d'appel. — De nombreuses demandes de sursis m'ont été adressées à tort; elles doivent, en principe, être transmises aux inspecteurs régionaux des sursis pour être résolues sur place.

Etalonniers. — Je rappelle que les instructions données aux inspecteurs régionaux des sursis prévoient la possibilité de mise en sursis d'appel des étalonniers.

Pour faciliter la tâche des Comités en ce qui concerne l'étude des sursis, il sera dorénavant adressé aux directeurs de l'intendance, délégués du Ministre, un exemplaire du résumé périodique confidentiel à l'usage des inspecteurs régionaux des sursis.

Les instructions données aux inspecteurs des sursis vont, sur les instances du Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance, être complétées en ce sens :

« On doit demander aux Comités d'Action économique leur avis éclairé sur les demandes de sursis d'appel formulées dans un but d'intérêt général et en tenir compte dans la mesure des nécessités militaires. »

Paris, le 23 avril 1916.

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

Signé : J. THIERRY

X

MINISTÈRE DE LA GUERRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CABINET DU SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Paris, le 24 février 1917.

N° 5442

INSTRUCTIONS POUR LES COMITÉS ET SOUS-COMITÉS
CONSULTATIFS D'ACTION ÉCONOMIQUE

Depuis leur création, les Comités et les sous-Comités consultatifs d'Action économique ont, en général, rendu, dans le domaine qui leur a été tracé, des services appréciables. Mais les difficultés croissantes en face desquelles nous nous trouvons exigent de leur part un redoublement de zèle et d'activité.

Pour surmonter ces difficultés, il importe que la collaboration des autorités civiles et des autorités militaires devienne plus étroite que jamais ; que, de plus en plus, les uns et les autres fassent appel au concours, utilisent le dévouement et s'appuient sur l'expérience des personnalités particulièrement compétentes en matière économique ; que les initiatives soient partout encouragées et soutenues.

Il est surtout essentiel que les Comités soient désormais en possession de règles précises qui détermineront, à l'avenir, leur action, leurs travaux et leurs interventions et faute desquelles on ne saurait attendre d'eux les résultats qu'ils doivent obtenir et le rôle de premier plan qu'ils doivent jouer dans la vie économique nationale.

Les Comités sont essentiellement des organes de décentralisation, autonomes par conséquent, ayant à s'inspirer des caractères propres et des besoins particuliers de la région pour se donner à eux-mêmes leurs règles pratiques d'action et fixer les détails de leur fonctionnement.

Il est cependant possible de leur proposer, à titre d'indication, certaines règles générales, dont les résultats ont été satisfaisants et dont j'estime opportune la généralisation, sans préjudice des modifications qu'elles seraient appelées à subir pour s'adapter aux convenances de chaque région.

Les délégués du Ministre auront à me rendre compte d'urgence de celles de ces modifications qu'ils estiment nécessaires dans leur circonscription et celles qu'ils proposent de leur substituer.

Organisation des Comités.

L'organisation des Comités et des sous-Comités est maintenue telle qu'elle est réglée par les textes en vigueur. Toutes les collaborations leur sont, du reste, assurées, grâce au pouvoir octroyé à leurs présidents d'appeler à y siéger les fonctionnaires ou toutes autres personnalités dont la présence leur paraît nécessaire pour l'examen de questions déterminées.

Il y a lieu d'appeler l'attention des présidents sur la collaboration pré-

cieuse qui leur serait à coup sûr fournie par le maire du chef-lieu du département et l'ingénieur en chef du Service maritime dans les ports.

Etant donné le grand intérêt qu'il y a à ce que la communauté de vues et d'action entre les Comités et les sous-Comités soit réalisée aussi complètement que possible, il convient que, sauf empêchement majeur, les présidents des sous-Comités assistent régulièrement aux séances des Comités régionaux.

En vue d'assurer la permanence de l'action du Comité, sans multiplier des réunions qui représentent pour certains de ses membres des déplacements parfois assez longs, il conviendra que le Comité ou chaque sous-Comité délègue ses pouvoirs à une *Commission permanente* qui se réunit autant que possible une fois tous les quinze jours.

Cette Commission permanente, dont le Comité régional ou chacun des sous-Comités fixera la composition et réglera le fonctionnement, comprendra obligatoirement :

Pour les Comités régionaux :

Le délégué du Ministre ;

L'officier de l'Etat-Major de la région désigné par le général commandant la région.

Pour les sous-Comités départementaux :

L'officier général ou son délégué désigné par le commandant de la région ;

Un représentant du délégué du Ministre au Comité régional, désigné par ce délégué.

Enfin, en vue de mieux assurer aux Comités et sous-Comités le concours de toutes les personnalités compétentes, j'autorise les présidents des Comités et des sous-Comités à désigner, dans toute l'étendue de leur circonscription, des membres correspondants. Le rôle de ceux-ci consistera, soit à signaler les questions qui leur paraîtraient intéressantes, soit à formuler des avis sur des questions à l'étude, soit, enfin, à fournir des éléments d'information pour l'exécution des enquêtes que les Comités et sous-Comités ont décidé ou qu'ils ont été chargés d'entreprendre.

Fonctionnement des Comités.

Questions particulières au département ou à la région. — Une large autonomie est laissée aux Comités et sous-Comités pour l'examen de ces questions et le choix des solutions à proposer. Les sous-Comités ne doivent pas se considérer comme subordonnés aux Comités ; ils ont leur complète autonomie, et l'article 10 de l'Instruction du 5 décembre 1915 a spécifié que « toutes les règles relatives au fonctionnement des Comités régionaux sont applicables aux sous-Comités départementaux ».

Les sous-Comités et leur Commission permanente peuvent donc se saisir des questions intéressant plus spécialement leur département. Leurs relations avec les Comités régionaux consistent soit à fournir à ceux-ci les renseignements qu'ils leur demandent, soit à instruire au premier degré les affaires se rapportant à l'ensemble de la région et qui leur sont soumises par les Comités, soit à transmettre, après étude, aux Comités les questions dont la solution nécessite l'intervention des autorités militaires du chef-lieu de la région.

Les sous-Comités pourront, à l'avenir, correspondre directement avec le Ministre, dans les mêmes conditions que les Comités.

Questions communes à toutes les régions. — Ces questions se réfèrent principalement à l'octroi de la main-d'œuvre nécessaire aux entreprises de la région, à l'accélération des transports, au maintien de la vie économique régionale, aux enquêtes sur la reprise et le développement de la vie industrielle.

Main-d'œuvre. — L'instruction des demandes de sursis présentées par les intéressés au Comité ou renvoyées à celui-ci pour examen et avis, sera préparée par les soins des sous-Comités intéressés. Les avis des sous-Comités et du Comité conserveront un caractère confidentiel.

Ces sous-Comités devront constituer des dossiers contenant les pièces suivantes :

1^o Etat nominatif 62 *bis*, en double exemplaire ;

2^o Attestation, signée par l'homme qui demande ou en faveur de qui on demande un sursis, indiquant depuis combien de temps il exerce sa profession ou appartient à la maison qui sollicite sa mise en sursis et indiquant l'emploi qu'il occupe ;

3^o Certificat et avis motivé du maire ;

4^o Avis motivé du sous-Comité ;

5^o Tous documents que les sous-Comités estiment intéressant de joindre (enquêtes de la gendarmerie, etc...)

Ces dossiers transmis au Secrétariat du Comité régional sont présentés par ses soins à l'examen de la Commission permanente.

Les Commissions permanentes s'inspireront utilement de certaines directives générales, telles que les suivantes :

Seront seules, en principe, prises en considération les demandes visant :

1^o Les R. A. T. et les auxiliaires n'appartenant pas à l'armée active. L'allocation de sursis à des auxiliaires appartenant à la réserve de l'armée active ne sera retenue que pour des motifs particulièrement intéressants et dans des cas exceptionnels ;

2^o Les hommes incorporés en dehors de la zone des Armées, sauf cas exceptionnels, à examiner avec un soin particulier, et lorsque, par suite de l'âge de l'intéressé, de sa situation de famille, etc..., sa demande se présente avec des chances d'être accueillie ;

3^o Les chefs de maisons restant seuls à la tête de leurs affaires et n'ayant pas d'associés non mobilisés ;

4^o Les industriels et commerçants n'ayant pas de marchés spéciaux avec l'Administration de la Guerre (les sursis agricoles doivent, le cas échéant être examinés par le Comité d'action agricole).

Dans l'examen des dossiers, les Commissions s'inspireront des considérations suivantes :

Il conviendra de retenir, en premier lieu, les demandes relatives à des commerces ou industries dont l'arrêt et le ralentissement d'activité peuvent avoir une répercussion fâcheuse non seulement sur les intérêts privés des demandeurs, mais encore sur la situation économique générale de la région et du pays.

Au premier rang de ces industries et commerces, on peut signaler, à titre d'indication non limitative, ceux concernant les produits d'alimentation et les articles de première nécessité, ceux traitant principalement les affaires d'exportation susceptibles d'amener l'amélioration du change avec l'étranger, etc...

Dans le même ordre d'idées, il y a lieu de se préoccuper spécialement des

entreprises fournissant les articles dont le besoin se fait particulièrement sentir dans la région.

Quand le nombre de demandes formulées par une même maison paraît devoir être réduit, on doit retenir de préférence celles portant sur les classes les plus anciennes.

Les Comités auront également à se préoccuper, d'accord avec les autorités militaires et civiles locales, de constituer les équipes volantes et de coups de main capables d'assurer l'exécution collective de travaux intéressant particulièrement la production régionale (sulfate des vignes, moissons, déchargement d'arrivages exceptionnels, etc...), ou les équipes mises à la disposition des municipalités pour la durée de certains travaux saisonniers (gemmage des pins, etc...).

Accélération des transports. — Les demandes d'accélération de transport seront adressées par les intéressés de la région ou transmises par les délégués des autres régions au délégué secrétaire du Comité régional.

Elles devront contenir toutes les indications utiles sur la nature du transport, son poids, sa destination, son expéditeur et son destinataire, son urgence, l'importance et les conséquences du retard qu'il a déjà subi.

Ces demandes seront examinées immédiatement par le secrétariat du Comité régional qui, après enquête, aura mission de les transmettre, s'il y a lieu, avec avis favorable, aux compagnies intéressées, par l'intermédiaire de la sous-commission de réseau.

Maintien de la vie économique régionale. — Le secrétariat du Comité régional centralisera toutes les informations, propositions et demandes de renseignements tendant à faciliter les approvisionnements nécessaires à l'agriculture, au commerce, à l'industrie et à la population en général ; à ramener à son état normal la production de la région : forces hydrauliques inutilisées, usines en chômage, navigation intérieure interrompue, combustibles et autres richesses naturelles inexploitées, industries compromises ou menacées de disparition, etc... Le délégué aura mission d'étudier les questions de cet ordre et de les proposer à l'examen du Comité régional et des sous-Comités intéressés.

Enquêtes sur la reprise et le développement de la vie industrielle. — La circulaire du 25 décembre 1915 fait figurer dans le programme des travaux des Comités consultatifs d'Action économique « un exposé d'ensemble de la situation de chacun des départements de la région au triple point de vue industriel, commercial et agricole ». L'expérience acquise permet de préciser la portée et le but de ces recherches et la méthode qui conditionne leur meilleur rendement.

Il s'agit, en premier lieu, de déterminer d'urgence, dans chaque région, les ressources inexploitées ou insuffisamment exploitées qui peuvent être immédiatement utilisées pour les besoins de la guerre ou accroître le stock de denrées de première nécessité qui sont actuellement fournies par l'étranger, au détriment de nos réserves monétaires.

En second lieu, les Comités et sous-Comités ne sauraient méconnaître que la France doit parvenir à la victoire avec une puissance de production économique et une connaissance exacte de ses ressources suffisantes pour qu'elle tienne son rang sur le terrain commercial international. Il faut, enfin, aux négociateurs du traité de paix, les éléments d'information permettant de sauvegarder nos intérêts économiques primordiaux et d'assurer une harmonieuse mise en valeur de toutes nos richesses nationales.

A cette tâche indispensable et urgente, il a manqué jusqu'ici l'instrument de travail qui doit en assurer le succès, c'est-à-dire l'inventaire détaillé des ressources de chacune des régions de la France, de leur nature, de leur avenir possible, des conditions dans lesquelles ces ressources peuvent et doivent être exploitées.

Les Comités d'Action économique sont à même de nous assurer cette documentation d'intérêt national en mettant à profit l'expérience et le dévouement des représentants qualifiés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture qui les composent.

Il importe que ces enquêtes soient entreprises et poursuivies en vue de conduire, dans le plus bref délai, à l'élaboration d'un travail général susceptible d'éclairer et de diriger l'économie nationale dans son ensemble. Les délégués devront, en conséquence, apporter dans l'exécution et la présentation de leurs recherches, un type uniforme et qui, tout en s'adaptant aux nécessités et caractères particuliers des départements considérés, permettra, le jour venu, de juxtaposer et coordonner pour toute la France les observations recueillies.

Ils devront, en particulier, s'inspirer des règles générales qui suivent, en ce qui concerne la préparation, l'exécution, la présentation et la mise au point de leurs enquêtes.

Il y a lieu de remarquer que les lacunes de notre documentation économique sont particulièrement sensibles en ce qui concerne la production industrielle. Il convient donc que les enquêtes portent d'abord sur la reprise et le développement de la vie industrielle, sauf à compléter ultérieurement cette première documentation par des recherches de même nature portant sur la vie agricole et commerciale.

Préparation. — L'enquête ne portera, en principe, que sur un département à la fois. Exceptionnellement, il pourra y avoir intérêt à effectuer simultanément les recherches dans deux départements que leur économie rend, soit très voisins, soit solidaires l'un de l'autre. Si ces deux départements appartiennent à deux régions différentes, il y aura lieu, pour les deux délégués, de se mettre en relations directes.

Cette enquête devra être effectuée dans le minimum de temps ; il y aura profit à ce que la visite des enquêteurs soit annoncée aux intéressés et précédée de l'envoi d'un questionnaire général indiquant les points principaux sur lesquels elle portera. Il sera fait utilement appel à l'intervention des préfets qui devront accréditer la mission auprès des maires des localités visitées et demander que soient réunis, lors de son passage à la mairie, les principaux industriels, commerçants ou agriculteurs de ces localités.

Les délégués n'oublieront pas que, tout en recueillant impartialement et avec soin les observations à eux présentées, ils doivent s'être, au préalable, suffisamment renseignés sur les questions dignes d'intérêt et sur le choix de leurs informateurs pour pouvoir diriger le débat, et, sans rien omettre d'essentiel, empêcher les conversations de s'égarer et les faire aboutir à des explications précises et sûres.

Exécution. — La durée des tournées d'enquête variera naturellement avec chaque département et avec le mode de transport adopté.

On peut considérer, en règle générale, que 8 à 10 jours suffisent pour un département, si l'enquête a été suffisamment préparée. Le délégué devra être accompagné d'un ou plusieurs secrétaires qualifiés pour ce genre de travail

qui exige des aptitudes très particulières et une suffisante expérience préalablement acquise.

L'obligation de visiter rapidement tous les centres d'activité économique des départements rend particulièrement souhaitable que soit mise à la disposition du délégué, pendant la période de l'enquête, une automobile fournie par les Services de la région.

Présentation. — Les documents recueillis au cours de l'enquête seront rassemblés dans un rapport dactylographié, dont un exemplaire sera envoyé au Sous-Secrétariat d'Etat, au préfet, président du Comité régional, au préfet, président du sous-Comité intéressé, au Conseil général du département et aux Chambres de commerce de la région.

Ces rapports seront établis sur le type suivant :

Introduction. — Conditions générales du développement économique du département (débouchés sur la mer, moyens de transport, forces motrices, main-d'œuvre).

Examen successif des diverses productions industrielles départementales (par exemple : industries extractives, industries de transformation, industries d'alimentation, industrie thermale, industrie du tourisme, industrie hôtelière, etc.). Pour chaque groupe considéré il sera indiqué, autant que possible, l'état des entreprises avant et depuis la guerre, leur avenir possible, les desiderata de leurs représentants.

Conclusions. — Résumé des observations faites.

A ce rapport seront annexés : 1^o les cartes et croquis nécessaires (carte économique du département, voies ferrées, réseau navigable, etc.) ; 2^o le tableau des entreprises à développer ou à créer et de celles qui paraissent avoir atteint leur développement normal, avec référence à la page du rapport où la question est complètement exposée.

Mise au point. — Les travaux ainsi présentés ne peuvent être considérés que comme le cadre et l'ébauche du travail définitif, qui suppose le contrôle et la collaboration active des spécialistes qualifiés et, en particulier, des membres du sous-Comité intéressé. A cet effet, le rapport dactylographié sera soumis à l'examen de ce sous-Comité qui convoquera, s'il y a lieu, certains industriels, commerçants et agriculteurs du département qui ne feraient pas partie du sous-Comité. Il en sera, en outre, donné communication au Comité régional. Les rectifications ou compléments seront transmis régulièrement au délégué qui les consignera sur un exemplaire interfolié et constituera avec eux des annexes ou errata permettant de tenir constamment à jour sa documentation.

Publication. — Une fois la mise au point terminée, il est à souhaiter que les enquêtes soient imprimées et publiées, afin que les intéressés puissent à la fois bénéficier de la documentation réunie et présenter leurs observations sur les compléments et rectifications qui leur paraîtraient nécessaires.

Certains délégués ont pu obtenir, soit des subventions des corps constitués, soit le concours d'imprimeurs acceptant de prendre à leurs frais la publication des rapports, moyennant le droit de mettre ces documents en vente. Il est souhaitable que ces combinaisons, qui ménagent les deniers de l'Etat, se généralisent.

Le Sous-Secrétaire d'Etat,
René BESNARD

XI

MINISTÈRE DE LA GUERRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CABINET DU SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Paris, le 23 février 1917.

N° 5443

INSTRUCTION SUR LES DÉLÉGUÉS DU MINISTRE DE LA GUERRE
AUPRÈS DES COMITÉS CONSULTATIFS
D'ACTION ÉCONOMIQUE.

Afin d'assurer aux travaux des Comités et des sous-Comités consultatifs d'Action économique l'efficacité et la rapidité désirables, il me paraît nécessaire de préciser le rôle et les attributions du délégué du Ministre auprès de ces Comités et sous-Comités, d'organiser son service et de lui fournir les moyens d'action qui lui sont nécessaires.

La Circulaire du 26 décembre 1915 avait confié aux directeurs de l'Intendance les fonctions de délégué du Ministre, chargé d'établir, conformément à l'article 4 du Décret du 25 octobre 1915, la liaison entre le Comité régional, l'Administration centrale de la Guerre et les diverses autorités intéressées.

La Circulaire du 28 janvier 1916 leur avait adjoint un officier pour les seconder dans cette mission spéciale.

Mais les directeurs de l'Intendance, absorbés par leurs attributions propres, ne peuvent satisfaire, autant qu'il le faudrait, aux multiples obligations que comportent les fonctions de délégué du Ministre.

Je décide, en conséquence, que tout en restant membres du Comité régional, ils sont relevés de ces fonctions. Celles-ci seront confiées dorénavant à un officier ou fonctionnaire spécialement désigné et dont elles constitueront les attributions exclusives.

Cet officier ou fonctionnaire recevra une lettre de service qui lui servira de titre dans l'exercice de ses fonctions.

Rôle et attributions du délégué du Ministre. — L'officier ou fonctionnaire désigné représente le Ministre auprès des autorités locales de la région, des groupements, organisations et personnes intéressées au fonctionnement des Comités et sous-Comités.

Il dispose de la délégation du Ministre pour effectuer en son nom, et dans toute l'étendue de la région, toutes les démarches, interventions, recherches, enquêtes et études se rapportant aux affaires dont sont saisis les Comités et sous-Comités ou ayant pour but le prompt aboutissement de ces affaires. Toutes facilités lui sont données par les autorités militaires pour l'exécution de ses déplacements.

Il n'a aucun pouvoir propre de décision.

Faisant partie de droit du Comité régional, des sous-Comités départementaux et de leurs sections permanentes, il est l'auxiliaire des préfets-présidents ainsi que des autorités civiles et militaires qui ont à intervenir dans l'instruction ou la solution des questions soumises aux Comités et sous-

Comités. Il maintient entre elles la liaison nécessaire et leur soumet toutes propositions qu'il juge utile.

Il seconde le préfet-président dans la préparation des séances et l'établissement de leurs comptes rendus. Il peut être désigné comme secrétaire du Comité. Il correspond directement avec le Ministre.

Organisation du Service. — Le Service du délégué du Ministre prend le nom de « Section économique de la ...^e Région ».

Les préfets, présidents des Comités et les directeurs de l'Intendance s'entendent pour fournir à ce service les locaux et le matériel nécessaires.

L'attention de ces fonctionnaires est appelée, d'une façon toute particulière, sur l'importance du rôle attribué aux délégués et sur la nécessité de faciliter leur tâche, en secondant spécialement leur esprit d'initiative. Les délégués ne sauraient mener à bien la mission qui leur est confiée que grâce au concours bienveillant des autorités civiles et militaires, conscientes que leur cordiale collaboration peut seule permettre de résoudre efficacement les problèmes de l'heure.

Le personnel de la section doit être proportionné aux besoins du service et de la région. Il comprend au minimum deux secrétaires en raison de leurs aptitudes spéciales et un ou une dactylographe.

Au chef-lieu de chaque département, un militaire, également choisi, est désigné comme correspondant du délégué du Ministre, et accrédité, en cette qualité, auprès du président du sous-Comité départemental. Ce correspondant est affecté, pour ordre, à la sous-Intendance départementale. Il assiste, en cas d'empêchement du délégué du Ministre, aux séances du sous-Comité et de sa section permanente. Ses fonctions sont exclusivement celles d'un agent de liaison et de renseignement.

Il n'a aucun pouvoir personnel d'intervention.

Le Sous-Secrétaire d'Etat,
René BESNARD

XII

MINISTÈRE DE LA GUERRE

SECTION ÉCONOMIQUE DE LA XVI^e RÉGION

Montpellier, le 28 mars 1917.

Le délégué du Ministre de la Guerre au Comité régional d'Action économique, à M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre (Service économique), Paris.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le faire connaître, j'ai provoqué la réunion, à Toulouse, le 12 mars, de tous les représentants des Chambres de Commerce, Groupements corporatifs, Sociétés de transports et Services publics intéressés à la navigation sur les canaux du Midi, ainsi que des délégués du Ministre auprès des Comités d'Action économique des XVI^e, XVII^e, XVIII^e Régions.

Je vous adresserai incessamment le compte rendu sténographié des débats de cette réunion, qui doit m'être fourni par M. le préfet de la Haute-Garonne.

En attendant, je transcris ici les propositions et l'exposé des motifs que j'ai présentés moi-même au début de la séance et à la suite desquels des résolutions conformes ont été adoptées.

Groupement possible de toutes les entreprises de navigation fonctionnant sur les canaux du Midi. — Dans les difficultés actuelles de transport et plus tard dans les conditions normales de l'économie, les canaux du Midi peuvent jouer un rôle prépondérant pour décongestionner les voies ferrées et les ports. Des entreprises isolées assurent actuellement un trafic restreint : Sociétés dont le réseau est limité ou mariniers naviguant pour leur propre compte. Le but à poursuivre étant identique et la ligne de navigation unique de l'Océan à la Méditerranée, il semble que la dispersion des efforts soit là une cause de faiblesse et influe de manière désavantageuse sur les conditions générales du fret.

En effet, les transports par canaux n'étant aujourd'hui adoptés que dans les cas où ils sont impossibles par chemin de fer, ils constituent des entreprises de fortune appelées à ne pas se survivre. Il en résulte :

1^o Que les prix subissent des cours fantaisistes, subordonnés à la qualité de multiples contrats particuliers ;

2^o Que tous les moyens de trafic ne sont pas utilisés et qu'un grand nombre de péniches sont sans emploi.

Pour parer dans une certaine mesure à ces inconvénients, le Gouvernement a adopté l'exploitation réglementée des voies navigables et décidé que certains établissements publics pourraient disposer de barques immobilisées, en reconstituant leur personnel par l'obtention de mises en sursis.

Les Chambres de Commerce de Carcassonne, Narbonne, Béziers et Cette se groupèrent donc pour donner la personnalité civile à une Société alimentée par leurs capitaux : « la Société Méridionale d'Affrètements ». Ce groupement devient l'intermédiaire entre affréteurs et transporteurs et réalise, aux lieux et place des Chambres de Commerce et en leur nom, les opérations que celles-ci ne peuvent faire ; l'objet à poursuivre est :

1^o d'unifier le taux du fret en amenant les bateliers sous un régime commun qui assure leurs bénéfices et sauvegarde leurs droits ;

2^o de constituer une flotte par la remise en service des barques arrêtées, par l'achat ou la construction de nouvelles unités, par la réquisition de celles qui appartiennent à des bateliers réfractaires à l'exécution des conditions communes, ce par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef de la navigation ;

3^o d'organiser l'assurance régulière des marchandises transportées.

La même organisation ne pourrait-elle être adoptée par les Chambres de Commerce tributaires des canaux du Midi, dans la XVII^e et la XVIII^e Régions ? Ne pourraient-elles, à leur tour, patronner et subventionner une ou deux Sociétés dont le service se raccorderait à celui de la Société Méridionale d'Affrètements, ce qui établirait un courant continu et homogène de navigation ? Le consortium de ces trois Sociétés étendrait alors son influence et ouvrirait ses possibilités de Bordeaux à Beaucaire. Il aurait la puissance financière et morale nécessaire pour demander l'attribution et procéder à la remise en marche des péniches qui dorment encore. Or il y en a, d'après une récente note du Ministre des Travaux Publics : 48 sur les canaux du Midi et latéral à la Garonne, 23 sur le canal du Rhône à Cette, 11 sur la Baïse, 87 sur la Gironde.

Possédant les barques, le consortium aurait la surface voulue pour obtenir les mises en sursis des bateliers utiles à leur conduite ; les crédits pour mettre en état le matériel acquis, le perfectionner et l'adapter à des communications plus rapides ; la force de la cohésion pour imposer ses taux de fret, supprimer les marchés fantaisistes et redonner la confiance au commerce ; enfin la capacité de satisfaire à toutes les demandes.

Les intérêts de ce consortium pourraient être différents, non divergents. Il pourrait donc veiller lui-même à la répartition du matériel réquisitionné entre ses coopérants, entretenir des agents commerciaux et agir auprès des Pouvoirs Publics comme un organe unique.

Cette centralisation aurait pour effet de redonner la vitalité aux canaux du Midi et de préparer, pour après la guerre, l'exploitation d'une navigation dense, régulière et rapide ; l'organisation d'un système de transports parallèle à celui de la voie ferrée, collaborant avec elle. Et le chemin de fer, longtemps après la guerre, aura besoin d'un collaborateur.

Nous demandons donc à l'Assemblée si elle est d'avis :

- 1^o De mettre en œuvre dans les XVII^e et XVIII^e Régions un organisme semblable à celui créé par les Chambres de Commerce de la XVI^e Région ;
- 2^o De relier ces organismes entre eux, en un consortium utile ;
- 3^o De créer un Conseil d'administration unique.

A l'issue de cette réunion qui a donné lieu à des discussions diverses, il a été décidé, à l'unanimité, de réunir, dans une conférence spéciale qui se tiendra à Toulouse, les délégués de toutes les entreprises de navigation opérant sur les canaux du Midi, en vue de constituer le consortium susvisé qui aura pour objets principaux de rechercher les bases d'une organisation propre à amener une fixation des frets convenable pour tous, d'accélérer les opérations, de constituer un bureau des frets avec un service de répartition du trafic en rapport avec les moyens des dites sociétés et avec les régions à desservir ; d'accroître le tonnage des moyens de transport par l'achat ou la réparation de nouvelles barques et par l'utilisation mieux entendue de celles actuellement en service.

XIII

MINISTÈRE DE LA GUERRE

SECTION ÉCONOMIQUE DE LA XVI^e RÉGION

Montpellier, le 11 avril 1917.

Le délégué du Ministre de la Guerre au Comité régional d'Action économique à M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre (Service économique), Paris.

Par ma lettre du 27 mars 1917, j'ai eu l'honneur de vous rendre compte de la première conférence, tenue à Toulouse le 12 mars, provoquée par la Section économique de la XVI^e Région et ayant pour objet la navigation sur les canaux du Midi. Je vous adresse aujourd'hui la relation de cette conférence rédigée par les soins de la préfecture de la Haute-Garonne.

Une seconde conférence a eu lieu à Toulouse, le 4 avril, réunissant exclusivement les délégués des Sociétés de navigation qui ont été appelés à décider de l'opportunité de l'établissement d'un consortium commercial. M. le lieutenant-colonel Clavel, ingénieur en chef des Ports de Bordeaux, présidait, assisté de l'ingénieur en chef de la Navigation et des délégués du Ministre de la Guerre aux Comités d'Action économique des XVI^e et XVII^e Régions.

La question a été ainsi présentée :

La dispersion actuelle des entreprises de navigation et leur manque de liaison sont cause que beaucoup de matériel n'est pas complètement utilisé. Des voyages de retour ont lieu à vide, dont on peut évaluer le nombre à plus d'un cinquième de la totalité. Les Compagnies de Brodeaux, par exemple, liées par leurs contrats, ne peuvent effectuer certains transports, dont celles de Toulouse ou de Cette pourraient se charger si une entente existait. De plus, le commerce reste sans relations avec les transporteurs, dont plusieurs ont leurs principales sources de bénéfices dans l'exécution de leurs contrats avec l'Etat et ne s'efforcent pas, comme il le faudrait, d'accroître leurs moyens d'action. Certaines autres entreprises, au contraire, ne s'occupant que des transports commerciaux, ou ont intérêt à majorer leurs prix de frets, ou ont à subir la concurrence des bateliers isolés pratiquant les tarifs les plus fantaisistes.

Un consortium devra donc avoir pour effet d'augmenter la capacité et la rapidité de la navigation, de faciliter les transactions entre intéressés, d'unifier les taux de fret. Il s'ensuit qu'il y aurait lieu de constituer un Bureau de frets, représentatif de tous les transporteurs, qui serait chargé de recevoir les ordres d'inscription des marchandises ; d'en opérer la répartition d'après l'origine, la destination et l'importance, en effectuant, entre les différentes sociétés, les virements propres à faire atteindre le maximum de rendement. Ainsi on évitera que, comme cela a lieu actuellement, des marchandises peu intéressantes pour l'intérêt général prennent la place des autres, en payant très cher, pour le seul bénéfice des spéculateurs. Les marchés à l'amiable qui, par leur marchandage et leurs surenchères, n'ont d'autre résultat que de hausser indéfiniment le prix de consommation des marchandises transportées, seront également impossibles puisque l'inscription rendra le connaissance obligatoire et contraindra le batelier à se conformer aux tarifs.

Pour établir des tarifs conformes aux intérêts divers en jeu, il sera nécessaire de se reporter aux bases d'exploitation des entreprises de transports, bases qui ont varié et varient chaque jour. Or, il n'est pas possible d'escompter la fixité de ces bases d'exploitation ; ce n'est donc que par l'entente de tous les intéressés que des tarifs uniformes seront adoptés, tarifs qui seront mis en vigueur pour des périodes déterminées, s'adapteront aux diverses régions que parcourt le canal et seront renouvelables. Ils ne s'appliqueront, naturellement, qu'aux transactions commerciales.

Une des objections formulées contre l'établissement de taux de frets rigoureux et uniformes a été que plusieurs Sociétés de navigation ne travaillent que pour le compte de l'Etat. Mais ces Sociétés ont forcément intérêt à élargir leur rayon d'action ; elles le feront le jour où elles trouveront les garanties nécessaires et les possibilités d'augmenter leur matériel. Le consortium leur donnera les unes et les autres et il est permis même de prévoir que, plus conscientes de leurs véritables intérêts et de l'intérêt général, les entreprises de transports, une fois groupées, feront tous leurs efforts pour organiser l'util-

lage des ports, construire des barques, perfectionner les systèmes de traction.

Il est à souhaiter qu'elles comptent un peu moins sur le concours de l'Etat et un peu plus sur leur initiative. Certaines, comme la Société Méridionale d'affrètements de Carcassonne, n'ont rien demandé qu'à elles-mêmes. Mais d'autres n'hésitent pas à déclarer que la réquisition est la meilleure des exploitations, ou bien s'en tiennent à leurs marchés avec l'Etat, sans faire aucun effort commercial.

La conférence du 4 avril a adopté les projets de l'unification des tarifs et de la création d'un bureau de frets. Elle a désigné, pour arrêter les bases de leur réalisation, deux délégués par section du canal (2 : Bordeaux-Toulouse, 2 : Toulouse-Cette, 2 : Affluents et rivières). Ces délégués se réuniront, le 18 avril, à Toulouse, avec l'ingénieur en chef des Ports de Bordeaux, l'ingénieur en chef de la Navigation et les délégués du Ministre de la Guerre dans les XVI^e et XVII^e Régions. L'organisation nouvelle sera adoptée en conformité de tous les intérêts représentés et les tarifs de frets soumis à l'approbation du Ministère des Travaux Publics.

XIV

MINISTÈRE DE LA GUERRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOUS-SECRÉTARIAT D'ETAT
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

SERVICE ÉCONOMIQUE

Paris, le 2 mai 1917.

N° 1073 S. E.

Le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Administration générale (Service économique), à MM. les préfets, présidents des Comités consultatifs d'Action économique.

A la date du 28 mars dernier, le Ministre des Travaux Publics a pris un arrêté organisant une « Inspection de l'Exploitation commerciale » des voies navigables.

La mission de ce nouveau service, qui comprend six inspections générales, est la suivante :

« Etudier les courants de transports desservis ou susceptibles d'être desservis par la voie fluviale ; rechercher et armer les bateaux susceptibles d'effectuer ces transports ; faciliter la fourniture de combustible aux remorqueurs ; mettre les transporteurs, expéditeurs ou destinataires en relations avec la batellerie ; provoquer les affrètements et assurer une bonne utilisation et une rotation rapide du matériel flottant. »

Les Comités consultatifs d'Action économique s'étant, à maintes reprises, préoccupés de ces diverses questions, il m'a paru utile d'assurer leur collaboration à l'œuvre entreprise par le Ministre des Travaux Publics.

Il a donc été convenu, d'une part, que les inspecteurs principaux de l'ex-

exploitation commerciale convoqueraient les délégués du Ministre auprès des Comités correspondants à leur inspection et établiraient avec eux le programme des questions à soumettre aux Comités; d'autre part, que, lorsque ces questions viendraient en discussion, les inspecteurs principaux seraient convoqués aux séances des Comités.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien, le moment venu, prendre les dispositions nécessaires à cet effet.

Ci-joint, un tableau indiquant la répartition des Comités entre les six inspections principales.

Pour le Sous-Secrétaire d'État et par son ordre :

Le chef du Service économique,

CHAPPUIS

XV

COMITÉ CONSULTATIF D'ACTION ÉCONOMIQUE DE LA XV^e RÉGION

RÉUNION DE LA SECTION PERMANENTE DU LUNDI 3 DÉCEMBRE 1917.

I. — *Procès-verbal de la séance du 19 novembre.*

.....

II. — *Questions industrielles.*

1^o *Energie électrique. Situation de la Compagnie du Sud-Est.* — M., le secrétaire communique au Comité un télégramme par lequel M. Geoffroy, président de la Chambre de Commerce d'Avignon, a avisé, le 22 novembre, le Ministère du Commerce que la Compagnie Sud-Electrique, qui fournit le courant au département de Vaucluse, est dans la nécessité de suspendre cette fourniture aux usines de VIII^e catégorie, par suite du manque de charbon et de la baisse des eaux de la Durance, dont souffre la Société d'énergie électrique du Littoral Méditerranéen qui l'alimente; de ce fait, l'arrêt d'un grand nombre d'usines est à prévoir, s'il n'est pas fourni à cette Société, dans le plus bref délai, 150 tonnes de charbon, au minimum, par jour.

Depuis l'envoi de ce télégramme, la fourniture du courant a été réduite et la situation de l'industrie de Vaucluse s'aggrave chaque jour. Les transports par voie ferrée sont impossibles, le département de Vaucluse se trouvant dans la zone située à l'Est de la ligne Is-sur-Tille, Macon, Port-Saint-Louis-du-Rhône, où ne sont admis que les envois pour la guerre et, en petit nombre, les produits destinés à l'alimentation. D'autre part, tous les chalands de la Compagnie du P.-L.-M. sont réquisitionnés par l'Autorité Militaire dès qu'ils sont disponibles et, par suite, aucun transport ne peut être effectué par le

Rhône entre Avignon et Marseille. Le manque d'essence empêche le fonctionnement du service de camions automobiles organisé pour suppléer aux transports par voie ferrée. Enfin, la pénurie de charbon s'aggrave puisque le groupement de la Chambre de Commerce, dont les besoins ont été fixés pour décembre à 2.800 tonnes, ne recevra du Ministère de l'Armement que 1.590 tonnes. Il conviendrait, pour remédier à cet état de choses, et ainsi que vient de le proposer M. Geoffroy, dans une lettre du 1^{er} décembre au Ministère du Commerce, que le Ministère de la Guerre mît à la disposition de la Chambre de Commerce quelques camions militaires ; qu'il fut attribué à celle-ci une quantité d'essence suffisante pour actionner les camions automobiles actuellement en souffrance ; qu'enfin les chalands de la Compagnie du P.-L.-M. ne soient réquisitionnés qu'en cas d'absolue nécessité.

Le Comité décide d'appuyer d'un avis très favorable la demande de M. Geoffroy pour toutes les considérations indiquées dans cette demande ;

2^o *Demande de fourniture de glycérine.* — Le Comité donne un avis favorable à la fourniture de 80 kilos de glycérine nécessaire à Mme Poutrin, fabricant de savon à Annot, la livraison devant être effectuée par MM. Laforge et Mouchet, de Paris.

III. — *Transports terrestres.*

1^o *Crise des transports.* — M. le secrétaire signale le grand nombre de demandes d'intervention dont le Comité est actuellement saisi et que l'état actuel des transports ne permet évidemment pas d'accueillir.

M. Guillermond indique que, dès que les transports militaires diminueront, les transports commerciaux reprendront. Actuellement, la situation s'améliore, au départ de Marseille, à la gare d'Arenc, les gares de Saint-Charles et du Prado étant toujours surchargées et devant l'être encore, même après la cessation des transports de troupes à destination de l'Italie, par suite de l'envoi des trains de munitions et de ravitaillement. Les gares de Miramas et d'Avignon ont pu être un peu dégagées, grâce à des efforts exceptionnels. Il ne s'agit, d'ailleurs, à cet égard, que d'une question de traction. Jusqu'à ces derniers temps, en effet, il a existé, sur les lignes du littoral, deux courants de transport, l'un, à pleine charge, l'autre à vide, auxquels étaient affectés toutes les machines et tous les wagons disponibles. Depuis quelques jours, les transports à vide sont arrêtés, ce qui a permis d'utiliser un certain nombre de machines et de wagons pour l'industrie et le commerce.

M. Pélissier signale la gravité de la situation des industries de la Région par suite des difficultés actuelles de transport. Un grand nombre d'usines ont dû cesser de fonctionner par manque de matières premières et par manque de charbon, et, de ce fait, beaucoup d'ouvriers vont se trouver sans travail.

M. Guillermond répond que les transports militaires ont jusqu'alors primé tous autres transports et que, de leur cessation, dépend la reprise des transports commerciaux. Et cependant, malgré les plus grandes difficultés, la Compagnie P.-L.-M. a pu continuer à desservir Valdonne et à acheminer des trains de charbon au départ de cette gare. C'est ainsi que, pendant la 43^e semaine, 478 wagons de charbon, de 17 tonnes chacun, ont pu quitter Valdonne. Ce nombre s'est élevé à 497 pour la 45^e semaine, à 505 pour la 46^e semaine ; il a été réduit à 250 pour la 47^e semaine et a pu remonter à 457 pour la 48^e.

M. le président expose combien est préjudiciable aux industries de Marseille le manque des arrivages de charbon. Le groupement de la Chambre de Commerce, qui devait recevoir environ 30.000 tonnes mensuellement, n'en recevra, en décembre, que 8.930, dont 1.000 tonnes de houille.

M. le Dr Vidal ajoute que les denrées alimentaires font également défaut, et que, notamment dans le département du Var, les arrivages de blé dur sont insuffisants pour fabriquer les pâtes qui constituent la base de l'alimentation de la population du département.

M. Martin tient à spécifier que les transports de troupes en Italie constituant une impérieuse nécessité, c'est seulement en leur absence qu'il peut s'agir de transports commerciaux. Mais, dans cet ordre d'idées, il appartient au Comité de demander que, parmi les transports non militaires, les premiers à effectuer soient ceux des matières premières nécessaires à l'alimentation.

M. Guillermont indique, qu'à cet égard, en dehors d'un certain nombre de lignes où il existe un régime spécial, la Compagnie P.-L.-M. a admis, en principe, la réception des céréales, des bestiaux, des denrées alimentaires de la première catégorie, des combustibles et, à ce point de vue, la gare d'Arene est celle qui présente le plus de disponibilités. La Compagnie fournit, d'ailleurs, un effort énorme malgré le manque de machines que compensera faiblement l'envoi de locomotives américaines, celles-ci devant être principalement utilisées dans la partie du réseau fréquentée par les troupes américaines.

2^e Transport des amandes et noisettes. — M. le secrétaire signale au Comité une pétition de 18 négociants en amandes d'Aix, qui se plaignent que, depuis le mois d'octobre, aucun de leurs produits n'ait pu être expédié, que la gare d'Aix n'accepte plus l'enregistrement des demandes de tour de rôle de départ, que la grande vitesse leur est refusée, alors que des colis de leurs produits, expédiés en grande vitesse du Vaucluse, de la Drôme et du Gard, arrivent à Aix.

Le Comité, sur la proposition de M. Guillermont, renvoie, pour examen, la pétition dont il s'agit, à la sous-Commission de réseau de Marseille.

3^e Transports par voie ferrée sur le littoral. — Voir S. P. 15 novembre 1917, IV, 1^o ; 19 novembre 1917, III, 1^o.

M. le secrétaire indique qu'à la suite des vœux émis par le Comité sur le raccordement des lignes de Paris et de Nice, et sur la déviation, par la ligne Arles-Meyrargues-Druguignan-Nice, du trafic circulant actuellement par la ligne Arles, Marseille, Toulon, il a appelé l'attention de la Régie des Chemins de fer départementaux des Bouches-du-Rhône sur la nécessité de s'entendre avec la Compagnie du Sud-France pour réaliser cette déviation. La Régie vient de faire connaître qu'elle était prête à assurer, par la voie Arles-Meyrargues, le transport quotidien de 150 tonnes, à condition qu'un certain nombre de ses agents mobilisés lui soient rendus.

M. Guillermont expose que les disponibilités de la Compagnie du Sud-France sont extrêmement réduites par suite du transport des troupes sénégalaises qu'elle est chargée d'effectuer. Les jours où ce transport n'a pas lieu, les wagons disponibles servent à acheminer du charbon dans les Alpes-Maritimes et, à cet égard, la Compagnie P.-L.-M. alimente la Compagnie du Sud-France à Meyrargues au delà de la quantité que cette dernière Compagnie peut transporter.

4^e Transports automobiles. — M. le secrétaire signale l'organisation de

deux services de transports automobiles, l'un entre Nîmes et Marseille, par Avignon, Beaucaire, Tarascon, Arles, Salon, Aix : l'autre entre Nîmes et Narbonne, par Montpellier, Cette, Béziers. Ces services, entrepris par M. Navatel Roustan, fonctionnent actuellement à l'aide de 2 camions de 30 à 40 chevaux pouvant transporter 5 tonnes de marchandises, au prix de 1 franc la tonne kilométrique. D'autre part, la Société « Les Transports Routiers », dont le siège est à Paris, procède actuellement à une étude ayant pour but l'organisation, dans les Bouches-du-Rhône, d'un service de transport des marchandises par camions automobiles.

M. Estrine indique les difficultés éprouvées par les Sociétés ou entreprises industrielles de Marseille pour leurs transports. Il cite le cas de la Compagnie du Gaz, qui n'a pu faire transporter du charbon de Valdonne à la Bourdonnière, alors qu'un certain nombre de camions militaires sont inutilisés.

Le Comité charge M. le lieutenant Pradelle d'examiner quelles sont les disponibilités de l'Autorité Militaire en camions et voitures, et à quelles conditions il serait possible de les utiliser.

IV. — *Transports maritimes.*

1^o *Affrètement du vapeur Gaulois.* — Le vapeur *Gaulois* appartenant à M. Picard, directeur de la Société des Transports Côtiers, a été affrété aux Magasins généraux de France en Orient, pour des voyages de Marseille à Salonique, et une licence a été accordée à cet effet, le 18 novembre, par le Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande. Cet affrètement, à l'heure actuelle où le trafic sur la ligne Marseille-Nice est arrêté, présente le plus grand inconvénient, car le *Gaulois* qui peut charger 500 tonnes desservirait le Var et les Alpes-Maritimes dont il assurerait le ravitaillement.

M. le secrétaire indique qu'il a saisi de la question le Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande.

Le Comité, considérant que les difficultés des transports terrestres s'aggravent chaque jour, décide d'appeler à nouveau l'attention du Sous-Secrétaire d'Etat sur la nécessité de rapporter la licence accordée au vapeur *Gaulois*.

2^o *Assurance des risques de Guerre.* — La Compagnie Sicard dont le vapeur *L'Amphion*, d'une jauge de 307 tonneaux, effectue des transports côtiers et qui, à raison de ce vapeur, paie aux Compagnies d'assurances privées une prime de 6 %, a fait valoir que les navires au-dessus de 500 tonneaux peuvent, seuls, profiter de l'assurance de l'Etat, au taux de 3 % seulement, et demande l'extension de l'assurance d'Etat obligatoire aux navires de plus de 100 tonneaux.

Le Comité, sur la proposition de M. le président, décide d'inviter la Compagnie Sicard à demander que le bénéfice de la loi qui prévoit l'assurance au taux de 3 % soit étendu à son service.

3^o *Transports Marseille-Toulon.* — M. le secrétaire indique que l'Administration de la Marine vient de demander à la Maison Courbet, qui effectue un service de transports, par chalands remorqués, entre Marseille, Toulon, Saint-Tropez, Saint-Raphaël, 4 chalands destinés à transporter des marchandises ou appareils nécessaires à l'arsenal de Toulon et aux établissements de la Seyne. Or, cet affrètement peut préjudicier au ravitaillement de Toulon,

tel qu'il est assuré actuellement par chalands. Sans doute, le préfet Maritime, à la demande du préfet du Var, a autorisé le transport de 300 tonnes de farine pour la population civile, par le remorqueur qui fait le service de Marseille-Arenc à la Seyne, mais cette mesure est insuffisante, et il conviendrait d'inviter l'Administration de la Marine, dans l'intérêt du ravitaillement du Var, à libérer l'un des 4 chalands.

Cette proposition est adoptée.

4^e *Transports Marseille-Nice.* — M. le secrétaire donne communication d'une lettre de M. le préfet des Alpes-Maritimes signalant l'organisation, sous la direction du capitaine de frégate Battelet, chef du transit maritime, d'un service de chalands remorqués susceptibles de transporter, chaque jour, 500 tonnes de denrées de première nécessité. Il résulte des démarches effectuées par lui auprès du capitaine Battelet, à la suite de cette lettre, que le service est assuré par des vapeurs charbonniers et qu'il y a même un manque de fret à destination de Nice. Ce dernier point a été porté à la connaissance de M. le préfet des Alpes-Maritimes dont l'attention a été appelée sur la nécessité d'aviser les destinataires de la région niçoise des possibilités de transports qui leur sont offertes.

XVI

MINISTÈRE DE LA GUERRE

SECTION ÉCONOMIQUE DE LA XIV^e RÉGION

Lyon, le 20 janvier 1919.

ENTRÉE EN FRANCHISE, DANS L'INTÉRIEUR DE LA FRANCE, DE MARCHANDISES FABRIQUÉES DANS LA ZONE FRANCHE DE LA HAUTE-SAVOIE

Des ouvriers et ouvrières, occupés précédemment par les usines de guerre, vont se trouver sans travail dans un délai assez court, par suite de la cessation des fabrications destinées à l'armée.

Ce personnel appartient, en grande partie, à l'industrie horlogère, dans laquelle il était précédemment employé. Celle-ci subit actuellement une crise assez accentuée pour qu'il soit à craindre que, ne pouvant offrir à ces ouvriers et ouvrières leur embauchage d'avant-guerre, ces derniers ne restent en chômage pendant la mauvaise saison.

M. l'inspecteur départemental du Travail signale, à ce sujet, que la Maison « MM. les Fils de B. Depery », ayant une usine importante à Cluses et une autre à Scionzier, s'est préoccupée, depuis longtemps, de cette question, et pourrait embaucher un personnel de près de 200 ouvriers et ouvrières pour la fabrication d'objets nouveaux, en particulier des réveils pour lesquels cette firme serait déjà assurée de débouchés importants.

La Maison B. Depery Fils qui possède les matières premières et l'outillage

nécessaire, ne peut, néanmoins, envisager l'exécution de ce travail qu'à la condition que ses produits manufacturés soient autorisés à l'entrée en franchise dans l'intérieur de la France. A ce sujet, M. l'inspecteur départemental du Travail expose ce qui suit :

« Cette Maison, qui existait depuis longtemps déjà à Scionzier, a été autorisée, par décision du Ministère des Finances, en date du 15 novembre 1916, à transférer son ancienne usine dans les locaux nouveaux et à conserver, malgré cela, le droit d'entrer en franchise les pièces d'horlogerie de même nature que celles qu'elle fabriquait précédemment. Mais, par une lettre de la Direction des Douanes, datée du 29 novembre de la même année, on lui a fait connaître qu'elle ne serait pas autorisée à entrer en franchise les produits nouveaux : montres, réveils, etc. Dans ces conditions, cette maison ne peut entreprendre la fabrication nouvelle, celle des réveils qu'elle a étudiée et mise au point et pour laquelle elle est prête à partir. Mais elle consentirait à le faire si elle obtenait l'autorisation de rentrer en franchise ses appareils à l'intérieur. Elle fait remarquer qu'il ne s'agit pas de suppression de la région zonienne en ce qui la concerne, mais simplement de l'interprétation de la décision ministérielle du 13 novembre 1916. On a, d'ailleurs, autorisé à entrer en franchise toutes les pièces de munitions qui ont été fabriquées, pendant la guerre, dans cette région, parce qu'il s'agissait d'un intérêt supérieur : celui de la Défense nationale. Actuellement, la Maison Depery demande qu'on lui permette d'agir de même en ce qui concerne l'importation de toutes les pièces d'horlogerie, montres, réveils, pendules, compteurs, montées ou non, et elle fait remarquer qu'il y aura un intérêt public évident : celui de fournir du travail à un nombreux personnel menacé de chômage, et de contribuer ainsi au maintien de la vie normale et de la tranquillité publique.

« La Maison intéressée s'offre, d'ailleurs, à étudier, d'accord avec l'Administration des Douanes, les modalités d'application de la franchise qu'elle demande. »

Les Fils de M. B. Depery sollicitent, en outre, l'octroi de quelques facilités pour organiser cette fabrication : communications téléphoniques entre leurs usines de la région de Cluses, autorisation de se rendre dans les centres horlogers de Suisse pour se documenter sur leur nouvelle fabrication, autorisation d'importer de Suisse les aciers tréfilés d'horlogerie dont ils auront besoin, Mais c'est l'interprétation de la décision du 13 novembre 1918 qui est la plus importante.

Il est à remarquer que le réveil que la Maison Depery se propose de fabriquer est un des articles dont l'Allemagne détenait jusqu'ici la principale fabrication.

Une initiative dans le genre de celle-ci me paraît devoir être favorisée, puisqu'elle concerne une marchandise pour laquelle nous étions tributaires d'une nation étrangère et rivale.

La région de la Haute-Savoie est la seule, en France, qui possède l'outillage nécessaire et un personnel spécialiste qui, de ce fait, ne risquerait pas d'être réduit au chômage.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de vous soumettre cette question à toutes fins utiles, en émettant l'avis qu'il serait intéressant qu'elle soit signalée à M. le Ministre de la Reconstitution Industrielle.

Il y aurait, en outre, intérêt à ce qu'elle soit soumise à M. le Ministre des Finances, afin de mettre d'accord la lettre de la Direction des Douanes, du

19 novembre 1916, interdisant à la Maison B. Depery l'entrée en franchise, en France, de ses produits manufacturés, et la décision de M. le Ministre des Finances, du 13 novembre de la même année, qui avait autorisé cette firme à conserver, malgré son transfert dans des locaux nouveaux, l'entrée en franchise des pièces d'horlogerie de même nature que celles qu'elle fabriquait précédemment.

XVII

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Marseille, le 18 mars 1919.

SECTION ÉCONOMIQUE DE LA XV^e RÉGION

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Comité d'Action économique de la XV^e Région a examiné, dans sa séance du 5 mars, les conséquences provoquées par la dissolution prochaine des Sections économiques qu'il y avait lieu d'unir la question de la survivance des Comités régionaux d'Action économique au problème de la constitution du régionalisme et, après avoir entendu la lecture du rapport de M. Ripert, rappelant le but de la création des Sections économiques et les travaux riches en résultats accomplis par les Comités de la XV^e Région, il a adopté le vœu suivant :

« Le Comité, considérant que le fonctionnement des Comités d'Action économique, de 1916 à 1919, a prouvé l'utilité et l'efficacité d'un organisme commun à toute une région, pour les solutions des questions industrielles, commerciales, agricoles intéressant cette région ;

« Considérant, néanmoins, que l'état de paix est venu modifier la composition de cet organe ;

Considérant d'autre part, que la Région économique ne correspond pas très exactement à la Région militaire et que les limites de cette région doivent être fixées par un accord commun entre les intéressés eux-mêmes ;

« Emet le vœu :

« Qu'à l'organe appelé Comité consultatif d'Action économique de la XV^e Région succède un organe similaire, approprié aux besoins du temps de paix et composé des représentants des intérêts économiques de tous les départements qui auront décidé de s'agréger à la Région provençale. »

Il a été décidé, en outre, de rappeler l'attention des Pouvoirs publics intéressés sur un vœu précédemment émis et qui avait reçu l'approbation de M. le Ministre de la Guerre, tendant à ce que, dans le cas où aucun organisme ne succéderait au Secrétariat militaire du Comité consultatif, les documents recueillis par celui-ci soient versés à la Chambre de Commerce de Marseille.

XVIII

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre de la Guerre, et du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports Maritimes et de la Marine Marchande ;

Vu le Décret du 25 octobre 1915 créant des Comités consultatifs d'Action économique,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les Comités consultatifs d'Action économique, créés par le décret du 25 octobre 1915, sont rattachés au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports Maritimes et de la Marine Marchande, et placés sous l'autorité directe du Ministre.

ARTICLE 2. — Un arrêté du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine Marchande réglera les conditions dans lesquelles ce rattachement aura lieu.

ARTICLE 3. — Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, et le Ministre, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports Maritimes et de la Marine Marchande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel de la République Française* et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 28 février 1919.

Signé : R. POINCARÉ

Par le Président de la République,

Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre,

Signé : GEORGES CLÉMENTEAU

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes, des Transports Maritimes
et de la Marine Marchande,

Signé : CLÉMENTEL

XIX

INVENTAIRE SOMMAIRE DES ARCHIVES DU SERVICE ÉCONOMIQUE DE LA GUERRE
(conservées au Ministère du Commerce et de l'Industrie, Direction des affaires
commerciales et industrielles).

	Cartons
<i>Régions</i>	1-25
<i>Documents généraux</i> . — (Rapports, circulaires)	26-29
<i>Commission des Importations et usines sous séquestre</i>	30

Cartons

<i>Service des Importations.</i> — (Correspondance et bordereaux).....	31-39
<i>Exportations.</i> — (Registres, travail des séances).....	40-46
<i>Divers.</i> — Navigation-Ports.....	47-48
Usines sous séquestre.....	49
Cessions aux groupements alliés.....	50
Modifications aux prohibitions. Notes du délégué de la guerre...	51
Conseil économique.....	52
Comité des restrictions (Commission des dérogations)	53
Communications franco-italiennes	54
Association nationale d'expansion économique. Amitiés franco-étrangères	55
<i>Documents divers</i>	56-66
<i>Coupures de presse</i>	67
<i>Documents étrangers au S. E.</i>	68
Ministère du Blocus (Bulletins, notes).....	69-77
Etat-major de l'armée. — Section économique (bulletins, notes, études du Contrôle).....	78-79
Ministère de la Guerre. — Analyses de presse étrangère	80-82

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — I. <i>Le problème du régionalisme avant la guerre</i>	1
II. <i>Comment la guerre a posé le problème régionaliste</i>	8

PREMIÈRE PARTIE

Les Comités consultatifs d'action économique des régions militaires.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Historique des Comités consultatifs</i>	15
1. La création des Comités.....	15
2. Bases géographiques de l'organisation des Comités.....	23
3. Evolution des Comités.....	30
CHAPITRE II. — <i>Organisation et fonctionnement des Comités consultatifs d'action économique</i>	35
1. Composition des Comités et sous-Comités.....	35
2. Rapports des Comités et sous-Comités entre eux. — Particularisme contre régionalisme.....	38
3. Fonctionnement des Comités et sous-Comités. — Les délégués.....	40
4. Le Service économique de la Guerre.....	44
CHAPITRE III. — <i>L'action des Comités</i>	47
1. La compétence des Comités.....	47
2. La main-d'œuvre.....	50
3. Transports.....	53
4. L'agriculture et le ravitaillement alimentaire.....	57
5. Combustibles.....	58
6. La vie des industries.....	59
CHAPITRE IV. — <i>Les Comités et l'après-guerre</i>	63
1. La préparation de l'après-guerre.....	63
2. Rôle des Comités dans la reprise de la vie industrielle.....	64
3. De l'avenir des Comités régionaux.....	66

DEUXIÈME PARTIE

Les groupements économiques régionaux.

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'élaboration du plan Clémentel</i>	69
1. Comment la question se posa au Ministère du Commerce.....	69
2. Le précédent provençal.....	71
3. La circulaire du 25 août 1917 et le projet de constitution de régions économiques.....	72
CHAPITRE II. — <i>La mise en œuvre</i>	77
1. Comment les Chambres de Commerce accueillirent le projet...	77
2. Le régionalisme économique devant le Parlement.....	78
3. Les premières créations (mars 1918-avril 1919).....	84
4. Le lendemain de l'armistice. — Alsace-Lorraine et régions libérées.....	90
CHAPITRE III. — <i>L'organisation définitive des groupements économiques régionaux</i>	95
1. Le passage des Comités consultatifs de la guerre au commerce..	95
2. La formation des régions économiques.....	100
3. La mise en train du nouveau régime.....	104
4. Le fonctionnement et les résultats du système.....	107
CONCLUSION	111
PIÈCES JUSTIFICATIVES.....	115

PLAN D'ENSEMBLE
D'UNE
HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DE LA GRANDE GUERRE

I

LISTE DES DIRECTEURS ET DES COMITÉS DE DIRECTION

DIRECTEUR GÉNÉRAL : M. JAMES T. SHOTWELL

Membre de droit des Comités de direction

FRANCE

Comité de direction :

Président : M. Charles Gide.

Membres : M. Arthur Fontaine.

M. Henri Hauser.

M. Charles Rist.

BELGIQUE

M. H. Pirenne, *directeur*.

GRANDE-BRETAGNE

Comité de direction :

Président : Sir William Beveridge, K. C. B.

Membres : M. H.W.C. Davis, C. B. E.

M. Thomas Jones LL. D.

M. J.M. Keynes, C. B.

M. F.W. Hirst.

M. W.R. Scott, D. Phil.

ITALIE

Comité de direction :

Président : M. Luigi Einaudi.

Membres : M. Pasquale Jannaccone.

M. Umberto Ricci.

ALLEMAGNE

Comité de direction :

Président : M. Carl Melchior.

Membres : M. A. Mendelssohn-Bartholdy.
M. Gustave Bauer, ex-chancelier de l'Empire.
M. Hermann Bücher.
M. Carl Duisberg.
M. Max Sering.

AUTRICHE

Comité de direction :

Président : M. Friedrich von Wieser.

Membres : M. Richard Riedl.
M. Richard Schüller.
M. Clemens von Pirquet.

HONGRIE

M. Gustave Gratz, *directeur*.

RUSSIE

Sir Paul Vinogradoff, *directeur de la Première Série*.

PAYS-BAS

M. H.-B. Greven, *directeur*.

PAYS SCANDINAVES

Comité de direction :

Président : M. Harald Westergaard (Danemark).

Membres : M. Eli Heckscher (Suède).
M. N. Rygg (Norvège).

ROUMANIE

M. David Mitrany, *directeur*.

YUGO-SLAVIE

M. Velimar Bajkitch, *directeur*.

II

LISTE DES MONOGRAPHIES

(Cette liste ne comprend que les monographies déjà parues et celles qui sont en préparation. Elle pourra être modifiée ou allongée selon les besoins. Les monographies se divisent en deux catégories principales : celles destinées à former un volume de 300 à 400 pages, et celles qui, ne comportant qu'une centaine de pages, pourront être ultérieurement réunies en un même volume avec d'autres traitant de sujets connexes. Les monographies déjà parues sont indiquées par un astérisque, celles qui ne traitent qu'une partie d'un sujet par un double astérisque).

SÉRIE FRANÇAISE

Bibliographie de la guerre (œuvres économiques et sociales), par M. Camille BLOCH.

L'Organisation gouvernementale française pendant la guerre :

Transformation de la Constitution et de l'Administration centrale en France pendant la guerre, par M. Pierre RENOUVIN ;

Le Problème du Régionalisme, par M. Henri HAUSER ;

Les Services administratifs pendant la guerre (leur histoire et leurs archives), par M. A. BOUTILLIER DU RETAIL ;

L'Organisation de la République pour la Paix, par M. Henri CHARDON.

Le contrôle des prix des denrées d'alimentation par les pouvoirs publics, par M. Pierre PINOT.

L'Agriculture pendant la guerre, par M. Michel AUGÉ-LARIBÉ.

La Guerre et l'Industrie Française :

L'Industrie française pendant la guerre, par M. Arthur FONTAINE ;

L'Organisation des industries de guerre, par M. Albert THOMAS ;

Les Industries textiles, par M. Albert AFTALION ;

Les Industries métallurgiques, par M. Robert PINOT ;

Les Industries chimiques, par M. Eugène MAUCLÈRE ;

Les Combustibles minéraux, par M. Henri de PEYERIMHOFF ;

Les Forces hydro-électriques, par M. Raoul BLANCHARD ;

Les Bois d'œuvre pendant la guerre, par M. le général CHEVALIER ;

Les Industries de l'aéronautique, par M. le colonel Paul DHÉ.

La Guerre et le travail (3 volumes) :

- Salaires, tarifs, conventions collectives, grèves, par MM. William OUALID et C. PICQUENARD ;
- Placement et chômage, par M. A. CRÉHANGE ;
- Le syndicalisme durant la guerre, par M. Roger PICARD ;
- Main-d'œuvre étrangère et coloniale, par M. B. NOGARO et M. le lieutenant-colonel WEIL ;
- Santé, travail des femmes, par M. Marcel FROIS.

Effets économiques de la guerre dans les régions envahies :

- L'Organisation administrative allemande et l'organisation du travail dans les régions envahies de la France pendant l'occupation, par M. Pierre BOULIN ;
- Le Ravitaillement des régions envahies, par MM. Paul COLLINET et Paul STAHL ;
- Les Dommages de guerre pour la France, par MM. Edmond MICHEL et PRANGEY.

Réfugiés et prisonniers de guerre :

- Les Réfugiés, par M. Pierre CARON ;
- Les Prisonniers de guerre en France, par M. Georges CAHEN-SALVADOR.

La Guerre et le commerce :

- La France et la politique économique interalliée (2 volumes), par M. Etienne CLÉMENTEL ;
- La Guerre et le commerce français. Etude générale, par M. Charles RIST ;
- Le Blocus, volume d'études spéciales, avec préface de M. DENYS-COCHIN.

La Guerre et la marine marchande française :

- Transports par mer : la marine marchande, par M. CANGARDEL ;
- Les Ports français pendant la guerre, par M. Georges HERSENT.

La Guerre et les transports :

- Politique et fonctionnement des transports par chemins de fer, par M. Marcel PESCHAUD ;
- La Navigation intérieure en France pendant la guerre, par M. Georges POCARD DE KERVILER.

La Guerre et les finances françaises :

- La Politique financière de la France, par M. Henri TRUCHY ;
- Le Marché monétaire et financier français pendant la guerre, par M. Albert AUPETIT.

Le Coût de la Guerre pour la France :

- Dépenses budgétaires, par M. Gaston JÈZE ;
- Le Coût de la guerre pour la France, par M. Charles GIDE.

La Guerre et la vie sociale :

- La Lutte des organisations privées contre la cherté de la vie,
par M. Charles GIDE ;
- Problème du logement et urbanisme, par M. Henri SELLIER ;
- La Population et les revenus en France pendant la guerre,
par M. Michel HUBER ;
- Etude statistique sur le mouvement des prix et des salaires
durant la guerre en France, par M. Lucien MARCH.

La Guerre et la santé publique :

- La Défense de la santé publique pendant la guerre, par le
Dr Léon BERNARD ;
- Les Mutilés, par MM. CASSIN et DE VILLE-CHABROLLE.

Études d'Histoire locale (2 volumes) :

- Paris, par MM. Henri SELLIER et BRUGGEMAN ;
- Lyon, par M. Edouard HERRIOT ;
- Marseille, par M. Paul MASSON ;
- Rouen, par M. G. LEVAINVILLE ;
- Bordeaux, par M. Paul COURTEAULT ;
- Bourges, par M. Claude-Joseph GIGNOUX ;
- Tours, par MM. Michel L'HÉRITIER et Camille CHAUTEMPS ;
- L'Alsace et la Lorraine, par M. Georges DELAHACHE.

La Guerre et les colonies françaises :

- L'Afrique du Nord, par M. Augustin BERNARD ;
- Les Colonies françaises pendant la guerre, par M. Arthur
GIRAULT.

SÉRIE BELGE

- La Belgique et la guerre mondiale, par M. H. Pirenne.
- La Déportation des ouvriers belges et le travail forcé de la population
civile pendant l'occupation allemande de la Belgique, par M. Fer-
nand Passelecq.
- Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande, par
M. Albert Henry.
- De la Législation allemande concernant l'occupation de la Belgique, par
MM. J. Pirenne et M. Vauthier.
- Le Chômage en Belgique pendant l'occupation allemande, par M. Ernest
Mahaim.
- La Destruction de l'industrie belge par les Allemands, par le comte
Ch. de Kerchove.
- La Politique économique du gouvernement belge pendant la guerre,
par M. F.-G. van Langenhove.

SÉRIE BRITANNIQUE

- *Bibliographie, par M^{lle} M. E. Bulkley.
- Archives britanniques de Paix et de Guerre, par M. Hubert Hall.
- *Manuel de l'Administration des Archives, par M. Hilary Jen-
kinson.

- Le Gouvernement de guerre de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, considéré spécialement au point de vue économique, par M. W. G. S. Adams, C. B.
- *Le Gouvernement de guerre dans les Dominions, par M. A. B. Keith.
- Mécanisme de certains contrôles de l'Etat, par M. E. M. H. Lloyd.
- Rationnement et ravitaillement, par Sir William Beveridge, K. C. B. et Sir Edward C. K. Gonner, K. B. E.
- *Prix et salaires dans le Royaume-Uni (1914-1920), par M. A. L. Bowley.
- Les Impôts et les bénéfices de guerre, par Sir Josiah C. Stamp, K. B. E.
- Les Impôts.
- Les Bénéfices de guerre et leur répartition.
- La Guerre et les Assurances. Série d'études :
- Assurances sur la vie, par M. S. G. Warner.
- Assurances-incendie, par MM. A. E. Sich et S. Preston.
- Assurances maritimes, par Sir Norman Hill.
- Sociétés de Secours mutuels et assurances sur la santé, par Sir Alfred Watson.
- Le Mouvement national pour l'épargne, par Sir William Schooling.
- Assurances contre le chômage, par Sir William Beveridge.
- Histoire générale de la Marine marchande britannique pendant la guerre, par M. C. Ernest Fayle.
- *Le Contrôle des alliés sur la navigation maritime ; une expérimentation d'administration internationale, par Sir Arthur Salter, K. C. B.
- *L'Industrie britannique du charbon et la guerre, par Sir Richard Redmayne, K. C. B.
- L'Industrie britannique du fer et de l'acier pendant la guerre, par M. W. T. Layton, C. H., C. B. E.
- Le Commerce de la laine pendant la guerre, par M. E. F. Hitchcock.
- **La Commission de Contrôle du coton, par M. H. D. Henderson.
- *Production des denrées alimentaires, par Sir Thomas Middleton, K. B. E.
- Les Trade-Unions et la guerre, par M. G. D. H. Cole :
- **Le Trade-Unionisme et les munitions.
- **La Main-d'œuvre dans l'industrie britannique du charbon.
- **Les Organisations ouvrières par ateliers.
- *L'Organisation du travail et son contrôle, par Sir Humbert Wolfe, C. B. E.
- Effets de la guerre sur la Santé publique :
- La Santé de la population civile pendant la guerre, par M. A. W. J. Macfadden, C. B.
- La Santé des soldats démobilisés, par M. E. Cunyngham Brown, C. B. E.
- *La Vallée de la Clyde pendant la guerre, par M. W. R. Scott et M. J. Cunnison.
- L'Ecosse rurale pendant la guerre. Série d'études sous la direction de M. W. R. Scott :
- Pêcheries écossaises, par M. D. T. Jones ;
- Agriculture écossaise, par M. H. M. Conacher ;

- Le Travailleur agricole, par M. Duncan ;
La Réforme agraire, par M. W. R. Scott ;
Appendice sur le Jute, par M. J. P. Day.
Les Budgets de guerre et la politique financière britannique, par
MM. F. W. Hirst et J. E. Allen.
Le Pays de Galles et la guerre, par M. T. Jones.
Manchester. Histoire locale du temps de guerre, par M. H. W. C. Davis.
Dictionnaire des Organisations officielles du temps de guerre, par
M. N. B. Dearle.
Chronique économique de la guerre, par M. N. B. Dearle.
Le Coût de la guerre pour la Grande-Bretagne. En préparation.

SÉRIE ITALIENNE

- Bibliographie économique et sociale de la guerre, par M. Vincenzo Porri,
avec une introduction sur les archives de la guerre, par M.
Eugenio Casanova.
La Législation économique de la guerre, par M. Alberto De'Stefani.
La Production agricole en Italie (1914-1919), par M. Umberto Ricci.
Les Classes agricoles en Italie pendant la guerre, par M. Arrigo Serpieri.
Alimentation et rationnement, par M. Riccardo Bachi, et Alimen-
tation de l'armée italienne, par M. Gaetano Zingali.
Les Finances de guerre par M. Luigi Einaudi.
Le Coût de la guerre pour l'Italie, par M. Luigi Einaudi.
De l'Inflation en Italie et de ses répercussions sur les prix, les revenus
et les changes étrangers, par M. Pasquale Jannaccone.
Statistique de la santé publique en Italie pendant et après la guerre, par
M. Giorgio Mortara.
Le Peuple italien pendant et après la guerre : étude sociale, par M. Gio-
acchino Volpe.
Les Répercussions de la guerre sur la vie économique et sociale du Pié-
mont, par M. Giuseppe Prato.

SÉRIE ALLEMANDE

- Aperçu bibliographique de la littérature allemande relative à l'histoire
économique et sociale de la guerre, par M. A. Mendelssohn-Bartholdy
et M. E. Rosenbaum, avec une section sur les archives
impériales, par M. le comte Müsebeck.
Effets de la guerre sur le gouvernement et la constitution de l'Allemagne:
a) Le Gouvernement de guerre de l'Allemagne, par M. A. Mendels-
sohn-Bartholdy.
b) L'Administration politique des territoires occupés, par MM. von
Gayl, W. von Kries et L. F. von Köhler.
Effets de la guerre sur la morale et la religion :
a) Les Effets de la guerre sur la morale, par M. O. Baumgarten.
b) Les Effets de la guerre sur la religion, par MM. Erich Foerster
et Arnold Rademacher.
c) Les Effets de la guerre sur la jeunesse, par M. Wilhelm Flitner.
d) La Guerre et le crime, par M. Moritz Liepmann.

Effets de la guerre sur la population, le revenu et le niveau de vie en Allemagne :

a) Les Effets de la guerre sur la population, par M. R. Meerwarth.

b) Les Effets de la guerre sur les revenus, par M. A. Gunther.

Les Effets généraux de la guerre sur la production, par M. Max Sering.

La Guerre et le contrôle gouvernemental :

a) Le Contrôle de l'État et sa liquidation, par M. H. Göppert.

b) L'Approvisionnement des matières premières et le contrôle du gouvernement, par M. A. Koeth.

c) La Coopération économique avec les alliés de l'Allemagne et l'organisation du ravitaillement, par M. W. Frisch.

d) L'utilisation économique des territoires envahis :

La Belgique et la France du Nord, par M. Jahn.

La Roumanie et l'Ukraine, par M. Mann.

La Pologne et la région baltique, par MM. W. von Kries et von Gayl.

Les Effets de la guerre sur le commerce allemand, par M. W. Wiedenfeld.

Les Effets de la guerre sur la navigation et les chemins de fer .

a) La Guerre et la flotte allemande, par M. E. Rosenbaum.

b) La Guerre et les chemins de fer (en préparation).

L'Influence de la guerre sur l'industrie allemande, par M. Hermann Bücher.

La Guerre et les syndicats ouvriers allemands, par MM. Paul Umbreit. Adam Stegerwald, Antoine Erkelenz et Gustave Bauer.

L'Histoire sociale des classes ouvrières pendant et après la guerre :

a) La Guerre et l'ouvrier allemand, par M. David.

b) La Guerre et les salaires, par M. Waldemar Zimmermann.

L'Alimentation et l'Agriculture :

a) La Guerre et la population agricole, par M. Max Sering.

b) L'Approvisionnement alimentaire pendant la guerre. par M. A. Skalweit.

c) La Statistique alimentaire du temps de guerre, par M. Ernest Wagemann.

Effets de la guerre sur les finances allemandes :

a) Effets de la guerre sur la circulation monétaire et les banques, par M. Hermann Schumacher.

b) Les Finances allemandes pendant la guerre. par M. Walter Lotz.

SÉRIE AUTRICHIENNE ET HONGROISE

Autriche-Hongrie :

*Bibliographie des documents imprimés, par M. Othmar Spann.

Les Finances austro-hongroises pendant la guerre, par M. Alexandre Popovics.

Histoire économique militaire ; série d'études écrites sous la direction du professeur von Wieser, du général Krauss, du général Hoën et du colonel Glaise-Horstenau. Le Recrutement, etc., par le colonel Klose ; Munitions et ravitaillement, par le colonel Pflug ; les Transports

sous le contrôle militaire, par le colonel Ratzenhofer; (autres volumes en préparation).

L'Utilisation économique des territoires occupés : Serbie, Monténégro, Albanie, par le général Kerchnawe; l'Italie du Nord, par le général Leidl; l'Ukraine, par le général Krauss; la Roumanie, par M. Félix Sobotka; la Pologne, par le Général Mitzka.

« Mittel-Europa », préparation d'une nouvelle union économique, par MM. Gratz et Schüller.

La Ruine et le démembrement de la monarchie des Habsbourg, par M. Friedrich von Wieser, avec une section sur la rupture de l'Union économique entre l'Autriche et la Hongrie, par M. Richard Schüller.

Empire d'Autriche :

Le Gouvernement de guerre en Autriche, par M. Joseph Redlich.

Réglementation de l'industrie en Autriche pendant la guerre, par M. Richard Riedl.

Le Contrôle de l'alimentation et de l'agriculture en Autriche pendant la guerre, par M. H. Löwenfeld-Russ.

Le Travail en Autriche pendant la guerre, série d'études sous la direction de M. Ferdinand Hanusch.

Les Chemins de fer autrichiens pendant la guerre (contrôle civil), par M. von Enderes.

Le Ravitaillement en charbon de l'Autriche pendant la guerre, par M. von Homann-Herimberg.

Effets de la guerre sur la morale et la religion, par le chancelier Seipel.

La Guerre et le crime en Autriche, par M. Franz Exner.

Le Coût de la guerre en Autriche, par M. Hornik.

Royaume de Hongrie :

Histoire générale, de l'économie de guerre en Hongrie, par M. Gustav Gratz.

Les Effets de la guerre sur l'administration gouvernementale et sur l'esprit public en Hongrie, par le comte Albert Apponyi.

Histoire de l'industrie hongroise pendant la guerre, par le baron Joseph Sztérényi.

Histoire du commerce hongrois pendant la guerre, par M. Alexandre Matckovits.

Histoire des finances hongroises pendant la guerre, par M. John Teleszky.

L'Agriculture en Hongrie, par M. Mutschenbacher, et le contrôle alimentaire, par M. Jean Bud.

La Vie sociale en Hongrie pendant la guerre, par M. Desider Pap.

La Santé publique et la Guerre en Autriche-Hongrie :

Exposé général de la santé publique en Autriche-Hongrie, par le docteur von Pirquet.

Études sur la santé publique en Autriche pendant la guerre, par les docteurs Helly, Kirchenberger, Steiner, Raschofsky, Kassowitz, Breitner, von Bokay, Schacherl, Hockauf, Finger, Kyrle, Elias,

Economo, Muller-Deham, Nobel, Wagner, Edelman, et Mayerhofer, avec une introduction par le docteur von Pirquet.

PREMIÈRE SÉRIE RUSSE

(Jusqu'à la Révolution bolchevik)

- Les Effets de la guerre sur le gouvernement central en Russie, par M. Paul P. Gronsky.
- Les Finances de l'Etat en Russie pendant la guerre, par M. Alexandre M. Michelson.
- La Circulation monétaire en Russie pendant la guerre, par M. Michel V. Bernadsky.
- Le Crédit d'Etat en Russie pendant la guerre, par M. Paul N. Apostol.
- Le Capital allemand en Russie et la guerre, par M. Basile B. Eliashevitch.
- Les Effets de la guerre sur les municipalités russes et l'Union nationale des villes, par M. N. I. Astroff.
- Les « Zemstvos » en temps de paix et en temps de guerre, par le prince George E. Lvoff.
- Les « Zemstvos », par le prince Vladimir A. Obolensky.
- L'Union nationale des « Zemstvos » et la « Zemgor » (Fédération de l'Union des Zemstvos et de l'Union des Villes), par M. Serge P. Turin.
- La Guerre et la psychologie des membres des « Zemstvos », par Isaac V. Shklovsky.
- L'Armée russe dans la guerre mondiale, étude d'histoire sociale, par le général Nicolas N. Golovine.
- L'Économie rurale en Russie et la guerre, par MM. Alexis Anziferoff, Alexandre Bilimovitch et M. O. Batcheff.
- Les Effets de la guerre sur la propriété foncière et la réforme agraire, par MM. V. A. Kossinsky et Alexandre D. Bilimovitch.
- Le Problème du ravitaillement en denrées alimentaires de la Russie pendant la guerre, par M. Pierre B. Struvé, de l'Académie des Sciences de Russie.
- Le Crédit coopératif et la coopération agricole en Russie et la guerre, par M. Alexis N. Anziferoff.
- Les Coopératives et les consommateurs en Russie pendant la guerre, par M. V. T. Totomianz.
- Le Contrôle de l'industrie par l'Etat en Russie pendant la guerre, par M. Simon O. Zagorsky.
- Les Effets de la guerre sur quelques industries :
 - a) Les Mines de charbon, par M. Boris N. Sokoloff.
 - b) Le Pétrole, par M. Alexandre M. Michelson.
 - c) L'Industrie chimique, par M. Mark A. Landau.
 - d) L'Industrie du lin et de la laine, par M. Serge N. Tretiakoff.
- Les Effets de la guerre sur les questions ouvrières :
 - a) Les Salaires, par M^{lle} Anna G. Eisenstadt.
 - b) Les Budgets ouvriers, par M. Stanislas S. Kohn.
 - c) Les Modifications survenues dans la composition des classes ouvrières, par Vladimir T. Braithwaite.
- Le Commerce russe durant la guerre, par M. Paul A. Bouryshkine.
- La Russie et la guerre économique, par le baron Boris E. Noldé.

- Les Transports en Russie pendant la guerre, par M. Michel B. Braikevitch.
 Les Institutions universitaires russes pendant la guerre, par M. Paul J. Novgorodsoff.
 L'Enseignement primaire et l'Enseignement secondaire en Russie durant la guerre, par M. Dimitry M. Odinez.
 L'Histoire sociale de l'Ukraine pendant la guerre, par M. Nicolas M. Mogilansky.
 Les Effets de la guerre sur la santé publique en Russie, par M. L. A. Taracievitch.
 Statistique de la vie publique en Russie pendant la guerre, par M. A. A. Tschuproff.
 La Russie et la guerre mondiale (synthèse historique), par Sir Paul Vinogradoff.

SÉRIE HOLLANDAISE

- Effets économiques et sociaux de la guerre dans les Pays-Bas :
 L'Effet de la guerre sur le ravitaillement, par M. F.E. Posthuma.
 L'Industrie hollandaise, par M. C.J.P. Zaalberg.
 Le Commerce et la navigation hollandais, par M. E.P. de Monchy.
 Prix, salaires et coût de la vie, par M. H.W. Methorst.
 Banques et circulation, par MM. Vissering et J. Westerman Holstyn.
 Les Colonies hollandaises, par M. J.H. Carpentier Alting.
 **Les Finances de guerre des Pays-Bas, jusqu'en 1918, par M. J. van der Flier.
 Les Finances de guerre dans les Pays-Bas, de 1918 à 1922. Le Coût de la guerre, par M. H.W.C. Bordewyk.

SÉRIE SCANDINAVE

- Les Effets de la guerre en Suède, série de monographies :
 a) La Vie et le travail du peuple suédois. Introduction générale, par M. Eli F. Heckscher.
 b) L'Agriculture suédoise et l'approvisionnement alimentaire, par M. Carl Mannerfelt.
 c) L'Industrie suédoise, par M. Olaf Edstrom.
 d) Les Classes ouvrières, par M. Otto Jarte.
 Effets de la guerre sur les finances et le commerce suédois :
 a) La Circulation et les finances, par M. Eli F. Heckscher.
 b) Le Commerce suédois, par M. Kurt Bergendal.
 La Norvège et la guerre mondiale, par M. Wilhelm Keilhau.
 Les Effets économiques de la guerre sur le Danemark, par M. Einar Cohn, avec une étude sur l'Islande, par M. Thorstein Thorsteinsson.

SÉRIE TCHÉCOSLOVAQUE

- *Problèmes financiers et politiques en Tchécoslovaquie pendant la première année d'après-guerre, par M. A. Rasin.
 Effets de la guerre. Série d'études (en préparation).

SÉRIE YUGO-SLAVE

Situation économique de la Serbie avant la guerre, par M. Velimir Bajkitch.

La Serbie pendant la première année de la guerre, par M. Velimir Bajkitch.

Effets de la guerre. Série d'études (en préparation).

SÉRIE PORTUGAISE

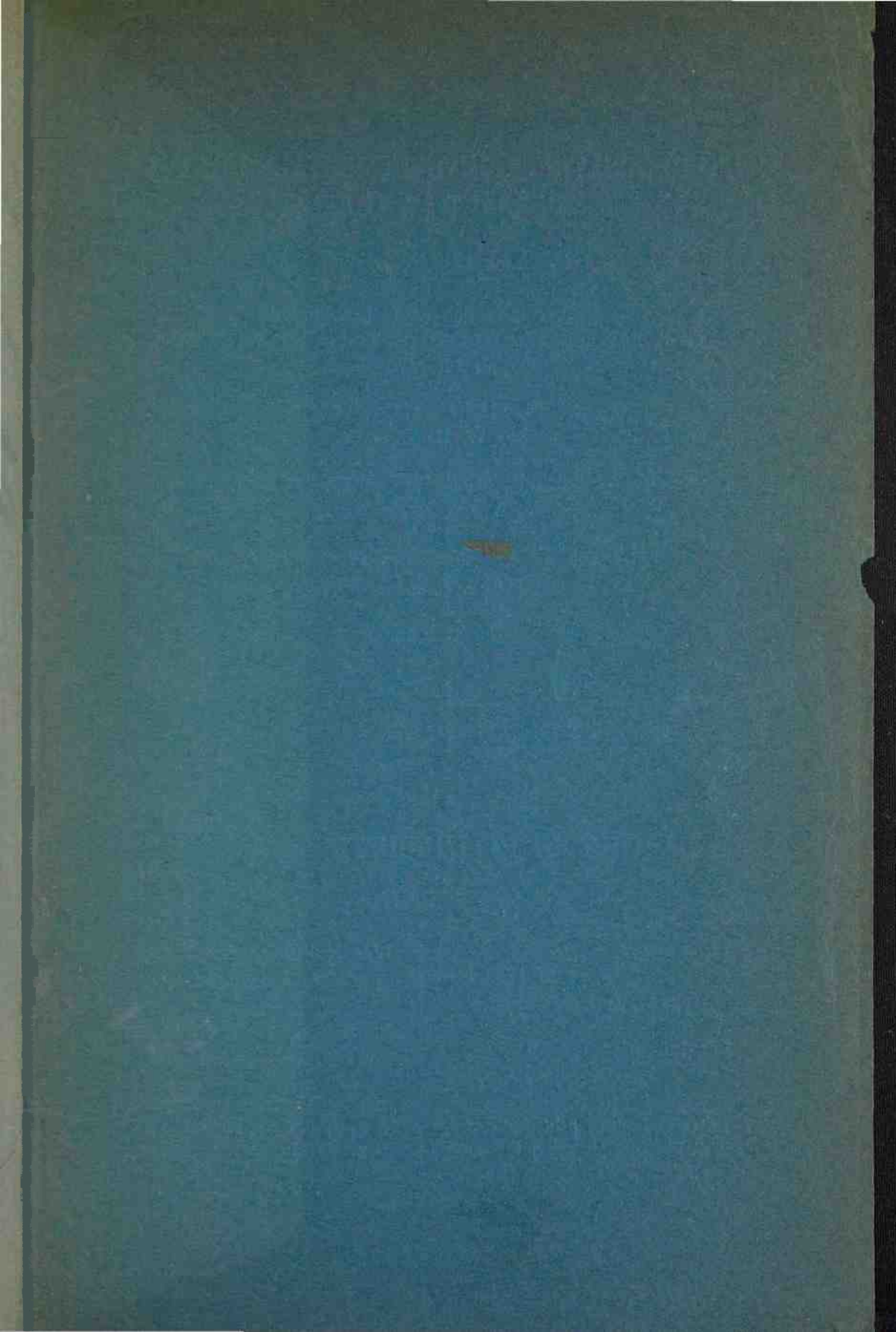
Répercussion de la guerre sur l'Histoire économique et sociale du Portugal, par M. George Young.

SÉRIE ROUMAINE

La Révolution agraire en Roumanie et dans le Sud-Est de l'Europe, par M. D. Mitrany.

Les Effets de l'occupation ennemie en Roumanie, par M. G. Antipa.

Les Effets de la guerre sur la santé publique en Roumanie, par M. J. Cantacuzino.



L'ORGANISATION GOUVERNEMENTALE FRANÇAISE PENDANT LA GUERRE

comprend les monographies suivantes :

**Transformation de la Constitution
et de l'Administration Centrale en France pendant la Guerre**
par M. Pierre RENOUVIN

Le Problème du Régionalisme
par M. Henri HAUSER

Les Services Administratifs pendant la Guerre (leur histoire, leurs archives)
par M. A. BOUTILLIER DU RETAIL

L'Organisation de la République pour la Paix
par M. Henri CHARDON

PARAITRONT PROCHAINEMENT :

Monographies concernant

LA GUERRE ET L'INDUSTRIE FRANÇAISE

**L'Industrie Française
pendant la Guerre**
par M. Arthur FONTAINE

Les Industries Textiles
par M. Albert AFTALION

**Le Contrôle des prix des denrées
d'alimentation par les pouvoirs
publics,** par M. Pierre PINOT.

L'Agriculture pendant la Guerre
par M. Michel AUGÉ-LARIBÉ

Les Forces Hydro-électriques
par M. Raoul BLANCHARD

**Etude statistique sur le mouvement
des prix et des salaires durant la
Guerre en France,** par M. Lucien
MARCH.